



MÉMOIRES
DE L'ACADÉMIE NATIONALE
DE CAEN

MÉMOIRES
DE
L'ACADÉMIE NATIONALE
DES
SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES
DE CAEN



VIRE
IMPRIMERIE JEAN BEAUFILS
18, RUE SAULNERIE, 18
—
1920-21

AC 1234
1234
1234

MÉMOIRES

Le Pessimisme d'un Irréconciliable
Dix ans d'obscur labeur et de rude
préparation à la vie publique

PAUL CHALLEMEL-LACOUR

LE VOYAGEUR, LE CRITIQUE, L'ÉCRIVAIN POLITIQUE

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE INÉDITE

(1859-1870)

PAR

Eugène GRELÉ

Membre Titulaire

MÉMOIRES

1

PAUL CHALLEMEL-LACOUR

LE VOYAGEUR, LE CRITIQUE, L'ÉCRIVAIN POLITIQUE

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE INÉDITE

(1859-1870)

Jusqu'ici, j'ai tenté de mettre en lumière, d'abord les origines normandes de Challemel-Lacour et le milieu familial où il a grandi ; puis, les circonstances politiques qui, dès sa vingtième année, l'ont peu à peu détourné de l'enseignement universitaire pour le jeter dans la mêlée des partis et finalement le conduire, après le coup d'Etat du 2 décembre, sur les routes de l'exil.

Ce qu'ont été ses huit années de vie errante, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Suisse, peut se résumer en quelques mots : misère matérielle, à peine compensée par de profondes et brèves joies intellectuelles, adoucie surtout par la tendresse d'une femme passionnément aimée.

Au retour de l'exil en 1859, Challemel-Lacour a trente-deux ans ; son amie, Mme Eugénie Fétis, de jour en jour plus dévouée, en a trente-huit. Pendant dix années, il va lutter, soutenu

par cette affection, pour gagner le pain quotidien et sortir de l'obscurité. Ce sont dix années d'âpres et rudes travaux, dont sa correspondance inédite va nous permettre de retracer les péripéties multiples et les longs ennuis, — tout un austère apprentissage d'homme d'étude qui veut devenir homme d'action.

I

Les premières démarches et les premiers déboires

Ce n'est pas un héros, un personnage consacré par la légende de malheurs immérités, portant l'auréole de la proscription et heureux de voir son exil prendre fin, qui rentre en France après l'amnistie de 1859 ; c'est un suspect, un homme aigri qui, jeune encore, a son existence à refaire, ne croit plus guère à la vie et sait les souffrances qui l'attendent. L'exil l'a vieilli ; il a les cheveux et la barbe presque tout blancs. Il n'est plus l'élégant et beau professeur qu'il fut à Pau et à Limoges. Il a plutôt l'air d'un père noble. Tel qu'il est, d'ailleurs, il a grande allure.

Ses anciens camarades d'Ecole normale et de Sorbonne (qu'il ne cherche guère, du reste, à rencontrer) le reconnaissent à peine. Ceux des promotions fameuses de 1846 à 1850 ont fait, pour la plupart, brillamment leur chemin. Ils se demandent d'où sort ce revenant. Le premier agrégé de 1848, Ernest Renan, est déjà célèbre, ainsi que son ami Berthelot, qui fut le condisci-

ple de Challemel au collège royal Saint-Louis. Ses deux aînés, Caro et Mézières, sont lauréats de l'Institut. Weiss, Véron, Frédéric Morin, Assolant, Eugène Yung, ont pris place dans la presse d'opposition. Malgré son échec très injuste à l'agrégation, peut-être même à cause du scandale de cet échec, Taine vient d'arriver de haute lutte à la renommée par son pamphlet contre les philosophes éclectiques. About a publié, au milieu des éclats de rire de la nouvelle génération, la *Grèce contemporaine*. Chaque jour, dans les *Débats*, le jeune Prevost-Paradol écrit un chef-d'œuvre de polémique spirituelle et meurtrière. Il n'est pas jusqu'au bon gros Sarcey qui ne commence à marquer sa place au *Figaro*.

Challemel-Lacour va-t-il prendre rang auprès d'eux ? Combien il le désire, non sans raison ! car il se sent au moins l'égal des plus réputés de ces favoris de la destinée. Lui aussi, il apporte du nouveau ; il a médité des ouvrages qui valent les leurs et il est tout prêt à faire connaître la littérature allemande à la France qui l'ignore. Il pourrait dire, comme Victor Cousin jadis, lorsqu'il revint d'Allemagne où il avait découvert le philosophe Hegel : « J'ai vu un homme de génie. » On avait cru Cousin sur parole, et l'on s'était enthousiasmé de prime abord pour son penseur jusqu'alors inconnu. C'est deux hommes de génie que Challemel a vus et fréquentés : Wagner et Schopenhauer. Pourquoi

ne les offrirait-il pas à l'admiration publique ? Il se rend très vite compte qu'on lui rirait au nez. L'heure n'est pas encore venue où l'on se pâmera aux auditions de *Lohengrin* et aux fantaisies philosophiques du vieux Misogyne.

Dans les rares maisons où il est reçu, chez la comtesse d'Agoult, — pour qui son ami Herwegh lui a remis une lettre de recommandation, — chez Hippolyte Carnot, chez Laurent Pichat, chez quelques autres encore, il a un peu l'air d'un étranger. On y parle surtout de politique. Et sans doute la politique le hante aussi, puisqu'il y a sacrifié sa situation et son avenir. Mais il faut vivre d'abord. Or, il est dans un état voisin de la misère. Si quelque main secourable ne se tend pas vers lui, il est perdu. Et l'on s'étonne que l'amertume soit entrée à plein dans son âme !

Il commence par se loger provisoirement à l'entresol du n° 6 de la rue de Bourgogne. Puis il monte au sixième étage du même immeuble. Recueillons ses impressions :

C'est le quartier des ministres et des ambassadeurs. Le monde tomberait de cataclysme en cataclysme sans leur vigilance ; aussi est-il nécessaire qu'ils dansent toute la nuit pour se tenir l'œil ouvert, et qu'ils dînent longtemps pour soutenir le fardeau de nos destinées. Pourquoi faut-il, hélas ! que ceux qui s'amusent fassent veiller ceux qui travaillent ! Je n'ai plus mon sommeil d'enfant pour résister à ces roulements de voitures, qui ébranlent le pavé à

chaque minute, et qui font frémir les maisons jusqu'aux combles ainsi que des feuilles de peuplier.

Une insomnie paisible, doucement occupée par quelque rêverie agréable, telle que celle que le thé me procure, ne me déplaît pas trop. Mais rien ne m'est plus pénible que d'être brusquement arraché à mon premier sommeil par l'affreux grondement d'une voiture. La brutalité de cette manière de réveiller les gens, et la mauvaise humeur qui résulte ordinairement de ce réveil, me coûtent assez souvent toute une nuit. Je ne sais vraiment par quel inepte scrupule le nouveau régime, en ramassant les morceaux de l'ancienne noblesse, s'est abstenu de revenir aux chaises à porteur, véhicule charmant, mystérieux, silencieux, qui n'a de rival que la gondole ; d'ailleurs, l'emploi des bêtes de somme à deux pieds est éminemment aristocratique (1).

Bref, Challemel n'est pas content. Après la solitude de Zurich, la vie de Paris, même la nuit, lui est désagréable. Ce n'est pas tout. Il ne trouve pas de travail qui soit dans ses goûts.

Le terrain me paraît terriblement labouré, — écrit-il à Herwegh le 8 septembre 1859 ; s'il n'est pas épuisé, c'est qu'il est bon. Je n'ai rien trouvé encore qui me convienne ; je n'ai même pas de point d'appui ni de base d'opération. Tout le monde est absent, à la campagne, aux eaux ; et ceux qui restent sont occupés à se frayer, des coudes et des poings, un passage à travers la cohue qui encombre les avenues des journaux, qui monte à l'assaut des administrations, qui s'abat, le bec ouvert, sur

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Etudes et Réflexions d'un Pessimiste*, p. 102-103.

les entreprises les plus douteuses et n'a que le temps de tourner la tête pour vous reconnaître et vous envoyer au diable.

Sur ces entrefaites, le libraire Hetzel, qui vient de rentrer lui aussi d'exil et que Challemel a fréquenté à Bruxelles, rouvre à Paris sa maison d'édition. Pour commencer, il essaie de faire connaître le théâtre allemand, dont on ne possède jusqu'alors que des traductions fort insuffisantes. Il entre en rapports dans ce but avec Saint-René Taillandier et Blaze de Bury ; bientôt il leur adjoint Challemel-Lacour. C'est pour celui-ci l'occasion de nouer des relations avec deux esprits très distingués qui collaborent depuis longtemps déjà à la *Revue des Deux Mondes*. La douceur aimable et presque timide de Saint-René lui plaît infiniment ; la brusquerie de Blaze l'irrite et l'indispose. Au surplus, leur collaboration sera de courte durée. Hetzel abandonne bientôt son projet. Et voici Challemel à la recherche d'un autre travail.

Malgré les dissentiments qui les séparent, il ne dédaigne pas d'aller voir Jules Simon, lequel lui témoigna jadis de la sympathie. Mais Simon n'est jamais chez lui, lorsqu'il s'y présente. Challemel serait assuré de le rencontrer, s'il consentait à se rendre à ses réceptions intimes déjà très suivies. Ce moyen lui répugne : car il apercevrait, dans ce milieu, trop de visages déplaisants de pseudo-philosophes, de moralistes à l'apparence austère, d'intrigants politiques.

Aussi s'abstient-il. Sa santé, d'ailleurs, laisse à désirer.

Je fais ce que je peux pour m'en distraire et n'y plus penser, — écrit-il à Mme Herwegh le 29 septembre. Est-ce le voyage ? Est-ce le changement d'air ? Je ne sais, mais l'oppression est revenue, et avec elle un peu de fièvre et quelques crachements de sang... Tout ne m'égaie pas dans ce que je vois et dans ce que j'entends. Mais enfin il y a de douces compensations : la première, c'est la France, où se trouve encore, parmi tant de laideurs et de misères, le seul ferment capable de remettre en mouvement l'âme du monde et la mienne.

Mais va-t-il pouvoir rester en France ? Vers la fin de septembre, il apprend que le conseil d'administration du *Polytechnicum* de Zurich, s'appuyant sur le règlement de l'école, n'accepte pas sa démission, trop tardivement donnée, et vient de le nommer titulaire de sa chaire pour dix années, — autant dire à perpétuité.

Vous savez, mande-t-il à Herwegh, que me voilà nommé pour dix ans à Zurich, sans compter les trois ans déjà écoulés. Une belle perspective, pas vrai ? que dix années de Zurich, dix années *de carcere duro*. Je vous y aurais, il est vrai, pour société.

Alors, en bon Normand qu'il n'a pas cessé d'être au fond (bien qu'il s'en défende), il imagine toute une procédure subtile pour se débarrasser des engagements par lesquels on veut le lier à Zurich. Il écrit au président de l'école que, puisqu'il est « un ami si acharné du règlement »,

il ne verra sans doute aucun inconvénient « à lui accorder un congé pour cause de santé », en lui conservant naturellement un traitement convenable. « C'est, dit-il, un parti que le règlement autorise pleinement. »

Du coup, le président de l'école se fâche et fait sommation au professeur récalcitrant de regagner sa chaire dans le plus bref délai. Il ne restera qu'un an, s'il le veut ; mais on ne le tiendra pas quitte à moins. Challemel-Lacour ne bronche pas. Il écrit à Marc Dufraisse le 24 octobre :

Je vous chargerais bien de faire entendre à notre président qu'il a tort de refuser ma démission, de vouloir me retenir malgré moi et d'être peu poli par-dessus le marché; mais vous perdriez, je crois, votre latin à faire entrer dans ces caboches qu'il est du dernier mauvais goût d'infliger brutalement une année d'exil de plus à un homme qui en a subi huit. Tenez-vous coi par conséquent.

A Georges Herwegh, il écrit également, le 22 octobre :

Vous savez que je ne suis pas encore libéré de Zurich. On ne veut pas ma démission. On m'écrit des lettres peu polies. On me menace de mesures de rigueur. Il est vrai que je ne me suis pas conformé à certain article du règlement. Mais, en vérité, il est dur, il est brutal, il est du dernier mauvais goût de vouloir m'infliger d'autorité une année d'exil de plus, quand on avait tout le temps depuis sept semaines de pourvoir à mon remplacement. quand déjà plusieurs personnes capables, quelques-

unes très connues et qui feraient honneur à l'Ecole polytechnique, se sont offertes à moi pour me succéder. Il eût été poli, chevaleresque et de gens comme il faut, de me laisser partir en exprimant des regrets et des félicitations ; il est grossier et sot de vouloir me retenir de force, surtout quand les efforts doivent être en pure perte.

Finalement, et pour avoir la paix, Challemel-Lacour propose à l'école d'agréer pour son successeur un philosophe éminent, Jules Barni, qu'il avait beaucoup admiré pour sa belle conduite lors du coup d'Etat et qu'il estimait un peu moins depuis qu'il était retombé sous la férule de Victor Cousin.

J'ai vu hier mon successeur probable, — écrit-il le 12 décembre à Mme Herwegh. Après avoir refusé, il va, je crois, accepter. C'est M. Barni, traducteur de Kant, brave homme, républicain, orthodoxe, philosophe dans les plus pures idées cousiniennes, fort pesant de corps, d'esprit, de parole et de plume : tout est chez lui en harmonie. En somme, c'est un homme intelligent, avec lequel on peut vivre, auquel j'espère parmi les Suisses et les héros proscrits plus de succès que je n'en ai obtenu. S'il vous plaisait que je vous l'adresse, il s'en tiendrait quant à lui très fier et très heureux (heureux et fier, vous rappelez-vous les harangues de 1848 ?) C'est aussi un ancien élève de l'Ecole.

A sa correspondante qui est la dévouée compagne du poète Georges Herwegh qu'il aime tant, Challemel-Lacour ajoute, dans une lettre datée du 21 décembre 1859 :

Je m'abstiendrai de vous adresser Barni ; la perte,

pour vous n'est pas grande ; pour lui, c'est autre chose. Si je le mettais au courant du monde franco-italien où il va tomber à Zurich, il me trouverait bien sévère ; il ne me croirait pas sans doute. J'ose dire que je ne serais que juste. Mais taisons-nous là-dessus. Est-ce orgueil ? dites-moi ; mais il me semble qu'il faut des gens comme vous, comme Georges, comme Eugénie, et — toute modestie à bas — comme moi, pour que la vie soit supportable. Nous ne sommes pas parfaits, et je me sens, pour moi, très vicieux et plein de défauts ; mais il y a en moi un certain amour du grand, du noble, du généreux et du vrai, que je ne puis faire taire, puisque je le sens, et auquel je dois de pouvoir encore me supporter.

Peu après, il écrit à Marc Dufraisse :

On m'a envoyé deux lignes imprimées de je ne sais quel journal de Zurich, où ma démission est annoncée, et par conséquent, quoiqu'il n'en soit rien dit, acceptée. Tant mieux ; j'aime la paix plus que vous ne pensez. Je ne sais ce que l'avenir me réserve, mais je suis jusqu'à présent content d'avoir donné ma démission et d'être ici. Non pour les plaisirs ; Dieu merci, je m'en passe ici comme à Zurich. Mais je découvre, en soulevant une petite couche qui peut tromper des yeux étrangers, une vie morale, toute de désir et d'espoir, il est vrai, mais qui prouve que la source n'est pas tarie. On voit même, ça et là, de petits mouvements comme d'une poitrine qui commence à se sentir serrée et respire avec effort ou comme d'un cœur qui palpite. Croyez-le, mon ami, ces petites choses font plus de plaisir à apercevoir ici, en France, chez nous enfin,

que les libres et bruyants mouvements dont j'ai pu être témoin chez les étrangers.

Alléché par ce préambule assez inattendu de la part de Challemel-Lacour, Marc Dufraisse lui demande aussitôt quelques détails sur ce qui se passe en France. « Rien de bon », lui répond brusquement Challemel, qui semble avoir honte de son rapide accès d'optimisme. Et il ajoute :

Ce que je vois, c'est que l'autorité ne s'endort pas. Elle vient de faire saisir le livre de Vacherot (1), en vente depuis quinze jours. Que diable les juges pourront-ils y reprendre ? Je suis peu satisfait de ce livre, qui n'a pas la rigueur d'une théorie, ni la précision d'un plan à réaliser, qui exagère infiniment la puissance de l'éducation et du levier moral, qui laisse à l'Etat bien plus que je ne voudrais lui laisser.

Le 10 février 1860, l'individualiste Challemel-Lacour revient sur ce livre de la *Démocratie* dans une lettre à Georges Herwegh :

Je suis désolé, lui dit-il, que vous n'ayez pas encore le livre en question. Mais le moyen d'échapper aux doigts rapaces de la police ! Le Pouvoir montre un acharnement particulier contre l'auteur ; je ne doute pas que la Cour d'appel ne confirme, si même

(1) Ce livre d'Etienne Vacherot était intitulé *La Démocratie*. Il parut en novembre 1859. Il valut à son auteur une condamnation à un an de prison, dix mille francs d'amende et la privation de ses droits politiques. Le jugement du tribunal de la Seine, en date du 6 janvier 1860, fut porté devant la Cour d'appel qui, le 29 février suivant, réduisit à trois mois la peine d'emprisonnement.

elle ne l'aggrave, l'arrêt qui l'a frappé. Il verrait son livre traduit avec plaisir, et avec plus de plaisir encore l'auteur et le surveillant de la traduction. Je lui en ai parlé, Dieu sait ! C'est à mon avis un livre faible, fait trop vite, trop pesant pour aller loin en France et dont l'idée première est diamétralement opposée à ma pensée actuelle ; l'auteur croit à l'efficacité de l'éducation, d'un système, d'un mécanisme, d'une législation, d'un ensemble d'institutions. Tout cela est le mal, au contraire, c'est ce qui remplace les individus, les caractères, les volontés, les hommes. Il faut refaire des hommes, et cela n'est donné à personne ; ils ne peuvent sortir que d'une fermentation brûlante, comme celle où se sont formés et où sont éclos les germes des premières espèces. »

Autant réclamer un miracle que de formuler un pareil souhait, en cette deuxième moitié du dix-neuvième siècle. C'est ce qui décourage Challemel-Lacour. Aussi ne comprend-il pas que le gouvernement impérial ait pris ombrage du livre de Vacherot. Il faut que le Second Empire se sente bien faible pour avoir peur d'un ouvrage dont l'auteur n'a pas su se dégager des mille liens subtils par lesquels l'Etat asservit l'individu.

On sait que ce fut Emile Ollivier qui défendit Vacherot devant le tribunal de la Seine. Il le fit en termes véhéments, dont la violence calculée parut suspecte à Challemel-Lacour. Déjà Challemel, en revenant d'exil, avait rencontré Emile Ollivier chez la comtesse d'Agoult, qui lui avait

donné pour femme sa fille Blandine. Ces deux hommes, presque du même âge, ne se comprirent pas ; on eût juré qu'ils n'appartenaient pas à la même génération. Ils se jugèrent plutôt sévèrement l'un l'autre. Pourtant à cette époque, Ollivier, député seulement depuis deux ans, faisait encore illusion à nombre de républicains vieux ou jeunes. Challemel-Lacour ne s'y méprit point ; il le proclama « souverainement dangereux ».

Mais il ne parla de lui ni à Marc Dufraisse ni à Georges Herwegh. Il ne leur dit pas non plus qu'il s'était trouvé en rapports, chez Mme d'Agoult et chez Laurent Pichat, avec Jules Ferry, Edmond Adam, Henri Brisson, Charles Floquet et qu'il sympathisait avec eux, surtout avec le premier de ces jeunes et intrépides républicains.. Avant de se prononcer sur ces nouveaux compagnons d'armes, Challemel voulait les étudier à fond. Il se borna donc, tout d'abord, à résumer pour ses amis demeurés en Suisse ses impressions d'ensemble et à rectifier les idées fausses qu'ils étaient amenés par l'éloignement à se faire des événements de la vie courante. Il avait parfois aussi à se défendre devant eux de ses ironiques et maussades appréciations dont Marc Dufraisse, particulièrement, lui tenait rigueur :

Vous me reprochez, doucement il est vrai, d'avoir raillé quand vous souffriez, — écrit-il à Dufraisse à la fin de 1859 ; et ce que vous dites me laisse à

penser que vous croyez ma fermeté un peu dure. Soit, je ne me targue pas de sensibilité. Sachez pourtant, mon ami, que je serais moins farouche, moins âpre, moins exigeant dans les relations intimes de la vie, moins prompt à me retirer, si j'étais né incapable d'aimer et de souffrir. Mais j'ai connu des gens qui ne vous regardaient que d'un œil humide, dont chaque poignée de main était tendre comme une caresse de, dont le cœur se liquéfiait à propos de tout comme un morceau de glace. J'ai vu que l'enthousiasme et la sensibilité pouvaient être des masques comme tout le reste, et ces masques m'ont paru les plus affreux de tous. J'ai si grand peur qu'on s'y trompe, que j'ai pris la mauvaise et peu lucrative habitude de ne pas exagérer ce que je sens et de ne pas même le laisser voir tout entier. Douleurs, affections, émotions, enthousiasmes ne transpirent guère sur mon visage et dans ma voix que malgré moi. Je dissimule mon cœur avec autant de soin que d'autres l'étaient ; j'espère qu'on ne m'accusera pas d'en vouloir faire commerce.

Dans cette disposition d'esprit, Challemel-Lacour ne peut guère espérer que ses amis de Paris s'empressent à s'occuper de lui. Décidément, il est d'un caractère trop singulier, toujours mécontent et d'une originalité fantasque. C'est ainsi qu'il se moque de Marc Dufraisse, qui lui avait dit sa joie d'apprendre que le *Journal des Débats* venait de l'accueillir. Challemel lui répond le 1^{er} février 1860 :

Je ne doute pas, mon cher Dufraisse, de vos bonnes dispositions à mon égard. Mais pourquoi diable êtes-vous si mal informé ? Si j'écrivais dans

les *Débats*, je ne le cacherais ni à vous ni à personne ; vous savez, mon ami, que je ne me cache guère. Mais je n'y écris pas, je n'y connais personne, il n'en a jamais été question, et entre nous, je ne suis pas encore assez pour me tenir dans le ton adouci et gazé dont la tradition, la position, le public et les directeurs des *Débats* ne permettent pas de sortir, pas plus en littérature qu'en politique. Vous aurez, on aura été induit en erreur par le nom de Deschanel (1) qui y a déjà publié trois feuilletons et qui a pris (Dieu le protège !) la succession de Rigault. On aura été bien charmé de me voir rallié aux Orléanistes ; n'est-ce pas un acheminement au bonapartisme ? et le bonapartisme a déjà plus d'un pied dans les *Débats*. Pour vous, à qui je n'impute pas cette pensée, le souvenir de ce que je regardais il y a deux ans comme d'une bonne politique, l'alliance limitée et conditionnelle de tous

(1) Emile Deschanel, revenu d'exil en même temps que Challemel-Lacour, venait, en effet, d'entrer au *Journal des Débats*, où il fit des « Causeries de quinzaine » qui obtinrent un vif succès. Il remplaçait aux *Débats* le fin moraliste Hippolyte Rigault dont la mort prématurée avait causé de profonds regrets. Normalien comme Deschanel et comme Challemel-Lacour, Hippolyte Rigault a laissé, outre ses thèses de doctorat, un élégant volume intitulé *Conversations littéraires et morales*, qui contient la meilleure part de ses articles des *Débats* et que l'on peut relire aujourd'hui encore avec profit. Rigault était Orléaniste, comme presque tous les rédacteurs d'alors du *Journal des Débats* ; certains d'entre eux, comme Silvestre de Sacy, par exemple, passaient néanmoins pour avoir des accointances avec le gouvernement impérial. Dans ce milieu, Emile Deschanel resta le ferme républicain qu'il n'avait cessé d'être ; mais, tant qu'il fut le collaborateur des *Débats*, il s'abstint de toute incursion dans le domaine de la politique.

les partis de liberté, vous aura fait paraître la chose vraisemblable. Cette alliance, vous savez qu'elle s'est réalisée, mais mal, incomplètement, sans résolution, comme tout ce qui se fait en cachette. Au reste, je crois très peu maintenant au succès d'une guerre de circonvallation.

Ce que je vous dis des *Débats*, je le dis de la *Revue des Deux Mondes* ; je n'y ai rien publié encore. Avant de pouvoir donner gratuitement, selon l'usage, un premier article à M. Buloz, premier article qui pourrait bien n'être jamais suivi du second, il faut gagner chaque jour mon dîner ; j'y suis parvenu jusqu'à présent, à condition de ne songer qu'à cela. Je vous répète encore que, soit illusion, soit présomption, je ne me flatte pas de pouvoir donner *d'abord* à mon style et à mes idées un caractère assez effacé pour ne pas blesser la vue délicate de M. Buloz. J'écirai pourtant dès que j'aurai le loisir. Toute ma peur est de compter un jour au nombre des gens de lettres ; j'espère en être encore loin.

Non, je ne vois personne. Je ne sais pas de quels anciens amis vous me parlez ; si vous aviez dit connaissances, j'aurais mieux compris. Qu'irais-je faire dans des sociétés dont les membres peuvent être respectables, mais qui, comme sociétés, n'ont qu'un nom exact : intrigallerie, fatuité, bavardage. C'est tout un. Ainsi, par exemple, le salon de M. Jules Simon ne me voit jamais, pas plus qu'aucun autre de cette sorte. Je ne ferai pas mon chemin par cette voie-là.

II

Richard Wagner et Garibaldi

Malgré ses répugnances à devenir « homme de lettres », Challemel-Lacour était bien obligé

de songer à tirer parti des manuscrits qu'il avait accumulés pendant les années d'exil. Il crut que l'heure était venue de publier sa *Philosophie individualiste*. Elle fut, en effet, agréée à la *Revue Germanique* ; mais elle n'y parut que trois ans plus tard. La nécessité, pourtant, le talonnait. Bientôt, la librairie Hachette lui confie une besogne qui semble l'intéresser tout d'abord : il s'agit d'une traduction de l'historien-moraliste Valère Maxime. Seulement, il y a peu de variété dans cette tâche de traducteur, et Challemel n'y met pas beaucoup d'empressement.

Mes travaux de manœuvre vont lentement, — écrit-il à Mme Herwegh au début de 1860. Quand j'ai écrit le matin, comme le ferait un copiste, ce que je fais ne vaut guère mieux ; l'après-midi, je me mets à battre librement les buissons de l'avenir. Cette liberté, cette irresponsabilité, cette abstention de toute besogne compromettante, cet éloignement de tout sale contact, c'est une compensation à l'abrutissement nécessaire de la matinée.

En dépit de sa belle assurance, Challemel-Lacour n'est point gai.

Vous aurez la guerre au mois d'avril peut-être, voilà ma pensée, — mande-t-il à Marc Dufraisse le 1^{er} février 1860. Et vous l'aurez à propos de la Savoie, sur le Rhin (1). Voilà ce que chantent ceux

(1) Les victoires de Napoléon III en Italie avaient réveillé toutes les haines allemandes. Après avoir fait espérer sa neutralité bienveillante, la Prusse avait commencé à mobiliser ; dès le lendemain de Magenta, elle

qui ont peur. Ils pourraient bien avoir raison. Ce qui se passe de tous côtés, a à mes yeux, une moralité vraiment divine. Chacun souffre ce qu'il mérite, tombe dans les panneaux qu'il s'est tendus, aura la destinée qu'il s'est apprêtée. Voyez plutôt M. Veillot (1).

Mais voici une diversion dans l'existence de Challemel-Lacour. Le maître Richard Wagner, qu'il a naguère connu en Suisse, est enfin parvenu à organiser à Paris trois concerts qui, pour lui, sont le prélude de la prochaine représentation de *Tannhäuser* à l'Opéra :

Nous sommes allés hier soir au dernier concert de Wagner, — écrit Challemel à Georges Herwegh le 10 février 1860. Salle à peu près pleine, mais évidemment beaucoup de billets donnés. Il est, je

avait pris des mesures pour concentrer 250.000 hommes à la frontière française. La cession de la Savoie à la France ne fit qu'accroître l'irritation de l'Allemagne.

(1) Le journal de Louis Veillot, *l'Univers*, fut supprimé par décret du 29 janvier 1860 pour ses critiques incessantes du gouvernement impérial dont il blâmait hautement l'intervention en Italie. On sait que Veillot avait été un des premiers à acclamer le coup d'Etat du 2 décembre et à faire l'éloge de Napoléon III. Challemel-Lacour souligne ironiquement la récompense inattendue que Veillot vient de recevoir pour ses bons et loyaux services. C'est « une moralité vraiment divine » qui sanctionne tous ces événements, dit-il. Il faut prendre cette expression dans son sens philosophique. Cette « moralité vraiment divine » est « la justice immanente » dont parlera plus tard Challemel-Lacour et qu'après lui, à la suite de leurs entretiens sur la destinée humaine, évoquera si éloquemment le grand orateur Gambetta.

pense, hors de contestation qu'il y a en lui de l'étoffe, de la puissance, une horreur absolue du convenu, peut-être du génie. Cela sera contesté pourtant ; car la vénalité, l'ignorance, l'esprit de routine, pour tout dire, l'infamie de tout ce qui noircit du papier pour les journaux, les *Débats* exceptés (1), n'ont point de bornes. J'ai aperçu Berlioz qui m'a paru applaudir de grand cœur. — Pour le succès au théâtre, c'est autre chose. Le public n'est ni musicien, ni religieux, ni artiste ; il veut être amusé, voilà tout. Wagner n'est pas descendu encore, et, je le souhaite pour lui, ne descendra jamais au degré qu'il faut pour être le pourvoyeur de nos plaisirs. Autre malheur : Wagner a un système, ce qui ne serait qu'un inconvénient pour son talent s'il ne le montrait que dans ses œuvres ; mais il s'en fait le théoricien. Rien ne fait peur à un public timide, soumis au succès et à la tradition, comme la pensée qu'on veut lui imposer un système. Wagner aura beau faire de la belle, de la superbe musique, comme l'ouverture de *Tristan et Iseult*, les imbéciles, c'est-à-dire le public, auront toujours peur d'aller entendre un plaidoyer, au lieu d'entendre un opéra.

A partir de ce moment, Challemel-Lacour s'attache d'autant plus à Wagner qu'il le sentait plus discuté par les « imbéciles ». D'ailleurs, Mme Fétis, qui adorait la musique, insista vivement auprès de son ami pour qu'il s'intéressât aux futures représentations projetées. Ce fut

(1) C'est Berlioz qui était le critique musical des *Débats*. Challemel-Lacour avait pour lui une profonde admiration.

pour elle, si souvent seule et tristement recluse au sixième étage de la rue de Bourgogne, une occasion de fréquenter le ménage Wagner qu'elle avait seulement entrevu à Zurich. Bientôt, elle fit part de ses impressions à Mme Herwegh. Voici un échantillon du style épistolaire de Mme Fétis, qui ne manque pas de couleur, s'il manque parfois de correction académique :

A en juger par le salon — écrit Eugénie Fétis en parlant de Wagner, ils sont magnifiquement logés : un second étage de cinq belles pièces. Pourtant Madame s'y trouve petitement. N'est-ce pas un peu de la maladie vaniteuse de son mari qui lui prend ? Il y avait chez eux un beau-frère de Madame et une nièce de Leipzig, puis deux autres Allemands. Mais ce qui était amusant à voir dans ce beau salon, c'était la mise du grand artiste. En vérité, il est de plus en plus dentiste d'apparence, et avec ce négligé incroyable (et déplacé le soir pour recevoir des dames) ce petit grand homme était le seul qui fumait : mais une longue pipe posée par terre. Elle s'est éteinte, et je lui ai offert d'être pour lui l'esclave du harem, — d'autant plus qu'en fait d'esclave, il a fait la réforme du mâle qu'il avait et que vraiment ce pacha ne pouvait appeler la bonne pour tout faire, à laquelle ils sont réduits maintenant.

Chez Wagner, Challemel-Lacour rencontra le romancier Champfleury, dont la simplicité l'étonna ; puis le poète Charles Baudelaire, dont la singularité fut loin de lui déplaire, et avec lequel il aimait à converser à bâtons rompus ;

enfin et surtout, le comte Foucher de Careil, avec qui il allait se lier d'une étroite amitié. Foucher de Careil était déjà connu dans les milieux savants par ses études sur Leibniz, dont il avait puisé les éléments à des sources nouvelles que lui avaient révélées ses recherches dans les bibliothèques de l'Allemagne. Au moment où il entra en relations avec Challemel, il préparait un long travail sur *Hegel et Schopenhauer*, qui devait paraître en 1862. Une commune admiration pour les grands penseurs allemands et un égal irrespect pour les pseudo-philosophes français les rendit vite intimes (1). Souvent Wagner, fervent disciple de Schopenhauer, se mêlait à leurs entretiens et y apportait une passion juvénile. Cet échange d'idées le décida à confier à Challemel-Lacour le soin de traduire en français les quatre poèmes d'opéra qu'il avait publiés jusqu'alors : *Le Vaisseau Fantôme*, *Tannhäuser*, *Lohengrin*, *Tristan et Iseult*.

Après quelque hésitation, Challemel se chargea

(1) D'autres circonstances contribuèrent à resserrer les liens d'amitié entre Foucher de Careil et Challemel-Lacour, qui étaient presque du même âge (le premier était né en 1826, le second en 1827). Tous deux, avec des tempéraments différents, étaient hantés par la politique. Foucher de Careil devint en 1861 conseiller général du Calvados pour le canton de Dozulé, où il possédait de grandes propriétés. Il fit, en cette qualité, une vive opposition à l'Empire. Elu sénateur républicain de Seine-et-Marne, en 1876, il fut, le 4 août 1883, nommé ambassadeur de France en Autriche-Hongrie par Challemel-Lacour, alors ministre des Affaires étrangères.

de cette besogne. Il venait, d'ailleurs, d'éprouver une fois de plus combien il lui était difficile de trouver une tâche à son goût. Marc Dufraisse lui avait demandé s'il ne pourrait faire insérer dans une revue parisienne un article sur Agrippa d'Aubigné qu'il avait rédigé avec une rare conscience dans sa solitude de Zurich. Et Challemel avait profité de cette occasion pour visiter certaines personnes qui, croyait-il, n'avaient point dû garder mauvais souvenir de lui. Il fut rapidement fixé à ce sujet. Voici, en effet, ce qu'il écrivait à Marc Dufraisse le 15 avril 1860 :

J'ai songé à trouver place à votre article dans le *Magasin de librairie*, de Charpentier, lieu honnête, où l'on a l'avantage d'être payé deux cents francs la feuille ; mais la place est gouvernée par M. Emile Saisset, mon vénéré maître, professeur de philosophie dévot à la Sorbonne, auprès duquel j'ai reconnu que ma recommandation n'était pas très bonne. Il m'a éconduit poliment, sous prétexte de surabondance d'articles. Le malheureux ne savait pas ce qu'il refusait !

Editeurs, gens de lettres, public, auxquels j'ai été mêlé jusqu'à présent m'ont inspiré plus de dégoût que de curiosité, plus de découragement que d'envie ou d'ambition. Faire son chemin *tout seul*, vivre de son travail purement personnel dans la littérature est chose impossible ; il faut à toute force entrer dans des entreprises collectives, c'est-à-dire oppressives. S'il est vrai que Hetzel veuille reprendre la *Revue de Paris*, il pourrait beaucoup ; d'ailleurs, par suite de sa prochaine transplantation à Paris, sa maison et ses affaires vont sans doute

prendre une extension qui peut lui permettre de m'employer aux choses à quoi je suis le moins impropre. Je le connais ; je le sais empressé à servir et bon ; mais je ne vais pas au Café Riche ; je ne me promène pas sur le boulevard des Italiens jusqu'à une heure du matin ; je suis peu homme de plaisir, je ne sais pas amuser, je ne ris que la semaine des quatre-jeudis ; une expérience assez dure, agissant sur une constitution sans doute mal faite, a habitué ma langue à une amertume contre laquelle j'aime à me réfugier dans le silence. Tout cela n'est pas de quoi séduire Hetzel (qui me connaît de reste) au point qu'il s'occupe de moi d'une manière efficace...

Quoi qu'il en soit, je ne regrette pas du tout d'être revenu à Paris ; ma pensée s'est réveillée, si mon pessimisme s'est encore augmenté. Je vois mieux que jamais la nature du mal, l'approche accélérée de la terminaison inévitable ; la coalition se fait, les vieux partis monarchiques, unis à l'immense faction religieuse, y prennent part. La Moricière, de l'aveu des Orléanistes, va former une armée de la foi avec les aventuriers que son nom va attirer, les Irlandais, les Bavares, les Polonais que les prêtres vont lui expédier ; cette armée servira quelque jour d'avant-garde aux restaurateurs du droit divin, tandis que l'Europe ameutée (princes et peuples tous ensemble) s'empresseront de mater la France amenée par son histoire à une situation telle qu'elle ne peut être que méprisée comme sous Louis-Philippe et en 48, ou menaçante comme sous le despote. Peut-être faut-il un cataclysme, l'abaissement de la France, la présence de l'étranger, la haine active qu'il inspirera, pour relever le sentiment politique, rendre aux individus quelque

ressort, rallumer quelque vie nationale, préparer ainsi, par le plus effroyable des remèdes, la régénération d'une race abêtie, abrutie, affaissée, qui ne croit à rien, n'aime rien, ne hait rien et a peur de tout. La situation est telle que l'invasion, qui blesserait à mort un peuple jeune et fier, est incapable de rien ajouter à l'avilissement de cette nation et pourrait bien être le seul topique auquel puisse céder sa paralysie.

J'ai fini mes spéculations, ne vous faites pas faute d'en rire, je vous en supplie. Je n'y tiens pas autrement, et je ne doute aucunement qu'il y ait d'autres façons de voir, et moins sombres, et plus sensées. En tout cas, au milieu du terrible gâchis où nous sommes, je crois qu'on ne saurait se placer trop haut, si l'on veut distinguer quelque chose.

On voit que le pessimisme de Challemel-Lacour — pessimisme, du reste, souvent très clairvoyant — ne fait que s'accroître de jour en jour. Ses déboires personnels l'induisent en des réflexions moroses qu'il ne limite pas à sa propre infortune, mais qu'il étend, par une généralisation hardie, à tout ce qui l'entoure, à la France entière dont il dénonce âprement l'état morbide. Il en vient même à se croire si malheureux et à considérer tant de misères autour de lui, qu'un séjour plus prolongé sur le sol natal lui est une souffrance indicible. Lui, qui avait tellement désiré rentrer en France, voilà qu'il songe à s'expatrier de nouveau — volontairement, cette fois, — moins d'un an après son

retour. Il écrit à Georges Herwegh au printemps de 1860 :

Nous irons probablement en Suisse cet été ; nous n'avons maintenant que des raisons de l'aimer : 1° parce que vous y êtes ; 2° parce que nous n'y sommes plus. Je tais les raisons philosophiques et politiques, qui en font un des trois ou quatre plus grands pays du monde. Notre voyage n'est pas encore résolu définitivement : il faut que je me ménage un travail à faire tout seul, sans livres, sur le bord du lac des Quatre-Cantons. J'espère bien que vous et Madame Herwegh viendrez y passer quelque temps. Je me porte garant que vous y seriez reçus avec honneur. La maison Sallé, où nous serons, est une maison hospitalière. On y sait assez quel trésor vous êtes tous les deux (1).

Quelques jours après, il mande à Mme Herwegh :

Je ne suis pas toujours gai ; me voilà au bout de la besogne dont j'ai vécu jusqu'à présent, (la traduction de dix pièces du théâtre allemand) et je n'ai rien de nouveau. L'homme auquel j'ai affaire, mon

(1) La famille Sallé, dont il est parlé dans cette lettre, était liée depuis l'exil avec Challemel-Lacour. Leurs relations devinrent surtout très suivies à partir de 1860 où Challemel s'intéressa tout spécialement aux études du fils de la maison, Edmond Sallé. Plus tard, lorsqu'il fut nommé préfet du Rhône, en 1870, il choisit pour secrétaire particulier ce jeune homme d'une rare distinction et d'une modestie non moins rare. Edmond Sallé fut le collaborateur dévoué et désintéressé de Challemel-Lacour ; nous aurons l'occasion de parler de lui plus longuement, au moment où nous retracerons l'histoire de ce qu'on a appelé avec un peu d'exagération le « proconsulat de Lyon ».

éditeur, est un homme sans consistance, une vraie girouette, qui promet, s'engage, entreprend, et puis recule, change de projets comme de chemises, c'est-à-dire fort souvent, car il est propre, et tout cela aux dépens de ceux qu'il a intéressés à ses entreprises... J'ai la douleur de ne réussir en rien. Je ne vois personne, je vis comme un loup, je ne fais pas de relations nouvelles, je néglige les anciennes ; bref, je ne fais rien de ce qu'il faudrait pour rencontrer des occasions d'affaires.

Voyant son ami découragé, Mme Fétis tente une démarche auprès de Marc Dufraisse, lui demandant d'intervenir, s'il le peut, auprès d'Hetzel ou de tout autre éditeur, pour que Challemel soit pourvu d'un travail quelconque, qui lui permette de vivre :

Votre correspondance secrète avec Eugénie est tombée entre mes mains, — écrit Challemel à Marc Dufraisse en avril 1860 ; c'est votre faute, vous n'avez rien fait pour me la dérober. Mais je veux être magnanime, et je veux bien ne pas me fâcher de ce que deux personnes que j'aime conspirent en cachette pour mon avancement. Je me serais bien gardé de vous importuner de mes soucis personnels, et j'aurais même empêché que personne vous en fît part, si j'avais été consulté. Non pas que je doute de l'intérêt que vous portez à ma tranquillité ; mais à quoi bon tracasser de nos misères le prochain qui n'en est pas plus dispensé que nous ?

Enfin, dans le courant de mai, l'éditeur Ladrance se décide à faire imprimer la traduction de *l'Histoire de la Philosophie*, de Ritter, traduc-

tion que Challemel avait commencée dès 1847 à l'Ecole Normale et qu'il avait achevée récemment. Tranquillisé de ce côté et sûr d'obtenir ainsi pendant quelques mois des subsides assez réguliers, Challemel-Lacour et Mme Fétis partent pour la Suisse où ils vont être pendant une partie de l'été les hôtes de la famille Sallé, dans la propriété du Châtaignier, sur le lac des Quatre-Cantons. Là, Challemel aura tout le loisir nécessaire pour traduire les opéras de Richard Wagner.

...Il y a déjà si longtemps que M. Wagner m'a parlé de son affaire, — écrit-il à Herwegh le 24 mai 1860, — et que je me suis engagé avec lui, qu'il est temps de songer à la besogne. Soyez donc assez bon pour m'envoyer au plus tôt son gros volume et son *Tristan*. C'est lui-même, qui ayant besoin de son exemplaire pour refaire et abrégé la préface, m'a rappelé que vous en aviez un. S'il était perdu, égaré, ou, ce qui revient quelquefois au même, prêté, dites-le moi, car j'attends. Les beaux poèmes, les beaux romans, les beaux rêves qu'on pourrait faire, si l'on avait le temps, dans ce pays, tout en écoutant les sirènes du lac. Mais il faut songer à autre chose. Cet affreux Paris vous y poursuit encore de la pensée des nécessités qui vous attendent au retour. Adieu, mon cher, jusqu'au moment où je vous verrai à Zurich, où je vous tiendrai au Châtaignier.

Quelques jours après, le 8 juin, il mande de Lucerne à Mme Herwegh :

...Vous redirai-je notre impatience, à Eugénie et à moi, de vous revoir, de vous embrasser tous ? Pour

moi, tant que je n'aurai pas l'espoir fondé, prochain, de vous ravoïr près de nous, je ne serai qu'un invité établi. Quant à présent, je ne le suis pas du tout. C'est pourquoi je travaille, en manœuvre, à la gloire, un peu problématique, comme poète du moins, de M. Wagner. Je dis en manœuvre, et notez que je m'en félicite : cela laisse l'esprit neutre ; je traduis à peu près comme je rayerais du papier et je francise tant bien que mal les extases de Tristan, tout en pensant à Garibaldi (1). Et moi aussi, chère Madame, cela m'émeut, moins à cause du succès que j'en attends, qu'à cause du rare exemple d'énergie et de vie qui permet, dans la décrépitude universelle, de croire que tout n'est pas éteint en Europe. A force de se laisser étreindre par des mains de fripons et de bourreaux, le cœur de la France a fini par battre au commandement, avec la docile régularité d'une montre éprouvée.

C'est vers la fin du mois que nous ferons le voyage souhaité à Zurich. C'est encore loin ; mais savez-vous ce qui nous arrête ? Oui, vous le savez ; c'est ce qui arrête à mi-chemin les plus beaux projets, ce qui empêche de naître les chefs-d'œuvre, ce qui paralyse tout : nous n'avons pas de quoi payer nos

(1) On venait d'apprendre les premiers succès remportés par la célèbre expédition des Mille. Organisée pour soutenir les Siciliens révoltés contre le roi de Naples, l'armée de Garibaldi, forte en réalité de 4.000 hommes, s'était déjà emparée de Salémi, de Calatafimi et de Palerme (20 mai 1860). Challemel-Lacour s'était pris d'enthousiasme pour Garibaldi, et l'on comprend que sa besogne de traducteur de Wagner lui parût bien pâle et bien morne auprès des brillants exploits dont le sud de l'Italie était le théâtre. Lui, si peu « militariste » et d'humeur évidemment pacifique, il regrettait presque à ce moment de n'être pas soldat.

places. Force est d'attendre la fin du mois, et les fonds qu'il nous faut.

Merci à Georges de l'empressement avec lequel il a répondu à ma prière (1). Je lui reporterai sans tarder le livre du musée ; car je compte être bientôt quitte des délices que je goûte avec M. Wagner, quoique, pour en supporter le poids, j'étais obligé de me relever le cœur par quelques autres travaux (2).

Enfin, au commencement de juillet 1860, Challemel-Lacour a terminé sa tâche de traducteur des opéras de Wagner. Il va pouvoir maintenant, ayant reçu quelque argent, faire le voyage de Zurich. Il l'annonce en ces termes à Marc Dufraisse, dans une lettre datée du vendredi 13 juillet :

Demain samedi, je serai à Zurich. Quelques fâcheux souvenirs que Zurich me rappelle, vous y êtes, votre famille y est, Herwegh y est ; c'est assez pour que je ne puisse passer si près, sans y aller. Nous causerons de ce qui vous intéresse... et de ce qui me touche, puisque vous avez la bonté d'y prendre une part si amicale. Je retourne en France, d'où j'ai été absent trop longtemps. M. et Mme Sallé seront infiniment heureux de votre visite. Que je regrette de ne pouvoir y rester jusque-là !

Dès le mois d'août, Challemel-Lacour est

(1) Georges Herwegh lui avait prêté le texte allemand des poèmes d'opéra de Wagner ; il l'avait emprunté lui-même au musée de Zurich.

(2) Son Introduction à l'*Histoire de la Philosophie* de Ritter et le commencement de sa traduction de *Valère-Maxime*.

réinstallé à Paris. Il passe ses journées à corriger les épreuves de son *Histoire de la Philosophie*, dont les trois gros volumes doivent paraître au printemps suivant. Entre temps, il va voir Hetzel :

C'est grand dommage — écrit-il à Marc Dufraisse le 28 août, — que ses grandes affaires l'occupent au point que ceux qui sont présents existent seuls pour lui ; il serait l'homme le plus serviable du monde, si seulement il pensait à vous. J'en ai fait mon deuil ; je vais le voir encore parce que j'y trouve plaisir, mais j'ai renoncé à l'espoir qu'il trouve jamais le moment d'aider une bonne volonté de travailler. J'ai vu avec satisfaction que tout est passé entre lui et Deschanel ; j'ai trouvé Deschanel déjeunant chez lui.

J'ai appris par le journal que vous aviez perdu votre père. J'ai été tenté de vous écrire sur-le-champ. Mais vous n'êtes pas de ceux à qui on peut adresser une consolation banale, et je m'y entends assez mal. Ces pertes ont beau être naturelles, attendues, inévitables, ce n'en est pas moins une partie de votre vie qui s'en va ; elles mutilent l'univers pour vous. Voilà dix ans que j'ai perdu mon père : ce n'en est pas moins encore mon compagnon le plus habituel, et le jour de sa mort a marqué la fin de ma jeunesse.

Après ce rappel mélancolique d'une mémoire inoubliable, Challemel-Lacour ne cherche pas une diversion aux souvenirs qui le hantent ; reportant sa pensée vers sa situation personnelle et intime, il ajoute d'une façon inattendue :

Je veux vous poser un problème moral. Entre

ceux qui se jettent par entraînement de cœur, par passion irréfléchie mais généreuse, dans des situations d'où ils ne peuvent sortir que déchirés, et ceux qui sachant toujours éviter prudemment ces écueils, arrivent à la fin de leur vie irréprochables, qui aimez-vous le mieux ? Ne vous défiez-vous pas de l'homme qui n'a jamais fait de folie — c'est le mot poétique ; — de sottise, — c'est le mot de la prose ?

Assez embarrassé pour répondre à semblable question, où il se sent incompetent, Marc Dufrais se s'abstient d'écrire quelque temps à Challemel. Par contre, la correspondance de celui-ci avec Georges Herwegh devient de jour en jour plus régulière. Les succès de Garibaldi, en Italie, la prise de Reggio et de Palmi, l'entrée dans Naples abandonnée par François II, les cris répétés de : « Vive Victor-Emmanuel ! Vive Garibaldi ! » font l'objet de la plupart de leurs lettres. Après la victoire de Naples, Challemel interroge anxieusement Herwegh : il ne comprend plus aussi bien la marche des événements :

D'ici, mon cher ami, — écrit-il à Herwegh le 21 septembre 1860, — les affaires d'Italie paraissent depuis huit jours la bouteille à l'encre. Je vois que cela va vite, que cela va bien, mais les voies, les directions, les intérêts, les inimitiés sont si embrouillés que le diable même n'y verrait goutte. De votre observatoire, vous voyez mieux sans doute. Faites-moi donc part de vos lumières. Attaquera-t-on les Français à Rome ? Attendra-t-on qu'ils s'en aillent avec leur Pape mal gardé ?

J'ai eu souvent, j'ai encore des jours bien sombres, pendant lesquels j'éprouve des tentations très fortes d'aller me faire tuer là-bas. Je vous dis cela parce que j'en rougis ; je rougis de ne regarder cette résolution que comme un pis-aller : ce n'est pas un jour d'ennui et de torpeur, c'est un jour d'enthousiasme que doivent se prendre de telles décisions. Je suis jaloux de de Flotte (1) ; je vous l'avoue, je le suis moins de la souscription que lui ont faite et de la statue que lui destinent ceux qui l'ont, il y a douze ans, transporté sans jugement et qui le calomnient par leurs éloges. Il y a des insolences qui m'étonneront toujours. La souscription

(1) René de Flotte, né à Landerneau en 1817 d'une ancienne famille de noblesse bretonne, entra dans la marine et devint lieutenant de vaisseau en 1846. Après la révolution de Février, il se jeta tout entier dans la politique, propagea avec ferveur les doctrines socialistes et fut l'un des orateurs les plus influents du club présidé par Blanqui. Compromis dans les événements du 15 mai, il fut arrêté et transporté à Belle-Isle. Il donna sa démission d'officier de marine en 1849 ; à l'élection partielle qui eut lieu le 10 mars 1850, il fut nommé représentant à l'Assemblée Législative par le département de la Seine en même temps que Carnot et Vidal. Cette triple élection, dont s'alarmèrent les conservateurs, fut le prétexte des restrictions apportées au suffrage universel par la loi du 31 mai. De Flotte vota constamment avec la Montagne. Au 2 décembre, il fut compris dans le premier décret d'expulsion et se réfugia en Belgique, où il connut Challemel. Engagé dans l'expédition des Mille, il alla organiser à Gênes un petit corps de volontaires français, gagna la Sicile et mit son dévouement au service de la cause italienne. Lors de la marche sur Naples, de Flotte fut chargé d'un débarquement en Calabre ; il tomba, frappé d'une balle au front, à Reggio (22 août 1860). Garibaldi lui fit élever, par souscription, un monument à la place même où il avait été tué.

est arrêtée : c'est dommage. Quel bel effet y auraient produit tant de noms que vous savez !

Pendant ce temps, la traduction des opéras de Wagner achevait de s'imprimer. Un jeune libraire, nommé Bourdilliat, qui avait fondé récemment la « librairie nouvelle » du boulevard des Italiens, s'était chargé de l'édition, dont il prit le plus grand soin. Il en fit un élégant volume, qui eut sa place dans la jolie collection où avaient déjà paru tout dernièrement les *Prophètes du Passé*, de Barbey d'Aurevilly, les *Jugements nouveaux*, de Xavier Aubryet, *Lui* de Mme Louise Colet, *La Sibylle*, de Laurent Pichat, les *Poésies* de Louis Bouilhet, etc. La « Librairie nouvelle » était un rendez-vous quotidien d'hommes de lettres, qui lui donnaient presque « la physionomie d'un cercle où venaient aboutir toutes les nouvelles, voire tous les potins de Paris » (1). Challemel-Lacour ne fréquenta guère plus ce « Cercle » que les autres « salons » où il était invité. C'est là pourtant qu'il rencontra Barbey d'Aurevilly, qui lui déplut fort, et Louis Bouilhet, qui ne lui fut pas beaucoup plus sympathique.

Le volume fut mis en vente dans les premiers jours de décembre 1860, sous ce titre : *Quatre poèmes d'opéras, traduits en prose française et précédés d'une lettre sur la musique par Richard Wagner*. Le nom du traducteur ne figu-

(1) ERNEST DAUDET, *Souvenirs de mon temps* (Plon-Nourrit, 1921), p. 247.

rait nulle part dans le livre ; mais Wagner a tenu à lui rendre justice dans ses Souvenirs (1).

(1) RICHARD WAGNER, *Ma Vie* (tome III, p. 286-287) : « Vers ce temps, j'eus cependant un motif de me réjouir : je reçus la traduction des quatre poèmes d'opéras que j'avais publiés jusqu'alors : elle venait de sortir de presse, accompagnée d'une préface détaillée que j'avais dédiée à M. Frédéric Villot. L'adaptation française était de M. Challemel-Lacour, qu'autrefois j'avais connu réfugié politique, chez Herwegh, à Zurich. L'intelligence avec laquelle il avait exécuté son travail enchantait tout le monde. »

Sous la plume de Wagner, ceci est un très grand éloge. Les paroles du maître ont eu, en outre, le mérite de fixer nettement la part de collaboration qui revient à Challemel. Cette part est considérable. Comme l'écrivait assez plaisamment Georges Herwegh, « grâce à Challemel, on a su au moins ce que Wagner a voulu dire. » Wagner était, en effet, doué d'un style abrupt et embrouillé, assez déconcertant pour un traducteur. Cela est si vrai que, de son aveu même, tous ceux qui avaient essayé de traduire ses poèmes d'opéras, Lindau, Roche, Charles Nutter, avaient dû bientôt y renoncer. Seul, Challemel-Lacour y réussit, à la satisfaction générale. Pourquoi donc n'avoir fait, dans le volume, aucune mention, même brève, de son nom ?

En tout cas, s'il y eut des raisons, politiques ou autres, de ne point le désigner dans l'édition de 1860, on comprend moins l'omission dont il a été victime en 1893, lorsqu'on a réimprimé les *Quatre poèmes d'opéras*. Cette omission est d'autant plus regrettable qu'elle est due à Charles Nutter, qui savait mieux que personne, de par son intimité avec Wagner et ses fonctions de bibliothécaire de l'Opéra, quel avait été le traducteur de 1860. Dans la courte notice qu'il a mise en tête de la nouvelle édition (Paris, A. Durand et fils, éditeurs, 1893), Nutter se borne à indiquer que « le volume publié, il y a trente-deux ans, était depuis longtemps épuisé » et que « rarement on en trouvait un exemplaire, à un prix assez élevé. » Il en existe un à la Bibliothèque de l'Opéra, où je l'ai longuement consulté et comparé avec l'édition de

Tout cela importait peu à Challemel. Ce démocrate, aux allures aristocratiques, affichait un profond dédain pour la renommée. Il avait exécuté la besogne qu'on lui avait demandée. On était satisfait : tant mieux ! Ce n'était pas une raison pour qu'il essayât de tirer de l'affaire un meilleur profit. Et il passait à une autre besogne tout simplement.

Ainsi vont mes projets de publication, — écrivait-il alors à Georges Herwegh. — J'en ai eu déjà plus de tués sous moi que le plus brave général dans la plus terrible bataille. N'importe, je chevauche toujours bravement... Après m'être abruti tous les jours pendant dix heures avec des occupations absurdes, je ne me trouve plus l'esprit assez frais pour vous écrire... Mais je suis bien sûr que nos pensées du moins suivent habituellement deux lignes convergentes dont le point d'intersection se trouve

1893. Celle-ci contient très peu de changements, dont quelques-uns ne m'ont pas paru très heureux. Challemel employait toujours le mot propre. Nüttér a cherché davantage l'élégance, en s'éloignant du texte d'une façon parfois trop sensible.

Quoi qu'il en soit, Challemel-Lacour ne s'est jamais plaint de ce que son nom ait été passé sous silence, aussi bien dans l'édition de 1893 que dans celle de 1860. Au moment où parut l'édition de 1893, il était candidat à l'Académie Française. Il valut certainement mieux pour lui, pour le succès de sa candidature, que sa traduction de Wagner ne figurât point parmi ses « œuvres complètes » et ne fût pas comptée au nombre de ses titres à l'immortalité. Seule, l'histoire ne doit négliger aucune œuvre ni aucun titre ; et c'est pourquoi j'ai cru nécessaire d'insister sur ce travail dont Challemel reste l'auteur anonyme.

quelque part en Italie. C'est assez pour que nous ne devenions pas étrangers l'un à l'autre.

L'Italie, si profondément remuée par la main puissante de Garibaldi, hantait de plus en plus l'esprit de Challemel-Lacour. Il s'était pris d'enthousiasme pour ce merveilleux entraîneur d'hommes, à l'époque où lui-même, fort déprimé moralement, francisait les extases de *Tristan et Iseult*. Maintenant, Wagner ne l'intéressait plus du tout, principalement depuis qu'il était devenu le protégé des Tuileries et que l'empereur donnait l'ordre de représenter *Tannhäuser*.

Je ne vous parle pas du triomphant Wagner — écrit Challemel à Herwegh, — de Wagner défenseur, admirateur, prôneur de Napoléon et du despotisme, depuis que celui-ci lui a joué le tour pendable, je le crains, de lui ouvrir l'Opéra. Puisse-t-il ne pas regretter bientôt cette exhibition, — idéale, comme il dit !

On sait assez quelle fut la chute de *Tannhäuser*, au mois de mars 1861. Mais déjà Challemel-Lacour, avant cette chute, s'était éloigné de Wagner, pour le punir de ses coupables accointances avec les amis de l'empereur. En revanche, il s'attachait chaque jour davantage au sort de l'Italie qu'il rêvait grande, généreuse, pleine d'énergie, au sortir du tombeau où l'avait si longtemps maintenue l'égoïsme de l'Europe.

III.

Un cours public sur les Beaux-Arts : le Salon de 1861

Tout en songeant à l'Italie, Challemel-Lacour continuait ses travaux de « manœuvre ». Il fréquentait la Bibliothèque impériale, où il rencontra d'anciens normaliens comme lui, qui sans doute n'avaient pas été exilés, mais qui, ayant eu maille à partir avec l'administration universitaire, soit pour refus de serment, comme Frédéric Morin et Eugène Véron, soit pour n'avoir pas consenti à des disgrâces imméritées, comme Jacques Denis, vivaient péniblement de besognes de librairie ou de répétitions mal payées. Il fit assez rapidement bon accueil à ces camarades retrouvés, mais en définitive ne montra beaucoup de sympathie qu'à Jacques Denis, qui avait été reçu agrégé de philosophie l'année où lui-même entra à l'Ecole Normale et dont il admirait fort la remarquable étude sur « les idées morales de l'antiquité ». Deux autres écrivains, Eugène Crépet et Eugène Despois, partagèrent avec Denis les rares faveurs de l'amitié de Challemel, tandis que celui-ci regardait à peine, et d'un œil fort distrait, les hommes déjà célèbres de sa génération, les Renan, les Taine et les About, dont il suspectait les complaisances pour le régime impérial.

Ce régime n'allait-il pas — suprême scandale ! — jusqu'à proscrire des livres ! Oui, cer-

tains ouvrages étaient expulsés de la Bibliothèque ! Un jour, Challemel eut besoin, pour son introduction à l'*Histoire de la Philosophie*, de consulter le *Système de la Nature*, de d'Holbach ; il lui fut répondu que « cet ouvrage était au nombre des livres que les bibliothèques de l'Etat ne communiquent plus au public » (1). Fureur de Challemel, qui s'en alla en proférant de virulentes paroles de protestation. Il revint le lendemain, mais Jacques Denis avait été obligé de lui expliquer que son attitude pouvait être préjudiciable aux professeurs en disponibilité qui cherchaient à la Bibliothèque, non une distraction ni un agrément, mais le pain quotidien.

Sur ces entrefaites, on apprit que Denis était nommé professeur de littérature française à l'Université de Turin. C'était un hommage rendu à la France libératrice par une ville italienne qui avait la passion de nos idées littéraires et philosophiques. Turin entendait et parlait le français aussi bien et aussi volontiers que la langue maternelle. Denis y passa trois des meilleures années de son existence. Challemel-Lacour le vit partir avec regret et un peu d'envie. Pour-

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Histoire de la Philosophie moderne*, par M. le Dr Henri Ritter. Traduction française, précédée d'une introduction. Tome III, p. 300. (Librairie philosophique de Ladrangé, Paris, 41, rue Saint-André-des-Arts, 1861.) Dans une note du traducteur, Challemel s'excuse auprès du public de n'avoir pu contrôler, « à son grand regret » la citation faite par Ritter, d'un passage du *Système de la Nature*.

quoi n'avait-il pas cette chance d'aller habiter l'Italie ?

Une compensation lui était due. Elle lui vint sous une forme à laquelle il était loin de s'attendre. Filippo de Boni, qu'il avait connu naguère réfugié politique à Zurich, avait été nommé récemment rédacteur en chef du *Popolo d'Italia* ; il collaborait aussi à l'*Unita italiana*. Ami de Mazzini et de Garibaldi, de Boni désirait avoir pour le *Popolo* un correspondant sérieux à Paris. Il songea aussitôt à Challemel-Lacour et chargea Marc Dufraisse de le pressentir.

Je ne suis pas en état de rien refuser, — répond Challemel dans les derniers jours de 1860 ; — mais je ne dois accepter que ce que je puis faire. Or, voici ma situation ; vous jugerez par elle si j'ai le droit de me charger d'une collaboration, où tout d'ailleurs me serait cher, les collaborateurs aussi bien que la cause à servir.

Je ne vais dans aucun cercle politique, ni chez M. Simon, ni chez M. Carnot ; je ne fréquente le bureau d'aucun journal ; je ne vais au café que pour m'y rafraîchir, ce que le temps humide de Paris me rend rarement nécessaire ; je ne connais ni secrétaire, ni attaché, ni portier d'ambassade, ni employé de ministère, pour savoir ce qui se passe *dans les hautes sphères*, ou ce qui se dit parmi les gens bien informés : je ne vois de démocrates que de loin, — et de loin en loin. Bref, je ne sais rien que par les journaux, et je ne suis pas, tant s'en faut, des plus assidus et des plus empressés à les lire. Voilà une première série de difficultés.

Si je me décidais, il faudrait embrasser un genre

de vie qui m'est nouveau pour faire un travail qui ne l'est pas moins. Je m'y déciderais si ce travail pouvait m'aider à vivre. Vous eussiez bien fait, au lieu de me demander mes prix, de me dire ce que vous présumez que peuvent être ceux du journal. Il ne coûte guère moins de faire une seule correspondance par jour que d'en faire quatre ; le tout est d'avoir les nouvelles : quand on les tient, reste à délayer, et l'eau ne manque pas pour cela. Un correspondant parisien, qui fait déjà plusieurs correspondances, se chargera de celle-ci pour une bagatelle ; moi, je ne puis. Je crains donc d'être porté, en songeant à la peine que ce travail va me donner, au temps qu'il va me prendre, surtout au début, de faire une demande exorbitante.

Si vous croyez qu'il en soit temps, lorsque vous aurez reçu ma lettre, écrivez-moi ce que vous croyez que peut faire aujourd'hui la bourse des démocrates. S'il est trop tard, ne prenez pas la peine de me répondre. Je ne vous en serai pas moins obligé d'avoir pensé à moi ; j'ajouterai votre démarche au nombre déjà fort grand des bons offices que vous m'avez rendus. Ils pèsent assez dans mon esprit pour faire équilibre aux justes motifs de sévérités que d'autres m'ont donnés. Il m'arrive parfois, quand je suis prêt de me laisser aller à un accès de misanthropie, de penser à vous, et de me taire.

Quelques jours après, Challemel-Lacour revient sur cette question dans une lettre adressée à son ami Georges Herwegh :

Dufraisse vous aura communiqué ma réponse à une proposition qu'il m'a faite ces jours derniers. Ma première tentation, en vous écrivant, est tou-

jours de vous demander des nouvelles et je m'y laisserais aller si je ne vous savais homme à me rédiger des gazettes. Pardieu, vous pourrez juger par là du beau correspondant que je ferais ! Il m'en coûte pourtant de ne pas empoigner par le toupet la seule occasion que j'aurai jamais sans doute de mettre le doigt dans une cause que j'aime et qui, je vous jure, me tient fort à cœur. Quel plaisir de cracher quelques gorgées de fiel sur ces faiseurs, ces habiles, ces coureurs de places, ces frelons bourdonnants qui s'abattent à cette heure sur le gâteau. Ecrire de France à l'Italie ne peut avoir qu'un but : lui apprendre à mépriser ce bétail brut et brutal, l'instruire à ne pas nous imiter, à se défier de nos journaux, de nos brochures, de nos ministres, de nos institutions, de notre armée et de nous tous. Cela ne se peut, j'en ai peur, et c'est fâcheux pour moi. Je suis devenu un bâton de phosphore ; le moindre frottement d'une canaille m'allume, et la fait fuir. C'est pourquoi je suis seul.

Je vous prie de croire que je n'aurais eu nulle répugnance à rentrer en relations avec de Boni ; sa bonne conduite m'a plu ; je lui sais gré de son obscurité. Gloire à ceux dont les noms ne sont pas sortis dans ce loto de numéros pipés.

Que cette lettre, mon cher Herwegh, vous serve de thermoscope pour mesurer ma température morale ; elle est bonne, comme vous voyez. Quant à l'esprit, c'est autre chose. Je m'abêtis de parti pris par réaction contre le milieu beaucoup trop spirituel où je vis ; je m'alourdis de gaieté de cœur, pour trancher avec la légèreté banale qui règne autour de moi. Il faut tout dire : cet effort est puissamment servi par les besognes que je fais. Elles sont d'une sotte espèce, et telles que ma vanité en

est humiliée. Ah ! mon cher, il est aisé de devenir quelque chose, mais qu'il est difficile de rester quelqu'un !

Les termes mêmes dont se sert ChallemeLacour, en écrivant à Herwegh, montrent à quel point son âme est ulcérée. Il avait rêvé pour l'Italie une destinée haute et noble ; il voit avec amertume que le sort de la grande ressuscitée est tombé entre les mains de politiciens qui, tous, malheureusement, n'ont pas la valeur d'un Cavour. L'œuvre de Garibaldi lui semble compromise : ce n'est pas avec des articles de journaux — fussent ceux de l'*Unita italiana* ou du *Popolo* — qu'on pourra, comme il le dit encore, « servir la cause démocratique contre les philistins piémontais ». Cependant, il conseille à Marc Dufraisse et à Georges Herwegh d'accepter pour eux l'offre de Filippo de Boni, afin, dit-il, de ne pas se dérober au devoir de « préparer en Italie le succès définitif et mettre en garde les Italiens contre les pièges qui peuvent leur être tendus. » Pour sa part, plus il y réfléchit, plus il constate sa « profonde inaptitude au travail » qui lui est proposé.

De Boni insiste avec son amabilité coutumière, mais en vain. ChallemeLacour a pris son parti d'une façon définitive :

J'ai reçu de de Boni une bonne, mais courte lettre, — écrit-il le 1^{er} mars 1861 à Mme Herwegh. — Quelques paroles amicales, dont j'ai été fort touché, et deux mots sur son journal : c'est tout ce

qu'elle contient. Il m'invite à lui envoyer ce que je voudrai. Ce n'est pourtant pas d'un sauvage ignorant, comme je le suis, qu'il faut rien attendre d'utile. Georges ne lui envoie-t-il pas des correspondances ? Qui connaît mieux que lui l'Italie et la question italienne ? Quelle plume, mieux que la sienne, peut servir à échauffer des populations qui me semblent avoir grand besoin d'être échauffées, malgré leur soleil et leurs volcans ? Qui est plus propre à les tenir en garde contre l'enfantillage écoeurant des comédies diplomatiques ? Les affaires d'Italie regardent tout le monde, il le sait bien. Il faut qu'il s'en mêle.

Herwegh et Marc Dufraisse auraient pu lui répondre, non sans raison : « Pourquoi ne voulez-vous pas vous en mêler, vous, autrement que dans vos lettres fulminantes et impubliables qui font nos délices, mais ne dépassent pas le cercle de quelques amis ? » Toutefois, malgré leur qualité d'aînés de Challemel-Lacour, ils n'eussent jamais osé poser pareille question à leur ancien compagnon de Zurich, qui se fût fâché. Aussi bien se doutaient-ils l'un et l'autre que Challemel était à la veille de trouver sa voie dans la presse parisienne.

Ils se trompaient pourtant. Marc Dufraisse avait chaudement recommandé Challemel-Lacour à Auguste Nefftzer et Charles Dollfus, directeurs de la *Revue Germanique*, avec lesquels il était depuis longtemps en relations d'amitié. Il s'imaginait qu'en revenant de temps en temps à la charge, il finirait par faire entrer Challemel

à demeure dans ce recueil qui commençait à prendre une place importante parmi les publications périodiques.

Vous êtes vraiment, mon cher Dufraisse, d'une obligeance inépuisable, — lui écrit Challemel au premier jour de l'an 1861. — Plus j'y pense, plus j'en suis touché. J'accepte de grand cœur l'offre que vous me faites de m'ouvrir les portes de la *Revue Germanique* ; et de tout ce qu'on y peut faire, rien ne saurait m'être plus agréable que de dépouiller, dans la fleur de leur nouveauté, ce que l'Allemagne nous envoie. J'aime les livres ; les hommes s'y montrent comme ils voudraient être plutôt que comme ils sont, et ils n'ont pas tort. Les livres me dédommagent d'une société qui va, bien entendu, se retirant de moi, encore plus que je ne me retire d'elle.

A cent francs la feuille, la *Revue Germanique* ne peut rapporter beaucoup. Je prendrai ce qu'on me donnera. Je ne vous cacherai pas que j'ai été, pendant mon séjour à Zurich, en correspondance avec M. Nefftzer, vers l'époque où la Revue fut fondée. Je m'étais chargé d'un article sur Hegel, je le fis, et, quand il fut fait, je m'aperçus qu'il n'était pas dans le ton de la Revue ; j'y avais trop mis du mien ; je m'étais trop peu gêné soit avec mon philosophe, soit avec le public et les autorités françaises. Les bombes d'Orsini firent, sur ces entrefaites, la besogne incomplète que vous savez. Mon article n'était plus de mise.

Quelques jours après, le 9 janvier, Challemel revient avec insistance sur ce sujet :

Je ne vous demande pas si vous avez des nouvel-

les de la *Revue Germanique* ; je ne suis pas si impatient, malgré les reproches répétés que vous m'avez faits de mon impatience et de ma nervosité. Je serais même content que vous eussiez encore l'occasion de faire agir ceux dont vous m'avez offert d'employer les services en ma faveur. A côté de la *Revue*, M. Nefftzer, et de plus, m'a-t-on dit, M. Dollfus vont fonder un journal (1). Quelque répugnance que j'aie sentie jusqu'à présent à tremper mes doigts dans la presse quotidienne, ce que je sais de M. Nefftzer, les motifs qui lui font quitter la *Presse* (2), les sentiments qu'on dit être les siens, tout cela m'inspire confiance ; et s'il y avait dans le nouveau journal un petit coin littéraire pour moi, j'en serais charmé. Je vous jette cette idée, sachant bien que vous en tirerez parti, s'il y a lieu, et qu'il n'en coûte pas plus de faire à la fois deux demandes qu'une seule.

Le 24 janvier, Challemel-Lacour écrit de nouveau :

Mon cher Dufraisse, je vous réponds sur le champ, comme vous me le demandez. Je n'ai point de nouvelles de la *Revue Germanique*, ni du journal qu'on est en train de brasser en ce moment. Quand je songe que c'est à vous qu'on avait proposé de collaborer à la première de ces publications et que vous offrez un substitut tel que moi, je ne laisse pas

(1) Il s'agit du journal *Le Temps*, qui fut fondé le 24 avril 1861.

(2) Auguste Nefftzer avait fait ses débuts dans le journal *La Presse* ; il y resta près de vingt-cinq ans, simple collaborateur d'abord, puis principal rédacteur, enfin directeur effectif. Il ne quitta *La Presse* que pour fonder le *Temps*.

d'être inquiet sur le résultat. Malgré la bienveillance exagérée et la chaleur d'âme avec laquelle vous me recommandez, on hésitera à s'adjoindre un inconnu, quand on n'a que le choix entre un si grand nombre de talents notoires. N'importe, il ne sera pas dit que, par une défiance de moi, qu'on pourrait tenir pour de la paresse, j'aurai éludé aucune tentative. Quand je serai en relations avec M. Dollfus, j'irai voir M. Nefftzer tout uniment, en lui rappelant notre ancienne correspondance. Il paraît qu'en quittant la *Presse*, il a fait des adieux un peu trop polis pour ceux qui lui avaient octroyé la permission de fonder un nouveau journal. Cette nouvelle m'a un peu déconcerté. Mais on m'assure d'autre part que Nefftzer, sans être un ennemi farouche, n'en est pas moins irréconciliable avec certaine espèce. Au surplus, il sera toujours temps de se retirer. Faites donc ce que vous pourrez.

Challemel n'est guère encourageant pour ceux qui s'occupent de lui. Avant même d'entrer dans la place, il entrevoit déjà la porte de sortie. Ce n'est pas tout. Le métier de publiciste n'est à ses yeux qu'un pis-aller. Il se sait orateur bien plus qu'écrivain, et il voudrait utiliser ses dons de parole, comme il le fit sous la Révolution de Février et plus tard, en exil, à Bruxelles, à Anvers et même à Zurich. Aussi ajoute-t-il dans sa lettre à Dufraisse :

Vous savez que Leroy (1) a ouvert à Paris, rue de

(1) Pierre-Albert Leroy était un ancien élève de l'Ecole Normale, à qui les conférences de la rue de la Paix ont valu quelque notoriété. J'ai déjà parlé de lui dans mes études antérieures sur Challemel-Lacour.

la Paix, des cours publics. Deschanel a fait déjà trois ou quatre leçons. Je ne sais pas trop ce que c'est ; les prix d'abonnement sont fort élevés. Ne s'agit-il que de faire concurrence aux *Bouffes* d'Offenbach ? Babinet (1) peut, à coup sûr, le soutenir avec avantage, mais il y faudra de grands efforts. Il me semble pourtant qu'essayer de faire entendre à ce public quelques voix indépendantes au lieu des voix vénales et corruptrices qui occupent les chaires de l'Etat, était une idée féconde. On risque d'être arrêté court, j'en conviens. Mais aussi on peut aller quelque temps, c'est toujours cela de gagné. J'aurais peut-être essayé à tout hasard, si l'on m'en eût parlé.

Singulier Challemel ! Il faudrait qu'on vint le prier, chapeau bas, de daigner prendre la parole, alors que tant d'autres vont s'offrir ! Et il raconte cela tout naïvement à ses amis... La fin de sa lettre à Marc Dufraisse est consacrée à la politique, qui ne cesse de le préoccuper.

Il semble, dit-il, que la saison se détende au moral comme au physique ; les esprits semblent, comme la terre fumante en certains jours d'hiver, attendre, demander des germes. Que les semeurs viennent J'ai été, ces jours derniers, à une petite réunion politique, où il y avait toutes sortes de gens (2). Je

(1) Jacques Babinet (1794-1872), physicien, savant médiocre, mais vulgarisateur de premier ordre, dut son succès aux articles de journaux qu'il écrivit et aux conférences qu'il fit pendant de longues années. Il y exposait les découvertes scientifiques avec plus d'humour et de fantaisie que de sérieux.

(2) C'est à cette réunion que Challemel-Lacour vit, pour la première fois, Léon Gambetta, qui était accom-

suis un peu décontenancé dans ces endroits-là. Il m'a semblé qu'on attendait beaucoup de la nouvelle situation politique (1). On allait jusqu'à vouloir adresser aux électeurs une invitation, au bas de laquelle ce qu'il y a de républicains ici, jeunes et vieux, auraient désiré d'aller s'assurer dans les mairies si leurs noms sont sur les listes. Cela m'a paru bien solennel pour une invitation que rien ne commande. M.... et M.... et d'autres encore ont craint que cette procession ne mît en danger les concessions libérales obtenues et à obtenir. Quelle innocence ! Ce qu'un décret donne, un décret peut l'ôter, et l'ôtera, je n'en doute pas, pour peu qu'on le prenne au sérieux (2). Il n'y a là, soyez-en sûr, qu'un mensonge concerté entre ministres et journalistes, un intermède destiné à préparer dans les esprits l'accueil de la prochaine et dernière guerre. Cette guerre, les Orléanistes la redoutent ; ils en redou-

pagné de Clément Laurier. Ils ne furent pas mis en rapports, ce jour-là ; mais Challemel fut frappé de la verve et de la puissance oratoire de ce « gros garçon », dont le peu de distinction lui déplut, d'ailleurs. Ils devaient se retrouver un peu plus tard chez Clément Laurier, qui fut, pour Challemel-Lacour, en des heures de détresse, l'ami le plus secourable et le plus dévoué.

(1) Beaucoup de gens attendaient monts et merveilles des décrets du 24 novembre 1860, qui rétablissaient l'adresse et le compte rendu *in-extenso* des débats parlementaires : c'était la première brèche dans la Constitution de 1852.

(2) Challemel-Lacour avait raison de ne pas croire aux velléités libérales du Second Empire. Bientôt, en effet, dans la séance du Corps législatif du 18 juin 1861, le ministre Billault annonça « qu'au décret du 24 novembre, l'Empire n'ajouterait pas de nouvelles concessions ».

tent le résultat ; ils seraient bien fâchés d'être obligés de prendre la succession après une catastrophe nationale ; et pourtant ils sont trop dévoués pour la refuser si les circonstances la leur offraient (1).

Le parti républicain voudrait bien agir, il fait des efforts très louables. Seriez-vous homme à écrire sur un sujet quelconque une brochure qui puisse paraître en France, à l'heure qu'il est ? Voilà une question bizarre ; je ne vous la ferais pas si je ne savais la souplesse de votre plume, si je n'étais pas bien certain que vous ne méprisez pas les *détours* (mot bien décrié) et les précautions, quand il s'agit de parler à des esprits abaissés, obscurcis, ignorants, trop faibles pour supporter la vérité directe, et obligés de la regarder, en lui tournant le dos, dans un seau d'eau, comme on regarde le soleil. Répondez-moi d'une manière précise, je vous en prie. Quoi que vous fassiez, votre brochure vaudra mieux que celles qu'on fait ici. Vous ne respirez pas, comme nous, le faux à pleins poumons.

Challemel-Lacour avait été pressenti par quelques républicains pour écrire une brochure d'actualité sur les circonstances politiques nouvelles. Sachant bien ce qu'il y mettrait de vitriol, qui rendrait cette brochure impubliable, mais ne pouvant néanmoins refuser de prime abord l'offre qui lui était faite, il cherchait à passer la

(1) Les diversions militaires étaient le moyen favori du gouvernement impérial pour pallier les difficultés de la situation intérieure. — On remarquera le ton d'ironie avec lequel Challemel-Lacour parle ici des Orléanistes, dont certains esprits assez mal intentionnés, du reste, prétendaient qu'il s'était fait l'allié en ce moment difficile et critique de son existence.

corvée à son fidèle et calme Marc Dufraisse. Celui-ci déclina de la meilleure grâce du monde une pareille proposition, dont il se sentait incapable, vu l'éloignement et le manque de documents, de tirer bon parti. Et le projet de publication tomba à vau-l'eau.

Cependant, la situation matérielle de Challe-mel-Lacour s'aggravait. Au printemps de 1861, il était réduit à la pire des détresses, comme aux plus mauvais jours de Bruxelles. Alors, semblable aux malheureux qui vont se noyer — ou se sauver peut-être par excès d'audace, — il se décida tout à coup, sans en parler à personne (sauf à Mme Fétis, dont la profonde affection l'encouragea malgré le peu d'illusions qu'elle se faisait) à réaliser un dessein qu'il caressait en silence depuis longtemps : celui d'ouvrir, en plein Paris, un cours public, à ses risques et périls, de même qu'il s'y était hasardé naguère à Anvers, avec tant d'incertitude au début et tant de succès à la fin. Mais il ne fallait pas songer à traiter des questions littéraires devant les Parisiens, déjà pourvus à cet égard par l'organisation de conférences récentes. Un sujet nouveau, entièrement inédit, avait, seul, chance de captiver la curiosité des auditeurs. Pourquoi ne parlerait-il pas de l'exposition des beaux-arts qui venait d'être inaugurée au Palais de l'Industrie ? Le « Salon » n'était-il pas l'événement du jour ? En y consacrant une série de leçons, Challemel ferait de la critique telle qu'il la

comprenait, — large, sincère, appuyée sur des connaissances spéciales qu'il avait acquises, au cours de longues études, dans les musées de Belgique, de Hollande, d'Allemagne et d'Italie.

Dans son numéro du 10 mai 1861, la *Revue Nationale* publiait la note suivante pour annoncer ce cours d'un nouveau genre :

M. Challemel-Lacour va ouvrir, au Salon des Arts-Unis, rue de Provence, des conférences qui auront pour objet l'étude sérieuse des œuvres admises au Salon de 1861. C'est une innovation heureuse et qui permettra à la parole de s'exercer, en les étudiant, sur les questions d'art que soulève toute exposition de peinture, et l'on ne peut qu'applaudir au choix du critique judicieux à qui cette mission difficile est, confiée.

« Le critique judicieux », qui s'était confié à lui-même « cette mission difficile », — pour dire les choses plus exactement que la *Revue Nationale*, — arrivait à la critique d'art dans des conditions assez singulières. Il connaissait les principaux musées de l'Europe pour les avoir à maintes reprises visités et comparés les uns aux autres. C'étaient les musées de France, ou, pour être plus précis, les artistes français contemporains, qu'il connaissait le moins. Son exil de huit années ne lui avait pas permis de suivre l'évolution des beaux-arts et le développement des talents nationaux comme l'avaient fait, par exemple, Henri Delaborde, chargé de la critique d'art à la *Revue des Deux Mondes*, Maxime du

Camp, Edmond About, Taine, Paul de Saint-Victor, Théophile Gautier, et surtout Castagnary, le plus indépendant des juges. Mais il avait sur la plupart d'entre eux l'incontestable supériorité d'une grande érudition puisée aux sources mêmes du beau et méditée au contact des chefs-d'œuvre.

J'ai eu la curiosité de comparer le compte rendu que fit Challemel-Lacour du Salon de 1861 avec celui de ses principaux émules. A part les articles du journal officiel d'alors, le *Moniteur* (1), que rédige si brillamment Théophile Gautier, — dont l'universelle bienveillance ressemble à l'indifférence du forçat de la copie obligé de trouver tout bien, — les critiques sont unanimes à juger sévèrement ce Salon de 1861 fort médiocre dans son ensemble. C'est ainsi que Delaborde écrit :

L'abaissement des tendances est partout manifeste. A quels lieutenants les peintres et les sculpteurs, placés encore à la tête de notre école, abandonnent-ils dès à présent l'influence et l'action ? A quelles mains transmettront-ils l'empire qu'ils auront exercé, la tradition qu'ils auront cru fonder ? Il faudrait être pourvu d'un bien robuste optimisme pour juger ces questions superflues, ou pour y trou-

(1) C'est dans le numéro du 2 mai 1861 que le *Moniteur Universel* commença le compte rendu du « Salon ». Théophile Gautier débute par « un coup d'œil général » très optimiste et continue sa série d'articles pendant de longues semaines.

ver une réponse satisfaisante dans le Salon de 1861 (1).

Mais s'il était permis d'exposer dans un journal ou dans une revue des jugements tels que celui-là, il semblait plus malaisé de le faire en des conférences comme celles dont Challemel-Lacour venait de prendre l'initiative. Tâche délicate assurément, mais d'autant plus digne de tenter le caractère aventurier d'un Normand toujours aux prises avec les difficultés de la vie ! Le talent oratoire de Challemel y fit merveille, et son début fut particulièrement heureux :

Serait-il vrai — dit-il — que tous, artistes et public, nous poursuivons des mirages ? Ce qu'on ne peut nier, toute part faite aux rigueurs spéciales qui semblent être de droit à l'égard des contemporains, c'est que l'Exposition actuelle ne se distingue par aucune supériorité des précédentes. Mêmes qualités de travail, de savoir-faire, d'honnêteté prudente, même langueur d'inspiration. La sculpture a rarement été d'une plus désespérante faiblesse. Quant à la peinture, quelques œuvres d'un mérite réel ne parviennent pas à dissimuler la médiocrité générale. L'impression de douloureuse anarchie que nous sommes, depuis des années, condamnés à ressentir, frappe plus fortement que jamais au moment où l'on met le pied dans le salon d'honneur. Toutes les doctrines, tous les essais, tous les efforts éclatent, pour ainsi dire, aux yeux à la

(1) HENRI DELABORDE, *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1861, p. 900.

fois dans cette réunion de tableaux choisis ; il s'en élève une clameur visible qui s'accroît de salle en salle, et qui est comme l'aveu tout ensemble et l'explication de notre impuissance. Car, si grand magicien que soit le génie, son absence n'explique pas tout. Il est évident que le résultat ne répond pas au talent dépensé, qu'une influence maligne paralyse les intentions les meilleures et trompe les plus généreuses tentatives. Quelle est cette influence ? (1)

Challemel-Lacour cherche à en définir la nature.

Ce qui afflige, — constate-t-il non sans dépit, — c'est de voir la qualité caractéristique du génie, celle dont tout artiste doit, ce semble, posséder au moins une parcelle, l'imagination enfin, de plus en plus exilée de la peinture. Je ne parle pas du tout de l'imagination qui se joue en des créations chimériques, ni même de celle qui combine des effets ou invente des détails. J'entends l'imagination qui identifie l'artiste et son sujet à tel point que l'artiste est gouverné par le sujet, au lieu de l'aborder du dehors, de le traiter comme sa chose, de l'arranger à sa mode ; j'entends l'imagination qui saisit l'aspect unique, le moment indivisible, qu'on n'atteint pas par tâtonnement ou par savoir-faire, et qui est la vérité. Qu'un amateur exercé parcoure le catalogue et s'amuse à réaliser en idée les sujets qui y sont indiqués : il aura du malheur si ses conceptions ne

(1) Ces citations et les suivantes sont empruntées aux Salons que fit un peu plus tard Challemel-Lacour, entre 1864 et 1867, pour la *Revue germanique*, la *Revue moderne* et le *Temps*. Il se servit, alors, dans ses considérations générales, des notes qu'il avait réunies et écrites en 1861.

coïncident pas, sauf de légères différences, avec celles de l'artiste. On dirait que l'artiste n'a rien plus à cœur aujourd'hui que de se faire tout à tous, comme l'apôtre, tant il flatte la démocratie du goût, tant il se proportionne aux idées de la foule !

Une correction convenable, une ressemblance approximative, surtout une grande propreté dans les portraits ; une réalité facilement reconnaissable dans les paysages avec quelque effet plus ou moins piquant ; de petites scènes de la vie rurale et urbaine soigneusement rendues, des anecdotes clairement écrites : voilà où se borne l'ambition des artistes. C'est à cela qu'ils dépensent des connaissances acquises par une longue éducation et un maniement des moyens techniques, qui, avec le goût et le savoir-faire, soutient encore la peinture française, telle quelle au niveau et même un peu au-dessus des meilleures écoles de l'Europe. Mais le public est ingrat comme tous les despotes. La condescendance avec laquelle les artistes parlent sa langue, au lieu de lui imposer la leur, le fatigue. Cette facilité de compréhension, qui le séduit d'abord dans leurs œuvres, lui en fait sentir aussi l'insuffisance. Il récompense ces qualités en achetant ces tableaux, ce qui suffit à beaucoup d'artistes. Mais, s'il les apprécie il ne les admire point. Il devine, sans se le dire, que la sagesse, la prudence, la modestie, excellentes vertus, siéent particulièrement à la médiocrité.

C'est ce qui empêche, par exemple, la peinture de style d'obtenir le moindre succès.

On ne s'y livre plus aujourd'hui, — souligne ChallemeL — qu'à son corps défendant, et l'on fait bien. Après le mérite de faire du grand, c'est un

mérite, pour qui s'en trouve incapable, de n'y point aspirer. Cela ne veut pourtant pas dire qu'il y a moins de tableaux de religion ou d'histoire que par le passé. Il en faut au ministère de la maison de l'Empereur, il vit de ces gros morceaux ; et l'on sait, Dieu merci, que les puissances ne vivent pas de peu. Mais dans tout cela le style n'a rien à faire. Ces tableaux représentent la vie héroïque ou idéale comme les sphères de carton représentent le globe terrestre. Le Ciel me préserve d'imputer cette faiblesse à la protection officielle dont ce genre de peinture est l'objet ! Je croirais plutôt que vers la fin des religions ravagées par l'incrédulité, quand la foi est remplacée par la dévotion, il se forme une seconde orthodoxie qui, comme au temps des Byzantins et de Cimabué, enchaîne la volonté de l'artiste. Pour qu'un tableau soit édifiant, et c'est là le grand point, il faut alors un certain degré de fausseté générale, quelque chose de convenu comme une liturgie, d'outré comme des gestes de prédicateur, des airs de têtes qui n'aient rien d'humain, des draperies bien crues, un ensemble qui, du plus loin que vous le voyez, vous crie d'oublier les profanes préoccupations du beau et de la vérité, pour ne songer qu'à vous recueillir et à vous agenouiller devant la sainte image.

En est-ce fait de la peinture de style ? Cette longue exploitation de l'histoire et de la légende religieuse l'a-t-elle stérilisée au point qu'il soit désormais impossible de la renouveler ? Je ne sais. Toujours est-il que la mythologie est plus vieille encore et n'a pas moins servi que les Evangiles ; elle peut cependant fournir de quoi intéresser jusqu'au public blasé de notre époque.

Très applaudi par une assistance fort nombreuse et peu accoutumée à entendre de pareils accents, Challemel-Lacour, avant d'en venir à la critique proprement dite des œuvres contestables, tint à rendre justice aux personnalités qui lui avaient paru se distinguer par un mérite vraiment original : Meissonnier, Fromentin, Millet, Jules Breton. Et ce lui fut une occasion de célébrer le paysage français et les paysagistes avec une prenante éloquence :

Le paysage, ou plutôt la campagne, avec les aspects divers qu'elle présente, et tout ce qui, la meublant, l'animant, la cultivant, animaux et hommes, forme un tout avec elle et comme une campagne mouvante sur la campagne immobile, rappelle en général à l'esprit l'idée de régularité, de simplicité et de repos. Dans ce sens, le paysage moderne n'est pas si différent qu'on se l'imagine du paysage solennel et imaginaire d'autrefois : ils marchent au même but par une voie différente. Le jour où ils ont connu les aspects grandioses de la nature exotique, de l'Orient, du Nord, du Midi, l'expression littérale de ce qu'ils voyaient a suffi à nos artistes. Ils ont dû, en témoins fidèles, faire volontairement abstraction de leur pensée personnelle et borner leur ambition à voir et à rendre avec leur vrai caractère les montagnes, les mers, les vallées, les déserts. C'est ce qui a, je crois, contribué le plus à conduire les paysagistes à cet esprit d'imitation exacte, qui n'est pas exempt parfois de servilité. Mais au fond l'impression à produire n'a pas changé : c'est celle d'une puissance plus vaste et

plus durable que l'homme, indépendante de lui et dans le sein de laquelle il diminue et se perd.

Il s'est trouvé que la poésie préméditée et philosophique qu'on mettait dans le paysage autrefois était remplacée par une poésie jaillissant spontanément de la plus humble réalité, des arbres, des eaux, des luttes toujours charmantes de la lumière et de l'ombre. Quelques-uns y ont ajouté leur poésie propre, M. Corot, par exemple. Mais ceux-là sont rares, et la plupart s'astreignent à prendre tout bonnement la campagne et les choses telles qu'elles s'offrent à eux, avec une sincérité qui suffit à les préserver des écarts.

A la fin de cette première conférence, dont le succès fut retentissant, Challemel-Lacour n'hésita pas à hausser un peu le ton, — ce qui n'était pas pour déplaire à un public assez mélangé, qui n'était point venu, de toute évidence, pour écouter des apologies ni entendre des flatteries, mais plutôt pour être secoué et même houspillé :

Le public, tout entier à ses plaisirs, — dit-il, — s'habitue à ne chercher dans l'art qu'un complément d'une espèce plus relevée, et un beau jour les artistes les plus sincères se laissent surprendre à accepter sans le vouloir la fonction lucrative qui leur est offerte, et ils ne comprennent même plus si l'on vient à leur crier : « Artistes, enfants gâtés du luxe, prenez garde, le luxe vous tue. » C'est qu'il y a deux espèces de luxe. L'un est le fruit immédiat de l'effort naturel d'une société ou d'un peuple vers un affranchissement de plus en plus grand des servitudes de la matière et de l'instinct ; il est le capital réalisé du travail commun des intelligences, la

fleur de la liberté ou du moins l'épanouissement d'un progrès moral dont les artistes sont les libres instruments. Il en est un autre qui se compose des inventions imaginées par la sottise libertine pour faire montre de son or et assaisonner ses jouissances. Ce luxe est le suprême orgueil et la grande préoccupation des peuples asservis : ceux qui ont besoin que les hommes soient lâches, les volontés molles et les esprits abaissés, lui réservent toutes leurs faveurs. Ici, les artistes ne commandent plus, ils servent. Une secrète répugnance, qui n'est autre chose que le sentiment et l'involontaire respect du beau, les défend pendant quelque temps contre une soumission trop prompte. Ils cèdent bientôt et font ce qu'on leur demande, se contentant de couvrir encore d'un reste d'élégance l'arrière scène de la vie — *postscenia vitæ*, c'est le mot de Lucrèce — jusqu'à ce qu'enfin, l'idée du beau s'étant obscurcie, la finesse du goût s'étant émoussée, la grossièreté règne partout, jointe à la laideur.

Ainsi parla, avec une maîtrise souveraine, vers la mi-mai 1861, au milieu d'une véritable ovation, le critique d'art Challemel-Lacour, transformé, à la péroraison de sa harangue, en un moraliste farouche et impitoyable.

Taine, qui assistait à cette conférence, en fut saisi :

Rarement, — écrivit-il dans les *Débats*, — on a dit en langage plus vif des vérités plus franches ; on reconnaît là un orateur, une âme passionnée, un homme d'imagination. Peu d'hommes ont été plus richement doués et plus abondamment munis de tous les dons et de toutes les facultés qui maîtrisent un

auditoire : une action véhémence et variée, une voix vibrante, un geste exercé et toujours juste, une abondance naturelle de phrases qu'on pourrait écrire, par-dessus tout, le souffle contenu, intérieur, qui porte l'auditeur, qui l'emporte, sans jamais lui permettre de se ralentir ou de s'arrêter. Je l'ai entendu, il y a dix ans, dans un concours... ; quoique en Sorbonne, on avait envie de l'applaudir ; les mains nous démangeaient. Au Salon des Arts-Unis, dans cette conférence sur la peinture et les œuvres de l'Exposition, les mains nous démangeaient encore. Heureusement cette fois la salle était moins austère, et le public a pu louer sans ménagement et tout à son aise un des talents les plus rares qu'il y ait en France : celui d'un homme qui, de style, d'accent, de geste, d'esprit, d'instinct, est orateur (1).

Challemel-Lacour tenait, enfin, le succès dû à ses mérites. Mais ce ne fut pas pour longtemps. Dès sa seconde leçon, il eut à parler du salon d'honneur auquel il avait fait une brève allusion en commençant. Dans ce salon, — le « grand salon carré » dont Théophile Gautier avait loué dans le *Moniteur* le somptueux aménagement, — figuraient entre autres le portrait du prince impérial par M. Yvon et ceux de plusieurs membres de la famille de Napoléon III. Challemel ne put s'empêcher de dire leur fait aux peintres de ces tableaux commandés : il les appela des « barbouilleurs officiels ». Par quel miracle cette irrévérence passa-t-elle sans encombre ? Mais, à la

(1) VICTOR GIRAUD, *Essai sur Taine*, p. 228.

troisième conférence, enhardi par l'accueil empressé et presque enthousiaste de son auditoire, Challemel commit les plus graves imprudences. Ce fut un feu roulant d'épigrammes et d'ironies pleines de sous-entendus politiques.

Cette fois, il avait dépassé la mesure. Aussi, lorsqu'au début de juin il se présenta au Salon des Arts-Unis pour faire sa quatrième conférence, la rue de Provence était-elle en ébullition. Seize sergents de ville étaient occupés à empêcher la foule d'entrer dans la salle, dont l'accès fut également interdit à l'orateur. Malgré les protestations du public, le malheureux Challemel dut rebrousser chemin, après avoir vu s'écrouler le rêve suprême qu'il avait fait de pouvoir parler librement devant des auditeurs libres. Tristement, il revint chez lui, découragé et malade.

IV

Jules Simon, Gambetta et Clément Laurier

Projet d'installation en Italie

Un mois après, il écrivait à Marc Dufraisse :

Lorsque votre dernière lettre m'est arrivée, j'étais malade depuis plusieurs semaines ; j'avais la petite vérole et j'ai grand'peine à me remettre. Mais je me rappelle très bien ce que vous m'y disiez. Vous me parliez du résultat des démarches faites auprès des directeurs du journal le *Temps* ; je me suis aperçu dans une occasion récente, à l'abstention obstinée

de ce journal qui pouvait me servir un peu (1), que j'avais, en effet, été recommandé, mais non pas précisément comme vous l'auriez désiré, mon cher Dufraisse. Ne vous affligez pas de cela, je vous en supplie, mais ne me reprochez pas non plus de n'avoir pas tenu compte de l'invitation que vous m'adressiez d'aller voir ces messieurs. Je l'aurais fait sur le moindre signe de leur part ; mais je dois être réservé ; c'est pourquoi je l'ai attendu et l'attends encore ; ou plutôt je ne l'attends plus.

Vous avez paru croire que je m'étais plaint de n'avoir pas été appelé à prendre part aux conférences de la rue de la Paix ; je n'en ai jamais eu la pensée, comme vous le verrez en vous reportant à ma dernière lettre. Je n'en avais pas non plus le droit et surtout je me serais bien gardé de vous demander de remuer tout Paris pour m'y faire admettre, car je sais que vous l'auriez fait si vous l'aviez pu. Vous devez vous souvenir d'ailleurs que je ne suis guère porté à agiter l'univers à mon profit. J'aurais été fort peu à ma place, je le sens, sur ce théâtre des extases de M. Eugène Pelletan et des effusions amoureuses de M. Louis Jourdan, du *Siècle* (2).

(1) Challemel-Lacour aurait voulu que le *Temps* annonçât ses conférences sur le Salon, comme l'avait fait la *Revue Nationale*, et même en fit régulièrement un compte rendu ; mais il entendait ne rien demander à personne, fût-ce à Nefftzer, auprès duquel il ne voulait pas jouer le rôle de solliciteur. Cet individualisme poussé à l'extrême est une des causes, et non la moindre, de la tardive notoriété qui s'attacha au nom de Challemel.

(2) On devine combien Challemel-Lacour est vexé que l'on n'ait pas songé à lui, au moment de l'organisation de ces conférences de la rue de la Paix, dont la vogue

Cela ne m'a pas empêché de faire aussi des cours, tout seul, à mes risques et périls, dans un local à moi, et sur le sujet le plus saugrenu et le plus difficile, l'exposition des tableaux. Comment et avec quel succès j'ai fait ce cours, c'est ce qu'il ne m'appartient pas de vous dire moi-même. Je vous dirai seulement que les républicains me l'ont reproché et me l'auraient volontiers interdit avant qu'il fût commencé (1) et qu'ils se sont grandement indignés lorsque l'autorité, sous forme de plusieurs sergents de ville, a empêché la foule (je dis la foule, à la lettre) d'entrer à la quatrième séance et m'a empêché moi-même de pénétrer dans la salle (2).

tut grande à cette époque. Emile Deschanel, surtout, y fut chaleureusement applaudi. Quant à Eugène Pelletan, dont Challemel devait bientôt devenir l'un des amis les meilleurs, il ne s'était pas encore complètement débarrassé du bagage d'apôtre mystique qu'il avait chargé sur ses épaules avec la doctrine d'Enfantin ; il garda d'ailleurs toute sa vie une allure de prédicant qui était parfois un peu fatigante. Enfin Louis Jourdan, outre sa collaboration au *Siècle*, était principalement connu par ses études sur les *Femmes devant l'échafaud* et les *Martyrs de l'amour*, qui excitèrent l'ironie de Challemel.

(1) Parmi les républicains qui l'avaient blâmé d'ouvrir ce cours public, il faut citer notamment Hippolyte Carnot et Jules Simon. Par contre, Laurent Pichat et les jeunes qui fréquentaient son Salon applaudirent à l'initiative de Challemel-Lacour. Mme d'Agoult (Daniel Stern), Mme de Pierreclos (la nièce de Lamartine), Clémence Royer (la philosophe amie de Pascal Duprat), Juliette Lamber (celle qui devait devenir bientôt Mme Adam), Louis de Ronchaud, Edmond Adam, Edmond Texier, furent de ceux qui l'encouragèrent avec la plus vive sympathie.

(2) Dans ses *Souvenirs* si vivants et si colorés, Mme Adam (Juliette Lamber) a donné un aperçu très curieux des conférences de Challemel-Lacour. « Quel

J'ai peu de bonheur dans mes entreprises ; je voudrais être aussi résigné à toute chose que je le suis à mes échecs personnels. Je voudrais vous parler de vos enfants (1)... Malheureusement, que puis-je pour eux ? Très peu pour leur présent, rien pour leur avenir, et l'on ne peut s'y prendre de trop loin pour adoucir à ses enfants le sentier de la vie. Le mien est rude comme le savent les gens qui doivent à la morale et à la bonne cause d'y jeter des pierres. Demandez-le à M. Jules Simon, quand vous le reverrez, puisqu'il a le bonheur d'aller se consoler, près de ses amis de Zurich, des injustices de l'Académie (2). J'en ai été scandalisé, car il me

régal ! s'écrie-t-elle. Le beau style parlé ! Que de savoir, que de vues personnelles, originales, que de clarté ! C'est un succès qui nous enchante, nous ses amis, et nous lui faisons une réclame aussi sincère qu'enthousiaste. Mme d'Agoult dit son grand mot : « C'est de premier ordre ! » Mme de Pierreclos nous amuse en nous répétant à tous : « Un mets intellectuel si divin m'a fait croire que je goûtais à l'ambroisie.. » Ronchaud est dans la joie comme lorsqu'il entend louer un de ceux qu'il aime. M. de Girardin montre de l'impatience dès qu'on lui parle de Challemel et prétend que ses conférences fourmillent d'allusions politiques. Il faut croire que M. le ministre de l'Intérieur en juge de même, car il nous enlève notre régal. « Je me doutais bien, dit Mme de Pierreclos, que ceux qui nous gouvernent me supprimeraient mon ambroisie. Ces gens-là ne connaissent que les pommes cuites. » (Mme Adam, *Mes premières armes littéraires et politiques* (A. Lemerre), p. 314-315).

(1) Les fils de Marc Dufraisse étaient en pension à Paris, au collège Sainte-Barbe.

(2) Le grand prix biennal de l'Institut, fondé par l'Empereur Napoléon III, devait être décerné pour la première fois en 1861 par les soins de l'Académie Française.

semblait que les 20.000 francs de Napoléon III revenaient de droit à l'austère morale du philosophe et à l'utile et sage opposition du républicain ; je dirai plus, j'en ai été étonné, car je ne connus jamais plus habile grimpeur que ce bénin professeur, au

L'attribution en fut très laborieuse. Trois candidatures furent produites et vivement soutenues par des partisans acharnés. Jules Simon obtint sept voix, George Sand en eut six, et Henri Martin, six également. Victor Cousin avait pris parti, avec son éloquence et sa vigueur habituelles pour Jules Simon ; Alfred de Vigny et Sainte-Beuve avaient défendu les droits du talent littéraire en la personne de George Sand ; enfin Ernest Legouvé et quelques amis personnels avaient mis en avant la candidature de l'historien Henri Martin. Les trois candidats ayant obtenu à peu près le même nombre de voix, l'Académie Française était exposée à fourner, comme il lui est arrivé maintes fois pour ses élections, dans le cercle de scrutins sans fin. Un membre fit alors remarquer que les Académiciens n'étaient pas exclus du concours et proposa pour le prix de 20.000 francs M. Thiers, auteur de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, œuvre qui répondait aux conditions du programme impérial. Heureuse de sortir d'une impasse, la majorité se rallia au nouveau choix proposé. L'œuvre de M. Thiers, proclamée aux termes du décret « la plus propre à honorer ou à servir le pays » fut donc présentée au vote général de l'Institut, qui ratifia le choix de l'Académie. Napoléon III n'était pas fâché de voir un adversaire, comme Thiers, devenir dans quelque mesure son obligé. Thiers déjoua la manœuvre en écrivant au président de l'Institut une lettre chaleureuse de remerciements dans laquelle, après avoir dit combien il était honoré de la décision de ses confrères, il ajoutait qu'il était résolu à laisser cette somme de 20.000 francs consacrée à l'encouragement des lettres. « Je me propose en effet, concluait-il, de prier l'Académie Française de vouloir bien accepter cette somme pour en consacrer le revenu à des prix qu'elle décernera suivant un règlement dont elle tracera elle-même les dispositions. »

mât de cocagne du libéralisme académique en même temps que de la popularité révolutionnaire...

J'ai rêvé longtemps de faire comme M. Simon, de vous aller voir, vous et votre lac. Il faut renoncer à cet espoir pour cette année ; ce m'est, je vous l'avoue, un grand crève-cœur, car Paris et ses splendeurs me sont horriblement à charge.

Que d'amertume il y a dans cette lettre ! Mais vraiment Challemel-Lacour a trop souffert, depuis sa rentrée en France, pour qu'on ne lui pardonne pas sa méchante humeur et ses injustices. Car ce n'est pas seulement Jules Simon qu'il poursuit de ses invectives, ce sont tous ses anciens maîtres et camarades d'Ecole Normale que le hasard met sur son chemin. Ainsi, il écrit à Mme Herwegh :

M. Gérusez est une vieille ganache qui a passé sa vie à courir après les couronnes académiques et n'a fait imprimer que des calembredaines. Barni est un sot. Un autre maître sot est celui qui occupe actuellement la chaire de Fauriel, un M. Mézières, que je connais fort, favori des prêtres, et qu'un livre idiot sur Shakespeare a signalé aux lecteurs intelligents (s'il en est encore en France) comme une des plus grosses bêtes du bétail universitaire. Il sera demain ou après-demain de l'Institut. Conclusion générale : que Georges Herwegh ne s'occupe pas de tout ce monde-là, n'achète point leurs livres, ne perde pas deux minutes sur leurs élucubrations. Ces messieurs ont chacun un encéphale, mais de cervelle, point (1).

(1) Pour atténuer ce que ces jugements sommaires ont de choquant, qu'il me soit permis de dire que, lorsque Gérusez mourut, Challemel-Lacour consacra quelques

Il fallait à Challemel-Lacour une diversion pour chasser les mauvaises pensées qui le hantaient. Elle lui vint heureusement. Au mois de juillet 1861, parurent les trois volumes de sa lumineuse traduction de *l'Histoire de la Philosophie moderne*. Cette publication lui fut d'un grand réconfort. L'apaisement — un apaisement momentané — gagna son âme trop longtemps ulcérée par les misères de la vie. Et il aimait à répéter ces fières paroles, qui le consolait de sa détresse lorsqu'il les écrivait :

Quand on est jeté dans un temps où rien ne peut tenir contre la réflexion, où il ne subsiste que des doctrines usées, incompatibles avec les faits comme avec les besoins actuels de l'intelligence, est-il si beau de rester en pleine mer, misérablement collé à une pauvre épave ? Je croirais le repos, si précieux qu'il soit, acheté trop cher au prix d'une telle illusion, si voisine du mensonge. La seule conduite virile est de nous avouer le vide qui nous entoure. Parmi les doctrines qui traînent à cette heure leur vieillesse honteuse, quelle est celle qui vaille un regret ? Qu'on ne rappelle pas la gloire de leur passé ou l'enthousiasme qu'elles ont allumé à une autre époque, car il n'en est pas une qui depuis n'ait attaché son sort à la tyrannie, qui ne se soit souillée de complicité avec l'injustice et la corruption. Osons donc reconnaître que nous habitons des ruines, sans nous laisser imposer par ceux qui nous ouvrent à deux battants l'arche dont ils sont les

lignes émues à sa mémoire et que plus tard, très assagi, il ne dédaigna pas de choisir pour parrains à l'Académie Française Jules Simon et Alfred Mézières.

lévites ; osons vivre, puisqu'ainsi le veut la destinée, dans cette solitude intellectuelle, qui est la suprême épreuve de la vie, mais qui est peut-être le salut des caractères (1).

Et il ajoutait, dans un beau mouvement d'éloquence qui donne à son *Introduction à l'Histoire de la Philosophie* la valeur d'un manifeste et la portée d'un acte politique : Etudions l'histoire, car c'est elle qui nous apprendra la vie.

L'histoire est l'institutrice de la pensée, comme elle est celle de la politique, — écrivait-il en terminant son *Introduction*. — S'il est insensé de l'étudier en vue d'implanter dans un pays des institutions exotiques ou de restaurer dans un siècle ce qui a fleuri dans un autre, il n'est pas moins absurde de vouloir reprendre en sous-œuvre un système abandonné, que repoussent les exigences de la science et de l'esprit moderne, ou même en conserver un fragment, comme si le plus beau fragment pouvait, après avoir été détaché de son tout, entrer dans un autre plan et devenir partie intégrante d'un nouvel ensemble. Ce que le politique apprend de l'histoire consciencieusement étudiée, c'est à percer les obscurités du présent, à reconnaître les forces immuables avec lesquelles il lui faut compter et accomplir ses desseins, à distinguer de ce fond permanent les circonstances locales, passagères, qui le modifient ; c'est à comprendre les fatalités extérieures, auxquelles il doit lâcher la main avec douleur, s'il veut n'être pas emporté à jamais par elles loin de son

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Introduction à l'Histoire de la Philosophie moderne* par le docteur Henri Ritter. Tome 1^{er}, p. 52.

but, brisé violemment, perdu sans ressource par l'adoration inflexible de sa propre pensée. De même, dans l'histoire des systèmes, l'esprit reconnaît les vertus impérissables de l'intelligence ; il s'accoutume à croire à la permanence de ses énergies les plus hautes, même quand elles sont assoupies, et à attendre patiemment leurs éblouissants réveils (1).

Comment ces lignes tombèrent-elles sous les yeux de Gambetta ? Je n'ai pu le savoir. Ce qu'il y a de certain, c'est que le jeune avocat les lut avec admiration et s'en entretint aussitôt avec son ami Clément Laurier. Quelques jours après, celui-ci réunissait à sa table le méridional et le normand qui s'étaient compris sans se connaître et qui devaient bientôt être appelés par le destin à faire passer ces préceptes dans l'organisme politique du pays. Ce fut, évidemment, une notable rencontre que celle de deux esprits aussi dissemblables, mais animés d'une même foi, sinon d'un même zèle. Et ce fut aussi le plus clair bénéfice que Challemel retira de sa traduction, qui passa fort inaperçue, sauf de quelques philosophes comme Vacherot et Taine.

On aimerait à se rendre compte de la conversation — qui fut éblouissante à coup sûr — entre ces hommes venus des points les plus différents et que mettait en présence une affinité de hasard, plutôt qu'une similitude de goûts. Aurélien Scholl en a dit un mot dans sa préface aux œuvres

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Introduction, etc.*, Tome 1^{er}, p. 73.

choisies de Clément Laurier. « Le dîner fut gai, mouvementé, brillant, écrit-il. Les polémiques s'engageaient d'un bout de la table à l'autre, les mots se croisaient, lancés et rejetés comme dans une partie de volants. » (1)

Gambetta, dans l'ivresse de ses vingt-trois ans, plein de feu, débordant de vie et d'allégresse, exubérant comme un de ces fils du Midi lancés à la conquête de Paris, ne vivait déjà que pour la politique. Tout près de lui, et lui donnant la réplique, Challemel, revenu de bien des enthousiasmes d'antan, n'ayant plus guère d'illusions sur les hommes et les choses, mais ferme néanmoins dans sa foi républicaine et ne voulant pas désespérer des bienfaits de l'action, entrevoyait un long temps à passer avant que se réalisassent leurs espérances. En face d'eux, le maître de la maison, Clément Laurier, d'origine orléaniste et de tempérament plutôt sceptique, riait des tirades démocratiques du « jeune premier » Gambetta et écoutait avec une déférence mar-

(1) *Plaidoyers et Œuvres choisies de Clément Laurier*, avec une introduction par Aurélien Scholl (Paris, Charpentier, 1885, p. 3 et suivantes). Scholl trace cet élégant portrait de Laurier : « Le menton court, le rictus exagéré, les oreilles détachées et semblant fuir la boîte osseuse, il n'appelait pas une sympathie soudaine. Au bout de quelques instants, tout le monde l'écoutait. Il racontait des histoires de Palais, des ripostes d'avocat à président et de président à avocat ; il avait plein son sac de petits scandales judiciaires et il les débitait dans une langue brève, cassante, qui donnait plus de piquant encore à ses récits. »

quée, peut-être feinte, les déclarations pessimistes du « père noble » Challemel-Lacour. Ils se séparèrent les meilleurs amis de la terre, bien qu'ils ne dussent se revoir qu'après bien des mois.

Vers la même époque, Challemel eut une autre satisfaction assez vive. Un érudit, avec lequel il s'était lié à la Bibliothèque Impériale, Eugène Crépet, d'une intelligence haute et fière, épris de l'amour désintéressé du beau et dédaigneux des succès faciles, avait entrepris la publication d'un gros ouvrage en quatre volumes, consacré à la gloire de la poésie française (1). A cet effet, il s'était assuré la collaboration de Sainte-Beuve, qui écrivit l'introduction de ce travail, et de nombreux critiques de second plan, mais consciencieux et savants qui étaient chargés de rédiger les notices biographiques et littéraires dont chaque poète était l'objet. Crépet avait eu surtout la bonne fortune d'intéresser à son œuvre le poète Charles Baudelaire, qui lui promit quelques essais sur les poètes contemporains. En attendant, il confia à Challemel-Lacour la rédac-

(1) EUGÈNE CRÉPET, *Les Poètes Français* (4 vol. in-8°, 1861-1863). — Challemel-Lacour et Eugène Crépet étaient du même âge et Normands tous les deux. Ils restèrent liés toute leur vie. Quand Challemel devint directeur intérimaire de la *Revue moderne* en 1865, il confia la chronique littéraire à Crépet : c'était un joli geste à l'égard de celui qui l'avait accueilli en 1861. Après le 4 septembre, il le fit nommer sous-préfet de Neufchâtel. Crépet, qui mérite surtout la reconnaissance des lettrés par ses travaux sur Baudelaire, est mort en 1892.

tion de l'étude sur Joachim du Bellay : c'est un pur chef-d'œuvre, en sept ou huit pages, qui attira l'attention de Sainte-Beuve, lequel en eût très volontiers parlé dans une de ses *causeries*, si l'intransigeant Challemel n'avait déclaré qu'il se souciait peu des éloges de l'ami de César. Les deux premiers volumes de l'ouvrage de Crépet parurent au cours de 1861 : le premier va des origines de la poésie à Ronsard ; le second, de Ronsard à Boileau. La notice sur du Bellay, signée C-L (tome II, p. 55-62), est d'une singulière pénétration : par delà le poète, l'auteur a essayé de deviner l'homme et y a réussi.

Eugène Crépet, flatté du succès de Challemel, lui demande alors une collaboration plus active à ses deux volumes qui restent à paraître. Peu habitué à semblable démarche, celui-ci remet à son ami plusieurs études sur le dix-septième et le dix-huitième siècles, résumé de ses anciennes conférences d'Anvers et de Zurich. Mais la fortune a déjà cessé de lui sourire. Le 12 octobre 1861, Challemel écrit à Mme Herwegh :

M. Crépet ne peut s'expliquer pourquoi vous n'avez pas reçu ses volumes. Il va s'enquérir de la cause, et, au besoin vous en envoyer un second exemplaire. Le pauvre garçon n'est pas heureux non plus ; il a joué sur le succès de ce livre la moitié de sa fortune, et la plus claire ; ce succès lui fait défaut. Voilà la publication des manuscrits qu'il a de moi remise aux calendes grecques ! Voilà un ami serviable aussi embarrassé que moi ! Je n'ai plus de travaux de librairie, j'offre à tout venant des

leçons de latin, de grec, et les études classiques vont devenir si fortes à Paris que personne n'en veut.

Dès lors recommence la série des lamentations.

Je n'ai pas eu le cœur aux écritures, ces temps-ci — dit Challemel à Mme Herwegh. — Après un silence bien prolongé, mais qui a plus d'une excuse, nous nous disputons aujourd'hui, Eugénie et moi, le plaisir, ce n'est pas assez, le bonheur profond de vous parler à tous deux : car nous ne pouvons vous séparer dans nos cœurs. J'ai eu tort de quitter Zurich ; j'y devais rester, ne fût-ce que pour jouir de vous. Qu'était-ce que l'ennui de rencontrer quelque vilaine et déplaisante figure auprès de la joie d'être ensemble. J'aurais dû penser qu'à trente-quatre ans que je vais avoir (1), croire qu'on remplacera jamais des amis tels que vous, est une folie. Je ne l'ai pas eue, mais je me suis flatté d'une réunion qui dépendait de trop de choses pour n'être pas chimérique (2). Ah ! ce n'est plus Paris, ce n'est plus la France que je rêve pour Georges. La France n'existe plus. Paris est un bourbier. Il faudrait à tous ceux que le besoin d'action dévore, et qui ne reçoivent du sort que menottes et entraves, un refuge dans la vie morale, un observatoire paisible, d'où ils pussent voir, de loin, grouiller la canaille humaine qui les repousse, et qui fait bien de les repousser, car elle est indigne d'eux.

(1) Challemel-Lacour avait eu trente-quatre ans le 19 mai précédent.

(2) Vers cette époque, M. et Mme Herwegh avaient eu la pensée de venir à Paris pour l'éducation de leurs enfants, et Challemel avait essayé de leur trouver une situation. Mais il n'en trouvait pas pour lui-même !

Quelques jours après, le 15 octobre, Challemel écrit à Marc Dufraisse :

Votre bonne lettre est venue me chercher loin de Paris ; j'étais à Honfleur, sur le bord de la mer, où j'ai passé deux semaines (1). Elle m'a trouvé dans un intervalle de calme, et j'ai pu goûter sans mélange le plaisir que me faisaient vos amicales paroles. Mais votre lettre m'a rappelé aussi les soucis qui m'attendaient au retour, et qui ne m'ont pas manqué. Je cours après les leçons particulières, et j'en ai trouvé une... Ne vous inquiétez pas trop de moi, mon cher Dufraisse, et gardez-vous de rendre personne, ni surtout Hetzel, responsable de mes méchants succès ; il ferait s'il pouvait, car vous savez qu'il est protecteur par nature ; il ferait surtout s'il pensait. Il faudrait pour cela que je fusse chaque matin sur son dos : chose à quoi je ne puis me résigner. Le fait est que je ne puis prendre pied nulle part, par incapacité peut-être, ou bien

(1) Il avait fait ce voyage avec Eugène Crépet, qui allait à la recherche de Baudelaire oublieux de l'engagement qu'il avait pris de collaborer aux *Poètes Français*. Les notices que Baudelaire finit par remettre à Crépet parurent l'année suivante dans le dernier volume des *Poètes*. Elles ont été réimprimées dans le tome II des œuvres complètes du poète, les *Curiosités esthétiques*, sous cette rubrique : « Réflexions sur quelques-uns de mes contemporains ». Elles sont au nombre de sept, intitulées : Victor Hugo, Marceline Desbordes-Valmore, Théophile Gautier, Gustave Le Vavas seur, Théodore de Banville, Pierre Dupont, Leconte de Lisle. « On peut dire, selon le mot d'Eugène Crépet, que c'est le travail de critique où Baudelaire a le mieux montré la sûreté de son jugement dans les questions littéraires ». A ce moment, Challemel-Lacour fut très fier d'avoir collaboré avec lui.

parce que le sol est miné sous mes pas, sans doute par les taupes.

Je ne vous ai pas envoyé trois massifs volumes de philosophie allemande, traduite par moi en français. J'ai terriblement sué à cette besogne. Il y a pourtant là une introduction de près de cent pages que j'aurais voulu que vous lussiez.

Le 3 décembre, nouvelle lettre de Challemel.

Merci, mon cher Dufraisse, de la part que vous prenez à ce qui me concerne. En vérité, si une situation, qui résiste aux efforts désespérés qu'on fait pour en sortir, mérite quelque intérêt, je suis furieusement intéressant. J'avais une leçon dans une pension, une seule que je soignais comme la prunelle de mes yeux, elle est supprimée depuis trois semaines. J'ai couru, visité, sollicité un travail, n'importe lequel ; maîtres de pension, anciens camarades, je n'ai rien négligé ; je me suis montré, produit, offert tant que j'ai pu. On a pris mon adresse, et je n'ai plus entendu parler de rien. N'y a-t-il que du hasard dans l'invariable résultat de toutes mes tentatives, je ne le sais pas. Mais le cercle où je suis enfermé se resserre ; mon cerveau se dessèche, absorbé qu'il est dans deux ou trois idées que je ne puis secouer : le présent est intolérable, l'avenir vide. Il y a encore un dévouement, un cœur qui me soutient ; s'il me faisait défaut, je deviendrais fou ou je me tuerais. Eh bien ! ce dévouement est justement la première chose à laquelle il faudrait renoncer pour aller à Anvers (1). Vous me

(1) On avait fait espérer à Challemel-Lacour qu'il retrouverait une place digne de lui, à Anvers, dans l'enseignement et dans la presse.

parlez de Paris : mon souhait le plus ardent est d'en sortir, mais pour aller où ?

— Revenez en Suisse : vous n'y serez pas longtemps, lui répond Dufraisse ; car Herwegh va être nommé professeur de littérature comparée à l'Université de Naples, et il a demandé à M. de Sanctis, ministre de l'Instruction publique, que vous lui soyez adjoint.

Pas de rêves, mon cher Dufraisse, — riposte Challemel en ce même mois de décembre 1861. — M. de Sanctis ne peut pas tout ce qu'il veut et ne saurait vouloir tout ce qu'il peut. Nous avons été bien ensemble ; puis, dès qu'il a vu s'amasser l'orage, il a prudemment fait retraite. Cet éloignement n'a pas eu de cause personnelle, que je sache, et nous sommes toujours restés dans des termes de politesse. Mais ce n'est pas assez pour qu'il me tende la main, quand même il le pourrait. Je ne serai pas assez indiscret pour le lui demander : il a, je le sais, bien d'autres chats à fouetter. Et puis, il ne sera pas toujours ministre. Mais enfin, puisque vous me questionnez sur l'Italie, je vous réponds en deux mots qu'elle me serait une terre de salut. Je m'arrête sur ce mot-là, de peur d'entrer trop avant dans vos illusions : je les redoute, et je suis tenté de m'y livrer, comme font toujours ceux qui sont au fonds du puits.

Quelque temps auparavant, Challemel avait écrit à Mme Herwegh, au sujet de M. de Sanctis :

J'ai appris à le connaître à Zurich, comme homme, et je veux bien augurer de ce qu'on voudra de ses talents de ministre, ne les connaissant pas. Je ne

l'ai pas flatté ; tranchons le mot, je lui ai déplu ; il ne me doit rien et ne saurait guère m'apprécier plus sévèrement que je ne le juge... Je serais humilié qu'il songeât à moi, avant de songer à Georges. Vous le flatteriez beaucoup, si vous vous imaginiez qu'il sait au juste ce que vaut Georges ; son grand cœur et son grand esprit ne sont pas des qualités que puissent mesurer les petits bras de M. de Sanctis. Mais il en a vu assez du moins pour s'en souvenir, s'il avait pour deux liards de cervelle et un peu d'âme. Il est petit à en être grotesque. Ne lui parlez pas de moi ; ne me parlez pas de lui, mais si j'étais de Boni, je le verrais et je lui ferais honte un peu de tant de bêtise et d'ingratitude. Ce que vous me dites de Georges me navre. Se consumer ainsi quand on a tous les dons qui font aimer et admirer ! La poire est tombée sous le poirier et se flétrit dans l'herbe parce qu'elle est trop belle. Mais à quoi sert de se dire cela, quand on voit souffrir ! Une âme si haute, un esprit d'un tel vol, une nature si choisie, et pour tout cela pas de place parmi nous ! Je suis pris de vertige, quand je vois de telles choses. Je me donne raison d'être indigné et je m'applaudis de l'amertume amassée en moi. Je voudrais lui écrire, mais ferais-je autre chose qu'ajouter à son mal, moi qui ai descendu tous les degrés de l'espérance ?

Francesco de Sanctis, dont il est question à maintes reprises dans les lettres qu'on vient de lire, avait été professeur de littérature italienne au *Polytechnicum de Zurich* en même temps que Challemel y enseignait la littérature française. Cavour, qui le tenait en haute estime (non sans raison, car de Sanctis, qui ne donna qu'un

peu plus tard toute sa mesure, est un des maîtres de la critique en Italie (1) et sa renommée y est grande encore aujourd'hui), Cavour l'appela, en 1860, à diriger le ministère de l'Instruction publique ; en juin 1861, le baron Ricasoli, qui prit le pouvoir à la mort de Cavour, conserva à de Sanctis son portefeuille. Parvenu aux grandeurs, oublia-t-il tout d'abord, comme Challemel semble l'en accuser, ceux qui l'avaient accueilli dans l'exil ? je ne sais. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'automne de 1861 une dépêche du ministre priait Georges Herwegh de répondre par télégramme s'il était prêt à accepter, avec un traitement de quatre mille francs, la chaire de littérature comparée à l'Université de Naples. Herwegh accepta et informa aussitôt ses amis.

Allons, cher ami, — lui écrit sans délai Challemel-Lacour, — dressez-vous sur vos ergots et chantez de votre voix la plus claire le jour qui vient pour vous, pour tous ceux qui vous aiment. Si je tenais M. de Sanctis, je l'embrasserais, tout ministre qu'il est, tant je suis heureux qu'il ait si vite démenti ma dernière lettre. Il y a bien longtemps qu'indigné de le voir tarder à faire une chose si sage, je l'ai maltraité devant M. Vera, aujourd'hui professeur à

(1) Francesco de Sanctis (1818-1883) exilé de Naples pour sa participation aux événements de 1848, se rendit d'abord à Turin où il ouvrit un cours de littérature très suivi, puis fut appelé au Polytechnicum de Zurich d'où il revint à Naples en 1860. Son œuvre capitale est *l'Histoire de la littérature italienne*, résumé de son cours de Zurich.

Milan (1). Je m'en repens, j'ai eu tort, recevez ma confession et transmettez-la à Dufraisse, à qui j'en ai dit deux mots.

Mon cher Georges, vous êtes enfin à votre place. Marchez hardiment. Que la langue ne vous inquiète pas. Vous savez parfaitement l'italien, mais quand vous parleriez comme un huron, qu'importe ! Ce n'est pas de phrases qu'il s'agit. Ouvrez les écluses de votre âme ; laissez couler ce qu'elle contient, et je vous réponds que dans peu votre auditoire, quel qu'il soit, vibrera comme vous voudrez. Surtout, pas de regard en arrière ! La Patrie aujourd'hui, pour vous, pour moi, pour quelques-uns encore, est partout où il y a des esprits avilis à relever, c'est-à-dire partout. *Sursum corda* ! laissez-moi vous citer ce latin catholique, puisqu'il exprime le besoin universel.

Je suis heureux, mon cher. Mais que je voudrais être avec vous pour causer de ce que vous allez faire. C'est un poste difficile, que de parler dans le milieu le plus corrompu de toute l'Italie. C'est pour cela que le poste est digne de vous. Allez-y avec le feu d'un jeune homme. Et vous l'êtes, morbleu ! Quel âge avez-vous ? 43, 44 ans (2). C'est à peine si vous êtes dans la pleine possession de votre force. Déployez-la, prudemment toutefois et sans vous

(1) Augusto Vera (1813-1885), philosophe italien, après avoir enseigné la philosophie dans divers lycées de France, se rendit en Angleterre après le coup d'Etat de 1851 et en revint en 1860 professer la philosophie à Milan, puis à Naples. La plupart de ses travaux sont consacrés à Hegel.

(2) Georges Herwegh était né en 1817 : il avait dix ans de plus que Challemel-Lacour.

épuiser dans un premier effort. Tout va refleurir en vous au pied du Vésuve. Vous allez éclater parmi les cactus de Portici. La lave qui pesait sur vous se fond et s'écoule. Herculaneum va reparaitre au jour avec ses trésors ensevelis. Ne riez pas de mon dithyrambe, cher. Mon cœur chante un bel hymne à M. de Sanctis. Spontanée ou non, sa pensée a été bonne. Béni soit le premier discours qu'il prononcera à Turin ! Longue soit sa carrière de ministre ! Car, je n'en doute plus à cette heure, c'est un grand ministre.

Quel enthousiasme ! De tels accents sont si rares chez Challemel que j'ai tenu à citer sa lettre presque en entier. Il y avait bien sans doute un peu d'intérêt personnel (quels actes sont complètement désintéressés !) dans ces effusions du traducteur de Ritter. Il se disait apparemment : enfin, je vais être appelé auprès de cet excellent ami pour le conseiller, le diriger, le suppléer peut-être ! Aussi, comme les nouvelles sont lentes à venir, il va au-devant d'elles. C'est ainsi qu'il écrit à Mme Herwegh :

Dans le premier mouvement de joie que nous a causé votre dernière lettre, j'ai poussé un triple hourrah ! et j'ai voulu que Georges l'entendit... J'ai si peu de plaisir à penser à moi, à m'arrêter sur ma situation, *si fisica che morale*, que mon esprit n'a guère cessé de tournailler autour de vous et de lui. Je vous ai établis à ma guise dans un lieu de mon choix, car je connais le pays ; j'ai assisté aux premiers travaux de Georges, et j'ai vu combien, ayant auprès de lui une maîtresse ès langue toscane telle que vous, il lui était facile de surmonter ou

de tourner les embarras du commencement. J'ai construit tout un plan de leçons, que je me garderais bien de lui communiquer, parce que ce serait jeter de l'eau sur un moulin qui tourne bien sans moi. Cela veut dire seulement que je porte à cette affaire un intérêt tout personnel ; tout ce qui vous arrive retentit ici dans des cœurs tout pleins de vous, et j'ose vous dire que c'est pour vous un devoir de famille de ne rien nous en taire, même pour peu de jours.

La vie m'est devenue si pénible à Paris (et j'emploie le mot le plus doux) qu'il est question sérieusement chez nous de quitter cet enfer. Eugénie toujours prête à tous les sacrifices, me l'a offert malgré les difficultés que présente un tel parti. Le seul endroit du monde, où je sais qu'elle s'exilerait sans regret, ou plutôt avec joie, serait celui où vous seriez. Jusqu'à présent, nous sommes en suspens ; mais il faudra en finir. Quand même certains ennuis cesseraient, quand même je trouverais une occupation tolérable, le dégoût ne serait pas guéri pour cela, et ce mal suffirait pour me chasser du paradis terrestre. Mais en voilà trop sur un sujet que je ne voulais pas toucher.

Tout à coup on apprend que Georges Herwegh n'est pas nommé à l'Université de Naples et ne le sera pas. M. de Sanctis, qui s'était engagé un peu à la légère, n'avait pas prévu qu'une opposition formelle viendrait de la cour de Berlin et des Tuileries contre la nomination de son candidat, « un républicain pur sang » (1). Il essaya d'arranger les choses en offrant une petite com-

(1) VICTOR FLEURY, *Le Poète Georges Herwegh*, p. 183.

pensation à Herwegh et à Challemel-Lacour : une place au musée de Naples. — « Est-ce une place de portier ? » demanda dédaigneusement Challemel. Bientôt, M. de Sanctis quitta le pouvoir et fut remplacé au ministère de l'Instruction Publique par M. Matteucci (1) qui, tout dévoué à Napoléon III, déclara que la chaire de Naples serait donnée à un Italien. Cela mettait fin à l'incident. — « Vous avais-je assez prévenu sur le compte de ces gens-là ? » dit Challemel à Georges Herwegh.

J'éprouve en ce moment de terribles orages, — écrit-il dans une lettre du mois de mars 1862 — ; je les entends gronder dans ma cervelle contre bien des gens. M. de Sanctis en est un ; il y a du cuistre et du fanfaron dans ce personnage... Je suis atteint d'un mal étrange, c'est de voir les choses telles qu'elles sont ; ne suis-je pas à plaindre ?

Puis, faisant un retour sur le passé, il ajoute en manière de conclusion :

Il y a en moi une incapacité absolue de réussir à rien. Je ne dis pas cela par modestie. Au contraire !

V

Une attaque contre les éclectiques et Ernest Renan

Un cours de littérature à Pau

Malgré son « incapacité absolue de réussir à rien », Challemel-Lacour n'en continuait pas

(1) Carlo Matteucci (1811-1868), physicien et homme politique, fut, à la chute du cabinet Ricasoli, en mars 1862, nommé ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Rattazzi.

moins à essayer de trouver sa place quelque part. Vers la mi-janvier 1862, Laurent Pichat, qui lui témoignait beaucoup de sympathie, eut l'occasion de lui être agréable. Il venait de fonder une petite revue, la *Réforme littéraire*, qui, sous des dehors très pacifiques, devait mener, pendant les quelques mois qu'elle dura, une assez vive bataille contre l'Empire et les lettrés qu'il protégeait. Poésie, roman, histoire, philosophie même, tout servait de prétexte aux écrivains rangés sous la bannière de la *Réforme*, pour battre en brèche les institutions établies. C'était le milieu qui convenait à Challemel-Lacour : il y fut reçu avec joie.

Le premier numéro de la nouvelle revue fut publié le dimanche 19 janvier 1862 (1). Il contenait un long programme, signé Laurent Pichat,

(1) *La Réforme littéraire* fut une revue hebdomadaire, paraissant tous les dimanches sur huit pages in-quarto. Les bureaux étaient situés rue du Four Saint-Germain, numéro 44. Là passèrent de nombreux collaborateurs tels que : Eugène Pelletan, Henri Brisson, Frédéric Morin, Etienne Vacherot, Louis de Ronchaud, André Lefèvre, Juliette Lamber, Auguste Rogeard, Henry Fouquier, etc. Un jeune Normand, M. Gaston Lavalley, devenu plus tard conservateur de la Bibliothèque de Caen et dont la carrière devait être extrêmement féconde, y fit également de brillants débuts, avec une nouvelle intitulée « Barbare ». Parmi les articles qui suscitèrent le plus d'émotion, citons un « éreintement » d'Edmond About par Rogeard et une controverse avec Renan par Léonce Ribert, qui se montra peu sympathique aux tendances philosophiques du futur auteur de la *Vie de Jésus*. — Le dernier numéro de la *Réforme littéraire* parut le 31 août 1862.

puis des articles d'Etienne Arago, de Louis Ulbach, d'Eugène Despois et de Henri Lefort. Dès le second fascicule (26 janvier), Challemel-Lacour entre en scène avec un article intitulé *La Philosophie et la Science*. Le début en est particulièrement piquant :

Nos lecteurs ne sont pas, j'espère de ceux qui trouvent que parler de philosophie dans un journal littéraire, c'est donner à boire du vitriol à ses convives. Du reste, nous ne saurions séparer les destinées de la philosophie de celles de la grande cause intellectuelle à laquelle nous sommes attaché, et nous sollicitons résolument du lecteur dix minutes de patience. Pour mettre tout de suite le comble à notre indiscretion, nous demandons à l'entretenir d'un livre déjà vieux de trois ans, la *Métaphysique et la Science*, de M. Vacherot. Trois ans ! Combien a-t-il péri dans cet intervalle de générations de romans et de pièces de théâtre ! La nature abrège sagement la vie des espèces fécondes, de peur qu'elles n'envahissent tout et qu'il ne reste plus de place aux autres. Les livres de philosophie sont comme les animaux graves, comme le corbeau et l'éléphant, qui vivent plus longtemps que l'alouette et les mouches.

Au reste, que le lecteur se rassure : la philosophie, eussions-nous la volonté de nous en occuper, nous donnera aujourd'hui peu de chose à faire. Signaler des écrits qui n'ont de la philosophie que l'enseigne, et dont les éditions réitérées ne témoignent que de l'énervation actuelle de la pensée ; examiner des ouvrages beaucoup plus bruyants dans leurs négations que scientifiques dans leurs procédés ; chercher sous les pompeuses décorations du style une

pensée absente ou un radotage vulgaire, tout cela promet-il un grand profit ? Nous n'estimons pas que ce soit la peine de nous déranger pour si peu. Où est la philosophie aujourd'hui ? En France, où le public, étourdi par une atmosphère opiacée, amené par un jeûne fatal à prendre les aliments qu'on lui choisit, a maintenant des goûts et des faveurs inexplicables ? En Allemagne, où la pensée philosophique, en se retirant, n'a laissé ça et là que des marécages, où croupissent côte à côte une religiosité et un matérialisme également vieillis, qui sortent par intervalles de leur silence pour remplir l'air de coassements et se livrer à des combats sans morts ni blessés, dont l'ennui se fait sentir de plus en plus ?

Depuis longtemps, la philosophie n'est plus qu'une répétition banale, sans originalité et sans foi, de systèmes dont l'esprit est éteint, de formules dont le sens est perdu. En France, elle est en outre un prétexte littéraire et un thème pour exercer son talent de bien dire ; mode fâcheuse, car elle discrédite à la fois l'éloquence et les idées. Le seul signe qu'il existe une philosophie, c'est qu'elle exerce quelque influence sur les sciences. Le xvii^e et le xviii^e siècles ont une philosophie : on le reconnaît, sans savoir même les noms de Descartes et de Condillac, aux méthodes de la science, aux idées régulatrices qui dominant toutes les recherches, aux principes généraux, exprimés ou explicites, dont s'inspirent les esprits inventeurs. Aujourd'hui, la science se fait honneur de marcher loin de la philosophie. Elle se félicite d'être débarrassée d'une telle compagne ; elle se soucie fort peu de la métaphysique, ou ne s'en occupe que pour la railler. Nous ignorons si la science y gagne, mais nous

savons très bien que, si la métaphysique est sans auditoire et sans influence, c'est à coup sûr qu'elle n'existe plus que de nom. »

Après avoir fait le procès de « tous les systèmes de religion naturelle » qui ne recevront jamais (fussent-ils de Cousin ou de Jules Simon) l'adhésion des savants véritables ni celle de la foule, car tout y est illusion et mensonge ; après avoir mis à leur vraie place, qui est toute petite, selon lui, les soi-disant penseurs contemporains comme Emile Saisset, Caro, Nourrisson, « hardis à frapper quand il s'agit d'anéantir ce qui est déjà mort, de renverser des ruines » ou encore « se livrant aux effusions dévotes dont ils inondent leurs livres pour en faire les délices des âmes tendres » ; Challemel-Lacour signale un autre danger, qui consiste à s'engager trop avant dans la voie de certaine philosophie allemande dont la religiosité a séduit l'esprit d'Ernest Renan. Sans citer Renan, Challemel le vise constamment dans ce passage consacré aux doctrines allemandes :

Tous ces systèmes n'ont été trop souvent que des enseignes d'Université, des prospectus de fantaisie, ingénieuses ressources de professeurs aux abois, qui se disputent les regards du public, les articles des gazettes, l'ébahissement des philistins et l'affluence curieuse des étudiants. On invente un système, comme César Birotteau inventait une forme de flacon, pour soutenir la concurrence et renouveler sa clientèle philosophique. Cela n'est que risible, mais voici qui est fâcheux. Pour appeler, pour

captiver des auditeurs blasés, il faut toujours un peu de scandale : l'art est d'en faire sans se compromettre. On est forcé de satisfaire aux besoins de la raison moderne ; il faut faire justice des préjugés, des mensonges officiels, des fictions séculaires. On ne peut se soustraire à la nécessité d'expliquer humainement ce qui a prétendu et prétend encore cacher ses origines et son secret dans le sein de Dieu. On se plie donc à ces nécessités ; et il n'est point de négation hardie, de formule téméraire, de dogme effrayant, que ces philosophes ne mettent en avant. C'est par là qu'on attire à ses leçons un nombreux concours, qu'on devient une lumière d'université, qu'on fait la fortune de Tubingue, d'Iéna ou de Bonn, qu'on se dispense d'avoir du talent, qu'on se fait néanmoins applaudir de la jeunesse et qu'on parvient à étonner même les fils de Voltaire.

Pour vous rassurer, allez seulement jusqu'au bout. Ces grands ravageurs de croyances ne sont pas même iconoclastes, et le coup de génie est de relever avec prestesse, d'une main prompte et agile, sans qu'ils aient souffert de leur chute, tous les dogmes renversés. Après avoir satisfait sa vanité, et lorsqu'on a moissonné les applaudissements de la jeunesse bruyante et novatrice, on donne satisfaction à l'orthodoxie et à l'autorité. Croyances, traditions, symboles, liturgie, culte, institutions, tout reparaît, tout se redresse, embelli d'interprétations nouvelles, plus riche de sens, fortifié de raisonnements profonds, garanti par la dialectique contre les attaques d'une philosophie frivole et d'une réflexion factieuse. Identifier les contraires, réconcilier la vérité et la fiction, entrelacer harmonieusement la formule et le symbole, jeter tout un système dans un moule

à deux faces, afin de pouvoir en montrer une aux libres penseurs et dire : « Je suis philosophe », et tourner l'autre du côté des croyants et dire : « Je suis orthodoxe », voilà le chef-d'œuvre de plus d'un illustre métaphysicien de l'Allemagne. Il y a des exceptions sans doute, nous les connaissons et nous leur rendons justice. Mais elles ne sont pas si nombreuses qu'on serait tenté de le croire. Je vois de ces philosophes, et parmi les plus illustres, qui ont porté beaucoup trop loin le talent suspect de trouver d'aussi nombreux adhérents parmi les théologiens que parmi les incrédules, de remuer et d'étonner le présent en justifiant le passé, d'être applaudis d'un auditoire révolutionnaire et en même temps d'être décorés, qui plus est, pensionnés par les gouvernements absolus (1).

(1) Renan avait été récemment chargé de mission et décoré par le gouvernement impérial. Il venait en outre d'être nommé professeur au collège de France. De plus, il se disait grand admirateur de Victor Cousin. Il n'en fallait pas tant pour que Challemel-Lacour prît parti contre lui. D'ailleurs, leurs caractères n'étaient point faits pour s'accorder. Le scepticisme de Renan blessait le rationalisme dogmatique de Challemel. Mais ce qui indisposait surtout celui-ci, c'est que Renan cherchait à se concilier les bonnes grâces des puissants du jour et même de certains catholiques comme M. de Sacy et autres personnages influents de l'Institut. Dans le parti républicain d'alors, on fut généralement assez sévère pour Renan, à l'exemple de Challemel-Lacour. Et la *Réforme littéraire* lui manifesta à plus d'une reprise son hostilité. C'est ainsi que M. Léonce Ribert, dans le numéro du 16 mars, jugeait la leçon d'ouverture que Renan venait de faire au Collège « impérial » de France : « Les maîtres de M. Renan, ceux qui l'ont initié aux découvertes et aux procédés de l'exégèse moderne, sont ces penseurs tout pétris d'antinomie, ces Janus à face philosophique et à face religieuse, retournés ici même avec tant de verve par la plume

Cette exécution faite, Challemel publie encore dans la *Réforme littéraire* la traduction d'un dialogue de Leopardi, *Copernic* ; puis il cesse de collaborer à la revue de Laurent Pichat. Sa santé, d'ailleurs, laisse fort à désirer. Les crachements de sang reviennent à intervalles fréquents. On lui ordonne d'aller à Pau. Cela ne lui déplairait pas, s'il était sûr de trouver là-bas quelque occupation. Il a passé jadis à Pau deux des meilleures années de son existence, lorsqu'il fut professeur au lycée de cette ville si charmante. Seuls, les chefs de l'établissement universitaire le considéraient mal, parce qu'il était républicain et disciple de Kant. Il sera curieux de voir s'il y a quelque chose de changé sur les bords du Gave. Et il emporte avec lui son *Valère-Maxime*, qu'il s'est engagé à traduire pour la librairie Hachette et qu'il a fort négligé en ces derniers mois.

C'est de Pau qu'il écrit à M. et Mme Herwegh le 23 mai 1862 :

vigoureuse de notre collaborateur M. Challemel-Lacour. Bien plus, ce ne sont pas des docteurs quelconques, ce sont des docteurs en théologie, et pour la plupart des théologiens de profession. Ces grands pourfendeurs du miracle et du symbole continuent à exercer les fonctions de pasteurs des âmes chrétiennes ; ils remplissent tous les devoirs extérieurs de leur communion... Mais quoi ? M. Renan se rangerait-il donc parmi les incrédules ? Rassurez-vous, hommes du siècle, et rassurez-vous doublement. M. Renan est trop bien élevé pour vous choquer à ce point. D'abord il sauvera les mots, *bons vieux mots, un peu lourds peut-être, mais enfin bons à conserver* ; et puis, attendez un peu, il sauvera aussi les choses, n'en doutez pas ; toute la question est de savoir par quelle porte il ramènera les croyances exilées. » (*La Réforme littéraire*, 16 mars 1862).

Chers amis, quoiqu'il y ait bien longtemps que vous n'avez entendu parler de nous, nous ne sommes pas perdus ; nous voici enfin installés à Pau, non sans peine, car le joli petit chef-lieu que j'avais connu il y a douze ans est devenu une brillante ville d'eaux, où les Anglais, selon leur usage, en peuple dévorant et colonisateur qu'ils sont, ont tout accaparé et tout fait renchérir, légumes et denrées... Nous ne savons si nous ne ferons que passer ici, ni si nous y resterons quelque temps ; notre intention ne peut être de renoncer à Paris pour jamais. Provisoirement, nous jouissons du plus beau temps du monde, dans un pays ravissant, et d'une tranquillité qui m'était bien nécessaire. Je suis arrivé ici avec plusieurs petits travaux qui m'occuperont tout l'été. Quant à l'hiver, on verra ; je ne me donne plus la peine de prévoir de si loin. Nous nous étions mis en tête de vivre en anachorètes ; mais ce n'est pas chose facile : on vient au-devant de nous avec des façons si engageantes, qu'il n'est pas aisé de se défendre. On cède en dépit de soi.

Parmi les personnes, qui firent à Challemel-Lacour un accueil particulièrement chaleureux, je dois citer au premier rang son ancien camarade d'Ecole Normale, Dionys Ordinaire, qui venait d'être nommé professeur au lycée de Pau. Tous deux s'étaient liés autrefois, en 1848, ayant les mêmes aspirations et la même foi politique ; mais la vie les avait séparés. Ils se retrouvaient, après un long espace de temps ; bien des illusions s'étaient envolées loin d'eux ; pourtant ils se rencontrèrent à nouveau et se revirent avec la même ferveur d'amitié qui avait fait le charme

de leur commun séjour à l'Ecole Normale Supérieure. Et leur intimité devint telle qu'elle alla toujours se fortifiant ; elle ne devait être interrompue que par la mort.

Il fallait à Challemel le réconfort de cette sympathie intellectuelle et de cette affection sincère pour lui rendre supportable l'absence de vie littéraire dans ce milieu auquel il n'était plus accoutumé. Il avait pu jadis maudire Paris et écrire à ses amis en partant pour Pau : « Je voudrais fuir plus loin encore, s'il y avait moyen, pour n'être pas asphyxié par ces latrines de l'univers ; je ne puis plus supporter la vue de ces charognes vivantes. » Par moments, il regrettait même Paris et trouvait que sa solitude était bien prolongée. C'est ainsi qu'il mandait à Herwegh, dans les premiers jours de l'été :

Parlez-moi de l'Allemagne. De vous tout m'intéresse, et maintenant que je suis loin de Paris, j'ai plus besoin que jamais que vous me teniez un peu au courant des choses littéraires d'Allemagne. Je n'ai plus personne avec qui parler ; l'autre jour, un brave homme, qui n'est pas plus ignorant que les autres, me demandait si Goethe avait écrit en français. Je mets en fait qu'à part une douzaine de volumes que j'ai apportés, il n'y a pas un livre allemand dans Pau ; il y a pourtant un maître d'allemand au lycée.

Le 28 août, il écrit à Marc Dufraisse :

Je suis toujours à Pau. Je travaille quelque peu, assez pour vivre, voilà tout, et ma santé se remet lentement, grâce au calme qui m'entoure et qui

rentre en moi par degrés. Peut-être ferai-je un cours cet hiver ; je pense qu'il aurait quelques chances de succès. Mais l'autorité me permettra-t-elle de l'ouvrir ? C'est ce dont j'ai lieu de douter, après la fermeture des entretiens de la rue de la Paix. Après avoir été trois ans sans songer à moi, les directeurs de ces entretiens venaient de me demander mon concours dans les termes les plus gracieux et je m'étais engagé très volontiers à y faire, à la fin de l'hiver, une douzaine de leçons. J'avais même envoyé un programme. L'établissement a été supprimé deux jours après. Vous reconnaissez là ma fortune habituelle.

Félicitez-vous, mon cher Dufraisse, d'être en Suisse, dans un pays libre, parmi un peuple honnête en somme. En France, vous souffririez trop, car vous n'êtes plus d'âge et je pense que vous n'avez jamais été d'humeur à vous souler de paroles : c'est tout ce qui nous reste. Les choses peuvent, je le sais, changer en un clin d'œil, mais les hommes, non. Il est absurde de croire que le peuple que j'ai vu à Paris, que je vois en province, va se réveiller un beau matin transformé au point d'être capable de justice et de liberté.

On dit que ce qui se passe en France et en Italie l'indigne (1). J'ai beau regarder de près, je ne m'en

(1) Depuis les événements de 1860, Garibaldi ne cessait, du fond de sa retraite, de songer au but de toute sa vie : « Chasser l'étranger de l'Italie. » Nommé président général des comités pour la libération de Venise et de Rome, il publia à Palerme, le 26 juillet 1862, un appel à l'insurrection : il y donnait le signal de la guerre contre « les prêtres de Rome et les audacieux qui les soutiennent ». Le gouvernement royal de Turin arma contre ce mouvement qu'il jugeait prématuré. Garibaldi, qui était passé avec ses soldats de la Sicile dans la Pénin-

aperçois pas. Il assiste à tout cela comme à un spectacle. Cette indifférence est lugubre à voir, et les choses qu'on entend plus tristes encore. A mon avis, nous sommes beaucoup au-dessous de la France de Louis XVI ; nous aurons des révolutions et peut-être des républiques, mais ni 89, ni 92, ni 93. Les gens qui ne veulent pas de terroristes peuvent se rassurer.

L'Italie va périr peut-être (1), mais la mort vaut souvent mieux que la vie pour les peuples comme pour les individus. Ne jugez-vous pas qu'il vaudrait mieux, pour ceux qui ont encore la haine de la servitude et de l'infamie, avoir été massacrés dans la rue jusqu'au dernier, que traités comme vous avez vu traiter Miot et consorts (2).

sule, campa à Aspromonte en Calabre, où battu le 27 août par les troupes royales, et blessé d'une balle au pied droit, il fut pris et conduit au fort de Varignano, près la Spezzia.

(1) Tous ceux qui croyaient en Garibaldi (et Challe-mel-Lacour était alors de ceux-là) estimaient que l'opposition du roi Victor-Emmanuel aux tentatives de l'héroïque libérateur entraînerait la mort de l'Italie.

(2) Jules-François Miot (1809-1883) élu représentant à l'Assemblée Législative en 1849 par le département de la Nièvre, siégea à la Montagne et vota constamment avec la minorité républicaine. Après le coup d'Etat, il fut transporté en Algérie et y subit une longue captivité. L'amnistie de 1859 le ramena en France. S'étant établi pharmacien à Paris, il fut soupçonné de se mêler à certaines tentatives de républicains militants contre l'Empire. Il fut arrêté en 1862, poursuivi comme ayant fait partie d'une société secrète et condamné à un emprisonnement de trois ans. Plus tard, il fut hostile au Gouvernement de la Défense nationale et fut nommé membre de la Commune.

Dès le lendemain, 29 août, Challemel écrit à Herwegh :

Celui qui pourrait traverser la vie sans colère serait une brute. A ce compte-là, du moins, je ne le suis pas, car je me sens le cœur bouillir en pensant à ce qui se passe en Italie. La France est l'écume des peuples. Jusqu'à ce que cette écume soit enlevée et jetée au ruisseau, le monde ne pourra se mettre en équilibre. A mon sens, Garibaldi fait bien ; il faut qu'il force la France à commettre un nouveau crime ; je dis la France, entendez-vous, car ce qu'elle laisse faire, elle le fait. Quand ce crime nouveau sera commis, qu'elle aura égorgé Garibaldi et son armée, défait l'Italie qu'elle n'a pas faite, peut-être la mesure sera-t-elle comble ; à coup sûr, celle du mépris qu'elle mérite le sera.

Challemel broie du noir, et ce qui l'y incite de plus en plus, c'est le genre de besogne auquel il se livre :

Ce ne sont pas les distractions qui nous ont empêchés de vous écrire, — mande-t-il à Mme Herwegh à la fin de l'été. — Notre plus vif plaisir a été une représentation de singes et de chiens savants. Mais je tenais cette fois à vous écrire, et j'ai empêché Eugénie de le faire ; je ne sais comment la santé, les affaires, peut-être aussi la paresse ont multiplié les ajournements. Je dis la santé, car bien que j'aille mieux et que je ne désespère plus de rentrer un jour en possession du peu de cervelle qui m'a été départi, j'ai encore de mauvais jours où il faut rester les bras croisés ou flâner au hasard. Mes besognes sont ce que vous pouvez deviner par les renseignements sur Valère-Maxime que je vous ai

demandés et que j'ai reçus exactement : assommantes.

Je viens pourtant d'achever un morceau considérable où je prêche le pessimisme de parti-pris : si la chose est imprimée — chose douteuse pour plusieurs causes — les gens intelligents rabattront de ce pessimisme ce qu'il faut ; mais le temps me paraît d'une suffisance si insupportable, plein d'une jactance si bête, que j'ai parfois du plaisir à lui cracher au nez ses infamies. On a tant prêché sans succès le prochain lever de l'âge d'or, que j'ai voulu essayer d'une nouvelle recette, en déclarant la gangrène dont nous sommes atteints, incurable (1).

(1) C'est, en effet, dans l'été de 1862 que Challemel-Lacour mit la dernière main à ses *Etudes et Réflexions d'un Pessimiste*, qu'il avait commencées à Bruxelles en 1852. Il eut un moment l'idée de les publier en volume, après sa *Philosophie individualiste* (1864) sous le titre : *la Philosophie pessimiste* ; ce titre est d'ailleurs mentionné, au nombre des ouvrages à paraître, sur la couverture de son travail consacré à Guillaume de Humboldt. Plus tard, la *Revue Germanique* annonça une série d'études de Challemel, intitulée *les Pessimistes* ; mais ce projet ne se réalisa pas. Pris par la politique et peu désireux sans doute de passer pour un pessimiste aussi irréductible, Challemel-Lacour ne songea plus ensuite à publier ce « morceau considérable » ; mais il le garda précieusement, le relut assez souvent, l'enrichit de pensées nouvelles et s'amusa notamment à le relever d'une conclusion optimiste qu'il plaça dans la bouche de Rabelais. M. Joseph Reinach, dans la préface qu'il a écrite pour ce livre posthume de Challemel, en a fait ressortir très heureusement le caractère foncièrement moral et la haute valeur artistique. Pour notre part, nous devons remercier tout particulièrement M. A. Hustin, le dévoué chef de cabinet de Challemel-Lacour à la Présidence du Sénat, d'avoir sauvé de l'oubli — et peut-être de la destruction — ces *Etudes et Ré-*

En terminant, Challemel-Lacour fait part à Mme Herwegh d'un projet de conférences qu'il a l'intention d'organiser à Pau :

Je ne vois ici que les cailles béarnaises, — dit-il, — je n'entends que des calembredaines. Jugez si je dois penser à Zurich. Cependant je me propose, *vivendi causa*, d'essayer de faire un cours à Pau dans deux mois. Mais je crains les empêchements de M. le Préfet Guillaume, dit d'Auriban. Il se peut qu'il n'aime pas ma littérature. Alors je me tournerai d'un autre côté.

Le 20 octobre, nouvelle lettre de Challemel, où il geint selon son habitude :

Les Pyrénées sont bien belles, — écrit-il à Mme Herwegh, — les collines qui nous en séparent et le Gave qui leur sert de ceinture sont fort jolis ; mais vous n'êtes pas ici, et les amis que nous avons ici ne sont pas gens à vous remplacer : autant vaudrait dire que les sieurs Rattazzi et Durando (1) peuvent remplacer Mazzini et Garibaldi.

Je me demande quelquefois pourquoi nous ne sommes pas allés à Zurich au lieu de venir ici ; ma

flexions d'un Pessimiste, qui ont pris place, à juste titre, parmi les chefs-d'œuvre de la pensée humaine ». Elles ont paru en 1901 dans la Bibliothèque Charpentier (1 vol. in-12, Eugène Fasquelle, éditeur).

(1) Rattazzi, devenu président du conseil italien en mars 1862, parut favorable tout d'abord à Garibaldi, et l'opinion publique espérait que tous les deux achèveraient ensemble l'unité de l'Italie. Mais bientôt, sous la pression des Tuileries, dit-on, il devint hostile au grand guerrier et fit envoyer contre lui des forces importantes. — Le général Durando était le ministre de l'Intérieur du cabinet Rattazzi.

santé s'y serait remise aussi vite et aussi bien qu'à Pau. L'été y est cent fois plus charmant, et votre voisinage, celui de Georges m'auraient tenu assez chaud l'hiver. Près de vous, mon esprit, affreusement desséché, aurait peut-être un peu repris ; un brin de conversation avec vous, un mot de Georges, un regard, un sourire (car tout parle et tout est intelligent chez lui) aurait fait chaque jour pousser une feuille sur ma pauvre tige morte. Les ignobles besognes, dont je vis, se seraient tout aussi bien faites, et mieux, parmi vous et au bord du lac qu'au milieu de mes moineaux béarnais. En tout cas, j'aurais eu le plaisir, qui ne coûte rien, de me régaler avec vous de projets ; car, dans une vie cassée en deux comme la nôtre et forcément inactive, les projets trompent au moins l'appétit. Mais bah ! à quoi bon penser à tout cela ? Pourtant, il est fort possible, si certaines choses s'arrangent et que je devienne quelque peu *productif*, que vous nous voyiez, je veux dire que nous vous voyions l'année prochaine.

Je crois que nous étions venus ici avec l'espoir que cet hiver j'y pourrais faire un cours. Les choses s'arrangent de telle façon qu'il n'y a pas lieu de penser que cette excentricité soit tolérée, et que, le fût-elle, elle réussît beaucoup. Les lectures de la rue de la Paix ont été supprimées, au moment où je venais de me décider à y prendre part. L'établissement d'instruction libre, qu'on se propose d'y substituer, n'est pas autorisé et ne le sera pas, j'en ai bien peur. Vous voyez que la ligne de conduite de MM. les Préfets est toute tracée : Interdire, comprimer, réprimer, supprimer, c'est le fonds du vocabulaire politique de la France. Grand Pays !

Quel temps, bon Dieu ! et dire que nous sommes obligés d'y vivre, que nous n'en pouvons choisir un autre. A vrai dire, s'il fallait dire au juste en quel temps du passé j'aurais voulu vivre, je serais bien embarrassé. Ce qu'il y a de certain, c'est que je serais volontiers resté éternellement dans la région des possibles, si l'on m'avait consulté, plutôt que d'être le contemporain de toute la clique contemporaine. Bien heureux encore que l'enchaînement des causes secondes m'ait fait tomber dans le même temps que vous et rencontrer (pour trop peu de temps, hélas !) dans le même lieu que vous !

Vous avez des nouvelles directes d'Italie, donnez-m'en. Je suis entièrement incapable d'avoir un avis sur ce qui s'y passe, et ce qui en adviendra. Infamie, lâcheté, canaillerie, platitude, voilà le résumé de mes opinions sur la France française et sur la France italienne : vous savez ce que je veux dire. Dites-moi dans quelles dispositions d'esprit est de Boni, si vous le savez, et quelle est la vôtre. Peut-être cela me remontera-t-il un peu. Combien d'années encore serons-nous condamnés à voir ce tohu-bohu d'ignominies, et cet imbécile de soleil s'obstinera-t-il à les éclairer ?

A Marc Dufraisse, qui lui annonce qu'il vient de signer un nouvel engagement de dix ans au *Polytechnicum* de Zurich, Challemel-Lacour répond le 24 décembre 1862 :

Je vous félicite cent et mille fois du parti que vous avez pris ; vous avez beau choisir les mots les plus durs en me parlant du contrat qui vous lie définitivement à la Suisse, ce contrat n'en est pas moins bon pour la Suisse d'abord, mais aussi pour vous. Vous pouvez désormais penser à la France en

philosophe, et c'est le seul moyen de la bien juger. Ne vous y trompez pas, vous et moi et quelques autres, nous n'avons plus de patrie. La France n'est plus ; on y fera encore des révolutions, mais la plus grande et la plus dangereuse de toutes les illusions est de croire qu'aucune révolution puisse en un jour tirer d'un peuple avili, abruti, et qui a perdu jusqu'au sentiment de son avilissement, un peuple capable de liberté. Tout ce qu'on peut espérer, c'est que se forme par la réflexion et la pensée seules un certain nombre d'hommes qui régénéreront lentement cette malheureuse nation. S'il est des hommes pratiques qui traitent ce pessimisme et cette espérance de chimères, j'ose dire qu'ils n'ont pas la vue bien longue.

Ce que vous avez fait est donc bien fait ; et je vais plus loin. Quand, au lieu de réserver vos enfants à la France, vous les auriez donnés à la Suisse en même temps que vous, je ne pourrais que vous approuver. On peut être en France un homme utile, un homme riche, même un homme heureux, mais il est à peine possible d'y être un homme. Le mensonge et la servilité y poussent trop naturellement et y étouffent tout le bon. Je vous verrai, j'espère, cet été ; je vous parlerai de ce que j'ai vu, et vous reconnaîtrez que je n'exagère pas tant que j'en ai l'air.

Afin de justifier son pessimisme, Challemel-Lacour raconte à Marc Dufraisse tous les ennuis qu'il a eus en ces derniers temps quand il s'est agi d'ouvrir son cours :

Pour vous dire les tribulations que j'ai essuyées depuis six semaines, il me faudrait une main de

papier ; elles ont fait à ma santé, à moitié remise par quelques mois de repos, un nouvel accroc que je ne raccommoderai pas facilement. Mes conférences, autorisées par le préfet (1), annoncées, commencées, arrêtées par l'intervention du recteur de Bordeaux, interrompues pendant trois semaines, finiront peut-être par être tolérées ; c'est tout ce qu'il me faut. La tolérance est le régime des maisons publiques ; c'est celui de la France. Le succès de ces conférences est grand (2) ; les femmes en raffolent ; les étrangers y viennent en assez grand nombre ; tout cela me fait une manière de protection et me sauvera peut-être du sort dont viennent d'être frappés Leroy et son entreprise. Abreuvé de dégoûts sans nombre, j'aurais tout envoyé promener dès les premiers jours, si je n'avais espéré tirer de ces conférences ce qu'il me faut pour aller respirer un peu d'air pur auprès de vous et des Herwegh, me

(1) Challemel-Lacour avait soumis à l'approbation préfectorale un plan de conférences sur les *xvi^e*, *xvii^e* et *xviii^e* siècles, à peu près semblables à celles qu'il avait faites jadis à Anvers.

(2) *L'Annuaire des Basses-Pyrénées* pour l'année 1864 (p. 299) constate que Challemel-Lacour fit à Pau, pendant l'hiver 1862-63, « une série de conférences littéraires qui attirèrent un nombreux auditoire. » On s'en souvenait encore, en 1877, lorsque M. Georges Lyon, aujourd'hui recteur de l'Université de Lille, fut nommé professeur de philosophie au lycée de Pau. Dans une conférence faite à l'Exposition de Gand en 1913 sur « la formation et la croissance des Universités françaises », M. Lyon l'a rappelé. « J'ai eu l'occasion à Pau, dit-il, de connaître quelle impression profonde on avait gardée, bien des années plus tard, de sa puissance oratoire. » Les journaux d'alors mentionnèrent également le succès de Challemel-Lacour.

décrasser l'esprit à l'étranger, et peut-être m'y établir définitivement. Mes conférences ont donc lieu, mais elles peuvent être interdites d'un jour à l'autre : voilà la sûreté dont je jouis.

Ce qu'il m'a été donné de voir, dans cette dernière affaire, de forfanterie et de bassesse, d'ignorance et de servilité, de prétention et de bêtise, et cela dans le public comme chez les fonctionnaires, est inoui. Il m'en coûte de parler poliment à ce troupeau. Cela durera tout au plus jusqu'à la fin de mars. Au mois d'avril, nous retournerons à Paris, puis peut-être en Belgique et de là en Suisse. Je ne vous dis pas si j'attends ce moment avec impatience. Eugénie a été, comme toujours, admirable de courage et de gaieté parmi tous ces ennuis.

Finalelement, Challemel-Lacour put terminer sans encombre le cours qu'il avait ouvert à Pau. Ce lui fut une grande satisfaction. L'hiver s'acheva pour lui mieux qu'il n'avait commencé. La *Revue Germanique*, qui avait tant tardé à l'accueillir, malgré les recommandations dont il avait été l'objet, l'admit au nombre de ses collaborateurs dès le début de l'année 1863. Il ne s'y fit pas, de prime abord, une place importante ; mais les études successives qu'il y donna, et qui devinrent de mois en mois plus nombreuses, attestèrent la vigueur de son tempérament intellectuel et lui méritèrent peu à peu la confiance du directeur de la revue, Charles Dollfus. A partir de ce moment, l'apprentissage littéraire de Challemel semble fini. Mais de nouvelles déceptions l'attendaient encore.

VI

Voyage en Suisse, en Angleterre et en Italie. —

“ La Philosophie individualiste ”

Le premier article que Challemel-Lacour publia dans la *Revue Germanique*, le 1^{er} février 1863, est intitulé : Auguste Burger. C'est une étude critique sur un poète allemand de la fin du XVIII^e siècle, dont la vie tourmentée, agitée, remplie d'épreuves, offre quelque ressemblance avec l'histoire de notre héros. Ame dolente et malheureuse, s'il en fut, que celle de ce pauvre Burger, sans cesse contrarié par la destinée et condamné si sévèrement par l'opinion publique pour des écarts de conduite dont il ne fut pas toujours responsable. Cette étude fut composée par Challemel dans les heures les plus sombres qui suivirent sa rentrée en France.

L'imagination, — écrit Challemel — veut dans les romans des sentiments qui sortent du train commun, elle se plaît à contempler ceux qui se débattent dans des situations douloureuses ; elle se livre, devant ces tableaux de naufrages imaginaires, à de généreuses sympathies. Mais s'il s'accomplit sous nos yeux une de ces ruines morales, le naufragé, qui souffre et pleure, encourt toute la sévérité de nos blâmes ; ce n'est pas la vertu sincère qui prononce alors, car elle est clémentine ; c'est l'intérêt toujours si clairvoyant quand il se croit menacé, qui poursuit instinctivement des écarts compromettants pour la sécurité domestique, comme s'ils ne devaient pas être toujours une exception, comme si la plate soumission aux coutumes établies, la pra-

tique hypocrite des corruptions tolérées, ne devait pas rester la règle et qu'il fût à craindre de voir jamais se généraliser une révolte, sitôt punie par d'amers châtiments (1).

Burger a cru qu'il pouvait impunément livrer son âme à la foule. « On sent les battements de son cœur dans les frémissements de sa plume », constate Challemel-Lacour. C'est là principalement ce qu'on ne lui a pas pardonné, à ce poète troublant et exquis qui ne voulut pas se soumettre aux exigences de la loi sociale.

Challemel-Lacour avait espéré que cet article, d'une rare pénétration psychologique en même temps que d'une hardiesse assez vive, serait suivi à brève échéance de plusieurs autres. Son étude sur Guillaume de Humboldt (*La philosophie individualiste*) était reçue à la *Revue Germanique* et on avait même commencé à la composer. Mais des articles de Taine, de Renan, d'Emile Deschanel, de Prevost-Paradol et de Gaston Paris devaient être insérés auparavant. Il dut prendre patience. Il le fit sans trop récriminer, n'étant point pressé, à ce moment-là, par les nécessités de la vie matérielle, car ses conférences de Pau avaient rempli suffisamment son escarcelle.

Sur ces entrefaites, le père de Mme Fétis, le général Schlimm, mourut à Liège, où il habitait

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Auguste Burger* (*Revue Germanique*, 1^{er} février 1863, p. 494). — L'article de Challemel était suivi de plusieurs poésies de Burger, traduites pour la première fois en français.

depuis de longues années. Déjà, quelques mois auparavant, le général avait été gravement malade, et Mme Fétis, qui avait pour son père un véritable culte, était allée le soigner. Cette fois, Challemel-Lacour accompagna son amie dans son triste pèlerinage en Belgique. C'est de Liège qu'il écrit à Mme Herwegh le 21 avril 1863 :

...Nous partirons pour Zurich dans la seconde quinzaine de mai ; cela signifie que nous n'avons oublié ni nos projets ni nos amis. Nous vous trouverons, j'espère, tous florissants, plus florissants que nous. Après maintes bourrasques que nous vous conterons, et surtout après le dernier coup qui vient d'atteindre la pauvre Eugénie (la mort de son père), nous avons grand besoin d'un port où nous reposer. Si vous pouviez nous trouver une petite auberge, dans le genre du Schwan, proprette et bon marché, le plus près possible de vous, ce serait bien notre affaire ; une seule chambre nous suffirait à la rigueur. Nous y resterions une partie de l'été, ou plutôt tant que nos moyens nous le permettraient ; et nous aurions le temps de renouer tous les petits fils que le temps casse toujours, quelque soin qu'on mette à le combattre. Eugénie reste encore quelques jours ici, puis elle devra se rendre à Bruxelles pour y mettre ses affaires en ordre. Enfin nous serons forcés de demeurer encore quelques jours à Paris, après quoi nous serons libres. Quant à moi, je n'ai plus rien à faire ici, je retourne à Paris où m'appellent des intérêts de plus d'une sorte...

Hélas ! nous sommes si enfoncés maintenant dans le train de nos propres affaires que je ne saurais vous dire mon avis ni si j'ai un avis sur l'Amérique,

la Pologne, et la querelle Quinet-Dupanloup, les élections en France, les discussions du Sénat et du Corps législatif, le couronnement de l'édifice, et autres belles choses qui me laissent absolument froid ; et, à parler franc, je ne songe, ainsi qu'Eugénie, qu'à nous arranger une vie stable au moins pour quelque temps. Parfois, nous ressentons quelque fatigue de cette existence ambulatoire, et voyez le malheur, il s'ouvre devant nous trois ou quatre partis à prendre, qui tous, sauf un seul, nous condamneraient à courir encore le monde, ou qui du moins ne nous permettraient pas de songer, avant un an peut-être, à prendre pied quelque part. Pierre qui roule n'amasse pas mousse, je le sais trop ; mais à quoi bon la mousse sur les pierres ? Nous comptons sur vous, chers amis, et pour nous remettre au courant de l'histoire contemporaine que vous savez si bien, et pour nous aider à sortir de nos perplexités. Si nous pouvions nous joindre encore, non pour quelques semaines, mais pour toujours, et pour trouver ensemble au fond d'un puits, je ne dis pas la vérité, que je consens à chercher toute ma vie, mais un bon trésor qui nous permît d'arranger notre vie selon nos goûts.

Dans cette lettre, Challemel-Lacour paraît tout à fait détaché de ce qui naguère tenait tant de place dans son existence. Mais il ne l'est pas au point qu'il le laisse entendre. Rentré à Paris, il ne se désintéressa pas de la lutte électorale ; il se joignit à Gambetta pour soutenir la candidature de Prevost-Paradol, malgré la sympathie très mitigée qu'il témoignait à cet ancien normilien devenu si vite l'un des chefs de l'opposi-

tion. Sitôt la bataille terminée, il se hâta de gagner Zurich.

Là, dans cette ville qu'il avait habitée pendant trois ans et qui lui avait paru si pleine d'ennui, il passa avec Mme Fétis deux des meilleurs mois de son existence, — travaillant peu, assez pour ne pas abandonner complètement son *Valère-Maxime* (dont il avait partagé la traduction avec Dionys Ordinaire), jouissant surtout de l'intimité où il aimait à vivre avec les Dufraisse et les Herwegh. Ces mois d'été furent délicieux ; ils furent suivis de quelques semaines non moins agréables dans la propriété de la famille Sallé, au Châtaignier, près du lac des Quatre-Cantons.

C'est du Châtaignier que Challemel-Lacour écrivit à Marc Dufraisse au commencement d'août 1863 :

Nous sommes ici avec les meilleures gens du monde et nous avons une vie très douce dans cette adorable retraite ; mais votre présence mettra le comble à ses enchantements. Je ne vous ai pas dit, en partant, comme je l'aurais voulu, mon cher Marc, combien les deux mois que j'ai passés près de vous, avec vous, m'ont fait de bien. Une amitié telle que la vôtre m'a manqué, quand j'en aurais eu le plus besoin ; et aujourd'hui encore, si je pouvais en jouir longtemps et pleinement, elle me guérirait. Je continue d'engraisser dans les délices hospitalières du *Châtaignier*, et je m'en désole, car bientôt on me rira au nez en m'entendant geindre ; et pourtant, bien que la carcasse ait l'air de se remettre, il y a quelque chose de gravement atteint chez moi, et je

vois se préparer des jours, qui ne sont pas faits pour hâter mon rétablissement.

Ainsi, jusque dans cette « adorable retraite » dont il vante lui-même le charme prenant, Challemel-Lacour ne peut s'empêcher de geindre et de redouter l'avenir. Ce n'était peut-être pas tout à fait sans raison. Les économies de Pau étaient dissipées, et la *Revue Germanique* ne paraissait pas très pressée de donner un tour de faveur à son nouveau collaborateur. Que devenir ? Challemel songea alors à son ancien compagnon d'exil, Alphonse Esquiros, qui, retiré maintenant en Angleterre, publiait dans la *Revue des Deux Mondes* de si remarquables études sur la vie anglaise. Combien de fois Esquiros ne lui avait-il pas dit : « Venez en Angleterre ; vous y verrez de grandes choses, et vous qui aimez l'enseignement, qui êtes resté professeur, quoique vous prétendiez le contraire, vous ferez d'utiles comparaisons. »

Brusquement, Challemel se décide à faire un voyage en Angleterre. Il part, seul, du Châtaigner, le 1^{er} septembre 1863. A Londres, il voit Esquiros qui, avec un parfait dévouement, se met à sa disposition et le présente à maintes personnalités d'Oxford. Challemel s'intéresse prodigieusement aux spectacles nouveaux qu'il a sous les yeux ; notamment, il étudie de très près le fonctionnement des Universités et des Grandes Ecoles anglaises. Ses hôtes à leur tour sont tellement ravis de l'attention passionnée

qu'il porte à leurs institutions (1), que spontanément ils lui offrent de le nommer titulaire de la chaire de français au collège de Malvern, qui doit s'ouvrir l'année suivante. Mais lui, il sent très bien qu'il n'est pas fait pour ce milieu ; et malgré les pressantes sollicitations dont il est l'objet, il ne peut se résoudre à accepter cette flatteuse proposition. Pour n'avoir plus à y revenir, il accentue encore ses fâcheuses impressions dans une lettre à Mme Fétis qui, de son côté, en parle dans ces termes à Mme Dufraisse au commencement du mois d'octobre :

Nous quittons la campagne avec bien du regret, — écrit Mme Fétis ; — il y fait si beau et nous avons tous bien besoin d'une vie calme et heureuse comme celle qu'on mène ici. Mais M. Sallé doit être à Paris vers la fin du mois. — Paul m'a écrit, il y a peu de jours, qu'il compte quitter l'Angleterre le 23 de ce mois. Il ne paraît pas très enchanté de ce qu'il a vu et entendu là-bas, et je ne sais si j'aurai assez d'influence sur lui pour le faire retourner à Malvern dans un an. Enfin, si ce n'est pas chez les Anglais qu'il trouve à gagner sa vie, j'espère que les Français ne l'abandonneront pas complètement.

(1) Challemel-Lacour a publié dans la *Revue des Cours publics* des 28 janvier, 11 février et 18 février 1865 trois articles du plus haut intérêt sur l'enseignement à Oxford. Le peu de temps qu'il avait passé en Angleterre lui avait suffi pour faire de très curieuses observations. Il a également fait paraître dans la *Revue Moderne* du 1^{er} mai et du 1^{er} août 1866 deux longues et substantielles études, remplies de documents précis et pleines de vues personnelles, sur « les Grandes Ecoles en Angleterre ».

Dès le 30 octobre, à peine débarqué à Paris, Challemel-Lacour écrit à Marc Dufraisse :

Mon cher ami, je ne vous ai pas donné de mes nouvelles depuis deux mois, et je me proposais d'attendre encore quelques jours afin de vous dire en même temps ce que j'ai vu et ce que je ferai. Mais un ami que je viens de rencontrer par hasard, m'a félicité chaudement de ma nomination à Turin en remplacement de M. Denis (1). Voilà bien comme les nouvelles se font. J'ai repoussé avec la modestie convenable ces félicitations. Toutefois le bruit est, à ce qu'il paraît, fort répandu, et il ne faut pas le négliger. Qu'il ait été mis en circulation et par beaucoup de gens accepté comme vrai, c'est une indication pour moi. Je ne connais personne à Turin, et personne ici (ou à peu près) à mettre en mouvement. Dans le cas où vous connaîtriez quelqu'un à qui il valût la peine d'écrire, je vous prie de le faire, dites-moi aussi les démarches que vous me conseillez. Mais il ne faut pas tarder. Quand je dis que je ne connais personne, j'ai tort ; je connais quelqu'un, en qui j'ai la plus entière confiance, c'est de Boni ; mais, à vrai dire, dans la position politique qu'il s'est faite et qu'il doit garder, il me répugne de mettre son crédit à l'épreuve...

Mon voyage Outre-Manche m'a beaucoup appris, entre autres à connaître, et, je le dis sans bargui-

(1) Une certaine liberté ayant été rendue aux professeurs, lorsque Victor Duruy fut nommé ministre de l'Instruction publique, Jacques Denis rentra en France. Il fut désigné pour occuper la chaire de littérature ancienne à la Faculté des Lettres de Caen, dont il devint le doyen. Il prit possession de cette chaire le 22 novembre 1863 et en resta titulaire jusqu'au 1^{er} novembre 1891.

gner, à admirer un des peuples les plus originaux qui aient existé, un peuple difficile à comprendre tant il est différent de nous, mais grand, et envers lequel nous sommes souvent injustes. J'en parle sans intérêt, croyez-le, car je ne remettrai plus le pied en ce pays : j'ai reconnu malheureusement qu'il n'y avait pas de place pour moi et que ma situation y ferait une trop forte dissonance (1).

Challemel-Lacour n'est pas encore remis des émotions de son voyage en Angleterre, qu'il doit partir précipitamment pour l'Italie : la chaire de littérature française à l'Université de Turin est, en effet, déclarée vacante, à partir du 1^{er} novembre. Les compétiteurs seront-ils nombreux ? Challemel l'ignore, mais il quitte Paris, plein de confiance. Hélas ! il ne tarde pas à déchanter. Cette fois, c'est à M. et Mme Herwegh qu'il raconte ses mésaventures ; pour ne point paraître trop meurtri de cette nouvelle chute, il prend un ton badin qui ne fait que mieux souligner la profondeur de sa déconvenue :

Je suis revenu grand admirateur de l'Angleterre, — écrit-il le 22 décembre — mais point du tout disposé à m'y implanter, ni à l'implanter chez nous. J'y ai laissé du reste d'honnêtes amis, qui n'auront jamais mon affection. J'ai respiré à l'aise, je l'avoue, quand j'ai mis pied à terre à Calais ; et pourtant mes hôtes venaient de me faire l'honneur, pendant près de deux mois, de me dire chaque jour que j'étais

(1) Si Challemel-Lacour avait été marié, sa nomination de professeur, au collège de Malvern, d'abord, puis peut-être à l'Université d'Oxford, n'eût pas fait de difficulté.

plus d'à moitié anglais (1), et ce n'est pas, comme vous savez, un mince compliment de leur part. Le compliment me fait plaisir, quand j'y pense, non que j'ambitionne d'être Anglais, mais au contraire parce que je ne le suis pas du tout et que j'ai reconnu en moi plus de souplesse de tempérament et plus d'obstination de volonté que je n'en attendais.

Vous savez déjà ce qui m'est arrivé au retour, mon voyage à Turin, mes prétentions, ma défaite. Dufraisse vous aura mis au courant de tout cela. La chaire de littérature française à l'Université de Turin, vacante par la démission de mon vieux camarade Denis, était faite pour moi, tout le monde l'a cru, tout le monde l'a dit, si bien que j'ai fini par le croire un peu moi-même. Mais il paraît que je n'étais pas fait pour elle. J'avais mes poches pleines, en arrivant à Turin, de recommandations, d'introductions, de sollicitations ; d'autres m'avaient avancé ; d'autres m'ont suivi ; je ne sais combien de grands hommes et de grandes dames (la bonne Mme d'Agoult, pour n'en citer qu'une) étaient en mouvement pour moi. Rien n'y a fait ; rien n'a prévalu contre l'ascendant de mon étoile.

A Turin, j'ai trouvé la place prise ; non, supprimée. Il y a là un M. Bonghi, député, rédacteur de la *Stampa*, avocat de tous les ministères, dévoué sans réserve à tous les héros fainéants qui ont régi et qui régissent l'Italie, et par-dessus le marché, traducteur de Platon. Il voulait être pourvu, l'honnête homme, et il l'a été d'une chaire de grec, fondée exprès pour lui, qu'il ne remplira jamais et qui sera

(1) « Qui dit Normand dit la moitié d'un Anglais », affirmait Barbey d'Aurevilly. Et Challemel-Lacour ne tarda pas à reconnaître que nos voisins d'Outre-Manche étaient, au fond, des cousins dont la parenté le flattait.

soldée avec les fonds affectés à la chaire française, laquelle demeure et demeurera vacante. Je m'en suis consolé, bien qu'il y eût à faire là une besogne qui me tentait ; laquelle, je ne puis vous dire. Mais, plus l'Italie est impuissante et malade, plus la canaille turinoise est nulle et vile, plus il peut être bon de lui dire certaines choses que je suis condamné à dévorer. Voilà mon histoire, chers amis. N'est-elle pas brillante et faite pour m'encourager ?

J'ai vu à Turin tout ce que vous connaissez, M. Melegari, bon, gras, conservateur, paresseux, docile, tel enfin que vous l'avez connu et de l'espèce d'hommes qui font dire à nos profonds oracles : Le peuple italien ne fait rien ; il est profondément politique. J'y ai vu M. Moleschott (1), qui ne m'a pas beaucoup plu, je l'avoue, toujours parleur abondant et qui de l'air le plus bonhomme mêle, sans s'en douter probablement, beaucoup d'impertinences à son continuel éloge. Il a essayé de m'expliquer comme quoi de Sanctis a été forcé, obligé, contraint, malgré son bon vouloir, contre ses désirs, d'agir comme il l'a fait ; j'ai la tête dure, je n'ai pas bien compris. Enfin j'ai vu de Boni tous les jours, ou à peu près, excellent et dévoué, comme toujours.

...Je crois que j'aurais écrit trois cents volumes comme Alexandre Dumas, je n'aurais pas réussi davantage. Cependant j'ai pu reconnaître une fois

(1) Challemel avait déjà connu à Zurich le docteur Jacques Moleschott, physiologiste renommé et matérialiste convaincu, qui, après avoir été professeur au *Polytechnicum*, s'était fait naturaliser Italien et avait suivi de Sanctis à Turin. Nommé titulaire d'une chaire de physiologie à l'Université de cette ville, Moleschott s'y fit une grande réputation, tant par son enseignement et ses ouvrages importants que par les polémiques scientifiques auxquelles il prit part.

de plus l'avantage d'avoir pour recommandation une quantité honnête de papier imprimé. Aussi suis-je résolu à faire imprimer n'importe quoi.

On peut juger, par cette lettre, de l'état d'esprit de Challemel-Lacour, après les déceptions qu'il vient d'éprouver. Seule, l'ironie, une ironie âpre et désenchantée, donne une allure légère à ces graves confidences où l'on devine de l'angoisse, où l'on pressent l'incertitude et comme l'appréhension du lendemain. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'à la fin de sa missive Challemel ajoute :

Chers amis, vous en savez plus long que moi sur les choses publiques. A part le *Temps*, dont je me régale pour trois sous tous les soirs, je ne lis rien du tout, je ne vois personne. Aussi suis-je tenté de croire bien souvent qu'il n'y a rien à savoir. Pure illusion de mon ignorance ! Il me semble bien remarquer un vrai commencement de dégringolade, mais je n'ose y croire. Il se peut en attendant que nous allions encore sauver les Polonais ; mais nos chefs n'ont plus d'audace : aussi est-ce une rude besogne. Il se peut aussi que nous n'y allions pas, et je m'en consolerais, mais que notre brave allié d'outre-monts nous engage d'ici à quelque temps dans une nouvelle guerre contre l'Autriche, c'est-à-dire cette fois contre le monde ; et à ne vous rien cacher, de tous les prétextes de guerre qui peuvent être fournis au plus scélérat des empereurs, c'est celui qui serait accepté par nos bourgeois voltairiens avec le moins de répugnance. En réalité, l'action et l'immobilité me paraissent, désormais, avoir pour nos coquins de maîtres à peu près les

mêmes dangers. Bon signe, assurément, et je me frotterais les mains si notre racaille politique n'était pas d'aussi misérable espèce. Après tout, je commence à croire que nous verrons la catastrophe, et dussé-je y être englouti, ce qui est fort possible, je me consolerais de tout pourvu qu'elle arrive, et je chanterai gaiement le cantique de Siméon : *Dimitte servum tuum*.

Cette tirade, où il y avait quelque clairvoyance, mais surtout beaucoup de mauvaise humeur et de faciles imprécations, mettait fin à la lettre la plus longue que Challemel-Lacour ait jamais écrite. Chose curieuse, elle est la dernière que Challemel ait adressée à Herwegh jusqu'en 1870. Mme Fétis et Mme Herwegh continuèrent à correspondre activement. Les deux hommes avaient cessé d'échanger leurs pensées et leurs vues. Peut-être ne s'accordaient-ils pas autant que par le passé sur la politique européenne, et en particulier sur les rapports de la France et de l'Italie. L'intransigeant Herwegh demeurait « le révolutionnaire pur sang » qui ne craignait pas, à l'occasion, de blâmer Garibaldi et Mazzini quand il ne les trouvait pas assez fermes dans l'action. Challemel-Lacour inclinait, au contraire, vers une sorte d'« opportunisme », tel qu'il l'avait défini dans son Introduction à l'*Histoire de la Philosophie*, n'admettant certes aucune compromission avec les maîtres du jour, mais tâchant de ne point gaspiller les efforts et d'en obtenir des résultats positifs.

En attendant, la *Revue Germanique* ouvrait de nouveau ses colonnes à Challemel-Lacour pour y publier son essai sur « la Philosophie individualiste » ou mieux (car ce fut son titre primitif), son « étude sur Guillaume de Humboldt ». Ce travail, qui est le chef-d'œuvre philosophique de Challemel, parut en trois articles séparés, le 1^{er} décembre 1863, les 1^{er} février et 1^{er} avril 1864. Dans la première partie, l'auteur étudie la vie de son héros ; dans la seconde, les travaux de Humboldt, sa philosophie politique, son esthétique, l'originalité de ses ouvrages sur l'antiquité ; dans la troisième partie, il souligne les résultats surprenants auxquels est parvenu Humboldt en se servant de la linguistique comme méthode destinée à constater et à définir l'individualité des races et des nations et en en dégageant toute une série de lois susceptibles de modifier bien des vues acceptées jusqu'alors comme ayant la valeur d'axiomes.

La vie de Guillaume de Humboldt, — écrit Challemel-Lacour — s'est écoulée telle à peu près qu'il lui a convenu de la faire. Il n'a dévié que très peu, et juste autant qu'il l'a voulu, de la ligne qu'il s'était tracée. Rien n'est venu, ni en lui-même ni hors de lui, déranger le mode d'existence qu'il avait conçu. Tout jeune encore, il a désiré voir de ses yeux ceux que la renommée entourait, connaître les écrivains dont la pensée remuait l'Allemagne, approcher et regarder face à face dans leur humanité ces puissances que tant d'esprits, exclus d'un commerce ardemment et vainement souhaité, sont réduits

toute leur vie à contempler de loin à travers les livres ; aussitôt les plus illustres sont allés devant lui, il a trouvé toutes les avenues ouvertes, il est entré de plain pied dans l'intimité du génie. Il s'est vu placé dès le début, et sans effort de sa part, là où des hommes d'un mérite supérieur ont pour toute ambition d'arriver après une vie de labeur. A l'heure où allait se dénouer une des grandes tragédies de l'histoire, il a été appelé à assister, comme partie active, aux péripéties les plus dignes d'intéresser un homme d'Etat philosophe. Les pays qu'il voulait connaître, il les a visités ; les travaux qui lui tenaient au cœur, il s'y est livré... La vie a été bonne pour lui. » (1)

On sent que Challemel-Lacour envie son héros d'avoir pu organiser son existence comme il le voulait. Sans doute, ajoute-t-il, « il est à croire que Humboldt aurait, aussi bien que d'autres, soutenu fièrement les épreuves d'une situation obscure, qu'il y aurait surmonté les difficultés infinies de la vie matérielle, conquis l'estime et le respect pour son nom ; mais on ne conçoit pas néanmoins, dans des circonstances moins prospères que celles où il naquit, ce tranquille développement d'esprit, cette unité et cette sérénité de caractère. » (2) Son individualisme, favorisé par les circonstances, tient, tout entier, dans deux formules que Challemel admire beaucoup. La première est celle-ci : « L'homme n'a de puissance réelle que dans la sphère de son

(1 et 2) P. CHALLEMEL-LACOUR, *La Philosophie individualiste*, p. 12 et suiv.

être ; la fatalité extérieure ne peut être combattue avec certaines chances de succès que par la réaction énergique de chaque individu sur lui-même » (1). La seconde est plus connue, et Challemel a essayé d'en faire lui-même l'application quand il a écrit : « Il importe premièrement que l'individu se constitue lui-même ; l'homme a fait ce qu'il se doit, mais en même temps ce qu'il doit aux autres, lorsqu'il a donné à sa nature tout le développement qu'elle comporte. » (2)

Arrivé à la fin de son étude, après avoir tourné et retourné en tous sens les travaux de Guillaume de Humboldt, pesé leur utilité qui consiste, quel que soit leur objet, à dégager de ses entraves « la libre expansion de l'individualité » (3), à rendre l'homme libéré des contraintes que l'Etat et la société tendent de plus en plus à faire peser sur lui, Challemel-Lacour ne conclut pas. Il se contente de poser plusieurs points d'interrogation, — en laissant tout de même deviner entre les lignes vers quelles solutions vont ses préférences.

Je suis bien éloigné, — écrit-il, — de vouloir proposer pour modèle un homme dont tant de circonstances ont favorisé la vie, et je sais qu'on n'imité pas plus le génie et le caractère des autres que leur bonheur. D'ailleurs, la volonté, le choix, la

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *La Philosophie individualiste*, p. 12 et suiv. — (2) *Ibid.*, p. 60. — (3) *Ibid.*, p. 80.

préméditation, sont pour moins que plusieurs ne le prétendent, dans notre destinée ; on reste où la nature vous place ; on laisse gouverner sa pensée, comme sa conduite, aux événements et au hasard ; on suit la cohue de l'opinion ; on met la sagesse à s'accommoder au temps, à rendre plus douce la situation qui vous est faite. Cependant il y a encore de nos jours des esprits éclairés et sincères, qui ne peuvent se résigner à s'abandonner au vent, et qui voudraient prendre parti, non pas à l'aveugle et en désespoir de cause, mais par raison, entre les alternatives qui sollicitent leur choix.

Faut-il hasarder sa vie, son indépendance intellectuelle, j'ai presque dit son honneur, dans la mêlée dangereuse et confuse de la politique — ou faut-il se faire un rempart de son indifférence au milieu des luttes qui déchirent à cette heure une partie de l'espèce humaine ? La sagesse est-elle de se soumettre de son mieux à la tradition religieuse, — ou de se prononcer hautement contre elle, — ou de fuir le bruit, les querelles sans fin, et de s'isoler dans quelque doctrine secrète ? Nous féliciterons-nous d'être les fils du xix^e siècle plutôt que de tout autre, prêts à en épouser l'orgueil et les espérances, à le considérer comme la halte définitive, ou du moins comme un sûr acheminement vers un prochain âge d'or, — ou bien aurons-nous le cœur d'y voir le terme extrême d'une déviation déjà trop ancienne, une tendance mortelle à faire de l'humanité une collection machinale, qui signalerait, si elle se réalisait entièrement, une ère d'affaiblissement de la force individuelle et de dégradation pour l'espèce ? Mettrons-nous tout notre espoir d'avancement social et de grandeur à venir dans les masses,

dépositaires de toute vérité et de tout droit, sans regarder si ces masses se composent d'unités réelles ou de zéros, — ou bien demanderons-nous le progrès aux individus et appellerons-nous encore de ces hommes puissants, qui interviennent quelquefois à l'heure précise où l'humanité vulgaire est à bout et a besoin d'eux, mais qui souvent aussi se font attendre des siècles, laissant par leur absence les nations en souffrance, la science en suspens, la marche générale hésitante ou interrompue ?

C'est à ceux qui ne se piquent pas d'avoir sur tout cela une réponse parfaitement claire, à ceux qui ont la force, ou, si l'on veut, la faiblesse de douter, que l'étude de Humboldt me paraît utile. Chaque époque, et la nôtre en particulier, a de ces solutions sommaires et générales ; à peine contestées, répétées par tant de bouches et sous tant de formes, qu'à son insu même on se les laisse imposer, car on ne songe pas à les mettre en question. Or, Guillaume de Humboldt me paraît, à beaucoup d'égards, une exception aujourd'hui, soit par les solutions qu'il a adoptées sur ces divers points, soit par le doute où il a su s'arrêter ; et ce n'est pourtant pas un utopiste, ni un chercheur de paradoxes. Si donc on a le droit de ne pas conclure avec lui, il est prudent de ne pas négliger son avis (1).

On voit que l'individualisme hautain et tranchant de Challemel-Lacour s'est un peu assoupli depuis quelque temps au contact des réalités. Il n'est plus aussi sûr que l'individu soit tout et qu'il faille tout attendre de lui. Sa doctrine, si

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *La Philosophie individualiste*, p. 198 et suiv.

foncièrement aristocratique, condescend à admettre quelques tempéraments. Elle se plie à certaines exigences inévitables de la vie sociale ; elle s'humanise. Les contingences quotidiennes de l'existence lui enlèvent progressivement ce qu'elle avait de trop rude et d'absolu. Challemel traduisit de la façon la plus heureuse ces idées, nouvelles chez lui, dans l'avant-propos de son livre, où il se montre soucieux de concilier la théorie et la pratique, la spéculation intellectuelle et la conduite des hommes :

Deux choses, dit-il, préoccupent à juste titre, aujourd'hui, un grand nombre d'esprits réfléchis : d'abord la nécessité de restituer, en théorie et en fait, à l'énergie individuelle sa part légitime ; puis l'indestructibilité du génie des races, l'importance et le droit des individualités nationales. Ces choses, d'ailleurs corrélatives, n'intéressent pas seulement la politique, qu'elles tendent à renouveler ; elles intéressent au même degré l'histoire des arts, de la littérature et des religions. Elles sont les deux pôles sur lesquels tournent tous les travaux de Guillaume de Humboldt.

Notre temps n'écoute guère ceux qui ne font profession que d'être philosophes. Il se défie des méthodes exclusivement abstraites. Il veut être conduit aux idées par les faits et arriver aux conclusions philosophiques par le chemin des sciences... On peut fort bien étudier les sciences sans se soucier des savants qui les ont faites. Mais la philosophie n'est pas une science comme une autre ; il y reste toujours un élément personnel qu'on ne saurait négliger. Toute grande philosophie porte le nom d'un

homme. Quelques-uns voient ici la condamnation de la philosophie ; ce qu'on devrait y voir, c'est qu'elle est impérissable comme le génie. Humboldt n'a point de système, il n'a que des vues, mais des vues qui portent à l'infini. Elles tiennent étroitement à son caractère, et sa vie est l'indispensable commentaire de sa pensée.

Je n'ai point à demander grâce d'avoir adopté un Allemand pour mon héros. Dans l'œuvre commune qui s'accomplit en Europe, l'Allemagne s'est fait depuis un siècle une telle part, elle est représentée par de tels ouvriers, qu'il faut à toute force lui accorder une partie de notre temps et de nos admirations. *La Revue germanique et française*, où ce travail a paru pour la première fois, a pris le rôle d'interprète et de médiatrice entre ce pays et le nôtre. Elle s'est placée depuis plusieurs années au premier rang parmi les publications littéraires et savantes de ce temps-ci, grâce au talent supérieur et au zèle désintéressé de son directeur, M. Charles Dollfus. Bien d'autres savent, comme moi, le prix de ses conseils.

Au moment où Challemel-Lacour écrivait cet avant-propos, M. Charles Dollfus, qui l'appréciait de jour en jour davantage, venait de le nommer secrétaire de la rédaction de la *Revue Germanique* ; en outre, la direction de la *Revue nationale* lui demandait de publier tous les trimestres dans ce recueil « un aperçu vif et fidèle, pris sur le fait, du mouvement des idées en Angleterre. » (1) Enfin et surtout, Auguste Nefft-

(1) *Revue nationale et étrangère*, 10 février 1864, p. 129.
— Charpentier, qui avait fondé la *Revue Nationale*, esti-

zer ouvrait à Challemel, qui le désirait depuis trois longues années, l'accès du *Temps*. C'est une nouvelle phase de sa vie intellectuelle qui commence.

VII

*La "Revue Germanique", le "Salon de 1864"
et le "Temps"*

Il ne faudrait pas croire que l'individualisme de Challemel-Lacour, pour s'être un peu mitigé, cessât de se manifester, et même à l'occasion avec quelque éclat, lorsque les événements ou les incidents de la vie quotidienne lui en fournissaient le prétexte. C'est ainsi que, malgré les occupations nouvelles et assez absorbantes qui lui étaient récemment échues, il continuait à se passionner pour la politique. Deux élections par-

mait fort Challemel-Lacour et l'aurait pris depuis longtemps comme collaborateur, si Emile Saisset, l'ancien professeur de Challemel à l'Ecole Normale, qui était le directeur littéraire de la revue, ne l'en avait dissuadé. A la mort de Saisset, Charpentier essaya de s'entendre avec Challemel ; sachant à quel point l'avait intéressé le voyage qu'il venait de faire en Angleterre, il lui en demanda un compte rendu. Trop occupé par ses autres travaux, l'auteur de la *Philosophie individualiste* ne put lui donner satisfaction sur le moment et lui promit seulement de résumer tous les trois mois, pour l'instruction des lecteurs de la Revue, les principaux articles des quatre grandes revues anglaises (*Westminster-Review*, *Edinburgh-Review*, *Quarterley-Review* et *National-Review*). Il ne parvint même pas à tenir cet engagement, car l'article du 10 février 1864 est le seul qu'il fit paraître dans le recueil de Charpentier.

tielles ayant eu lieu à Paris au printemps de 1864, il se prononça très nettement — *in petto* — contre les candidats républicains, Hippolyte Carnot et Garnier-Pagès, qui avaient été élus : car, disait-il, on ne pouvait attendre d'hommes, comme ceux-là, qu'ils fissent jamais de bonne besogne dans l'opposition, puisqu'un jour, à l'exemple de Jules Simon, ils refusaient de prêter le serment nécessaire pour entrer au Corps législatif et que le lendemain, à l'exemple du même philosophe, ils le prêtaient avec empressement pour la satisfaction de leur intérêt personnel. Ce reproche était injuste, en somme ; mais Challemel se piquait peu d'équité, quand il avait à juger des hommes qui lui déplaisaient.

Le 13 mai 1864, il écrivait à Marc Dufraisse, après s'être excusé tout d'abord de son long silence :

A mesure que les choses auxquelles on s'est intéressé si longtemps nous échappent, nous devrions nous serrer contre ceux dont les pensées, sur quelques points essentiels, sont à l'unisson des nôtres. Dans ce Paris, qui est bien, pour quiconque s'est désaccoutumé du tapage, le plus grand désert du monde, je sens le besoin de communication sans y céder, et je me le reproche. Je suis ma pente qui est de me replier sur moi de plus en plus. Il n'y a pas de remède.

Vos étonnements, à propos de Morin et de Simon m'amusent. Morin (1) est un brave garçon, honnête,

(1) Frédéric Morin (1823-1874), ancien élève de l'Ecole normale, avait été reçu agrégé de philosophie, en 1848,

mais qui a pris dans les conciliabules démocratiques et dans la pratique exclusive du journalisme occulte l'habitude de brouillonner ; quand on est si fort mêlé à l'intrigaille, on est bientôt dupe de l'intrigue et des intrigants, et on intrigaille soi-même sans s'en douter. Simon joue avec lui comme avec une mouche au bout d'une ligne, et Morin ne s'en dépêtrera pas. Quant à Simon, il ne me fâche pas, je l'avoue, de le voir tenir ce qu'il a toujours promis à mes yeux. Que ceux qui se sont laissés prendre aux caresses, aux sourires, aux fins éloges, aux attitudes tendres et à la morale du personnage, soient vexés d'avoir été dupes, c'est pain bénit ; je ne suis pas de ceux-là, et quoique, dans le temps où j'étais encore d'âge à devenir quelque chose, il m'ait caressé comme tout le monde, je n'ai pu surmonter ma répugnance. Simon a une politique simple et sûre : sa vanité en est le but unique ; le mensonge, la flagornerie et la morale en sont le moyen.

Ah ! mon cher Dufraisse, les moralistes, et les puritanistes, et les enthousiastes, que Dieu ou le diable en délivrent le monde ! Ils me rendraient pour ma part amoureux du vice. De temps en temps, j'apprends sans la chercher quelque petite blague,

le quatrième sur six admis (le premier était Renan et le troisième Caro). Intelligence très vive et nature très droite, il refusa de prêter serment au 2 décembre et fut déclaré démissionnaire de sa chaire de philosophie. Il vécut péniblement, sous l'Empire, de leçons et d'articles de journaux ; pendant quelque temps, il servit de secrétaire à Jules Simon. Candidat malheureux aux élections de 1857 et de 1863, il fut nommé préfet de Saône-et-Loire le 5 septembre 1870 et se retira, en même temps que Gambetta, au mois de février suivant. Il a laissé plusieurs travaux philosophiques fort appréciés.

ridicule mais ignoble, quelque petite rouerie hypocrite d'un de nos grands hommes pour se mettre à son aise sans déranger sa pose, pour satisfaire quelque envie sans cesser d'être un héros. Eh ! morbleu, faites ce qui vous plaît, rentrez, devenez député, jouissez de votre reste ; mais ne posez pas, ne faites pas jouer de vilaines petites machines qui vous permettront plus tard de prendre l'accent solennel des purs. Je ne vous dis pas, mon cher, à quoi je fais allusion, car je n'aime pas à remuer cela.

Mais en vérité voilà ce qui me désintéresse, non de la politique, non de la vérité, non de la lutte, mais des partis. Selon moi, ils sont finis, le nôtre principalement. On ne l'a pas tué, il s'est tué par son emphase, par son ineptie, par son ignorance. Quoiqu'il faille, je le reconnais, des hommes pour penser, pour parler, pour lutter, et quoique je ne sache pas du tout où les prendre, cette mort du parti me soulage et me satisfait ; elle est la fin d'une tradition de discipline et d'impuissance (1). Aux individus désormais à se montrer, s'il y en a ; à eux d'effacer le ridicule que des maladroits ont

(1) Challemel-Lacour avait en particulière horreur « la discipline » que voulaient imposer les anciens, au nom de leur expérience, disaient-ils, — au nom de leur incapacité et de leur impuissance, soulignait cette mauvaise tête de Challemel. Il avait déjà souffert de cette oppression des vieux républicains lorsque sur la terre d'exil Edgar Quinet prenait à ses yeux l'allure d'un chef de proscription, hors duquel il n'y avait point de salut pour les jeunes. L'individualisme de Challemel se révoltait contre ces héros encombrants et bavards que voulaient imiter, à présent, en se donnant à leur tour pour des chefs, les Carnot, les Garnier-Pagès, les Jules Simon.

attaché à une cause qui pouvait être terrible, mais jamais risible (1).

Mon cher Dufraisse, je vous jure que je n'ai pas la moindre colère ; je n'ai plus même, je crois de rancune, encore que j'en aie gardé longtemps, et franchement ce n'était pas sans raison. Eh bien, je vous dis que cette désorganisation est bonne, et si la fortune veut, en un jour de caprice, remettre à l'épreuve les débris de l'armée que nous avons connue, vous verrez si j'ai tort. MM. Simon et Olivier peuvent vanter la sagesse du peuple, je crois, moi, qu'il n'existe même plus, politiquement s'entend ; il ne désire rien, et si on parvient à lui inoculer pour un jour un désir quelconque, ce sera un enthousiasme faux, qui, une fois passé, ne laissera après lui que le regret des sergents de ville.

La politique de ceux qui s'agitent encore se réduit à un empirisme très présomptueux et à la confiance qu'ils apprendront en un tour de main la liberté à cette nation tout fraîchement abêtie par quinze ans de despotisme, fort capable d'ailleurs d'applaudir d'abord à une révolution comme à une distraction nouvelle après les courses de chevaux, les ballets

(1) En écrivant qu'il appartenait désormais « aux individus de se montrer », Challemel-Lacour pensait certainement à Gambetta, qui n'avait aucune attache avec le passé et qui reléguait à leur juste place les pontifes de 1848 enorgueillis de leurs fautes et très fiers de leurs échecs. S'il savait écouter les conseils de gens sensés (et Challemel ne refuserait certainement pas de devenir le Mentor de ce nouveau Télémaque), Gambetta ne se contenterait pas de supplanter ces dangereux et incapables anciens (jeunes ou vieux) ; il « effacerait le ridicule » de leurs attitudes académiques et de leurs théâtrales oppositions, et il réorganiserait le parti républicain sur des bases nouvelles, vraiment démocratiques.

tout nus du cirque et l'éternelle fête des boulevards.

Je pense qu'à l'heure qu'il est le dégoût et la fin de leurs espérances isolent un certain nombre d'hommes, occupés uniquement à l'œuvre difficile de couvrir et de faire éclore en eux-mêmes l'amour très rare et l'intelligence encore plus rare de la liberté. S'ils se multiplient, si cette réaction sur soi-même s'étend et porte ses fruits, si cela se transmet à quelque partie d'une ou deux générations, il se peut qu'un jour la vie renaisse ici. Jusqu'à présent, je ne vois que de la poussière et je n'entends que du bruit. Sans cela, la France continuera d'être une grande machine, faite pour terrifier et amuser l'univers, mais où il n'y aura point d'hommes, et qui craquera tôt ou tard. Voilà ma pensée et ma philosophie politique pour le moment.

Mais Challemel-Lacour n'avait plus beaucoup de loisirs à donner aux choses de la politique. Le secrétariat de la *Revue Germanique* l'absorbait, et les articles (assez réguliers au début) qu'il apportait au *Temps* lui prenaient plusieurs jours par semaine. Sa grande satisfaction, en cet été de 1864, fut le « Salon » qu'il écrivit pour la *Revue*. Cela lui fit oublier les misères de son cours public interrompu par la police trois ans auparavant.

Nous sentons vaguement — dit Challemel — que l'art est le champ des surprises, de l'aventure et du génie ; il nous paraît désert, lorsqu'il n'est peuplé que de talents timides qui craignent les chutes par-dessus tout. Nous voudrions des témérités pour secouer notre ennui, des audacieux qui osassent quelque chose pour rajeunir l'art si prompt à vieillir.

lir. Et comme nul n'aperçoit le plus petit nuage de poussière, rien qui annonce un seul cavalier accourant ventre à terre et lance au poing pour faire sa trouée héroïque, comme nous voyons toujours la même foule d'humbles pèlerins et la multitude enrichie des trafiquants, nous nous trouvons déçus. Cette déception tourne trop souvent en mauvaise humeur contre ceux qui sont là, faisant de leur mieux, déployant beaucoup de zèle, de talent même et qui ne peuvent mais de l'absence prolongée des maîtres attendus. Ne soyons pas injustes. Si tous les livres écrits dans l'année étaient livrés à l'impatience du public le même jour, si toutes les pièces de théâtre pouvaient être représentées le même soir, quelle idée prendrions-nous de notre littérature et de notre théâtre ? Aurions-nous lieu d'être bien fiers ? Nous ne nous plaignons pas trop pourtant. Eh bien ! j'ose penser qu'à tout prendre les efforts sont peut-être encore plus consciencieux, la bonne volonté plus sincère, les chutes moins profondes, la moyenne plus égale dans les expositions de tableaux (1).

Le critique salue avec joie le *Sphinx*, de Gustave Moreau, qui est la révélation d'un talent dont on peut attendre beaucoup, à condition que « son pinceau prenne un peu d'aisance, et, avec l'aisance, le charme qui corrigera ce qu'il y a de vert et d'âpre encore chez lui » (2) ; le *Type Normand*, de M. Gaillard ; les *Deux Sœurs*, de M. Tissot ; les *Rétameurs*, de M. Ribot, « d'une précision de dessin, d'une vérité de tons fort

(1) *La Revue Germanique*, 1^{er} juin 1864, p. 528. —

(2) *Ibid.*, p. 532.

remarquables » (1) ; le *Coup de vent dans le désert*, d'Eugène Fromentin, qui sait représenter le « monde africain avec une grandeur incontestable » et qui « a l'imagination élevée et poétique » (2) ; le *Souvenir*, de Corot, « composition exquise, moitié idéale, moitié réelle » (3) ; *Le Veau qui vient de naître*, de J.-F. Millet, qui excelle à « donner aux choses l'épaisseur, la rugosité » et sait en tempérer l'effet « par une certaine recherche du joli dans les tons » (4) ; la *Gardeuse de dindons*, de Jules Breton, « qui conserve à ses paysannes, par des formes robustes et élégantes à la fois, par des attitudes presque antiques, par l'expression de leurs traits voilés dans la demi-teinte et légèrement dorés aux feux du soleil couchant, une certaine distinction poétique » (5).

Venant à la sculpture, Challemel arrête son lecteur devant le buste de Louis Veuillot :

Ce buste est signé Etex, l'auteur de *Caïn* et du groupe révolutionnaire de l'Arc de triomphe, qui cette fois a entrepris (sublime indifférence de l'artiste !) la reproduction étudiée et approfondie de la tête de M. Veuillot. Le lecteur y verra que le fougueux champion de l'orthodoxie a dû, comme Socrate, avoir à lutter contre des tendances bien terrestres, qu'il en a triomphé comme le sage païen. Mais s'il y cherchait l'illumination idéale de la grâce, la dignité du génie, il les chercherait en

(1) *La Revue Germanique*, 1^{er} juin 1864, p. 538. —

(2) *Ibid.*, p. 540. — (3) *Ibid.*, p. 542. — (4) *Ibid.*, p. 542.

— (5) *Ibid.*, p. 542.

vain. M. Etex a été bien rigoureux dans son exactitude (1).

Mais voici mieux. C'est une œuvre d'Emmanuel Frémiet :

J'ai bien des fois, dans ma vie — écrit Challeemel — envié le bonheur de certains artistes, desquels on peut dire avec plus de justesse que de ce philosophe ancien, qu'ils portent tout avec eux, car ils portent la bonne humeur et la gaieté. Je n' imagine pas ce qui eût pu attrister M. Frémiet, pendant qu'il a exécuté son *Faune agaçant des ours*. Le front se déride, le cœur s'épanouit, rien qu'à voir le jeune chèvre-pieds, à peine adolescent, couché à plat ventre, jambes écartées, sur une petite butte au pied de laquelle les abeilles ont déposé un rayon de miel. Un brin de jonc entre les doigts, il en écarte, en leur touchant les naseaux, deux petits ours qui allongent vers le miel leur langue avide et friande. L'un d'eux a trouvé moyen de s'approcher ; l'autre, moins heureux, détourne la tête avec un mouvement de baby contrarié et colère, qui est le plus joli du monde et qui étend sur les joues rebondies du jeune faune, dans ses petits yeux clignotants, sur ses lèvres aux coins relevés, le plus communicatif des sourires. Cette œuvre spirituelle est fort bien exécutée. Le dos maigre de l'adolescent laisse voir les os et les muscles avec exactitude, mais sans prétention. Les bras ont la forme grêle, les contours un peu vagues des membres inexercés où la vie sommeille encore ; les attaches des mains sont justes et fines, et l'attitude générale a une adorable nonchalance. Les petits ours ont l'allure molle, ivre et

(1) *La Revue Germanique*, 1^{er} juin 1864, p. 544.

chancelante de masses à demi-gélatineuses. Tout au plus trouverai-je un peu de sécheresse dans le pelage du jeune faune. Mais, en vérité, je me sens jaloux du futur possesseur de ce morceau (1).

Enfin, après un vif éloge du *Martyr moderne*, de Bartholdi, Challemel-Lacour conclut en ces termes :

Voilà bien des éloges en finissant, après un début qui a pu paraître trop sévère. Quand les mérites que j'ai pris plaisir à signaler et ceux qu'à mon grand regret, j'ai été forcé de passer sous silence, semblent donner un démenti à la rigueur de mon appréciation générale, je ne m'en étonnerais ni ne m'en affligerais guère. Peut-être même ne chercherais-je pas à corriger cette apparente contradiction. Je persiste à penser que la faculté qui crée et qui élève l'imagination n'a pas dans notre école la place qui lui appartient. Mais quoi ! faut-il que cette absence nous ferme les yeux sur les qualités qui nous restent ? A Dieu ne plaise ! Ouvrons-les tout grands au contraire. Nous n'en verrons jamais trop. Ce pessimisme collectif ne doit inquiéter personne. Il ne fait que rendre plus sensible aux mérites subordonnés et particuliers. L'homme trop heureux méprise les petits bonheurs. L'infortuné, dénué de tout, est sensible au rayon le plus fugitif, à la moindre fumée odorante, à tout le mal qui ne lui arrive pas. Sachons-nous gré de tout le mauvais que nous ne faisons pas et que nous pourrions faire, et de posséder assez bien la grammaire et l'orthographe, si le style sublime nous manque. Notons les aptitudes précieuses qui nous restent, l'observation, le goût,

(1) *La Revue Germanique*, 1^{er} juin 1864, p. 545.

l'habileté. C'est de quoi regarder l'avenir sans se désoler. » (1)

Ainsi s'estompe le pessimisme, naguère assez maussade, de Challemel-Lacour. On sent que le critique de ce Salon a été ravi de pouvoir sans encombre donner son avis sur la peinture et la sculpture. Il désirait depuis longtemps utiliser les connaissances précises et mûries qu'il avait acquises pendant ses séjours à l'étranger en visitant les musées et en comparant entre elles les différentes écoles. Sa science, qu'il essaye de ne point rendre pédantesque, l'a bien inspiré dans la plupart de ses jugements, qui sont consciencieux et fins à la fois, appuyés sur une esthétique très large et dictés par un sentiment très vif du beau.

C'est également à une impartialité sereine et désintéressée que vise (sans toujours l'atteindre) Challemel-Lacour dans ses articles du *Temps*. En lui confiant la rubrique des *Variétés littéraires*, Auguste Nefftzer, qui avait su apprécier les premières études de Challemel, notamment sa *Philosophie individualiste*, n'ignorait pas que son nouveau collaborateur tenterait plus d'une fois de franchir les limites de la littérature pour entrer dans le vif des questions contemporaines et toucher même par quelque bout à la politique. Il était persuadé, d'ailleurs, que Challemel y mettrait toute la discrétion compatible avec

(1) *Ibid.*, p. 547.

son tempérament, car le *Temps* était fort surveillé par la police impériale. Malgré tout, Nefftzer n'était pas sans inquiétude, surtout lorsqu'il comparait le rédacteur qu'il venait de s'adjoindre au critique qui avait assumé seul jusqu'à ce jour la tâche de juger les livres : Edmond Scherer (1).

Scherer était en quelque sorte « la tête pensante » du journal le *Temps*, dont Nefftzer était l'âme. En toute occasion, il était prêt à prendre la plume sur quelque sujet que ce fût ; sa vaste érudition lui permettait d'aborder simultanément les questions philosophiques, religieuses, littéraires et politiques. Et il ne se passait guère de jour sans qu'on ne mît son talent et sa bonne volonté à contribution, tant il était préparé à

(1) Edmond Scherer (1815-1889) étudia la théologie protestante à Strasbourg et devint professeur d'exégèse à l'Ecole évangélique de Genève, dont il se sépara pour cause d'hétérodoxie. Mêlé au mouvement libéral qui se poursuivit jusqu'au point de provoquer une scission dans l'Eglise évangélique française, Scherer devint, dès 1861, l'un des principaux collaborateurs du *Temps* ; il y écrivit des bulletins politiques, mais sa notoriété lui vint surtout de ses fonctions de critique littéraire. Outre une quantité considérable de « mélanges d'histoire religieuse », on lui doit plusieurs séries d'« Etudes critiques sur la littérature contemporaine » qui forment la meilleure et la plus durable partie de son œuvre. Ces « Etudes » sont d'ailleurs la collection des « Variétés littéraires » qu'il publiait dans le *Temps*. C'était un esprit lucide, mais souvent chagrin. Octave Gréard a tracé de Scherer un portrait délicat et sympathique (Hachette, 1891, 1 vol. in-12).

tout et assuré de donner sur toutes choses la note juste de ce milieu. On n'en pouvait dire autant de Challemel-Lacour, dont l'individualisme ne se pliait pas à toutes les besognes courantes du journalisme et dont il fallait ménager les susceptibilités. Pourtant, il réussit, pendant plusieurs années, à tenir, alternativement avec Scherer, la rubrique *Variétés*, qui comportait chaque semaine trois ou quatre colonnes du grand quotidien.

Il y aurait un intéressant parallèle à établir entre ces deux hommes, de complexion intellectuelle et de caractère si distincts, qui exercèrent tour à tour, dans ce centre d'opposition que fut le *Temps*, une sorte de magistrature assez hautaine et point banale. La corporation des critiques n'a pas souvent compté de juges plus experts des choses de l'esprit. C'étaient deux fins lettrés, deux écrivains de race, deux penseurs éminents. Mais Scherer, mélancolique et abondant comme dans ses homélies d'ancien pasteur, maniait la fêrule non sans rudesse, empêtré tout d'abord dans un dogmatisme plutôt étroit, qui devait aboutir bientôt au plus désenchanté des scepticismes. Challemel, plus foncièrement philosophe et plus moderne tout à la fois, sévère dans ses jugements, mais rarement impitoyable, ne dédaignait pas le rôle de moraliste ; seulement, il ne s'embarrassait point de considérations morales à tout propos. Plus libre en ses mouvements, il paraissait assez dégagé d'allure

et formait ainsi un contraste piquant avec son tonitruant confrère.

D'autres divergences se marquaient entre eux. S'il était le rédacteur le plus assidu et le plus régulier du *Temps*, Scherer attachait beaucoup d'importance à tout ce qu'il écrivait. Bon an mal an, il tirait un volume de sa collaboration, — ce qui devait survivre, d'après lui, des pages composées le matin, publiées le soir et oubliées le lendemain, si l'on ne songe pas à leur assurer l'asile moins éphémère d'un livre. Challeemel, au contraire, qui était le collaborateur le plus capricieux et le moins docile de toute l'équipe de Nefftzer, n'avait de plaisir qu'au moment d'écrire son article ; dès qu'il était publié, il le jugeait, non pas avec la satisfaction ou l'amour-propre d'un père, mais avec la confusion de n'avoir pu faire mieux et le regret amer d'être obligé de vivre de sa plume ; jamais il ne lui est venu à la pensée de réunir en volume quelques-unes de ses études littéraires, les meilleures, celles qui lui valaient des félicitations qu'il repoussait, du reste, avec hauteur. Il eût rougi (non par modestie, assurément) de vouloir s'imposer une seconde fois à l'attention du lecteur, sous la forme d'un ouvrage plus ou moins prétentieux, où l'on débite une marchandise déjà connue.

C'est ainsi que ses articles du *Temps* n'ont pas eu ou du moins n'ont pas gardé la notoriété qu'ils méritaient. Nefftzer s'en rendait bien

compte, lorsqu'il disait qu'on n'était jamais sûr de tenir et de conserver Challemel : « Il vous échappe, — concluait-il, — au moment où vous croyez avoir mis la main dessus. Ce n'est pas le fait d'un critique sérieux. Jamais un tel homme n'aura d'autorité. » Et il se rejetait sur Scherer ; à lui, du moins, on pouvait demander à toute heure un article sur l'événement ou le livre du jour ; on ne s'exposait jamais à un refus. Pour Challemel, il fallait consulter ses convenances, compter avec son humeur et presque solliciter humblement son concours. S'il ne lui plaisait pas de se plier à la règle commune, qui est nécessaire dans un bureau de rédaction comme ailleurs, on perdait sa peine. Des manieurs d'hommes, aussi expérimentés que Nefftzer, Dollfus et plus tard François Buloz, durent souvent s'avouer vaincus dans leurs luttes contre cette tête rebelle.

On discernera mieux les intermittences et les à-coups de la collaboration de Challemel-Lacour, si l'on jette les yeux sur la liste des articles qu'il a donnés au *Temps* en l'espace de six années, de 1864 à 1870. Il n'y en eut guère en tout plus de quatre-vingts, répartis fort inégalement : seize en 1864 ; vingt-quatre en 1865 ; vingt-et-un en 1866 ; neuf en 1867 ; huit en 1868 ; aucun en 1869 ; un seul en 1870 (1).

(1) Voici, par année, la liste des articles de Challemel-Lacour, telle que j'ai pu l'établir d'après la collection du *Temps*.

1864. — 1. Alfred de Vigny, *Les Destinées*, poème phi-

Veut-on quelques exemples de la critique de

losophique posthume (1^{er} mars). — 2. *Renée Mauperin*, par MM. E. et J. de Goncourt (15 mars). — 3 et 4. *La Philosophie du Droit*, par M. Dimitry de Glinka (5 et 6 avril). — 5. *L'Eglise et la Révolution française*, par E. de Pressensé (19 avril). — 6. *Théosophes, voyants et thaumaturges* (5 mai). — 7. Un roman philosophique, de Mlle Clémence Royer (31 mai). — 8. Un artiste gentleman : Mendelssohn (31 juillet). — 9. Béranger, ses amis, ses ennemis, ses critiques, par Arthur Arnould (13 septembre). — 10. M. Guizot théologien (20 septembre). — 11. Les Académies d'autrefois (29 septembre). — 12. La marquise du Deffand et Horace Walpole (7 octobre). — 13 et 14. Bibliothèque de philosophie contemporaine (15 et 16 novembre). — 15. *L'Angleterre et la Vie anglaise*, par A. Esquiros (6 décembre). — 16. *Les livres d'étrennes* (20 décembre).

1865. — 1. M. Vitet et la critique d'art (3 janvier). — 2 et 3. J.-J. Ampère (10 et 12 janvier). — 4, 5 et 6. *Histoire de la Révolution française*, par M. Louis Blanc (25 janvier, 2 et 3 février). — 7. Le Cardinal Consalvi et Napoléon I^{er} (14 février). — 8. *Essais de philosophie critique*, par M. Vacherot (2 mars). — 9 et 10. *Le dix-neuvième siècle*, par M. Charles Dollfus (30 et 31 mai). — 11. Des chutes du gouvernement parlementaire en France : E. de Bonnechose, C. Dareste, L. de Viel-Castel (13 juin). — 12. La langue de Corneille (les grands écrivains de la France) 27 juin. — 13. *Monsieur et Madame Satan*, par B. Gastineau (31 août). — 14. Bibliographie (19 octobre). — 15. Dictionnaire général de la politique, par Maurice Block (20 octobre). — 16. *Les Figures jeunes*, par Louis Ratisbonne ; la *Lyre intime*, par André Lefèvre (31 octobre). — 17 et 18. L'Unité humaine au point de vue historique (15 et 16 novembre). — 19 et 20. Le Roman clérical (28 et 29 novembre). — 21 et 22. *La Cité antique*, par M. Fustel de Coulanges (12 et 14 décembre). — 23. *Les livres d'étrennes* (24 décembre). — 24. Bibliographie (28 décembre).

1866. — 1 et 2. *Histoire poétique de Charlemagne*, par M. Gaston Paris (4 et 9 janvier). — 3 et 4. Le procès de Louis XIV : Saint-Simon, Chéruel, Bonnemère (24 et

Challemel ? Voici un pieux hommage à la mé-

25 janvier). — 5 et 6. La critique littéraire (3 et 9 février). — 7. Les voyageurs en Italie, *Naples et Rome*, par H. Taine (13 février). — 8 et 9. Un Congrès philosophique (17 et 25 mars). — 10 et 11. La vie monastique et la vie moderne (10 et 11 avril). — 12. Les salons d'autrefois (25 avril). — 13. Les modernes historiens de Rome ancienne : Nieburhr, Mommsen et M. Michelet (29 mai). — 14 et 15. La Silésie (22 et 23 juin). — 16 et 17. Jean Reynaud (9 et 17 juillet). — 18. *Huit mois en Amérique*, par M. Ernest Duvergier de Hauranne (14 août). — 19. Les clefs de La Bruyère (28 août). — 20. *Histoire de la littérature italienne*, par M. T. Perrens (4 septembre). — 21. Mémoires du comte Beugnot (6 novembre).

1867. — 1. L'Amour et le Mariage : *Les bonnes fortunes parisiennes*, par P.-J. Stahl (26 février). — 2 et 3. Le Patriotisme et l'Histoire nationale (16 et 26 mars). — 4. Ouverture du Salon (16 avril). — 5 et 6. Les Amies de Saint-Evremond (26 avril et 10 mai). — 7. *Grammaire des Arts du dessin*, par M. Charles Blanc (3 décembre). — 8. L'esprit positif et la politique spéculative (17 décembre). — 9. Les Images (24 décembre).

1868. — 1. Le Pessimisme politique (14 janvier). — 2 et 3. *La Terre*, par M. Elisée Reclus (4 et 5 février). — 4. Une conversion philosophique (25 février). — 5 et 6. Des progrès de l'anthropologie (10 et 12 mars). — 7. *Grammaire historique de la langue française*, par M. Auguste Brachet (24 mars). — 8. A propos d'un vieux poète : Remy Belleau (7 avril).

1870. — *De Paris à Cayenne : Journal d'un transporté*, par Ch. Delescluze (27 avril).

La longue interruption de la collaboration de Challemel-Lacour, en 1867, s'explique par la mort de sa mère et par le voyage qu'il fit en Orient avec Clément Laurier. De même en 1868, la *Revue Politique*, qu'il venait de fonder avec Gambetta, Henri Brisson, Laurier et Allain-Targé, éloigna Challemel-Lacour du *Temps*. En 1869, il fut presque toujours malade et passa bien des semaines hors de Paris. Enfin, en 1870, il fut pris tout entier par la politique.

incire d'Alfred de Vigny, le grand poète philosophe, dont le noble pessimisme l'enchanté :

Puisque les *destinées* sont les dominatrices de ce monde, dominatrices inflexibles et sourdes, se taire et faire sa tâche est la seule manière digne de porter le joug. C'est la leçon de sagesse profonde que donne aux hommes l'animal qui travaille sans se plaindre, qui meurt sans jeter un cri et sans daigner savoir comment il périt. Cette leçon, Alfred de Vigny l'a mise en pratique en se tirant de bonne heure du tapage littéraire. Mais la terre est à ceux qui l'aiment et qui la flattent ; on ne la gagne pas par le dédain, on ne la séduit pas et on ne s'en fait pas applaudir par le pessimisme : c'est une religion secrète et réservée, une ambroisie dont les grossiers mortels ne veulent pas et ne sont pas dignes d'ailleurs de savourer la douceur. Alfred de Vigny était trop sévère, je le crois, pour les chemins de fer et le régime industriel, pour le tumulte démocratique et le bruit inséparable des gouvernements d'opinion. C'est pour cela qu'il a dû rester volontairement isolé. Mais si son dédain est trop absolu, je ne trouve pas pourtant que son aristocratie ait rien d'étroit, que son pessimisme soit décourageant. Au contraire, il me semble plus moderne par là, et animé d'un sentiment plus vrai de la condition humaine aujourd'hui, que s'il eût montré un puéril enthousiasme pour les beautés de nos sociétés mécaniques. Je le trouve plus avancé que bien des pionniers, plus libre que bien des tribuns, et plus nouveau que les hérauts du prochain âge d'or. On devrait bien comprendre qu'il n'y a rien de plus rétrograde qu'un engouement sans bornes pour son

temps, et de redire chaque matin une cantate aux progrès accomplis.

Il faut avoir une certaine souplesse de plume pour passer d'Alfred de Vigny à MM. de Goncourt. C'est d'eux, cependant, et de leur nouveau roman *Renée Mauperin* que s'occupe ChallemeL-Lacour dès son second article, où il se montre très sévère pour Balzac. Pourquoi Balzac intervient-il ici ? Parce que le frère de Renée Mauperin vise à être un de ces « hommes forts » que n'arrête aucun scrupule, qui piétinent la morale sans vergogne pour atteindre à la fortune et font des coups d'Etat comme ils feraient n'importe quoi « pour mettre en évidence leur génie politique » et pour assouvir leurs ambitions. C'est ce que ChallemeL ne peut pardonner à Balzac, dont il est loin de méconnaître, du reste, la vigueur intellectuelle. Quant aux Goncourt, il les aime pour leurs descriptions « d'une réalité si poignante », comme celle de la mort de Renée :

Après tout, dit-il, il n'y a rien de plus poétique que la mort. Tout prend à sa lumière une signification plus pénétrante, les paroles, les silences, les actions, les mouvements, les visages : c'est donc un droit pour les romanciers de s'y arrêter longuement. Il y a d'ailleurs tant de grâce dans l'agonie tranquille d'une jeune fille qui se voit mourir, il y a une beauté si grande dans la lutte de Renée contre la plainte, qu'on y trouve bientôt un charme captivant ; on se dit que, parmi les êtres vivants,

l'homme n'est le premier que parce qu'il sait regarder la mort et sourire.

MM. de Goncourt se plaisent dans ces descriptions. Ils sont de l'école de M. Théophile Gautier et de M. Flaubert, dont le procédé est connu. Il consiste à regarder les choses avec les yeux du peintre, à y distinguer les plans, les jeux de l'ombre et de la lumière, l'effet que font les objets rapprochés d'une certaine manière et sous un certain jour. On se forme à ce procédé par des descriptions de tableaux, et l'on sait que MM. de Goncourt ont fait sur des peintres du XVIII^e siècle d'intéressants travaux. Aussi sont-ils arrivés à une assez grande habileté, dont il était fait quelque abus, si je me souviens bien, dans leur roman *Sœur Philomène*. Ils l'ont déployée ici avec plus de réserve, et ils ont bien fait. Quoiqu'en puissent croire ceux qui l'ont mis en vogue, ce procédé artificiel n'est pas du tout la grande manière, celle de Goethe et de Dante. Il a pourtant certains avantages, par exemple, celui d'écarter la banalité en accoutumant les yeux à voir dans les objets ce qu'ils ont de local et de particulier, et cet autre encore, de mettre même un sot, s'il n'est pas aveugle, en mesure de faire au besoin une description tolérable.

Avec la *Philosophie du Droit* et l'*Eglise et la Révolution française*, Challemel-Lacour rentrait dans l'ordre de préoccupations philosophiques et historiques qui lui était le plus familier. Il côtoie de bien près la politique dans le premier de ces deux articles ; mais il le fait avec tant d'habileté que le prudent Nefftzer n'y trouve rien à reprendre. Quant au second sujet, il le traite

avec ce sens supérieur qui dénote le véritable historien.

Il n'y a pas, écrit-il, de liberté religieuse sous la Révolution, par une raison aussi simple que décisive, c'est que la Révolution est une guerre religieuse. Qu'on m'entende bien. Je ne suis pas de ceux pour qui la Révolution est une religion. Je ne regarde pas la Déclaration des Droits et la Constitution de 93 comme la loi et les prophètes ; je laisse cette dévotion à Saint-Just, à Robespierre et à leurs disciples, s'ils en ont. Je dis seulement que la Révolution est, dès le premier jour, un système social avec ses principes clairs et définis qui sont la liberté, l'égalité civile, et avant tout le caractère purement et absolument laïque du gouvernement et de la loi. Or ce système était la négation sur tous les points du système existant, qui reposait sur le privilège, sur l'inégalité et sur l'alliance, ou plutôt l'amalgame, du pouvoir laïque et de l'autorité ecclésiastique. Voilà pourquoi, dès que les principes de la Révolution sont appliqués et laissent voir leurs conséquences, ils sont repoussés non seulement comme funestes, comme impolitiques, comme injustes, mais comme impies et sacrilèges.

Dès lors, la Révolution est une guerre religieuse. Elle l'est, non par les prétentions dogmatiques des révolutionnaires, non par l'invention malheureuse de la constitution civile du clergé ; non par les plates ou ignobles tentatives de religion, attachées comme des carcans aux noms de Hébert et de Robespierre, mais par la déclaration expresse de ceux qui font de la haine du régime nouveau une question d'orthodoxie et de salut éternel. L'Eglise catholique, fière à bon droit de ce qu'elle avait fait

pour le monde, qui réclamait la gloire de lui avoir donné ses institutions, ses lois, ses mœurs, sa civilisation, répondait devant sa conscience et devant Dieu, non-seulement des individus, mais du salut de la société tout entière. Qu'on songe à quel point la société ancienne est imprégnée de catholicisme. Il l'a faite à son image, par l'influence morale de ses enseignements et de ses promesses, mais surtout par la puissance politique qui lui a été dévolue, par l'autorité dont il a joui, dont il jouit encore, la veille de la Révolution, dans les conseils, dans les assemblées, dans les cabinets. Il trône dans la famille, il est mêlé à tous les actes de la vie, il est de moitié partout dans l'administration.

Croit-on qu'une telle puissance se réduira d'elle-même, ou se laissera réduire au domaine invisible de l'âme ? Quand sa vertu ou son intérêt le lui conseilleraient, la conscience ne le lui permettrait pas. Tout ce que les siècles lui ont donné sera sacré pour elle, tout sera droit, tout sera dogme. La loi veut-elle faire les mariages, elle ne fera que consacrer la débauche ; prétend-elle enregistrer seule les naissances, elle compromettra les âmes ; touche-t-elle aux biens du clergé, ce sera dépouiller les pauvres, profaner la charité, empiéter sur Dieu. La religion n'est pas enfermée dans le sanctuaire de la conscience ; elle est répandue partout, identifiée à tous les intérêts, confondue avec toutes les institutions. Porter la main sur celles-ci, c'est entreprendre sur la religion. La mesure la plus simple devient un attentat.

On ne saurait mieux expliquer que, par la force même des choses, la Révolution fit la guerre à l'Eglise et au clergé et qu'il ne put être ques-

tion de liberté religieuse que lorsque son œuvre fut accomplie. Cette liberté religieuse, — ajoute Challemel-Lacour, — nous la possédons aujourd'hui en partie, malgré les tentatives du catholicisme pour en détruire les effets » ; mais elle ne sera complète que le jour où sera proclamée la séparation des Eglises et de l'Etat.

VIII

“ *La Revue Moderne* ” et la “ *Revue des Deux-Mondes* ”

La multiplicité des besognes qu'il avait assumées, son active collaboration au *Temps*, ses articles à la *Revue Germanique* (1) dont il était devenu le secrétaire général, détournaient Challemel-Lacour du plaisir qu'il prenait naguère à correspondre avec ses amis de Zurich, notamment avec Marc Dufraisse. Celui-ci se plaignit de son silence et disait sa tristesse de n'avoir plus guère de nouvelles de France. A quoi Challemel lui répond le 8 février 1865 :

Votre dernière lettre n'était point gaie, mon cher Dufraisse. J'y aurais tout de suite répondu, si je me sentais propre au métier de consoler. Mais quoi ! j'ai fort à faire pour me remonter de temps en temps moi-même, avec l'aide d'autrui. Cependant, sauf le vide de Zurich que je devine très bien, quelles raisons n'avez-vous pas de regarder les choses avec tranquillité ? Un hypocondre de mon

(1) Challemel-Lacour avait publié, le 1^{er} décembre 1864, dans la *Revue Germanique*, une longue et profonde étude sur le poète Allemand Louis Uhland, mort en 1862.

espèce a mauvaise grâce peut-être à prêcher la sérénité ; mais pourquoi se faire une obligation d'être perpétuellement en colère, toujours indigné comme dit l'autre, quand l'indignation n'est propre qu'à empirer les affaires ? Et si la solitude de Zurich vous pèse trop, pourquoi, si le cœur vous en dit, vous refuseriez-vous l'essai d'une visite en France ?

Point de devoirs fictifs, point de délicatesses fausses, point de dignité factice (1), ce sera, soyez-en sûr, le premier article de foi du futur parti républicain, quand il se reconstituera. Car, hélas ! il ne faut pas se le dissimuler, il n'y en a plus. Je vous parle avec une sincérité entière ; je crois qu'il appartient aux esprits comme le vôtre de regarder la vérité en face. La France est peut-être moins loin de la République qu'elle ne l'a jamais été, et pourtant, je crois pouvoir l'affirmer, il n'y a plus de parti républicain. Ce que vous m'en pourriez citer n'est qu'une ombre, impuissante aujourd'hui, dont le langage n'est plus entendu que par un petit nombre d'initiés et qui serait, dans le cas d'un changement au profit de la liberté, tout de suite submergée sous un parti qui n'a pas encore de nom. Les républicains d'il y a quinze ans meurent, vieillissent, s'oublient et ne se recrutent pas. Voilà une réalité qu'il est inutile de méconnaître (2).

(1) Les exilés, qui n'étaient pas rentrés en France après l'amnistie de 1859, passaient aux yeux de ceux qui étaient revenus sur le sol natal pour s'imposer « des devoirs fictifs ».

(2) Challemel avait déjà tenu ce même langage à Marc Dufraisse dans une lettre précédente, celle du 13 mai 1864, qu'on a lue plus haut. Mais on remarque ici une assez notable différence de ton. Dans sa lettre

Le parti vivrait encore s'il était resté ou rentré en de 1864, il se montrait fort aigri contre les vieux républicains qui n'avaient pas voulu affranchir le parti « d'une tradition de discipline et d'impuissance » et l'avaient ainsi condamné à mort. Dans cette lettre de 1865, il semble plus disposé à rendre quelque justice aux anciens. D'où vient ce changement d'attitude ? Apparemment de ce que certains jeunes le considéraient lui-même, maintenant comme un ancien. A voir sa barbe presque toute blanche, ils le prenaient pour une « vieille barbe ». De cela, Challemel ne se plaignit point à Marc Dufraisse, mais, à cette même époque en 1865, il en fit la remarque devant Mme Juliette Lamber ; celle-ci l'a très fidèlement noté dans le tome III de ses Souvenirs. « Et, me répéta Challemel, il faudra, pour empêcher la brisure complète, publique, entre les jeunes et nous, que ce soit nous, d'âge intermédiaire, qui nous convertirions aux formes d'idées, aux procédés politiques de nos descendants ! Vous n'imaginez pas le ton sur lequel ils nous parlent, chez Pichat. Ils le haussent, ce ton, en raison de notre âge. Plus on se rapproche de 1848, plus on est malmené. C'est cette infatuation des jeunes qui a permis à Emile Ollivier d'être ce qu'il est, sans que son entourage l'ait exécuté dès le début de sa conversion à l'Empire... Le salon de Laurent Pichat est curieux, ajoutait Challemel, tant on y constate chez les jeunes la diversité de jugement et l'indiscipline. Il leur faut à tout prix un chef, et je ne crois pas que Ferry le devienne. Je vois plutôt poindre Gambetta : malheureusement, s'il a l'étoffe d'un chef, il n'en a pas la tenue. A côté de Floquet, de Ferry, de Spuller, de Méline, de Ranc, de Scheurer-Kestner, c'est un débraillé. » (Mme JULIETTE ADAM, *Mes Sentiments et nos idées avant 1870* (Lemerre, éditeur), p. 45 et 46.

Très volontiers, sans doute, Challemel se fût offert pour être le chef souhaité : il en avait l'étoffe et la tenue. Mais, pris entre les jeunes, qui le connaissaient mal, et les anciens, qui le connaissaient trop et l'aimaient peu, il ne pouvait se faire nulle part une place stable. Il eut toutefois le mérite de deviner, l'un des premiers, Léon Gambetta, de s'attacher à lui avec une fidélité absolue et de le soutenir envers et contre tous.

France pour s'y mêler aux affaires ? Cela eût-il mieux valu ? Je ne le pense pas. Car la conduite du parti sous l'Empire a rattrapé à la France, au milieu de son abaissement, ce que c'est que la dignité politique. Cette leçon n'est pas perdue, et elle est grande. Si le parti était resté ou rentré en France, il formerait peut-être aujourd'hui un corps véritable, la tradition directe subsisterait chez un plus grand nombre ; je suis convaincu que nous n'en serions pas plus près de la liberté. Car le parti républicain, qui s'est montré assez honnête et assez digne pour forcer l'estime, n'aurait jamais pu se renouveler assez, se désintéresser assez du passé et des doctrines qui se rattachent à lui pour rallier ceux qui désirent vivre politiquement et qui en sont capables (1).

Je voudrais pour beaucoup qu'un esprit comme le vôtre, trop réfléchi, trop instruit, trop sincère pour ne pas être capable de comprendre toutes les situations et de s'y conformer, pût être à même de voir et de toucher les choses. Comment quinze ans n'auraient-ils pas amené un changement profond dans la *matière* politique ? Et comment se flatter d'agir sur elle, si l'on méconnaît un pareil changement ? Ce ne peut être la prétention que de

(1) Vue profonde, que Challemel a su opposer, en réaliste de la politique qu'il était, aux conceptions des anciens républicains ; beaucoup d'entre eux s'imaginaient qu'il leur suffirait, lorsqu'ils reviendraient au pouvoir, de reprendre l'œuvre interrompue au point où ils l'avaient abandonnée, sans se soucier des tendances nouvelles des générations récemment arrivées à la vie politique, des idées plus larges, moins absolues peut-être, mais d'une forme plus souple, que leurs successeurs entendaient appliquer. Ce n'était pas trahir l'idéal que de le servir autrement que les anciens : c'était le mieux comprendre.

ceux qui se piquent d'avoir en poche l'absolu, et vous n'êtes pas de ceux-là (1). Ils ne peuvent espérer d'agir, car cette action momentanée ne pourrait se faire que par la violence, qui me paraît décidément le plus contre-révolutionnaire des procédés. Nous avons voulu gravir la montagne tout droit, à pic ; nous avons déjà dégringolé deux fois, et nous sommes condamnés pour pénitence à tourner la chaîne par le pied (2).

La première condition, c'est de juger toute notre histoire depuis quatre-vingts ans, et de nous juger nous-mêmes avec liberté. J'essaie de le faire avec vous, mon cher Dufraisse. Ne m'imputez pas la sotte pensée de vouloir agir sur votre esprit et modifier vos idées si elles diffèrent des miennes. Mais de quoi vous entretiendrais-je, sinon de ce qui m'occupe jour et nuit, soyez-en sûr ? Et pourquoi vous aimerais-je, si ce n'est pour parler à cœur ouvert ?

J'aurais pu, il est vrai, vous entretenir de ma situation toujours assez pénible. Le *Temps* est un

(1) Les considérations de temps ont une valeur que les vrais politiques doivent apprécier. C'est de « l'opportunisme », au meilleur sens du mot. Challemel-Lacour s'était déjà inspiré de cette idée lorsqu'il avait écrit son *Introduction à l'Histoire de la Philosophie*.

(2) L'image est belle et vraie. Challemel l'a utilisée plus d'une fois au cours de sa vie publique : dans ses discours sur l'établissement du régime républicain, notamment, et contre la politique radicale. A ce point de vue, sa pensée a toujours été très claire, si sa conduite n'a point paru d'une aussi grande netteté. Bien des actes de sa carrière de préfet, d'ambassadeur ou de ministre s'expliqueront mieux, beaucoup de ses prétendues hésitations ou de ses décisions brusques s'éclaireront à la lumière de ces maximes dont il avait fait son *vade-mecum*.

journal d'honnêtes gens ; je lui donne de la copie autant que je peux et qu'il en peut prendre, et cela suffit à peu près pour me faire vivre. Mais je sens que, pour réussir dans ce métier-là, je suis trop vieux. Le feu, s'il y en eut jamais chez moi, est éteint. Ah ! que n'ai-je une solitude comme la vôtre ! Je me répète tous les jours : « Tu l'as voulu, George Dandin ». Ces regrets-là sont encore une bêtise ; ils vous prouvent au moins que je ne suis jamais longtemps sans penser à vous. »

Challemel-Lacour avait tort de se plaindre de la destinée, car elle semblait depuis quelques mois vouloir réparer envers lui les mécomptes et les injustices dont il avait été victime dans le passé. Et cette année 1865 devait lui apporter encore mieux que des compensations, de véritables joies intellectuelles. Jamais il n'eut une plus grande liberté au *Temps*, où Nefftzer, qui avait mis à l'épreuve sa science, son tact et son esprit politique, le laissait traiter les questions les plus diverses sous prétexte de critique littéraire. C'est ainsi que Challemel publia trois longs articles sur la Révolution française, à propos de l'ouvrage de Louis Blanc ; et ce lui fut une occasion de tancer assez vertement, sans le nommer, Ernest Renan (l'ami de Nefftzer) qui depuis longtemps déjà prenait plaisir à narguer la Révolution en la réduisant aux « proportions d'un petit fait gaulois ».

Il s'est produit — écrit-il non sans ironie — dans la haute critique, dans celle qui se pique de largeur et de sang-froid, et qui, sans faire une guerre bien

ouverte aux illusions régnantes, tient à honneur de s'en montrer affranchie, une nouveauté assez vite accréditée parmi tous ceux qui ne veulent point passer pour badauds. Elle consiste à restreindre beaucoup la portée de la Révolution française, à n'y reconnaître qu'une crise toute locale, un fait exclusivement gaulois, comme on dit, c'est-à-dire le terme extrême d'un mouvement vers la centralisation et l'égalité, lequel caractérise entre tous l'esprit et l'histoire de notre pays. Jusqu'ici, tous les observateurs, sans en excepter les ennemis les plus décidés de la Révolution, avaient aperçu en elle un fait général, et Mallet-Dupan disait, il y a bien longtemps, que quiconque n'y voit qu'un événement français n'est pas fait pour la juger. Il serait dur, en vérité, de demander à des esprits fins, et par-dessus tout ambitieux de distinction, de partager les admirations communes et à des critiques si pénétrants de fêter dans l'histoire les mêmes dates que tout le monde. Mais on s'étonne que des intelligences si larges en soient à croire encore qu'aucun événement de quelque importance, et à plus forte raison, un événement de cette grandeur puisse être, dans l'Europe moderne, un phénomène local.

La préoccupation la plus excessive du génie de la race ne devrait pas, ce semble, fermer les yeux sur une chose de toute évidence : c'est que, dans toute l'Europe, les bases de la politique sont changées depuis la Révolution. En tout pays et sous tout régime, elle a maintenant à compter avec une puissance nouvelle, qui s'appelle l'opinion. Qu'il s'agisse pour la politique de maintenir les peuples et de les comprimer, ou qu'elle s'applique à les civiliser, ce qu'elle travaille à dompter ou à servir, c'est l'esprit de la Révolution.

Est-ce à dire que l'œuvre entière de 1789 soit digne d'admiration ? Challemel-Lacour ne le pense pas, et il apporte à cette partie de sa démonstration une rare vigueur de raisonnement, une étonnante richesse d'arguments et de dialectique :

La Révolution — dit-il — a cru à la possibilité de définir le droit absolu ; elle a pensé que, pour le faire passer dans les faits, il suffirait de le vouloir. Elle l'a voulu avec une énergie sans pareille, et elle l'a réalisé dans une large mesure. Mais si ce principe a fait la grandeur de la Révolution, il en a été aussi l'erreur fatale. De cette exagération de la puissance et du droit de la volonté humaine résulte le défaut d'esprit politique qu'on remarque en elle et qu'elle nous a légué... Elle a inculqué à ce pays la foi aux combinaisons artificielles, l'amour des constitutions de papier ; elle a diminué le sens pratique, qui se réduit au discernement du possible et à l'art des transactions... Est-ce tout ? Non. Or, après trois quarts de siècle et tant de bien-être acquis, tant de progrès accumulés, tant de barrières abaissées, tant de conquêtes qu'on avait crues définitives, nous sommes encore en proie à un malaise profond. Dans ce monde élargi par la Révolution, l'individu étouffe, il demande de l'air.

Parmi les liens séculaires et accidentels dont l'individualité comprimée veut se délivrer, il y en a beaucoup que la Révolution elle-même a formés ou qu'elle a serrés plus fortement. La Révolution devait être un affranchissement ; elle s'est commencée au nom de la liberté tout autant que de l'égalité ; ceux qui veulent la réduire à une simple opération de nivellement devraient ne pas l'oublier. Elle n'a

qu'un homme de génie, Mirabeau, et ce qui le distingue, c'est d'avoir voulu, plus qu'aucun autre, rendre l'individu à lui-même, l'armer contre la plus envahissante des puissances, l'Etat, lui assurer enfin la liberté effective. Il a mieux vu que personne que le salut était là. C'est assez pour qu'avec toutes ses taches il reste un grand citoyen. Il demeure, en dépit de tout, plus cher à quiconque aime la liberté, que le plus sentimental et le plus intègre des inquisiteurs venus après lui ; il a reconnu que la justice était l'expansion libre de l'individu. Après lui cette lumière va s'affaiblissant et finit par s'éteindre tout à fait. Une autre doctrine prévaut ; ivre d'unité et d'abstraction, la Révolution se fait dogme ; la souveraineté de la volonté générale s'arroge l'infaillibilité, et l'individu ne fait que changer de joug (1).

C'était une bonne fortune, pour Challemel-Lacour, de pouvoir exprimer aussi librement les jugements qui lui tenaient le plus à cœur, dans un journal comme le *Temps* qui prenait résolument la tête du mouvement libéral. Ce fut une autre bonne fortune pour lui que de devenir peu à peu l'associé de Charles Dollfus dans la direction de la *Revue Germanique* et même de le rem-

(1) A propos de Robespierre, Challemel-Lacour écrit, dans ce même article : « Il y a peu de gloire pour un homme politique, non pas à garder ses principes, mais à ne pas savoir varier, selon les temps, les moyens qui doivent les faire triompher ; on ne peut s'empêcher de trouver bizarre la morale qui honore l'entêtement de ce qu'il est rebelle au progrès et qu'il érige en vertu politique le mépris des circonstances : c'est parce qu'elle est mobile sur son pivot, que l'aiguille aimantée marque toujours le Nord. »

placer pour plusieurs mois comme directeur de la *Revue Moderne*, qu'ils avaient décidé de substituer à la *Revue Germanique*, qui avait cessé de plaire :

Vous voyez sur quel papier je vous écris, — mande Challemel-Lacour à Marc Dufraisie, le 23 mai 1865 ; — c'est celui de la *Revue moderne* que je dirige temporairement, en l'absence de M. Dollfus. Il se peut, du reste, si nous nous arrangeons, que je garde ces fonctions dont il est lui-même très fatigué : Je les prends dans des conditions qui ne sont pas bonnes. Il est reconnu maintenant que l'Allemagne n'offre pas assez d'attrait à la France pour faire la fortune d'un recueil périodique. Ce que l'Allemagne a d'excellent ne peut être présenté au public français, public inerte, suffisant et ignorant s'il en fut, qu'entièrement transformé et dissimulé. Les travaux de l'Allemagne sont de la viande crue, et nous sommes vous le savez, les plus grands cuisiniers de l'Europe. De plus, M. Dollfus, excellent esprit, bon juge, écrivain de grand mérite, avait un grave défaut pour un directeur : celui de n'être responsable que devant lui-même, par conséquent de ne pas toujours refuser quand il l'aurait fallu, de céder à toutes sortes de considérations autres que l'intérêt de la *Revue* et la valeur des articles. Aussi n'est-elle pas appréciée selon ses mérites et les services qu'elle a déjà rendus.

Il faut que sur des sujets actuels — politique, morale, histoire, littérature, philosophie, législation, finance, — elle parle d'une voix qui se fasse écouter et, s'il se peut, qui émeuve. Or, cela n'est pas impossible. Conclusion : si vous aviez sur un sujet *moderne* quelque article (tout fait ou à faire) d'une

feuille ou deux, je l'accueillerais avec bonheur. Vous ajouteriez sans peine quelques centaines de francs à votre revenu ; vous toucheriez aux vivants par un bout qui ne vous salirait point, veuillez en être persuadé ; vous garderiez pour les choses de la France un intérêt qui autrement s'irrite vainement ou s'éteint. J'ajoute que, sans parler du service que vous nous rendriez, vous me feriez un plaisir tout personnel en vous obligeant à des relations plus régulières avec moi. Réfléchissez deux fois, je vous prie, mon cher Dufraisse, avant de me dire non.

Ce n'est pas seulement Marc Dufraisse que Challemel veut embaucher à la *Revue Moderne* : c'est toute une équipe de collaborateurs nouveaux, qu'il saura diriger, commander et au besoin mettre à la porte. Il ne sera pas un maître commode. Pour une fois qu'il tient la fêrule et le pouvoir, il va s'en servir, au mieux des intérêts de la *Revue*, bien entendu, mais tout de même un peu au gré de ses préférences et de ses passions du jour. Il fait entrer d'office dans la rédaction de son recueil d'anciens camarades d'Ecole normale comme Eugène Véron et Dionys Ordinaire, des amis comme Eugène Crépet, des jeunes gens qu'il a aperçus dans l'entourage de Gambetta, comme Gustave Isambert et Henry Fouquier, qui ont l'ambition d'écrire, mais qui ont surtout besoin d'être surveillés et guidés. Ces nouveaux venus s'ajoutant aux anciens donneront, si l'on sait tirer parti de leur concours, une physionomie plus avenante à la *Revue*. Pour

couronner le tout, Challemel serait heureux d'avoir un écrivain déjà connu et justement très apprécié, J.-J. Weiss, dont il fut l'aîné à l'Ecole Normale. Il lui écrit ce joli billet, à la date du 25 mai :

Mon cher camarade, je suis chargé de diriger temporairement la *Revue moderne*. Un article de toi serait l'honneur de mon administration ; je le sollicite avec instance. Ce sera pour toi l'affaire de deux ou trois soirées qui ne t'enrichiront pas, j'en conviens, mais qui ne te ruineront pas non plus. Ta prose nous donnera des ailes, quand à peine nous avons des jambes. A l'importunité, je veux joindre l'impertinence en te proposant moi-même un sujet. M. Duvergier de Hauranne vient de publier le septième ou huitième volume de son *Histoire Parlementaire* ; M. Guizot arrive à la fin de ses *Mémoires*. Que penserais-tu d'une revue, en trente ou quarante pages imprimées, des grandes phases du régime parlementaire en France ? d'une revue où elles seraient caractérisées rapidement dans leurs acteurs et dans leurs œuvres ? Tu pourrais prendre à ton gré le côté littéraire et oratoire ou le côté politique, ou tous les deux ensemble. Tu n'aurais qu'à travailler sur tes souvenirs. A Dieu ne plaise que je te conseille l'indigeste lecture des deux ouvrages que j'ai mentionnés, ni d'aucun autre. De 1789 à 1851, s'étend une période sur laquelle tu sais assez de choses pour n'avoir besoin d'apprendre aucun détail nouveau. Les histoires parlementaires te serviraient de point de départ et de prétexte, voilà tout. Tu aurais en même temps l'occasion de t'expliquer à ton aise sur cette belle oppo-

sition de la *liberté de tous* et de la *liberté restreinte*, qui fait des Parlements un corps de privilégiés. Laisse-toi tenter, mon cher Weiss, ou plutôt laisse-toi fléchir. Outre cent francs par feuille, tu auras la gloire (par-dessus le marché) d'avoir contribué à notre sauvetage. Moi, j'aurai celle d'avoir arraché à ta paresse un petit chef-d'œuvre de plus.

Fut-il paresseux ? Etait-il trop occupé alors par sa collaboration aux *Débats* ? Toujours est-il que Weiss ne répondit pas aux pressantes avances de Challemel. Celui-ci s'en vengea, en menant, tambour battant, les jeunes qu'il avait fait entrer à la *Revue moderne*. Isambert et Fouquier furent les premières victimes de ce proconsul qui affichait des manières de tyran. Challemel avait déjà, étant secrétaire général de la *Revue Germanique*, distingué Gustave Isambert ; lorsque Prevost-Paradol quitta en 1864 la chronique politique de cette *Revue*, Isambert en fut chargé, à la demande de Challemel ; il conserva ces fonctions jusqu'à l'automne de 1865. A cette époque, Challemel le remplaça par Henry Fouquier, qui lui apporta un article tout pimpant pour le numéro du 1^{er} octobre. « Ce n'est pas sérieux », bougonna Challemel ; « une chronique politique n'est pas une fantaisie du *Figaro*. » Et il la fit recommencer à Fouquier. Pareille mésaventure se renouvela le mois suivant. « On voit que vous fréquentez plus les cafés que le Corps législatif », trancha le directeur en remettant à Fouquier sa copie sabrée de

larges coups de crayon. Fouquier n'insista pas : sa collaboration à la *Revue moderne* avait pris fin (1).

Heureusement qu'à défaut de ces « amateurs », il restait à Challemel la ressource d'esprits sérieux comme Eugène Crépet, qu'il avait chargé de la chronique littéraire, comme l'historien Albert Réville, qui traitait les questions philosophiques et religieuses, avec autorité, comme le poète André Lefèvre, qui faisait de brillants débuts dans la littérature, comme l'excellent Dionys Ordinaire qui jetait dans les colonnes, souvent un peu mornes de la *Revue*, toutes les grâces d'une intelligence vive et spirituelle à souhait. Dionys Ordinaire était particulièrement choyé par Challemel : car c'est Challemel qui l'avait découvert, ce pauvre professeur exilé au lycée de Pau, et il n'était pas médiocrement fier de sa trouvaille.

(1) Henry Fouquier a raconté plus tard avec bonne humeur (dans l'*Echo de Paris* du 9 juin 1897) ses premières entrevues avec le directeur de la *Revue Moderne*. « Mes rapports avec Challemel-Lacour avaient plutôt mal débuté, quand j'écrivais sous ses ordres à la revue de Dollfus. J'étais jeune, ardent, passablement amateur, je l'avoue. Mon directeur se montra un peu sec et nous rompîmes. Mais la vie nous fit nous connaître mieux... Il ne se mêla que peu et par accident au groupe ardent et jeune dont Gambetta était l'âme. Je n'ai pas souvenir de l'avoir rencontré à nos réunions, soit chez Brébant, soit à Bougival, avec les Ferry, Floquet, Spuller, etc. Il était ennemi de la familiarité et trouvait sans doute que pour les futurs gouvernants de la France, notre bande était un peu trop joyeuse. Mais, s'il ne s'y mêla pas, il y était apprécié et respecté. »

En mai 1865, il écrit à Ordinaire, qui lui avait envoyé une étude très fine et pénétrante, intitulée : *De l'interprétation moderne des poètes de l'antiquité* :

Ton article est charmant, spirituel, ingénieux... Voici maintenant mes observations. J'aurais voulu, pour la *Revue*, que tu trouvasses le moyen de généraliser un peu ton sujet, de dissimuler ce qu'il a d'un peu spécial, de scolaire même, en abrégeant autant que possible ce qui concerne les divers systèmes et procédés de traduction, en t'attachant à saisir les différences, dans la manière de voir les choses, des anciens et des modernes. Je ne sais si je te fais bien comprendre quel ordre de considérations j'aurais voulu voir dominer dans ton article. Tu trouveras de plus mon observation saugrenue, puisqu'il n'y a pas de remède, que d'ailleurs je trouve ton article exquis comme il est, et tu n'auras pas tort. Cependant n'oublie pas qu'une revue qui n'a pas de spécialité vit de considérations générales, dussent-elles être un peu vagues : c'est l'inconvénient et la loi du genre.

Autre chose. Ton début n'est pas juste. Les romantiques n'ont pas fait la guerre aux Grecs et aux Latins, aux premiers surtout. Ils étaient fort ignorants et avaient, je crois, fait généralement de mauvaises classes ; mais ils se piquaient de connaître l'antique. M. Hugo prend à chaque instant du grec pour épigraphe. Les Grecs et les Romains qu'ils ont pris à partie étaient ceux de MM. Arnault et Luce de Lancival. Je te renverrai la première feuille pour que tu corriges cette vue, si tu acceptes mon observation. Il ne faut pas qu'un article si juste débute par une phrase ou un paragraphe contestable ; on

t'accuserait de vouloir nier les romantiques par rancune de collège.

Mais, comme s'il avait peur que Dionys Ordinaire ne consentît pas à se rendre à ses arguments, il ne se borne point à lui donner des conseils, il lui donne des ordres. C'est ainsi que Challemel agit avec ses amis : plus il aime les gens, plus il les morigène et les secoue. Voici comment je comprends ton début, lui dit-il :

Au moment où tout le monde songe à réduire (non sans raison) dans l'enseignement des collèges la part des anciens ou plutôt de l'étude pédante et scolastique qu'on a faite jusqu'ici du latin et du grec, il semble que le public se reprenne d'un goût nouveau pour l'antiquité. Le critique s'aide de tous les moyens possibles, linguistique, archéologie, monuments, figures. Depuis qu'on s'est avisé d'être juste pour le passé, pour tout le passé, sans en excepter les âges primitifs, ni Babylone, ni l'Inde, ni l'Orient tout entier, l'antiquité classique a gagné de plus en plus. A mesure que les origines reculent, elle se rapproche de nous.

Cependant, après avoir écrit lui-même ce début d'article, Challemel est pris de scrupule.

Il est bien entendu — conclut-il — qu'il ne t'est pas défendu d'inventer un commencement moins bête que celui que je te propose : c'est tout bonnement une manière de te mettre en train.

Dionys Ordinaire se le tint pour dit. Malgré quelques nuances de style, qui suffisaient à affirmer son indépendance, il entra pleinement dans les vues de son exigeant directeur. C'est ainsi

que Challemel aimait à s'imposer. Pendant l'année où il fut le grand maître de la *Revue Moderne*, il exerça son emploi à la façon d'un satrape et régna despotiquement sur ses collaborateurs qu'il traitait comme des écoliers. Il faut reconnaître toutefois que la main rude de ce tyran donna à la *Revue* une impulsion littéraire assez heureuse. C'est à lui que l'on doit, notamment, la publication de plusieurs nouvelles de Tourguéneff, de brillants travaux de Daniel Stern (Mme d'Agoult) et en définitive une connaissance plus parfaite des littératures étrangères. Lui-même, d'ailleurs, payait largement de sa personne. Outre les « Salons » de 1865 et de 1866 (qui sont égaux, sinon supérieurs à celui de 1864, dont j'ai longuement parlé), il donna à la *Revue* une dizaine d'articles philosophiques et historiques qu'il n'est pas sans intérêt de relire aujourd'hui : sur le poète allemand Frédéric Ruckert, « un des derniers survivants de la génération qui a vu naître les grandes œuvres de Goethe et de Schiller » et dont la mort récente avait passé inaperçue en France ; sur l'enseignement en Angleterre ; sur les institutions ouvrières de Mulhouse ; sur les travaux récents de quelques psychologues, etc. Il ne dédaignait pas de rédiger lui-même le bulletin bibliographique. Ce lui fut une occasion, notamment, de dire une fois de plus son fait à Renan, lorsque parut son livre *Les Apôtres* :

Bien qu'à notre avis, dit-il, cette histoire roma-

nesque et sentimentale ne soit pas la pâture la plus saine pour un peuple viril, nous n'avons pas à choisir. En attendant que les nobles et mâles débats de la liberté remettent à leur place, c'est-à-dire dans l'ombre, cette littérature oisive et cette philosophie neutre, il faut bien nous en contenter. M. Renan, qui se pique de n'écrire que pour l'élite, pourra trouver qu'il a toujours assez de lecteurs.

S'agit-il d'Edmond About et des *causeries* légères qu'il sème à tous les vents ? Ecoutez Challe-mel-Lacour.

M. About causera jusqu'à la fin de sa vie, pour le plaisir de ceux qui l'écoutent et de ceux qui le lisent. Il causera, quoi qu'il fasse, dans la conversation, dans le feuilleton, dans la philosophie, dans le roman ; il causera parce que c'est son humeur, parce que c'est son talent, parce que c'est sa supériorité, parce que c'est son défaut. Il sera frivole et sensé, superficiel et charmant, parce qu'en causant il n'est permis d'appuyer sur rien, de prendre au sérieux aucune de ses idées, d'approfondir aucun sujet, parce qu'il est dangereux de franchir les limites d'un bon sens un peu banal et bourgeois, parce qu'il faut toujours, même en parlant de choses graves, sourire au moins d'un coin de la bouche.

Rend-il compte de la *Philosophie de Goethe*, œuvre de son ancien condisciple Caro, Challe-mel-Lacour salue ironiquement en lui « le représentant le plus élégant et le plus correct de la saine philosophie du dogmatisme scolaire, de la sagesse académique, dont Goethe s'écarta grandement. » Parle-t-il de Paul Janet, l'élève

préféré de Cousin avec Jules Simon, il décoche ses meilleurs traits à « ce métaphysicien de bon goût, que les dames peuvent écouter et lire ; on ne le connaissait que par les côtés doux ; il vient tout récemment de se révéler par le côté batailleur et de mettre flamberge au vent contre le matérialisme. Le matérialisme n'est pas, autant qu'on le croirait, l'ennemi de nos philosophes spiritualistes, il est plutôt, qu'on me passe l'expression, leur vache à lait. »

C'est ainsi que Challemel-Lacour comprenait ses fonctions de critique et de directeur de revue. Ce fougueux amant de la liberté devenait plus autoritaire qu'un ministre du Second Empire quand il s'agissait de défendre les intérêts intellectuels, philosophiques ou littéraires, qui lui avaient été confiés. Cet individualiste irréductible n'avait aucun respect pour l'individu qui ne savait pas se plier aux exigences du milieu. En tout cas, il donnait à ses collaborateurs l'exemple du travail, de la dignité fière, de la conscience la plus scrupuleuse.

Mon cher ami, je respire enfin, — écrit-il à Dionys Ordinaire le 27 juin 1865. — J'ai fait deux articles pour le *Temps*, un article pour la *Revue* ; j'ai lu des manuscrits, j'en ai abrégé, corrigé, nettoyé d'autres, j'ai lu et relu des épreuves. J'ai fabriqué mon numéro. Finalement, et ça n'a pas été la moindre de mes fatigues, j'ai déménagé (1), emballé et déballé des

(1) Après avoir habité au n° 6 de la rue de Bourgogne, en revenant à Paris après l'exil, Challemel-Lacour

livres, arrangé une bibliothèque, dépendu et rependu des tableaux, etc., etc. Et je ne te dis pas tout. Suis-je suffisamment excusé ? Non, puisque tu ne parais pas ce mois-ci, mais console-toi : le mois prochain, tu seras en meilleure compagnie (1).

Challemel-Lacour n'entend pas néanmoins que ce léger retard soit pour son ami une occasion de ne rien faire pendant plusieurs semaines. D'abord, il faut qu'il se surveille ; son style, qui a de rares qualités, est parfois un peu négligé ; puis il a le tort, quand il fait des allusions politiques, de ne pas employer toujours le mot propre.

Tes rhéteurs, — écrit-il, — me vont comme un gant ; j'entre dans ta pensée jusqu'à la troisième capucine, comme dit l'autre. Je te prie seulement d'ajouter, en *libéral* que tu es et dois être, que tu n'entends dénigrer ni le parlementarisme ni l'éloquence, mais l'usage qu'on en fait, les pompons qu'on lui met. La position subalterne et l'impuissance des corps délibérants est précisément ce qui les jette dans l'éloquence verbale. On s'étourdit par des paroles sur son néant. Sauf cette réserve, ton plan est très bon (2).

demeura 95, boulevard Beaumarchais, à son retour d'Angleterre, à l'automne de 1863 ; enfin, il s'installa, en juin 1865, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 38, où il resta pendant de très longues années.

(1) L'article de Dionys Ordinaire sur les « Poètes de l'Antiquité » fut, en effet, publié dans la *Revue moderne* le 1^{er} août 1865.

(2) Toujours hanté de sujets d'articles, dont il n'avait pas le temps de tirer parti lui-même, Challemel-Lacour

Maintenant, va ton train : les romans attendront. Chemin faisant, s'il t'en tombe sous la main, Feydeau, Ulbach, Arsène Houssaye, André Léo, Flaubert, About, les frères Goncourt, Murger, etc., lis ou parcours : un moment viendra, je n'en doute pas, où tu seras pris de l'envie de dire ton mot sur tout cela. En somme, ce n'est pas un travail littéraire que tu aurais à faire en traitant ce sujet ; mais une appréciation morale de ton temps que tu aurais à donner. Du reste, retiens bien ceci. Je n'entends pas t'entraîner dans une voie et te suggérer des besoins qui ne te conviennent pas. Les sujets s'offrent d'eux-mêmes sans qu'on y pense. Tu aimerais, m'as-tu dit, l'histoire au point de vue des mœurs. Connaissais-tu les *Mémoires* du seizième siècle ? Montluc, La Noue, les Tavannes, Brantôme, etc. J'ai mis le nez dans tout cela (1). N'y aurait-il pas, en ne prenant que la fleur, un beau tableau en un, deux, trois articles même, à composer ? C'est un gros morceau, mais qui ne me paraît nullement plus grand que ton ventre. Ce n'est pas de la critique, chose dont je veux

les distribuait volontiers, comme autant de pensums, à ses collaborateurs. Mais il fallait les traiter de la manière qui lui convenait. C'est ainsi que Dionys Ordinaire s'abstint — non sans raison apparemment — d'entreprendre l'étude que Challemel lui conseillait de faire sur les romanciers contemporains. Très probablement, ils n'eussent pas été du même avis en toute chose ; il eût fallu des remaniements infinis avant que l'article pût passer sans encombre.

(1) Challemel-Lacour avait traité ce sujet dans ses conférences à Anvers en 1854. Il aimait cette époque du seizième siècle, si propice à l'éclosion des individus. Dans ses *Etudes et Réflexions d'un Pessimiste*, il a parlé de Rabelais avec une admiration pleine de ferveur, qu'il sut faire partager à Gambetta.

te défendre, en connaissant la stérilité. C'est de l'histoire, et même de l'histoire contemporaine, car en parlant de ces gens et de ce temps, comment ne pas penser aux myrmidons que nous sommes ? Mais je regrette de te dire cela. Ne te détourne pas, va ton chemin doucement et lentement. Plus tard, si quelque coin de ce tableau te tente, on verra.

Et comme Dionys Ordinaire lui vante l'antiquité, où il trouve un refuge contre le présent, Challemel ne veut pas avoir l'air d'apprécier moins que lui les anciens :

Tu as bien raison, — ajoute-t-il, — l'antiquité est plus jeune que nous ; tu en parles en gourmet qui la connaît et qui la goûte ; mais sois-en sûr, il faut être bien avancé et singulièrement cultivé pour sentir ce qu'elle a de toujours vivant, pour lire, comme disent mes Allemands, entre les lignes. Si quelqu'un est capable d'initier, d'intéresser nos béotiens à cela, c'est toi, et il n'y a rien d'impossible à ce que ce petit domaine te soit attribué en propre. Mais essaie un peu de l'actuel. Là est l'ennemi à poursuivre, ennemi multiforme, qui s'appelle lâcheté, fanfaronnade, dépravation, déclamation, servilité, blague, outrecuidance. Il y a là de quoi rire pour toi qui es de bonne humeur, de quoi maugréer et geindre pour un pleurard de mon espèce.

On le voit ; Challemel se dédommageait, dans ses lettres, par un franc-parler d'ami, du ton doctoral qu'il se croyait obligé de prendre pour exercer avec la solennité requise ses fonctions de directeur. Gagné par cette confiance affectueuse qui lui est ainsi témoignée, Ordinaire

risque quelques compliments à l'adresse de l'auteur de certains articles du *Temps* qui lui ont paru particulièrement réussis. Mais Challe-mel le rappelle sévèrement à l'ordre :

Ne me parle jamais de mes articles, — lui déclare-t-il non sans brutalité, — tu sais que je n'en pense aucun bien, et c'est redoubler en moi le sentiment de leur médiocrité, c'est me mettre en défiance de ta bonne foi que de les louer.

Singulier directeur, en vérité, qui ne veut pas d'éloges et qui traite ses collaborateurs, fussent-ils des amis — surtout s'ils sont des amis, — avec une ombrageuse dignité, laquelle ressemble fort à du dédain. Dionys Ordinaire s'en plaint doucement à son ancien camarade : ce n'était pas pour le flatter qu'il lui avait envoyé des félicitations, c'était tout simplement parce que des articles, comme ceux que Challemel avait donnés récemment au *Temps*, « La Langue de Corneille », par exemple, ou telle étude générale sur « le dix-neuvième siècle » lui semblaient des modèles de critique à imiter. Est-ce que le rédacteur en chef d'une Revue devrait s'offusquer des louanges sincères d'un ami ? A quoi Challemel répond du tac au tac (18 novembre 1865) :

Ce que tu me dis du directeur, qui en moi te gâte l'ami, m'a étonné. Si ce mot-là couvre quelque malice, tu feras bien de me le dire ; autrement, tu perds ta peine. Est-ce que vraiment j'en suis déjà venu à me méconnaître et à rentrer dans ma cravate, parce

que je peux accepter ou refuser des articles ? J'accepte ou refuse, veuille bien le croire, sans aucune morgue, et uniquement parce que la fonction qui m'est confiée est précisément de choisir, selon mon goût ou mes prévisions ; et il faut bien que je les consulte ou que je donne ma démission.

Cette démission, il n'allait pas tarder à la donner. Le 30 janvier 1866, il écrit à Ordinaire :

Je ne te demande pas si tu travailles, cela va sans dire, mais je serais tenté de te demander si ce que tu fais nous concerne de près ou de loin. Je te conseillerais, en ce cas, de te hâter ; car il est possible que je sois d'ici peu de temps déchargé du fardeau que je porte. Il me pèse, à ne te rien cacher ; et bien qu'assurément j'aie quelque chose à perdre (et ce quelque chose est beaucoup pour moi) lorsque j'en serai déchargé, je vois venir ce jour-là sans trop de regret, pour ne pas dire avec plaisir. Cela me changera au moins d'embêtement, et changer de mal est un grand bien.

Avant de quitter la *Revue moderne*, Challe-mel-Lacour désire une fois encore être agréable à Ordinaire en publiant une très jolie étude qu'il vient de lui faire parvenir sur deux réceptions récentes à l'Académie Française : celle de Camille Doucet, qui prit séance au fauteuil d'Alfred de Vigny le 22 février 1866, et celle de Prevost-Paradol, reçu le 8 mars suivant en remplacement de J.-J. Ampère.

Tes deux séances — écrit Challemel le 11 mars — renferment des choses charmantes qui m'auraient fait passer sans doute sur certaines *injustesses* de

ton, si j'avais été seul (1). Tu verras ce que j'entends par ce mot-là ; car je te retourne ton manuscrit avec quelques critiques et indications en marge, dont il ne te sera pas difficile de tenir compte. Il me semble que tu as trop bien taillé ta plume, que tu l'as pris de trop haut, à l'occasion d'une chose sans importance comme l'Académie. On y va, on s'en amuse, mais on ne songe plus ni à la défendre, ni à l'attaquer, ni à la réformer ; on la prend comme elle est. Ses séances sont simplement une occasion de s'égayer aux dépens des faiblesses, des imperfections, des prétentions, des ridicules de ceux qui en font les frais. Tu as parfaitement réussi en plusieurs passages, où tu as rencontré la note juste, celle qui aurait dû rester ta dominante. » (2)

A l'époque où Challemel écrivit cette lettre, il était encore trop individualiste pour ne pas mépriser l'Académie ; il ne devait d'ailleurs être pris de « la fièvre verte » que fort longtemps après, au déclin de ses jours. Cependant il était à la veille d'entrer en rapports assez étroits avec des académiciens dans le milieu nouveau où il allait être appelé, à la *Revue des Deux Mondes*. Son transfert de la *Revue Moderne* à l'autre maison, plus illustre, s'opéra, au demeurant, le plus simplement du monde. Buloz venait de faire une grande perte : son bras

(1) M. Charles Dollfus avait repris ses fonctions de directeur de la *Revue moderne* le 1^{er} mars 1866.

(2) L'article de Dionys Ordinaire parut dans la *Revue moderne* du 1^{er} avril 1866 sous ce titre « Deux Séances académiques ».

droit, le rédacteur-gérant de la *Revue*, Victor de Mars, était mort presque subitement en juillet 1866. Il pria ses amis, Charles de Rémusat et Louis Vitet, de lui trouver quelqu'un pour remplacer de Mars. D'un commun accord, Rémusat et Vitet (1) désignèrent Challemel-Lacour qui

(1) Challemel-Lacour avait, de tout temps, excepté Charles de Rémusat des anathèmes dont il poursuivait l'école spiritualiste cousinienne : il lui rendait justice, comme à Vacherot, à cause de son indépendance. « M. de Rémusat — écrivait-il dans le *Temps* le 16 novembre 1864 — est un esprit placé en quelque sorte au rond-point des diverses avenues de l'intelligence : littérateur, historien, écrivain politique, il est, de plus, fort au courant de toutes les doctrines philosophiques, et il a le bon sens de ne pas s'indigner tragiquement contre celles qu'il ne partage pas. On ne l'entend pas, comme tant d'autres crier « au feu ! » à la moindre lueur venant d'un foyer qui n'est pas le sien. C'est que, attaché autant qu'un autre à la saine orthodoxie spiritualiste, il n'a garde pourtant de rien exagérer. Dans cette interminable audience, où le spiritualisme juge et condamne les autres doctrines, M. de Rémusat se contente du rôle de rapporteur. » Ce rôle, il le remplit excellemment, ajoutait Challemel ; et M. de Rémusat lui savait gré d'un tel hommage.

Quant à Louis Vitet, Challemel lui avait consacré dans le *Temps* du 3 janvier 1865 une étude où ce maître de la critique d'art était jugé avec une admiration profonde et mis à sa vraie place parmi les éducateurs de l'opinion publique, au premier rang de ceux qui ont qualité pour parler du beau. « M. Vitet, — disait-il, — a le privilège rare de pouvoir parler avec une compétence incontestée, non-seulement des arts principaux, l'architecture, la peinture, la sculpture, la musique, mais encore des arts accessoires ou secondaires, tels que l'art des jardins, la gravure, l'orfèvrerie, etc. Il y a longtemps que, dans les discussions qui s'élèvent, son avis, toujours attendu, toujours écouté, pèse d'un grand poids.

avait fait ses preuves au *Temps* et à la *Revue Moderne*. L'installation du nouveau secrétaire de rédaction se fit à la fin de l'été 1866. La lune de miel fut charmante.

Toutes les personnalités qui connaissaient la haute valeur intellectuelle de Challeme! se réjouirent de lui voir prendre place à la *Revue des Deux Mondes*. Son dernier Salon, publié par la *Revue Moderne* le 1^{er} juin 1866, avait été fort apprécié. De plus, ses derniers articles du *Temps*, par exemple ceux où il rendait compte de la *Cité antique*, de Fustel de Coulanges et où il discutait les idées de Taine, à propos de son *Voyage en Italie*, — « il est animé, — disait-il de Taine, — de cette verve furieuse qui vous

Son rôle est de servir d'intermédiaire entre les esprits éclairés et la science, qu'il humanise à leur usage ; et ce rôle, il le remplit avec un talent, une autorité dont il faut se féliciter d'autant plus que le goût de l'art est devenu de nos jours plus général... Un jour quelque critique de génie se trouvera en mesure d'écrire un livre qui s'appellera l'*Esprit des Arts* et qui sera le pendant de l'*Esprit des Lois*, de Montesquieu. Ce sera le vrai manuel du goût. Les époques de l'art, les grands artistes, les chefs-d'œuvre n'y seront pas expliqués par des formules et d'après des théories arbitraires (ici Challeme!-Lacour faisait allusion à Taine, qui cherchait partout des formules et des théories), mais interprétés en eux-mêmes et par l'ensemble des conditions qui ont présidé à leur naissance. Tout ne sera pas justifié, soyez-en sûr, car ce qui est laid ne répond à rien, et ce qui répond à quelque chose, sans être nécessairement un chef-d'œuvre, n'est jamais laid. Déjà, ce livre s'écrit, et M. Vitet en a fourni plus d'une page. »

A la suite de cet article, Vitet témoigna beaucoup de sympathie à Challeme!-Lacour.

emporte, sans vous laisser respirer, à travers une forêt de métaphores, où les idées courent par troupes comme un gibier rassemblé pour une chasse princière », — lui avaient valu dans le monde des lettres une notoriété de bon aloi. Saint-René Taillandier lui écrivit pour le complimenter de son entrée à la *Revue* de Buloz et lui rappeler leur ancien projet de collaboration avec Hetzel. Charles de Mazade et Emile Montégut le saluèrent avec déférence. Seul, Buloz se réservait : il voulait étudier son homme.

Pour ses débuts dans la maison, Challemel (outre la première lecture et la correction grammaticale des manuscrits qu'il devait envoyer ensuite à Buloz) n'eut à s'occuper que de bibliographie, mais il le fit avec une telle maîtrise — en parlant, entre autres, d'un livre de M. Pélassier sur la *Langue française* et de l'ouvrage de Paul de Saint-Victor, *Hommes et Dieux*, que la chronique dramatique lui fut bientôt confiée. Entre temps, il essayait d'attirer à lui Dionys Ordinaire, en lui vantant les avantages de la situation.

Je suis depuis hier à la *Revue des Deux Mondes*, avec les mêmes fonctions qu'à la *Revue Moderne*, — écrivait-il à Ordinaire, le 2 octobre. — Comment ai-je passé de l'une à l'autre, c'est ce qui ne t'intéresse guère et de quoi je ne veux pas t'ennuyer. Le fait est que j'ai changé de pays et que si celui que j'habite à cette heure a de grands ennuis, il a aussi ses avantages. Pendant que j'y suis, c'est le moment, je crois, de t'inviter à y entrer. Je puis le faire sans

manquer à ce que je dois à M. Dollfus, auquel je garde une sincère amitié et ne voudrais pas pour beaucoup enlever un collaborateur tel que toi. Mais tu n'as aucun engagement avec lui, et il sait trop bien ce qu'un homme de talent gagne à entrer à la *Revue des Deux Mondes* pour te savoir mauvais gré de le faire. Si la chose te convient, il faut tâcher de nous entendre. Tu as tout ce qu'il faut (et cent fois plus) pour réussir dans cet endroit-là comme dans tout autre. Il suffit pour cela de te plier au ton voulu. Ce ton est grand, non que la Revue ait peur de la gaieté, de l'esprit, de toutes les qualités que tu possèdes ; mais elle a pris l'habitude des sujets sérieux, riches de faits, traités en style soutenu ; elle s'interdit — à tort ou à raison, je ne sais — certains écarts ou certaines libertés qu'on se permet ailleurs. Elle reste sur son quant-à-soi ; c'est une nécessité à subir ou un pli à prendre. Tu le prendras comme un autre. Cherche donc quelque travail ou quelque série de travaux, qui soit dans tes goûts.

Et comme s'il craignait qu'Ordinaire ne répondît pas avec assez d'empressement à son invitation, Challemel lui propose hardiment des sujets d'articles et lui trace même tout un plan d'études :

Tu aimes l'antiquité ; peut-être y reste-t-il quelque veine à exploiter. M. Boissier a publié sous le titre de *Cicéron et ses Amis* une série d'articles remarquables qui font aujourd'hui un beau volume. Je te cite cela, non pas pour que tu fasses comme lui ; mais pour te donner une idée du ton, du caractère, de l'étendue des coupures propres aux travaux de

la *Revue*. Si, au lieu d'une série, il te venait à l'esprit quelque sujet à traiter en une fois, tant mieux. Mets-y seulement une certaine solidité de fonds, sans toutefois enchaîner ta fantaisie. Si, au lieu de l'antiquité, tu trouves dans les choses modernes ou contemporaines, c'est à merveille. Des articles faits avec des livres sont bons, des articles faits avec des choses, ou sur des choses, sont meilleurs. Question philosophique, question de morale, de politique, d'histoire, tout est bon, — le tout est de dire quelque chose et de prendre la note juste. Il m'était venu en tête de te proposer un travail sur les poètes d'amour à Rome, Horace, Catulle, Ovide, Tibulle, etc. Mais ne t'arrête pas à cela, si ça ne te saisit pas d'abord. Quelque chose sur l'éducation des femmes serait acceptable, bien que ce ne soit pas précisément un sujet de revue et que, pour y être vraiment de mise, le travail dût porter sur des documents positifs que tu n'as pas et que tu ne te soucierais pas d'étudier. Une nouvelle de mœurs jurassiques (1) irait aussi ; mais les paysans commencent bien à fatiguer. Tout cela n'est que projets en l'air. Examine et cherche. Je crois dans tous les cas que le moment est bon, et que si tu parviens à emboucher cette trompette, tu en joueras comme un autre et mieux qu'un autre.

Ainsi, de son fauteuil de secrétaire de rédaction — qui remplaçait pour lui une chaire doctorale — Challemel distribuait à son ami, sinon de copieux pensums, du moins d'abondants devoirs de vacances, de quoi occuper les loisirs

(1) Dionys Ordinaire était originaire de la Franche-Comté.

d'un professeur pour toute une vie. A cette avalanche de besognes supplémentaires, qui lui fait un peu faire la grimace, Dionys Ordinaire oppose d'abord la seule résistance qui lui soit permise : le silence de la réflexion. Mais Challemel vient à la rescousse, le gourmande et le tarabuste. Il n'a pas tout à fait tort de le tourmenter avec insistance, car au bout de deux mois à peine qu'il est entré à la *Revue*, il ne s'entend déjà plus avec Buloz : il est donc peu probable qu'il établisse là ses pénates à perpétuité. Quelques observations qu'il a risquées sur le nouveau roman d'About, *l'Infâme*, que publie la *Revue*, et sur un article de Caro consacré à la métaphysique, ont été mal accueillies par le patron. Aussi, après avoir engagé en décembre Dionys Ordinaire à s'occuper d'histoire romaine et lui avoir écrit : « Un travail sur Néron, à propos d'un livre où on vient d'essayer de le réhabiliter (1), te conviendrait-il ? L'auteur te fournirait, je pense, une belle occasion de te moquer de lui », Challemel-Lacour lui mande à la date du 7 janvier 1867 :

Mon cher ami, ne fais rien sur Néron, puisque tu n'as pas commencé. Nous trouverons autre chose, je n'en fais aucun doute. S'il te venait, en attendant, quelque idée, ne tarde pas à m'en informer. Ne

(1) Quelques jours après, Challemel écrivait à Ordinaire : « Je ne t'ai pas envoyé le *Néron*, par la raison qu'au moment où je te l'offrais, quelqu'un d'ici, un rédacteur habituel, M. Boissier, s'en emparait et demandait expressément qu'on le lui réservât. »

cherche pas d'articles longs : de quinze à trente pages, tu as de la marge. Je tiendrais à t'installer ici pendant que j'y suis. Qui sait si j'y resterai longtemps ?

Il ne pensait peut-être pas lui-même être aussi près de son départ. Victor Cousin en fut cause : décidément, ce grand homme portait malheur à ceux qui ne l'aimaient point. Cousin mourut subitement à Cannes le 13 janvier 1867. A cette nouvelle, vive émotion et long remue-ménage à la *Revue des Deux Mondes*. C'était à qui s'emparerait du nom et de la mémoire du défunt pour lui rendre hommage. Paul Janet, l'un de ses derniers disciples, fut désigné pour l'éloge posthume. Son article devait paraître le 1^{er} février. Il était (à en croire Challemel, et en relisant l'article on se convainc qu'il avait un peu raison) si mal documenté, tellement rempli d'erreurs matérielles (1), et à ce point dithyrambique, que le secrétaire de la rédaction le renvoya, avec des annotations ironiques, à François Buloz.

— Vous êtes un rouge ! cria celui-ci, fort en colère. Pour toute réponse, Challemel prit un dictionnaire qui se trouvait sur la table de travail et fit le geste de le jeter à la tête de son directeur. Puis il sortit vivement, en claquant la porte.

(1) Paul Janet se rendit compte, plus tard, des insuffisances de son article sur Victor Cousin. Lorsqu'il reprit cet article, pour en faire un des chapitres de son livre : *V. Cousin et son œuvre*, il le remania profondément.

IX

Longs entretiens avec Gambetta. — Voyage à Constantinople et en Italie

Disons-le tout de suite à l'honneur de François Buloz. Si, après cinq mois de vie commune, devenue bientôt intolérable, il avait jugé le moment venu de se séparer de son secrétaire, il avait une trop haute opinion de la valeur intellectuelle de ce collaborateur pour le laisser partir définitivement et sans retour. Il n'entendait pas le garder comme auxiliaire actif, trop actif, comme second, aspirant à devenir le maître ; il ne voulait pas le perdre comme rédacteur. Il fit bien, car n'ayant point donné sa mesure dans la première phase de leur association. Challeemel-Lacour devint, de 1867 jusqu'en août 1870, l'un des fidèles et des meilleurs écrivains de la *Revue des Deux Mondes*, — passant, avec une rare souplesse de plume et avec une autorité croissante, de la critique dramatique à la critique d'art, de la littérature à la philosophie pour s'élever peu à peu à l'histoire et traiter avec une souveraine maîtrise des hommes et des choses d'Allemagne, d'Angleterre et de Turquie.

Il dut convenir lui-même que cette rupture avec Buloz n'allait pas sans quelques compensations. À la date du 18 mars 1867, il s'exprimait ainsi dans une lettre à Dionys Ordinaire :

T'ai-je écrit, mon cher ami, depuis que j'ai quitté

la *Revue des Deux Mondes* ? Mon cou n'était pas fait pour ce carcan ; ce n'a pas été pour moi une découverte ni un regret bien vif. Rien décidément ne vaut le chez soi. — On m'a dit que ton article était composé (1). Cela m'a fait grand plaisir. Le tout est d'avoir le pied à l'étrier, et tu l'as. Tes articles seront, je pense, les bien venus à la *Revue*. Ma recommandation ne vaut pas cher dans les parages, je ne te le cache pas ; n'importe, je te vanterai tant qu'il en restera quelque chose. D'autant plus qu'ils me paraissent parfaitement disposés à goûter ton esprit. Je ne suis pas brouillé avec eux, au contraire, et je compte les honorer d'une collaboration aussi active que ma santé me le permettra. Mais enfin je ne suis plus une autorité.

C'est à partir de ce moment, pourtant, que « l'autorité » de Challemel-Lacour commença de s'affirmer dans les milieux littéraires. Jusqu'alors, en effet, malgré le renom passager qui s'attachait à certains de ses articles du *Temps*, il n'avait pas connu la notoriété véritable qui donne du crédit aux moindres productions d'un écrivain. Sa collaboration plus régulière à la *Revue des Deux Mondes* mit finalement en relief une personnalité intellectuelle très vigoureuse dont les premiers essais n'avaient point réussi à dégager le caractère si original.

Toutefois, profitant des loisirs qu'il avait dé-

(1) Après bien des hésitations, Dionys Ordinaire avait envoyé à la *Revue des Deux Mondes* un article intitulé « Les trois types de la Comédie, gentilshommes, bourgeois et valets ». Cet article parut dans le numéro du 1^{er} mai 1867.

sormais, Challemel ne se confina plus dans la critique littéraire et artistique comme il l'avait fait depuis deux ans. Il revit les amis politiques qu'il avait un peu délaissés en ces derniers mois, particulièrement Gambetta et Clément Laurier. Au surplus, de graves questions s'agitaient devant le pays. Le maréchal Niel venait d'être appelé au ministère de la Guerre, avec la mission de reconstituer l'armée sur des bases nouvelles, conformément aux principes dont la récente campagne de la Prusse et la victoire de Sadowa avaient démontré la supériorité. L'opposition, composée de républicains, de légitimistes, d'orléanistes et même de très nombreux bonapartistes, mit tout en œuvre pour faire échec aux projets du nouveau ministre. De ces projets Challemel-Lacour s'entretint avec Marc Dufraisse (qu'il avait bien négligé lui aussi depuis 1865) dans la lettre suivante, datée des premiers jours d'avril 1867 :

...Vous me croyez à la *Revue des Deux Mondes*, et déjà je n'y suis plus. C'était un essai que je me devais à moi-même de tenter. Tout le monde m'avertissait bien que je n'y tiendrais pas ; que, n'étant pas des plus maniables naturellement, je me heurterais bien vite contre un caractère qui ne passe pas non plus pour facile. La prédiction s'est vérifiée. M. Buloz et moi, nous avons dû nous séparer, à l'amiable d'ailleurs. Je collabore maintenant activement à la *Revue* ; et si ma santé est seulement passable, avec le *Temps*, la *Revue des Deux Mondes* et la *Revue moderne*, je me tirerai à peu près d'aff-

faire ; mais il faut piocher. J'ai depuis sept semaines ma mère chez moi ; alitée, atteinte d'une maladie qui ne pardonne pas, mais qui heureusement peut n'avoir qu'une terminaison éloignée ; elle souffre affreusement ; c'est bien le moins que je puisse lui procurer tous les soins qui peuvent alléger ses maux...

Je prends part aux angoisses que vous cause le projet de loi sur l'armée, et je ne puis trouver un mot pour vous rassurer. Il y a de grandes chances pour la loi ; elle fait, à ce qu'on me dit, un déplorable effet. Elle n'en passera pas moins. Qu'est-ce qui ne passe pas en France ? Ah ! si j'étais jeune, libre, comme je dépouillerais les folies du patriotisme et comme je me ferais étranger si j'en avais l'occasion ! Le monde vieillit, et il n'y a pas en Europe de nationalité bien enviable, mais il n'y en a pas de plus triste, de plus humiliante que la nôtre, et je crains qu'il n'y ait plus de ressources. Révolution ou non, il m'arrive bien souvent de me dire que c'est fait de nous. Morale : si j'avais trois fils et que j'habitasse la Suisse, je jure qu'ils ne serviraient pas dans l'armée française.

Eugénie soigne ma mère — avec quel dévouement ; je ne vous le dirai pas. Aussi, parmi les fautes que j'ai commises, il y en a une dont je me félicite tous les jours...

Il fallait que Challemel-Lacour souffrît beaucoup pour se laisser aller à ce sombre pessimisme, qui semble être le dernier degré du désespoir. Sans doute, les événements l'avaient cruellement déçu, depuis quelque temps surtout. Après avoir occupé deux postes assez en vue, où il s'était donné l'illusion de jouer un rôle

en rapport avec ses goûts et ses mérites, il se retrouvait sans situation fixe, à la merci de directeurs de journaux et revues qui tous n'étaient pas peut-être également bien disposés à son égard. Que lui réservait le lendemain, avec l'incertitude sans cesse attachée à son sort ! En outre, sa mère, qu'il avait toujours entourée de sollicitude et d'affection profondes, s'en allait de consommation, usée avant l'âge par toutes les tristesses qui avaient été le lot de sa vie. Et pour lui adoucir ses derniers jours, il devait travailler plus que jamais !

Ses articles du *Temps* se ressentent de cette disposition d'esprit. Quoi qu'il fasse, il a toujours présents à la pensée de douloureux spectacles. C'est ainsi qu'il termine, le 26 mars 1867, une étude philosophique qu'il a intitulée : *Le Patriotisme et l'Histoire nationale* :

Il est juste d'admirer ce qu'il y a d'admirable dans le passé, et d'en faire honneur à la rare vitalité dont la France est douée sans doute, puisqu'elle a résisté à une oppression si longue. Mais qu'on renonce, il en est temps, à chercher dans notre histoire le chef-d'œuvre de la Providence. Pour ceux que le régime qui domine cette histoire remplirait d'une admiration sans réserve, la formule sommaire et générale des grands effets qu'il a produits n'a-t-elle pas de quoi tempérer leur enthousiasme ? Au quatorzième siècle, l'invasion ; au quinzième, l'arbitraire et la violence ; au seizième, la dépravation, la persécution, l'anarchie ; au dix-septième, le nivellement dans la servitude ; au dix-huitième, l'abais-

sement politique du pays ; dans tous les temps, la misère, et pour dénouement, un cataclysme... Je me tais sur la suite. Mais un homme qu'on féliciterait de son bonheur, après une existence si agitée, trouverait avec raison qu'on pousse un peu loin l'ironie.

Dans sa correspondance, soit avec Marc Dufraisse, soit avec Dionys Ordinaire, Challemel ne se montre pas moins découragé. Il écrit à Ordinaire, dans les premiers jours de mai 1867 :

Je ne comprends pas, mon cher ami, que, si tu as besoin d'être remonté, tu songes à t'adresser à moi. Si l'amitié suffisait à cela, à la bonne heure ; mais il faut de la gaieté, de la bonne humeur, de la confiance, et ce sont trésors dont je suis assez mal pourvu. J'en aurais bien besoin. Ma mère va de plus en plus mal ; j'assiste impuissant au travail de destruction qui doit me l'enlever bientôt. Je n'ai pas trop de tout mon temps, las et dégoûté de tout comme je le suis, pour fournir aux plus tristes nécessités de la vie. Je suis assez idiot pour prendre encore plus de part que je ne devrais aux choses publiques qui ne me regardent plus. Je suis navré de toutes parts ; pour supporter cela, et bien d'autres choses, un peu de gaieté ne me serait pas inutile. Je m'en passe ; si le lot que tu en as reçu de la nature te fait passagèrement défaut, fais comme moi...

Tu voulais des consolations, je t'envoie un sermon. C'est ainsi que procède le curé qui vient voir de temps en temps ma pauvre mère. Elle s'en trouve bien. Tu te portes mieux qu'elle, tu ne seras pas, je pense, de plus mauvaise composition.

A Marc Dufraisse, il écrit à la fin de ce même mois de mai :

Si j'ai quelque peu tardé à vous répondre, mes tristes préoccupations en sont la cause. Tout languit quand on a sous les yeux un spectacle comme celui que je vois du matin au soir sans pouvoir y apporter le moindre remède ni m'aveugler sur l'inévitable issue. Soyez sûr que je prends un vif intérêt à tout ce que vous faites : vous pouvez disposer de moi à votre gré. Ne vous faites pas illusion toutefois sur l'étendue de mon crédit à la *Revue des Deux Mondes* ; il est très petit, et je ne suis pas même sûr de n'être pas tout à fait brouillé en ce moment avec le cactus borgne qui en est le maître (1). Je ne puis pas non plus vous flatter de l'espérance qu'un fragment de votre livre — quel qu'en soit le sujet, que vous avez oublié de me dire (2) — fût inséré sans difficulté. M. Buloz veut des articles, des morceaux composés et écrits pour lui tout seul, et s'il a donné parfois des morceaux

(1) Depuis qu'il avait quitté le secrétariat général de la *Revue des Deux Mondes*, Challemel-Lacour y avait publié des chroniques dramatiques fort remarquables : l'une, le 15 mars 1867, sur le *Galilée* de Ponsard ; l'autre, le 1^{er} avril, sur Alexandre Dumas fils, à propos des *Idées de Madame Aubray*. Mais Buloz ne tenait pas à lui confier cette rubrique à titre définitif ; il se méfiait de son ancien secrétaire et aimait mieux accepter de lui des articles sur tous autres sujets que des sujets d'actualité. Challemel, qui avait pris goût à la critique théâtrale, ne se laissa pas dépouiller sans protestations véhémentes et faillit se fâcher de nouveau avec Buloz.

(2) Le livre de Marc Dufraisse était intitulé *Histoire du droit de guerre et de paix*, de 1789 à 1815. Il fut édité par Armand Le Chevalier et parut à l'automne de 1867.

d'ouvrages prêts à paraître, comme dans le cas de la *Révolution* de M. Quinet, il ne l'a fait que par une faveur dont il a toujours eu bien soin de faire sentir le prix. Vous devriez, dans tous les cas, pour l'obtenir, recourir à de plus autorisés que moi.

Ce fut une grande épreuve, pour Challemel-Lacour, que la mort de sa mère. La malheureuse femme succomba, à peine âgée de soixante-cinq ans, dans les derniers jours de juin 1867. Gambetta et Clément Laurier prirent une part très vive à la douleur de leur ami. Avec cette générosité de cœur qui le rendait si sympathique, Laurier voulut que Challemel, après ce coup si cruel, vint se remettre et se reposer quelque temps en sa propriété de Lépineau, dans l'Indre. Dans ce pays qu'il ne connaissait pas jusqu'alors, Challemel vécut des journées réconfortantes. En rentrant à Paris, il écrivit à Marc Dufraisse le 21 juillet :

Mon cher Dufraisse, je ne vous ai pas encore remercié des bonnes lettres que vous m'avez écrites, quoiqu'elles m'aient fait grand bien. J'y ai reconnu votre amitié pour moi. J'y ai reconnu aussi votre expérience de la vie, dans les conseils pleins de sens et de cordialité que vous me donniez. Je les ai en partie suivis. J'ai fait une petite retraite de quelques semaines dans un pays où j'ai trouvé, sans m'y attendre, plus d'un souvenir encore présent de votre passage en 1848 (1) : c'est dans un village sur

(1) Après la Révolution de Février, le gouvernement provisoire avait nommé Marc Dufraisse commissaire de la République dans plusieurs départements ; il fut ensuite appelé à la préfecture de l'Indre.

les bords de la Creuse, à quelques lieues du Blanc. Je me suis bien trouvé de cette courte absence. Malgré tout, j'ai peine à me reprendre à la vie, à la regarder autrement que sous ses côtés les plus sombres. Une perte comme celle que j'ai faite est toujours une occasion de récapituler nos griefs contre la destinée, et sans exagérer les miens, j'aurais bien le droit de prendre en dédain l'existence. Cela n'est pas bon et je fais de mon mieux pour résister à cette pente : mais franchement ce que nous avons vu, ce que nous voyons et ce que l'avenir nous promet n'est guère fait pour nous retenir, quand, en face de la mort de ce que nous aimons le mieux au monde, nous sommes tentés de nous dire que tout n'est que fumée. La force de travailler me reviendra, et je compte un peu sur la lecture de votre livre pour me la rendre (1).

Cette retraite à la campagne, dans un pays très pittoresque, fut souverainement bienfaisante à l'âme endeuillée de Challemel-Lacour. Elle lui fut d'autant plus précieuse qu'il s'y trouva dans la société de l'homme qui l'intéressait le plus parmi la nouvelle génération : Léon Gambetta. Gambetta venait de subir une grave opération : l'ablation de l'œil droit. Un repos absolu lui était imposé. Lui, toujours en mouvement, se pliait mal aux prescriptions de son ami, le docteur Fieuzal. Challemel eut assez d'influence sur son jeune camarade, grâce à un rare talent de parole qu'il savait rendre autoritaire, pour le forcer à se tenir tranquille quel-

(1) Le livre de Marc Dufraisse parut à la fin du mois d'octobre 1867.

que temps. Parfois Clément Laurier, retenu à Paris par ses affaires, venait les surprendre dans leur solitude. Et c'étaient entre eux de longues causeries, d'innombrables conversations sur toutes choses. Challemel-Lacour initia particulièrement Gambetta à la critique d'art dont il n'avait jamais eu le loisir de s'occuper (1). A cette époque, Challemel préparait un article sur la peinture monumentale en Allemagne, à propos de la mort récente du grand artiste Pierre Cornélius (2). Il fit voir à son complaisant auditeur, ravi de cette éloquence mâle et de ces généreux accents d'un maître de la critique, comment le génie solitaire et individualiste de Cornélius avait su faire entrer la métaphysique dans la peinture. C'est, ajoutait-il, que pour être un véritable artiste, comme pour devenir un homme politique digne de ce nom, il faut avoir pratiqué la philosophie, il faut avoir une âme de philosophe. Challemel, qui estimait que Gambetta manquait d'idées générales sur beaucoup

(1) Joseph Reinach (dans la *Vie politique de Gambetta*, p. 223) croit que Gambetta avait composé dès 1865 une belle description de « La Vierge et Saint-Donatien » de van Eyck. J'ai de bonnes raisons de penser que cette étude est postérieure à 1867.

(2) Cette étude de Challemel-Lacour parut dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 août 1867. Maurice Barrès, dans un article d'ailleurs très malveillant qu'il écrivit pour le *Figaro* (25 janvier 1894) lors de la réception de Challemel-Lacour à l'Académie, range l'étude sur Cornélius au premier plan des meilleures que Challemel eût jamais composées.

de questions, s'attacha principalement à en développer chez lui le goût et même la passion. Son influence à cet égard sur le jeune avocat fut réelle ; elle s'exerça surtout dans cette retraite champêtre de Lépincau où Clément Laurier avait eu la bonne pensée de les réunir.

Tous leurs entretiens aboutissaient en définitive à la politique : c'était là leur préoccupation constante. Challemel lut à Gambetta un dialogue que sir George Cornewal Lewis, membre du Parlement anglais et ministre dans le cabinet Palmerston, avait composé, avant de mourir « sur la meilleure forme de gouvernement » et qui venait d'être traduit pour la première fois en français. Ce n'est pas, vous le voyez, lui dit-il, « un métaphysicien naïf qui s'est amusé à une pareille question », ni « un homme d'école, un péripatéticien attardé, un pédant en *us* » ; c'est « un ancien secrétaire du Conseil des Indes, un chancelier de l'Echiquier, un ministre de la Guerre et de l'Intérieur ». Or, que contient ce dialogue qui s'applique aux « cinq ou six grands peuples de l'Europe civilisée » ? Il affirme que « en dépit des diversités d'aptitudes nationales et de traditions, ces peuples sont parvenus à un état intellectuel et social très semblable : ils ont même degré de lumières et mêmes besoins ; partout les idées tendent à prendre la haute main sur les traditions. De là, pour les gouvernements, nécessité de présenter certaines conditions et de satisfaire à certaines exigences es-

sentielles. » Eh bien, « tous les mouvements sociaux récents chez les nations civilisées ont été dans le sens de la démocratie, aux dépens de l'aristocratie ; ce changement se manifeste sous mille formes, dans les coutumes, dans la littérature et dans l'art. Une aristocratie est donc une société politique instable ; ce n'est qu'au terme de son évolution, aboutissant à la démocratie, qu'elle cesse d'osciller. »

Challemel avait également apporté dans l'Indre une traduction nouvelle d'un ouvrage posthume de Guillaume de Humboldt : *Essai sur les limites de l'action de l'Etat*. Cet ouvrage, dont il avait parlé déjà dans sa *Philosophie individualiste*, portait cette épigraphe de Mirabeau : « Le difficile est de ne promulguer que les lois nécessaires, de rester fidèle à ce principe vraiment constitutionnel de la société, de se mettre en garde contre la fureur de gouverner, la plus funeste maladie des gouvernements modernes. » Challemel, admirateur passionné de Mirabeau, aimait à répéter cette sentence dont il avait fait la pierre angulaire de ses conceptions politiques. Et il suppliait Gambetta de se débarrasser — et de débarrasser un jour le pays, si sa bonne fortune le portait au pouvoir — des mille liens qui enchaînent l'individu et l'empêchent de donner sa mesure : « l'excès de gouvernement, l'abus de la réglementation, la monotonie du bonheur par ordre dont on nous comble. »

Complétant la pensée de Humboldt sur un point qu'il estimait capital, Challemel concluait :

Dire que le libre déploiement des facultés individuelles est le but d'une civilisation avancée, la loi du progrès, c'est énoncer une vérité qu'en dépit des faits qui semblent aujourd'hui la démentir, l'expérience confirme pleinement ; mais c'est prononcer en même temps la déchéance des formes monarchiques et aristocratiques. La monarchie et l'aristocratie sont des gouvernements initiateurs : telle a toujours été leur prétention, et telle est leur raison d'être. C'est à ce titre qu'elles ont réclamé dans tous les temps des privilèges et une autorité dont elles se sont servies, il est vrai, plus souvent dans un but d'oppression que dans un but d'éducation sociale : mais les en dépouiller pour remettre l'individu en pleine possession de lui-même et lui rendre le libre emploi de ses facultés, c'est les déclarer déchues et les frapper d'impuissance. Il n'est qu'une seule forme de gouvernement compatible avec la théorie qui fait résider le droit dans l'individu avec l'état présent des choses dans les Etats civilisés de l'Europe : ce gouvernement, c'est la démocratie. Je dis la démocratie libre, car on a retrouvé de nos jours l'art d'associer la monarchie sans contrôle efficace avec les apparences de la démocratie. Gouvernement d'illusions, dont les Césars romains avaient fourni le modèle, en laissant aux masses ce qu'il faut d'action pour sanctionner la suppression de toute liberté réelle et l'usurpation de tous les pouvoirs qu'il plairait au prince de s'arroger. La démocratie n'implique pas le règne turbulent des multitudes, ni la tyrannie des majorités, bien moins encore l'action absolue du pouvoir

en leur nom. Elle implique des garanties réelles assurées aux individus et capables de protéger contre toute atteinte le légitime exercice de leurs facultés. La démocratie se définit par la liberté plus encore que par l'égalité (1).

Ainsi, Challemel-Lacour, dans ses longs entretiens avec Gambetta, donnait aux idées jusqu'alors un peu confuses de son ami un tour philosophique qui les rendait plus fermes et plus assurées. De son côté, Gambetta exerçait une action utile sur les tendances de Challemel, en matière de politique extérieure surtout. A la veille de Sadowa, Challemel, tout féru d'admiration pour l'Allemagne de Kant et de Goethe, écrivait dans le *Temps* du 23 juin 1866 :

La Prusse libre pouvait aspirer à devenir l'initiatrice de l'Allemagne ; la Prusse despotique n'en peut être que le fléau ; son triomphe entraînerait comme conséquence le régime honteux de la tyrannie militaire et ferait sentir à toute l'Europe son fatal contrecoup. D'autre part, l'Autriche a un passé qu'elle expie maintenant et qui nous oblige à mettre en doute la possibilité pour elle d'une conversion libérale. S'il est une option à faire, nous déclarons opter pour l'Allemagne démocratique et libérale qui

(1) Challemel-Lacour a donné le résumé de ses entretiens avec Gambetta dans un très intéressant article publié par le *Temps* le 17 décembre 1867 sous ce titre « L'esprit positif et la politique spéculative ». Les passages que l'on vient de lire sont extraits de cet article. J'ajoute que l'on retrouve dans les discours de Gambetta, à partir de cette époque (voir JOSEPH REINACH, *passim* et PAUL DESCHANEL, *Gambetta*, p. 29 et suiv.) le reflet des conversations qu'il eut avec Challemel.

seule, par sa parole et au besoin par son épée, pourra, selon nous, trancher le nœud.

Certes, en écrivant ces lignes, Challemel-Lacour était plus clairvoyant que beaucoup de républicains d'alors qui avaient embrassé la cause de la Prusse contre l'Autriche. Mais il gardait bien des illusions sur « l'Allemagne démocratique et libérale ». Gambetta, qui avait suivi très attentivement les articles de Prevost-Paradol au moment de Sadowa, lui fit toucher du doigt les avantages qu'il y aurait eu pour la France à ce que l'Autriche ne fût pas vaincue. Challemel en convint. Peu après ses conversations avec Gambetta, il écrivait dans la *Revue des Deux Mondes* :

M. de Bismarck a eu, comme tout le monde, de la peine à se faire accepter pour prophète en son pays... L'année 1866 l'a fait passer en cinq jours au rang des grands politiques... Les Allemands ont pris depuis quelque temps les idées en grand dédain ; ils ont la fièvre de l'action, ils en sont possédés jusqu'à la manie, jusqu'à la rage (1).

Lorsque Gambetta et Challemel-Lacour se quittèrent, après ces bonnes journées de vie commune, ils étaient devenus de véritables amis au sens complet du mot. Et leur amitié, malgré les à-coups de la politique et les divergences inévitables de leurs points de vue en certaines

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, Politique allemande de la Prusse, d'après le livre d'Adolphe Schmidt, Leipzig, 1867 (*Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1867, p. 1.029 et suiv.).

circonstances, ne devait prendre fin qu'avec la mort. Au fond, ils ne se quittèrent même pas à ce moment-là. Car Clément Laurier, qui avait pressenti dès longtemps la valeur de Challemel, lui demanda de l'accompagner en Autriche et en Turquie, où l'appelaient de graves affaires. Laurier était l'avocat de nombreuses sociétés financières, parmi lesquelles la Banque Ottomane. Déjà l'année précédente, en 1866, il était allé en Orient avec Gambetta ; il devait y retourner avec lui en 1868. En cet été de 1867, il choisit pour compagnon de voyage Challemel-Lacour.

Le 13 août, celui-ci écrivait à Marc Dufraisse :

Je pars pour Constantinople demain soir 14, *via* Vienne et le Danube. Je passerai en revenant par la Grèce et l'Italie. C'est un voyage dont il ne m'était pas possible de laisser échapper l'occasion. Quoique avec l'âge mon humeur devienne un peu moins ambulatoire, j'entreprends ce tour avec quelque plaisir et sans plaindre le temps que j'y consacrerai. Jusqu'à présent, je n'ai pas fait un voyage où je ne me flatte (peut-être à tort) d'avoir gagné quelque chose en connaissances, en rectitude d'idées, etc., et dont je n'aie pas trouvé moyen plus tard de tirer un parti positif. Le prochain numéro de la *Revue des Deux Mondes* contient sur la peinture monumentale en Allemagne un article que je n'aurais jamais fait, si je n'étais pas allé à Munich.

Votre livre paraîtra peut-être avant mon retour ; le mois d'octobre est cependant la meilleure époque pour la mise en vente ; dans tous les cas, si j'ai le bonheur de le trouver à mon arrivée, c'est la pre-

mière chose dont je m'occuperai. Michelet (1) m'en parlait ces jours-ci avec une vive curiosité. Je suis sûr, mon cher Dufraisse, qu'en parlant de la Révolution vous lui aurez épargné les duretés qui depuis quelque temps sont devenues une mode et que M. Quinet a résumées et exagérées dans un livre dont la médiocrité m'a comblé de joie (2). Il m'est agréable de voir démontrer publiquement et reconnaître enfin par tout le monde qu'un homme dont j'ai été si grossièrement et si sottement maltraité, est un esprit absolument faux et, qui plus est, faussé par une vanité aigrie (3).

(1) Challemel-Lacour voyait Michelet assez fréquemment à Paris, surtout depuis qu'il savait que celui-ci n'était plus en communauté d'idées avec Quinet.

(2) L'ouvrage de Quinet sur « La Révolution » parut en 1865. *La Critique de la Révolution*, à laquelle Challemel-Lacour fait ici allusion fut composée à la fin de 1866 et placée par Quinet en tête de la sixième édition de son histoire. C'est à partir de ce moment surtout que les divergences se firent jour entre le point de vue de Quinet et celui de Michelet. Mme Edgar Quinet en convient très nettement dans son livre *Cinquante ans d'amitié* (Armand Colin, p. 308).

D'autre part, Michelet n'avait pas tort d'écrire à Quinet, un an après, le 9 septembre 1868 : « Il est sûr que nos rapports ont changé ; le cœur est le même ; mais le commerce est extrêmement difficile... Nous nous revoyons toujours avec grand plaisir, mais nous ne nous disons rien... Cela vient de loin et tient au fond des choses et non pas à tel accident. Dans ma *Révolution* et ma petite Bible, j'ai suivi une ligne religieuse qui n'est pas la vôtre. Et en politique aussi, nous nous sommes trouvés écartés pour les points où nos ennemis se sont armés de votre livre, disant comme Renan : « La Révolution est une affaire avortée. »

(3) Dans ses ressentiments plus ou moins justifiés

Challemel-Lacour a fait de son séjour à Constantinople un récit extrêmement vivant (1). Il n'a certes pas la richesse de coloris de Pierre Loti. Mais il a un don d'observation très aigu et très subtil, une finesse et en même temps une précision de langage qui placent sa description au rang des meilleures pages qu'il ait écrites. Il n'est pas inutile de relire même aujourd'hui cette magistrale étude pour comprendre certaines particularités de la question d'Orient. Toute l'histoire de la Turquie au XIX^e siècle revit là avec intensité. En outre, Challemel a tracé des portraits inoubliables des deux hommes d'Etat qui en 1867 présidaient aux destinées du gouvernement ottoman : Aali-Pacha, grand-vizir, et Fuad-Pacha, ministre des Affaires étrangères. Ces portraits n'ont pas été faits par un voyageur pressé qui se borne à noter ce qu'il a entendu ou qui prend un croquis en passant dans les antichambres ministérielles. Challemel a vu plusieurs fois les personnages qu'il met en cause ; il a longuement (grâce à Clément Laurier) conversé avec eux ; en un mot, il les a, à plusieurs reprises, « interviewés », comme il avait fait naguère avec Schopenhauer à Franc-

contre Quinet, Challemel-Lacour dépassait souvent la mesure. Il fit, notamment, tout ce qu'il put pour empêcher Gambetta d'aller voir Quinet à Veytaux en 1869.

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Les Hommes d'Etat de la Turquie* (Revue des Deux-Mondes, 15 février 1868, pages 886-925).

fort. Mais à cette époque-là il s'agissait de philosophie ; maintenant, il n'est question que de politique, et de la politique la plus actuelle et la plus brûlante. Comme l'*interview* était une forme de journalisme peu répandue, Challemel s'entoure de toutes sortes de précautions pour arriver à ses fins. Il ne cherche pas à se mettre lui-même en scène ; il s'efface le plus qu'il peut. Qu'on en juge par cette entrée en matière :

Un Français qui voyageait l'été dernier en Orient pour son plaisir et son instruction, commençant à se sentir, après un séjour de plusieurs semaines à Constantinople, rassasié de la Corne d'Or, du bazar, des mosquées, de Stamboul et même de Péra, se mit en devoir d'aborder avant son départ les deux plus rares curiosités de l'empire, Aali-Pacha et Fuad-Pacha. Sans recourir au patronage de l'ambassade française, il n'eut pas de peine à se ménager un accès auprès des ministres turcs, à qui son désir avait été transmis. Un soir il reçut d'Aali l'invitation de l'aller trouver le lendemain de bonne heure, non pas à la Sublime-Porte, mais au village de Bébek, où il a son *Yali*. C'était doubler le plaisir du voyageur, car, après celui d'aller jouir de la conversation d'un vizir, il n'y en a pas de plus grand sans doute que de faire au mois de septembre, dans un caïk à deux paires de rames, une promenade matinale entre les côtes enchantées d'Europe et d'Asie, bordées de palais silencieux comme des alcôves, qui baignent leur pied dans le Bosphore, et dont les façades bariolées miroitent à travers l'éternel arc-en-ciel de la lumière d'Orient.

Et voici Challemel en présence d'Aali, « qui lui tend la main à l'européenne » :

Aali porte peut-être un peu plus que son âge ; il est court de taille et assez gros ; il a les cheveux grisonnants, le visage régulier, le nez d'un dessin délicat, les lèvres minces avec un sourire au coin, l'œil profond et doux, d'une beauté incomparable même en ce pays où tous les yeux sont beaux. Il écoute plus volontiers qu'il ne parle, et, soit qu'il parle ou qu'il écoute, son attitude est timide et comme embarrassée. Il se tient dans un coin, assis à l'écart, les yeux habituellement baissés, les mains allongées sur les genoux, la tête très penchée, sans regarder ; en un mot, il a le corps maladroit. Pour l'esprit, c'est autre chose, il n'y en a pas de plus pénétrant. Il sait le français à merveille et excelle surtout à l'écrire ; dans la conversation, il parle toujours juste, mais avec lenteur ; il cherche le mot, et, le voulant exact, l'attend parfois plus que de raison. Son visiteur, qui passerait ici pour un homme discret, s'était promis d'être questionneur, et, sûr de n'avoir que des intentions bienveillantes, il poussa vivement sa pointe. Dans cette première audience, il n'apprit rien. Aali éludait et observait.

Après trois ou quatre visites, Aali « finit par aborder les sujets les plus délicats, avec réserve, c'est son caractère, mais sans ambiguïté et avec précision :

— D'où vient, — demande Challemel — que les ambassadeurs de France et d'Angleterre ne cessent de vous harceler pour obtenir des réformes qu'on leur promet toujours et qu'on ne réalise jamais ?

Un éclair de malice passa dans les yeux d'Aali,

où l'on aurait pu voir l'instant d'après, s'il se fût agi d'un homme moins maître de lui-même, une expression de mauvaise humeur.

— Voilà encore, dit-il, un reproche auquel les Européens m'ont habitué ; vous vous ressemblez tous. La France et l'Angleterre envoient ici des hommes généralement distingués, mais impérieux, qui veulent tous faire quelque chose, et quelque chose qui leur soit propre. Ils mettent au service de leur idée toute la force dont ils disposent, quoique le plus souvent il se trouve que cette idée, native de Londres ou de Paris, ne concorde pas avec les nécessités de Constantinople. Nous essayons vainement d'éclairer les ambassadeurs. Que voulez-vous que nous fassions ? Temporiser. Vous appelez cela promettre et ne pas tenir, nous appelons cela échapper à la ruine...

Tout cela était dit d'un ton saccadé, mais avec une grande véhémence et un feu intérieur qui se sentait sous chaque parole. Débarrassé d'une circonspection de commande, Aali s'exprimait en termes parfaitement nets ; il se montrait pénétré de l'urgente nécessité d'une transformation pour la Turquie, mais d'une transformation ménagée, graduelle, intérieure, non pas imposée du dehors et accomplie par coup de foudre. « Il faut que nous marchions, dit-il, et d'autant plus vite que nous sommes plus en retard ; mais notre vitesse est limitée par la nécessité de ne pas faire éclater les chaudières. » Aali passe auprès de beaucoup de gens pour être aujourd'hui le chef du parti des « Vieux Turcs » ; il ne manque jamais, à ce qu'on assure, avant de prendre une résolution, de consulter son astrologue, comme l'eût fait un vizir du

xvi^e siècle. Pour Turc, il l'est assurément ; quant à son fanatisme, il est clair qu'il n'en a aucun, malgré sa foi plus ou moins réelle à l'astrologie, malgré sa résistance passive à l'action des ambassadeurs, qu'il considère comme une obligation rigoureuse.

L'entretien avait duré longtemps, le jour tombait, et le visiteur se retira, ne pouvant s'empêcher de rendre justice au grand sens d'Aali. En repassant dans sa mémoire, au balancement de son caïk, les discours qu'il venait d'entendre, en contemplant de loin Stamboul et Scutari qui s'endormaient à l'ombre de leurs minarets, en voyant passer à côté de lui des barques somnolentes remplies de gens, hommes et femmes, évidemment heureux dans leur silencieuse immobilité, il se demandait si l'on pourrait jamais inoculer à ce peuple avide de repos la fièvre d'activité qui est notre civilisation même. Il s'avouait qu'il faudrait au moins des années et des années encore, et la politique temporisatrice d'Aali lui paraissait presque la sagesse ; mais les années qui en dispose ? L'histoire n'aurait pas de cataclysmes à raconter, si l'impatience humaine, au lieu de trancher les nœuds en risquant de tout perdre, savait attendre l'action du temps, qui dénoue infailliblement les plus serrés.

Avec Fuad-pacha, Challemel s'entretint surtout de la question financière.

— Il est vrai, lui répondit Fuad, que nos finances ne sont pas florissantes en ce moment ; mais de cet embarras passager à la banqueroute il y a un abîme que nous ne franchirons jamais. Notre dette publique est insignifiante, comparée à celle des grands états européens. Notre discrédit tient à ce qu'en

Europe on ne veut pas connaître notre situation véritable : nous sommes exploités par des banquiers qui profitent de cette ignorance et qui l'entretiennent.

— Altesse, on a toujours les banquiers qu'on mérite. Le crédit d'un pays n'est pas une création arbitraire, les prêteurs d'argent ne le font ni le défont, ils le constatent.

— Mais, si nous payons avec quelque retard, nous payons toujours, et avec de tels dédommagements que nos prêteurs sont souvent bien heureux de n'avoir pas été soldés à jour fixe.

— En Europe, l'exactitude du paiement à l'heure et à la minute est la base essentielle du crédit. Votre système, Altesse, vous condamne à faire à perpétuité le bonheur des banquiers de Galata. On ne peut pas être impunément sans parole.

— Bah ! reprit le ministre en riant, cela ne nous empêche pas d'être le plus sollicité des gouvernements. Vous avez vu quel encombrement d'hommes à projet on trouve chez moi dès huit heures du matin. La Turquie est pleine de gens qui ne demandent qu'à faire des affaires avec nous.

— Vous riez, Altesse, et, pardonnez-moi de le dire, je crains que vous n'ayez tort. On ne fait pas d'affaires avec vous, on fait de mauvais coups contre vous, ce qui est fort différent...

L'entretien tournait au grave... La Turquie durera-t-elle ? Ne durera-t-elle pas ? C'est, à vrai dire, le point sans cesse présent à la pensée de tous ceux qui s'occupent de l'empire ottoman et sur lequel roulent implicitement toutes les discussions dont il est l'objet. Notre voyageur exprima les inquiétudes qu'il ressentait comme tout le monde à ce sujet.

— Détrompez-vous, lui dit Fuad, la fin de la Turquie n'est pas si proche. Nous avons pour durer la meilleure des raisons, nous sommes nécessaires.

Les ministres turcs étaient satisfaits d'avoir eu de tels entretiens avec un homme qui ne leur avait rien demandé... que la vérité sur la situation de l'empire ottoman. Challemel-Lacour ne fut pas moins ravi de ce premier contact qu'il prenait avec l'Orient. Mais les étapes de son retour en France ne lui furent pas aussi profitables. En Italie principalement il eut de profondes déceptions. Lui, qui aimait tant Mazzini et Garibaldi, qui avait applaudi, on sait avec quel enthousiasme, aux succès de l'expédition des Mille, qui voulait l'Italie unifiée et entièrement soustraite au joug étranger, eut la douleur d'être presque insulté, en qualité de Français, à Rome et à Florence, où les esprits étaient fort surexcités. A Florence, surtout, où Garibaldi, vers la mi-octobre 1867, avait enflammé la foule par ses harangues et lancé des proclamations annonçant son entrée prochaine dans les Etats pontificaux, il fut l'objet de manifestations hostiles qui l'humilièrent vivement. La fin de son voyage avec Laurier en fut toute assombrie.

Clément Laurier essaya de prendre avec philosophie cette mésaventure. Il écrivait de Florence le 19 octobre à Gambetta :

A chaque station, notre wagon est entouré, injurié, menacé ; la perspective d'être roué de

coups pour cause d'opinion papaline s'ouvrait devant nous ; les Romagnols nous montraient le poing en nous disant que la Prusse aurait bien raison de la France, et que les Italiens se lèveraient par milliers pour la guerre sainte (1).

Ce qui avait compliqué la situation, c'est que dans le train qui amenait Challemel et Laurier à Florence se trouvaient quelques jeunes élèves de l'Ecole polytechnique en uniforme. Challemel-Lacour, qui avait grand air, fut pris, à sa descente de wagon, pour un général français au milieu de son état-major. Il fut sifflé copieusement et non moins abondamment conspué. Allez donc être un vrai démocrate, ennemi du militarisme et de la papauté, pour vous faire traiter, avec accompagnement d'injures, comme un suppôt de l'Empereur et du Pape ! Si jamais Challemel subit une mortification — et il dut digérer celle-là en silence, — ce fut bien dans cette journée mémorable du 19 octobre 1867. Il n'en perdit pas le souvenir, et il en devint plus juste pour la France. Sa Patrie, quoiqu'il prétendît n'en plus avoir, savait du moins se mon-

(1) De Florence, où il avait prêché « la guerre sainte », Garibaldi partit à la tête de quatre bataillons de volontaires ; le 26 octobre, il défit les troupes pontificales à Monte-Rotondo. Mais le 4 novembre, à Mentana, une nouvelle rencontre avec les soldats du pape et les troupes françaises d'occupation lui fut fatale. On sait que c'est en cette occasion que les fusils « Chassepot » *firent merveille*.

trer, en maintes occasions, généreuse et hospitalière.

A peine de retour à Paris, il écrivait à Marc Dufraisse, le 10 novembre :

J'ai vu bien des choses dans les pays que j'ai parcourus, et, je puis dire malgré la rapidité de ma course, étudiés autant que possible pendant trois mois. J'en rapporte la conviction que ce n'est pas la France seulement qui est malade, c'est le monde, et que dès lors il est bien puéril d'en attribuer la cause à quelque petit mal accidentel ou d'en attendre la guérison de quelque petit remède. Cela vous console bien de vous sentir impuissant et vous fait supporter plus patiemment la lenteur de la métamorphose.

Quelques semaines plus tard, vers la mi-décembre, il revient sur le même sujet :

Mon cher Dufraisse, j'ai été si occupé depuis un mois, que je n'ai pu lire votre livre qu'à petites gorgées. Je n'en ai que mieux goûté tout ce qu'il renferme d'ingénieux, d'éloquent, tout ce que vous y avez mis de cœur et de bons sentiments parfaitement exprimés. Il fera son chemin, n'en doutez pas, et aura son effet. Sur le fond, je ne vous cache pas qu'à quelques égards nous différons un peu. Je parle du fond, c'est peut-être la forme que je veux dire. Je vous trouve trop détaché, trop triste, trop sévère.

Je vous disais, il n'y a pas longtemps, qu'après avoir beaucoup roulé et beaucoup observé, je pensais que le mal dont nous souffrons n'était pas un mal français et local, c'est le mal du siècle. J'ai vu l'Allemagne, l'Angleterre, la Suisse, la Belgique, l'Italie, d'autres pays encore. L'esprit politique la

droiture de sens moral, la fermeté dans les convictions, le dévouement à la chose publique, l'honnêteté privée ne m'y ont point paru fort au-dessus de ce qui se voit, je ne dis pas peut-être dans quelque coin de Paris, aux environs de la Bourse, mais en France. Notez ceci, que vous n'avez pu oublier, c'est que l'Europe entière, la République helvétique y comprise, et même les Etats-Unis d'Amérique, n'ont pas vu le 2 décembre de trop mauvais œil et ont salué l'empereur grand homme jusqu'au moment où force a été de reconnaître en lui un dangereux imbécile.

Peut-être ne m'avez-vous paru dur pour la France que parce que j'y suis : car l'égoïsme a bien des manières de cacher son jeu. Mais il me semble qu'avec plus de longanimité vous auriez pénétré peut-être plus avant dans l'âme de vos lecteurs. Je vous parle, comme vous le voyez, à cœur ouvert, bien persuadé que vous ne douterez jamais de ma tendre affection pour vous et que vous n'êtes pas de ceux qui ont besoin, pour se croire estimés à leur prix, d'être flagornés par des sots. J'ai remis au *Temps* un article, qui paraîtra, je pense, un de ces jours. Je suis affreusement fatigué, et j'ai besoin de me tenir à quatre pour ne pas entamer avec vous le chapitre des jérémiades sur ma santé. On aurait pourtant besoin d'un corps un peu solide pour supporter le fardeau de la vie.

On le voit : son récent voyage n'a fait qu'accroître le pessimisme de Challemel-Lacour. Mais il a eu du moins cet avantage de le rendre, par comparaison, plus juste pour son pays. Il juge Marc Dufraisse trop sévère à l'égard de la France, comme bien d'autres exilés qui, dans leur

éloignement prolongé, ont perdu le sens exact des réalités. Voici d'ailleurs quelques passages de l'article que Challemel consacra, dans le *Temps* du 14 janvier 1868, au livre de Marc Dufraisse. Cet article était intitulé « Le Pessimisme politique » :

Je voudrais bien savoir où trouver, à l'heure qu'il est, dans quel coin de la France, dans quel parti, à quel étage de la société intelligente, un homme qui regarde le présent avec satisfaction et l'avenir sans inquiétude. Avec quel plaisir j'irais admirer cette merveille ? Il y a des gens qui nous assourdissent de leurs cris de victoire ; mais ils font trop de bruit pour être aussi satisfaits qu'ils voudraient en avoir l'air et ne cherchent qu'à s'étourdir un instant. J'en vois d'autres qui se cantonnent, contre la mauvaise fortune de leurs opinions, dans leur foi, en apparence imperturbable, au succès final de la vérité : Ils tirent sur la Providence leur millième lettre de change, toujours protestée ; ce sont les plus inquiets de tous. Le reste va fermant les yeux pour ne rien voir, et n'en est pas plus rassuré. Nous nous sentons entrés dans une région de brouillards, aux approches du dégel, exposés à la rencontre des banquises. aux abordages, à la famine, à l'incendie. Ce n'est plus le mécontentement politique ordinaire, qui tient à l'habitude de gronder ; c'est un fonds d'inquiétude sérieuse, permanente, qui se revêt de confiance affectée chez ceux-ci, d'un faux air de triomphe chez ceux-là, ailleurs d'impassibilité, et qui s'étend à toutes les suites de la situation dans laquelle la société européenne est engagée. Le monde est tourné en ce moment au pessimisme, et quicon-

que se flatterait de n'en rien ressentir ne ferait que se placer, par cela même, dans la vaste armée des imbéciles. Cette disposition est-elle un bien ou un mal ? Je la tiens décidément pour un bien, si elle peut diminuer le nombre des indifférents, le pire des partis politiques, car il est le poids mort qui embourbe les Etats ; je la tiendrais pour un mal, si elle devait les multiplier.

Or, Challemel estime qu'un profond découragement se dégage du livre de Marc Dufraisse : la conclusion naturelle en serait l'abstention de toute participation effective aux affaires publiques. Cela est mauvais. Il faut au contraire entrer résolument dans l'action, si l'on ne veut point passer inutile en ce monde.

La vie n'est pas bonne, — dit-il en terminant — ; mais dans la vie, le métier de la politique n'est pas pire qu'un autre, pire que les lettres et les affaires. Il y a partout de quoi mépriser et s'aigrir. Il y a aussi une ressource qui est de mise partout, c'est la bonne humeur.

On ne peut s'empêcher de sourire en entendant Challemel faire l'apologie de la bonne humeur : ne serait-il pas préférable qu'il en donnât lui-même l'exemple ?

X.

La " Revue Politique " et le Procès Baudin

Lorsqu'il avait éprouvé quelque déception politique — et sa mésaventure en Italie était bien faite pour le guérir momentanément de toute velléité d'action — Challemel-Lacour se rejetait

avec délices vers la littérature. Il avait là une occasion de montrer sa bonne humeur, et vraiment il n'en abusait pas. Sa rentrée à la *Revue des Deux Mondes*, en décembre 1867, fut marquée d'abord par une étude magistrale consacrée à l'historien prussien Henri de Sybel, dont on n'avait pas encore traduit en français l'œuvre capitale sur la Révolution. L'article de Challemel, long de quarante-deux pages, était une nouveauté ; pour la première fois on parlait en France de cette vaste enquête d'un écrivain étranger sur les idées de 1789 et les événements qui en furent la suite. « Ce n'est pas le moment, disait Challemel, d'ignorer ce que les Allemands pensent et d'eux et de nous. » (1)

En une discussion très serrée, Challemel suit pas à pas M. de Sybel dans ses jugements sévères sur la Révolution française ; il l'invite, non sans ironie, à un peu plus de justice, à une appréciation plus équitable des événements qu'il relate et qu'il ne semble pas avoir toujours bien compris. Il profite de cette circonstance pour exhorter nos propres écrivains à ne pas prendre en dédain l'œuvre de la Révolution. « Nous sommes trop prompts en France, dit-il, à renier soit par un goût d'impartialité, soit par une dangereuse complaisance pour l'étranger, qui en abuse, les meilleures parties de nos traditions. » De cette manière détournée, il fait encore la

(1) Les historiens allemands de la Révolution française (*Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1867, p. 897).

leçon à Edgar Quinet et à Ernest Renan. Sa conclusion est à retenir :

Il ne doit plus y avoir de révolutionnaires, puisqu'il ne saurait plus y avoir dans les nations civilisées de révolution au sens où l'on entend celle de 89. Le monde ne sera pas à l'abri de secousses politiques et peut-être de secousses violentes, le pire effet d'un mauvais régime étant qu'il n'est guère possible de s'en délivrer par les moyens de douceur. Les sociétés humaines continueront à se transformer à l'infini, et nous sentons bien que de profonds changements, des nouveautés que nous soupçonnons à peine, s'élaborent aujourd'hui dans leur sein. On peut affirmer toutefois que ces changements, quels qu'ils soient, ne s'effectueront point par une réaction soudaine et convulsive d'un peuple sur lui-même comme celle qui caractérise la révolution française ; on ne verra plus l'axe d'une société osciller tout à coup et changer en un jour. Lorsque les institutions, reposant sur une base religieuse, participaient de l'immutabilité propre à tout ce qui affecte une origine divine, comment les changements qu'on ne pouvait empêcher de se produire dans les esprits, dans les sentiments, dans les besoins, auraient-ils introduit dans les choses des modifications correspondantes autrement que par voie de rupture et d'écroulement ?

Plus les institutions avaient duré, plus leur origine était sacrée, plus leur ascendant sur les hommes était grand, et plus aussi pour les renverser le choc devait être soudain et terrible. Il n'y a plus aujourd'hui que des institutions humaines, c'est-à-dire soumises à la discussion et au changement. Dépendantes de l'esprit public, elles doivent se modifier, elles se

modifient en effet par lui et avec lui, sans qu'il appartienne désormais à un homme, à un parti, à un pouvoir, quel qu'il soit, monarchique ou républicain, à une tête ou à mille têtes, mais armé d'une autorité simplement relative et par conséquent faille, de sauver la société en se chargeant d'y faire régner violemment l'ordre et la justice. Désormais les sociétés se sauveront elles-mêmes par le lent travail de toutes les intelligences et de toutes les volontés. Si le principe révolutionnaire réside aujourd'hui quelque part, ce n'est pas en ceux qui réclament la liberté, car la liberté, c'est-à-dire le règne de l'opinion, est la garantie la plus assurée contre les révolutions ; c'est chez ceux qui, refoulant violemment l'esprit de réforme et voulant maintenir par la force des institutions que la vie, c'est-à-dire la croyance abandonne, accumulent sous leur base les formidables éléments dont l'explosion ne peut tarder à les réduire en poudre.

Le « rouge » qui écrivait ces lignes chez Buloz, avec l'assentiment du patron, à la fin de 1867, était, il faut bien le reconnaître, un esprit assez clairvoyant. Après cet article et celui du *Temps* sur « le pessimisme politique », Challeemel-Lacour éprouve le besoin de revenir à la littérature. En janvier et février 1868, il reprend la chronique dramatique à la *Revue des Deux Mondes* ; il publie, notamment, une vigoureuse étude du talent d'Emile Augier, dont il admire fort la nouvelle œuvre, *Paul Forestier*. Il donne au *Temps* un délicieux essai critique sur le poète Remy Belleau, à propos d'une récente édition,

et un vibrant éloge de la langue française, à l'occasion de la « grammaire historique » que vient de faire paraître Auguste Brachet.

Nous aimons d'autant plus la langue française, — conclut Challemel — qu'elle est à présent notre seule tradition. Croyances monarchiques, foi religieuse, vieilles mœurs, orgueil de notre histoire, confiance en nos destinées : tout diminue, tout s'en va, tout est parti. Toi seul, pauvre langue, maltraitée par tes fils, méconnue et raillée par leurs ennemis, toi seule nous reste ; mais en toi je sens palper l'âme des générations qui t'ont parlée, et par toi je m'unis à elles. Je retrouve vivant et toujours jeune sous tes rides, le génie qui pendant trois siècles a nourri de rêves chevaleresques et de contes joyeux l'Europe entière, comme si toi seule pouvais faire oublier au monde l'accablante tristesse d'un âge de fer ; je reconnais en toi la voix mâle et libre qui, par les Rabelais, les Montaigne et tant d'autres, a fait entendre à travers le tumulte des disputes théologiques les premières vérités vraiment humaines dont la pensée se soit enrichie. Lorsqu'on t'a imposé une majesté d'emprunt, en te pliant aux nécessités des temps et aux habitudes de la Cour, tu n'as rien perdu de ta grâce naturelle, et dans le même moment, comme pour te venger de la violence qu'il te fallait subir, tu t'exerçais à des qualités nouvelles qui allaient bientôt dissiper tous les mensonges et détruire toutes les superstitions et qui, depuis Descartes jusqu'à Voltaire, jusqu'à Beaumarchais, jusqu'à Mirabeau, jusqu'à nos jours, ont fait de toi le seul instrument que tout le monde écoute, la seule arme dont les despotismes aient peur. Je t'aime, ô langue française, parce que tu es à la fois

épée et flambeau ; je t'aime parce que, si tout nous trahissait, toi seule, suprême et indestructible puissance, toi seule nous sauverais encore !

Il faut être un maître de la langue, comme l'était Challemel-Lacour, digne émule des meilleurs écrivains de son temps, pour risquer dans un article de journal pareille prosopopée, qui confine au dithyrambe. Que l'on pèse chaque mot, et l'on se rendra compte qu'il n'y en a pas un qui ne soit à sa place ou qui fasse surabondance ; que l'on analyse chaque phrase, et l'on se demandera ce qu'on doit le plus admirer de l'harmonieuse propriété des termes ou du prestigieux mouvement de l'ensemble. Ce n'est pas un vain cliquetis de paroles ; c'est une suite de fortes pensées exprimées sous cette forme naturellement, spontanément oratoire qui est la marque du talent de Challemel et que l'on retrouve jusque dans ses lettres les plus intimes. L'éloquence jaillit ici du fond même de l'idée ; elle en est, pour ainsi dire, la traduction normale, l'épanouissement attendu. Elle apparaît dans les articles littéraires du critique de la *Revue des Deux Mondes* et du *Temps*, où elle éclaire les esprits à la manière d'un « flambeau » ; elle ne se montre pas moins lumineuse dans ses articles politiques, où elle brille comme une « épée ».

De cette épée, Challemel-Lacour allait être appelé à se servir bientôt, d'une façon presque continue, dans la bataille qui s'engageait de toutes parts contre l'Empire finissant. Le 12 mai

1868, était promulguée une nouvelle loi sur la presse, qui abolit, notamment, l'autorisation préalable pour les créations de journaux. Ce fut le signal de la fondation de nombreuses feuilles politiques, presque toutes républicaines. Depuis longtemps, dans l'entourage de Gambetta, on se préoccupait de cette question d'un organe où chaque semaine seraient exposés les principes de liberté et de progrès qui formaient la substance de son programme. Clément Laurier s'étant chargé de trouver les fonds nécessaires, le premier numéro de la *Revue politique* parut le samedi 6 juin (1). Son succès fut immédiat.

Deux directeurs-gérants présidaient aux destinées de la *Revue* : Challemel-Lacour et Henri Brisson, qui, par une singulière coïncidence, devaient se retrouver, un quart de siècle plus tard, après bien des désaccords : le premier, président du Sénat, le second, président de la Chambre. Pour l'instant, ils s'entendaient à merveille pour guider dans la bonne voie les amis de Gambetta. C'est à Challemel, comme étant le plus âgé de la bande, qu'échut l'honneur de pré-

(1) La couverture blanche du premier numéro porte ce titre : *La Revue politique et littéraire*, paraissant tous les samedis. Mais de ce titre, que devait reprendre par la suite la *Revue Bleue*, le nouvel organe ne garda bientôt que la moitié. Son format était grand in-octavo, à deux colonnes. La *Revue politique* contenait vingt-quatre pages, y compris la couverture. Elle avait ses bureaux faubourg Montmartre, n° 17, et s'imprimait chez Vallée, 16, rue du Croissant, là où plus tard devait s'imprimer la *République Française*.

senter la *Revue* au public. Au nom du comité de rédaction, il adressa cet éloquent appel à tous les amis de la liberté, en tête du premier numéro :

Quoi qu'on fasse, — écrivait-il, — la liberté est l'avenir de la France, la liberté complète, radicale, sans aucun mélange de fiction ni d'arbitraire. Des signes multipliés annoncent qu'à cette heure la meilleure partie de la nation française est enfin résolue, non pas seulement à revendiquer les droits qui lui ont été ravis il y a seize années, mais à les reconquérir. Nous avons l'orgueil de nous ranger dans cet escadron d'impatients.

Les conditions de la liberté ne sont pas à découvrir en France. Nos grandes assemblées républicaines les ont formulées avec éclat, mais sans apercevoir tous les dangers, sans reconnaître tous les écueils, sans poursuivre assez loin toutes les traditions dissimulées du despotisme.

Analyser de plus près ces conditions et les rappeler incessamment, apprécier de ce point de vue les institutions actuelles, faire mesurer à tous la distance qui nous sépare du but et rallier les esprits sur la grande route qui doit y conduire, telle serait l'ambition des fondateurs de cette *Revue*.

La politique n'est pas, à leurs yeux, une occupation d'initiés. Elle intéresse tout le monde ; elle domine, et dans un certain sens, elle embrasse toute chose.

Elle domine les questions sociales, car celles-ci ne peuvent être agitées efficacement et résolues par le concours de toutes les intelligences et de toutes les activités que sous l'abri commun des garanties politiques.

Elle domine la littérature, car, de même que la

circulation du sang préside à toutes les fonctions de la vie, l'esprit public ne peut s'altérer ni s'altérer sans que tout s'affaisse, sans que les lettres soient vouées à un honteux avilissement et à une prompte stérilité.

Elle domine les arts, car, à moins de se réduire au service humiliant d'un luxe bourgeois, également dépourvu d'élévation et de goût, les arts ne peuvent être que l'expression supérieure donnée par le génie aux sentiments communs et aux idées profondes qui animent un peuple.

La liberté politique est le fleuve aux eaux régénératrices, où la France retrouvera sa vigueur, sa fierté, son originalité, son génie. Un dernier effort, et nous touchons à la rive. Assez de silence, assez d'isolement, assez de colères cachées, assez d'indignations muettes, assez de quietisme ! L'heure a sonné qui appelle au travail tous les ouvriers de bonne volonté.

Ce programme, très éloquemment exposé, paraît de prime abord bien modéré. Il ne fait pas appel aux passions comme le *Réveil*, de Charles Delescluze, qui fut créé peu après, et surtout comme la *Lanterne*, de Rochefort, qui avait paru quelques jours auparavant. Aussi la *Revue politique* ne fut-elle pas populaire au même titre que les feuilles que je viens de citer. Elle s'adressait à un public de choix, instruit, habitué à lire entre les lignes, soucieux de langage châtié, à une catégorie de citoyens que nous appelons aujourd'hui des « intellectuels ». La haute tenue du style y était de rigueur, et Challeemel-Lacour pouvait se dire, en toute véri-

té, qu'il avait été mis à la tête de la maison pour que jamais un mot malsonnant n'y prît place. Il fut le censeur impitoyable qui avait fait jadis ses preuves à la *Revue germanique* et à la *Revue moderne*. Il fut l'académicien préposé au culte de la raison et des belles-lettres dans ce milieu de publicistes ardents dont la plupart ne rêvaient que plaies et bosses.

Ce n'est pas à dire qu'il ne laissait point à chacun la liberté de la polémique. Pourvu qu'on écrivît en bon français et qu'on parlât une langue saine, qui portait d'autant mieux les coups, disait-il, qu'elle était d'apparence plus mesurée, on était sûr d'être bien accueilli. Dès le premier numéro, les rédacteurs prennent nettement position. Allain-Targé critique vivement la politique financière du gouvernement impérial qui, depuis plusieurs années, n'équilibre son budget que par des ressources d'emprunt. Henri Brisson insiste sur les entraves apportées au fonctionnement sincère du suffrage universel. Clément-Laurier trace un portrait ironique de M. Rouher. Léon Gambetta rompt des lances en faveur du libre-échange, qui ne peut réussir dans un pays qui n'a pas la liberté. Frédéric Morin combat la liberté absolue de tester que réclamait Montalembert. Chacun de ces articles, où les sujets les plus divers sont spirituellement et sérieusement traités, donne l'impression que la *Revue politique* sera rédigée par des gens compétents qui ne se paieront pas de mots. Il y a là une pépi-

nière d'hommes d'Etat : plusieurs d'entre eux deviendront ministres de la République.

Challemel était heureux du succès de la *Revue*, lorsque deux jours à peine après la mise en vente du premier numéro, il tomba subitement malade. Il y eut un instant d'affolement dans les bureaux du faubourg Montmartre. Par bonheur, on avait songé à désigner un second directeur-gérant, Henri Brisson. Ce fut lui qui assumait pendant deux mois les lourdes fonctions que la grave maladie de Challemel rendait vacantes. Mais il n'avait pas, au même degré que son compagnon de lutte, le sens du journalisme actif qui, sous un régime peu libéral, doit user de détours pour arriver à ses fins et se servir de sous-entendus pour se faire comprendre à demi-mot. Gambetta, qui avait vu à l'œuvre et connaissait depuis longtemps déjà les deux directeurs, savait bien à quel point l'absence de Challemel serait préjudiciable à la *Revue*. Il mandait le 12 juin à Clément-Laurier :

Je t'écris à la hâte du Palais-Bourbon (1) entre deux discussions, d'abord pour calmer tes inquiétudes au sujet de ce pauvre Challemel. Notre ami va mieux ; il n'a pas de fluxion de poitrine, mais une pleurésie sans caractère aigu. Il a besoin de soins attentifs, de repos et de régime. Il est, à tous

(1) On sait que Gambetta, avant de devenir député, suivait assidûment les séances du Corps Législatif. Il écrivit, pour la *Revue Politique*, plusieurs articles très remarquables : le 4 juillet, « la Semaine parlementaire », et le 1^{er} août, « La Session législative de 1867-1868 ».

ces divers points de vue, en très bonnes mains, et je crois qu'avant peu il nous sera rendu. Et nous en avons un bien pressant besoin : c'est l'âme même de notre entreprise qui nous fait défaut ; car plus je vais, plus je constate avec dépit que notre excellent Henri est impropre à la direction et à la composition matérielle ou morale de notre œuvre. Il s'irrite, il s'agace, il prend peur ; il prend dix fois plus de peine qu'il n'en dépenserait avec quelque sang-froid. Enfin, ce n'est pas un chef (1). Malgré tout, notre second numéro, que je t'enverrai demain soir par la poste, sera très varié, très attrayant. Il y a douze articles fort bien tournés, sauf peut-être deux ou trois ; mais le public n'y regarde pas avec les yeux du censeur d'Horace. L'opinion s'est décidée en notre faveur et j'affirme que le succès est certain (2).

Certes, la phalange était brillante, qui donnait sa collaboration à la *Revue*. Le numéro du 13 juin, le second, contenait, outre un magistral portrait, tracé par Gambetta, du général Grant que le parti républicain des Etats-Unis venait de choisir pour candidat à la présidence (3), des

(1) Ce jugement sur Henri Brisson est fort curieux. Il explique évidemment les raisons pour lesquelles Gambetta et Brisson, tout en s'estimant et s'aimant, ne purent jamais unir leurs efforts en vue d'une action commune.

(2) Cf. *Gambetta par Gambetta*, lettres intimes et souvenirs de famille publiés par P.-B. Gheusi (Ollendorff, 1909), p. 263-264.

(3) Dans son livre sur Gambetta, M. Paul Deschanel admire fort cet article consacré au général Grant : « On y pressent, dit-il (page 23) le futur chef d'armée et le futur guide d'une démocratie libre. »

articles de Charles Floquet, Jules Ferry, Eugène Spuller, Clément Laurier, Henri Brisson, Allain-Targé, Eugène Despois. Mais on sentait qu'une main ferme et bien assurée n'avait pas présidé à la confection de ce fascicule. L'harmonie et la cohésion, aussi indispensables que la variété et l'attrait des sujets, étaient absentes de la *Revue*. On alla ainsi, cahin-caha, jusqu'à la fin de juillet, où Challemel-Lacour en reprit la direction effective.

Une fois pourvu de son poste de commandement, il bouscule gens et choses comme il avait accoutumé de le faire jadis. — Une *Revue*, disait-il, n'a pas seulement pour objet de publier des articles de tels ou tels personnages ; il faut qu'elle donne, pour avoir de l'autorité, son avis sur toutes les questions à l'ordre du jour. Il ne suffit pas qu'elle traduise les sentiments politiques de ses adhérents ; elle doit aussi faire appel à tous ceux, nouveaux venus et anciens, qui ont une opinion à exprimer ; elle doit également n'avoir pas peur de l'« humour », de la bonne gaîté française. Et le voici à la recherche de rédacteurs qui, à côté des professionnels de la presse périodique, apporteront leurs idées et feront entendre leur voix. Pour l'*humour*, il songe aussitôt à Dionys Ordinaire ; pour les vieux républicains exilés et non rentrés, il pense à Marc Dufraisse ; enfin pour les tout jeunes hommes qui aspirent à jouer un rôle, le nom du

poète-philosophe André Lefèvre lui semble tout indiqué.

A Dionys Ordinaire, après un long silence, il écrit dans les premiers jours d'août 1868 :

M. Duruy va prononcer, la semaine prochaine, à la distribution des prix du concours général, un discours qui pourrait bien être une *duruytade*. Quel qu'il soit, n'y aurait-il pas là une occasion de nous esquisser un petit portrait de ce cuistre, dans le genre de ceux que Laurier a fait de Rouher et des Pereire, seulement un peu plus courts. Il faudrait rappeler ce mot qui peint à la fois le niais et le faquin : l'homme le plus libéral de l'Empire, c'est l'Empereur. Tu pourras mêler à cela tes observations sur le régime universitaire, sur l'autocratie qui y domine, qui fait des professeurs des victimes et des enfants de futurs mandarins. Il faudrait que cela passe dans le numéro qui suivra la distribution du concours. Vois s'il y a quelque chose à tirer ; mais suis ton inspiration plutôt que mes indications.

Avec Marc Dufraisse, il met un peu plus de formes ; mais, en définitive, il n'est guère moins pressant :

Mon cher Dufraisse, — lui écrit-il le 12 août, — si la *Revue Politique* vous est parvenue exactement, vous devez savoir aujourd'hui qu'en penser, et pas n'est besoin de vous dire que votre suffrage est de ceux dont nous sommes tous le plus jaloux. Il y a longtemps que je vous en aurais parlé, si je n'avais été cloué sur mon lit ou confiné à la campagne par une maladie qui, avec ses suites, n'a pas duré moins de trois mois. Maintenant que je me traîne, que

bien que mal, une de mes premières pensées est de vous demander votre sentiment. Si les idées que nous soutenons dans la *Revue*, si le ton que nous avons adopté vous convient, ce serait une joie pour tout le monde, collaborateurs et lecteurs, de vous voir vous associer à notre entreprise. La France s'émeut, mon cher Dufraisse, n'en doutez pas, et c'est à nous de profiter de cette émotion pour la jeter dans la bonne voie. Il faut prendre ce pays de bien loin, parce qu'il en est à peine aux éléments, mais la bonne volonté est moins rare aujourd'hui qu'on ne l'imagine. C'est un devoir pour nous d'animer cette bonne volonté renaissante, c'en est surtout pour ceux qui, comme vous, auraient si facilement l'oreille de la meilleure partie de la jeunesse... Vous seriez une force inappréciable dans nos rangs ; ne me dites pas que vous êtes trop loin de la France et de Paris pour savoir quelle note il faut prendre, quelles idées sont capables de faire violence à l'inattention et à l'indifférence qui sont nos plus tristes plaies....

Croyez-moi, la dispersion, l'isolement, qui ont accru chez beaucoup d'entre nous la juste amertume produite par de si terribles déceptions et de si rudes épreuves, ont eu d'autres effets encore, et le moins fatal n'est pas d'avoir paralysé bien des forces qui eussent été et qui seraient aujourd'hui bien utiles, d'avoir hâté la dissolution universelle du parti de la liberté, d'avoir laissé à elle-même et sans guide une jeunesse qui n'était pas toujours si mauvaise. Sortez de votre silence, mon cher Dufraisse, joignez-vous à nous. Qu'une jeunesse bien disposée ne soit pas condamnée à l'inactivité, faute de chefs de file reconnus ; que demain, s'il y a un demain pour nous, ne nous trouve pas aussi étran-

gers les uns aux autres que si nous n'avions eu jamais rien de commun.

Y avait-il quelque ironie dans la pensée de Challemel-Lacour affirmant que la jeunesse paraissait disposée à écouter un ancien comme Marc Dufraisse ? Je ne sais. Ce qu'il y a de certain, c'est que Dufraisse ne se rendit pas aux raisons de Challemel. Celui-ci fut plus heureux avec Dionys Ordinaire, qui devint (sous le pseudonyme de Claude Suchet) un des plus réguliers et des plus dévoués collaborateurs de la *Revue*, et avec André Lefèvre, dont il avait loué naguère dans le *Temps* le talent naissant de poète délicat, nourri de l'antiquité.

Mon ami Hetzel ne m'apprenait rien l'autre jour — lui écrivait-il le 13 août — en me parlant de votre talent, et il m'a trouvé parfaitement disposé à faire chorus avec lui. Mais il m'apprenait une chose des plus agréables en me disant qu'il pourrait vous convenir de prêter votre concours à une œuvre difficile que mes amis et moi nous venons d'entreprendre. Je n'ai pas oublié les trop rares occasions que j'ai eues de vous voir, et il n'a pas tenu à moi de les multiplier ; mais je me serais cru avec raison indiscret de m'informer de vos opinions politiques ou même si vous aviez des opinions sur ce genre de questions. Hetzel m'assure que les idées que nous soutenons dans la *Revue Politique* doivent au moins vous être sympathiques ; j'en serais charmé... Je n'ignore pas qu'avec un poète, il y a en vous du savant et du philosophe ; inutile de vous dire le bien que je pense de ceux-ci comme du premier. Pour peu qu'il y eût de plus un esprit qui s'intéressât à la

liberté politique et à la forme qu'elle doit à notre avis revêtir chez nous, en vertu de notre histoire tout entière, de nos révolutions, de notre tour d'esprit actuel, c'est-à-dire à la République, nous serions heureux, mes amis et moi, de vous voir prendre place parmi nous.

C'est ainsi que Challemel-Lacour essayait d'attirer à la *Revue politique* des recrues nouvelles. Il savait bien que les collaborateurs du début ne tarderaient pas à se fatiguer. Déjà, Gambetta et Clément-Laurier, heureux de la rentrée de Challemel, étaient partis en vacances à Constantinople. D'autres, parmi les plus zélés de la première heure, envoyaient moins souvent des articles. Avec Dionys Ordinaire, André Lefèvre, Eugène Crépet, le jeune Antonin Dubost (à peine âgé de vingt-quatre ans), Charles du Bouzet, Eugène Véron, Elie Reclus, Léonce Ribert, le directeur de la *Revue* compléta sa rédaction par des noms qui n'étaient pas à dédaigner, lorsque les grands premiers rôles faisaient défaut. Il eut également la joie d'amener dans ce milieu le maître Michelet, son ancien professeur Vacherot, le critique d'art Charles Blanc et même le doux poète Sully Prudhomme.

Il prenait d'ailleurs lui-même, et de sa meilleure plume, une part de plus en plus importante à la polémique. Non content de revoir tous les articles avec le plus grand soin, d'exiger des coupures et des corrections sans fin et de se rendre compte qu'elles avaient bien été faites

selon ses instructions, Challemel bataillait ardemment chaque semaine. Son article *l'Opinion publique et l'Empire* fit grand bruit, et l'on crut un instant qu'il serait l'objet de poursuites judiciaires. L'auteur y montrait, avec une modération affectée qui rendait son langage d'autant plus dangereux, les contradictions de la politique impériale :

Le gouvernement du 2 Décembre — écrivait-il — avait juré sur sa tête de concilier, de satisfaire tous les intérêts, et certes il ne pouvait moins faire. Quand on s'attribue tous les pouvoirs, qu'on se réserve tous les privilèges, qu'on s'affranchit de tous les embarras et de tous les jougs, il faut bien prendre en même temps toutes les charges. La bonne volonté n'a pas manqué, nous l'avouons. On a usé largement de toutes les ressources qu'on avait entre les mains, on a tendu tous les ressorts, on n'a reculé devant aucun procédé pour contenter des exigences contradictoires : la propriété, encore inquiète, par le déploiement fastueux de la force ; les ouvriers des grandes villes, par des entreprises de travaux publics sans fin et sans règle ; l'armée par les guerres en tous pays l'industrie par les assurances de paix ; les amis de la liberté par l'affranchissement de l'Italie ; les amis de l'Eglise, par la perpétration de l'occupation de Rome. Là s'est rencontré l'écueil de cette politique. La guerre d'Italie, triomphante, heureuse, devait lui concilier toutes les opinions. Ne flattait-elle pas dans le grand nombre la manie des émancipations chevaleresques, de même que, par les stipulations du traité de Zurich en faveur d'une fédération présidée par le pape, elle devait conten-

ter les catholiques ? Qui osera soutenir néanmoins que cette politique ait réussi, que le dénouement de cette guerre n'ait pas été la leçon décisive qui a ouvert tous les yeux sur les absurdités du gouvernement personnel ?

Sur la plupart des questions, on l'a vu dans ces dernières années, changer de voie du jour au lendemain, donner des libertés et les reprendre ; se retirer de Rome et y revenir bientôt, se montrer tour à tour belliqueux et pacifique, exigeant et longanime ; on l'a vu s'efforçant de réparer par la fermeté outrée du langage les incohérences de la politique, ou par la tardive sagesse de sa politique les intempérances de ses discours. Est-ce là, comme on a pu le penser, de la duplicité ? Non, c'est la fatale indécision d'un gouvernement engagé dans une fausse route, impuissant à contenter tout le monde et condamné par sa position à l'essayer sans cesse, et qui, ayant usé son bonheur, laisse voir en présence des difficultés réelles toutes ses incapacités. Cette politique de bascule est l'expression des contradictions dans lesquelles il se débat. Aussi a-t-il beau affirmer de son ton le plus ridiculement avantageux qu'il n'a commis aucune faute, faire en toute occasion blanc de son épée, se vanter d'avoir toujours les bonnes grâces de la Fortune, ou, comme il dit en son jargon, de la Providence, l'opinion publique ne répond plus comme autrefois ; elle va s'affermissant de plus en plus dans ses exigences...

Et ce ne sont pas des écrits factieux qui ont ainsi perverti l'opinion et lui ont donné ce degré de vivacité. La presse n'a pas cessé, grâce à Dieu, un seul moment jusqu'à cette heure de vivre sous l'œil et la main du pouvoir ; nous sentons toujours l'autorité derrière nous, qui regarde par-dessus notre

épaule ce que nous écrivons, pèse nos expressions et devine avant nous-mêmes les arrière-pensées criminelles ou les sentiments dangereux qu'elles peuvent recouvrir. Enfin, ce ne sont pas les discours de l'opposition qui ont produit cette fermentation ; M. Rouher lui-même n'a-t-il pas soin de lui rappeler à chaque instant qu'elle parle dans le désert ? Et nous-mêmes, avouons-le, cette opposition, à laquelle nous rendons pleine justice, qui prodigue le zèle et le talent, n'en est pas moins maintenant, avec toute son ardeur, et tout écoutée qu'elle soit, une voix bien faible et trop souvent défaillante de la pensée publique.

Non, rien de tout cela n'eût été capable de susciter dans le pays cette salutaire émotion. Nous sommes à une tout autre école, nous recevons, et depuis longtemps, des leçons tout autrement efficaces. Des expériences, chaque jour plus multipliées, nous sont offertes devant lesquelles il faut bien que tous les yeux s'ouvrent. Une fatalité, qui n'a pu surprendre que les sots, pèse sur tout ce que fait le gouvernement, et nous serions tentés de prendre en pitié ses déboires s'ils étaient moins mérités et si nous n'y avions aussi notre part. Forcé de combler comme il peut le vide fait par la longue suppression des libertés publiques, obligé d'assoupir par des satisfactions données à son amour-propre l'inquiétude d'un pays condamné à l'inaction politique et toujours privé, quoique majeur, de la direction de ses destinées, l'Empire a épuisé toutes les diversions, a dépensé sans fruit toutes les ressources qu'il pouvait chercher dans la politique étrangère. C'est une déplorable condition que d'être réduit à s'agiter et à agiter le monde quand même, à faire parler de soi quand même, à réussir partout quand même. Le

premier besoin d'une nation est de pourvoir à ses propres affaires, de se développer pacifiquement, régulièrement, d'accroître et de féconder par l'activité intérieure ses ressources morales et matérielles. Eh bien, il a semblé dans les dernières années que la France ne vécût qu'au dehors, pour se mêler des affaires d'autrui et intervenir partout. Quand on est voué fatalement à cette politique indiscrete, quand on ne peut choisir ni le temps ni les circonstances, l'habileté la plus consommée ne saurait réussir ; au lieu d'augmenter son influence, on la diminue ; au lieu de la faire respecter, on la compromet, et bientôt ce n'est plus d'influence, de respect, de dignité qu'il s'agit, c'est de la sûreté même (1).

Un gouvernement, quel qu'il soit, libéral ou autoritaire, n'aime jamais être critiqué avec véhémence ; mais quand il se voit pris à partie dans un langage volontairement mesuré qui dissimule imparfaitement une haine profonde, il cherche les meilleurs moyens de contraindre son adversaire au silence. Challemel-Lacour n'ignorait pas qu'il était surveillé de près par la police impériale : cela ne diminuait pas son audace, au contraire. Chaque semaine, il revient à la charge. Le 8 août, il attribue « les succès de M. de Bismarck » aux défaillances de la politique de Napoléon III. « De là, conclut-il, l'inquiétude, le malaise, l'anxiété, la langueur qui est l'état présent du monde. Le gouvernement de la Prusse en partage la responsabilité avec le

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, L'Opinion publique et l'Empire (Revue Politique, tome 1^{er}, n° 9, p. 166 et suiv.) .

gouvernement du Second Empire, son modèle. La ruse, aidée de la force, ne conduit qu'à des solutions trompeuses et précaires, elles ne préparent par leurs succès momentanés que des catastrophes. Ce que M. de Bismarck a commencé ne peut tenir, s'il ne l'achève ; il ne peut l'achever sans mettre le monde en combustion. » (1)

Le 22 août, il montre la coalition qui se forme contre la France dans toute l'Europe, fatiguée des interventions arbitraires de la politique impériale. « Que la France, dit-il, prouve à l'Europe qu'elle n'est pas incapable de se régir elle-même ; qu'elle reprenne possession de sa libre volonté, qu'elle dispose à son gré de sa force ; qu'elle redevienne maîtresse de ses destinées et de son avenir ; elle le peut, pourvu qu'elle le veuille. Qu'elle commande au lieu d'obéir ; qu'elle dirige au lieu de suivre. L'Europe se rassurera ; mais il est temps de se hâter. » (2)

Le 11 octobre, il dénonce une « nouvelle théorie des frontières en Allemagne », telle qu'elle apparaît dans un livre de M. Wolfgang Menzel et dans une brochure du colonel Rustow :

M. W. Menzel — écrit le directeur de la *Revue Politique* — parcourt d'un œil mélancolique les

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Les Succès de M. de Bismarck* (Revue Politique, t. 1^{er}, n° 10, p. 184).

(2) P. CHALLEMEL-LACOUR, *L'Opinion européenne et l'Empire* (Revue Politique, t. 1^{er}, n° 12, p. 225).

frontières de l'Allemagne. A la voir assez forte à présent pour tenir en respect ses plus vieux ennemis, marchant à grands pas vers une unité qui en ferait la plus redoutable des puissances européennes, il aurait lieu, ce me semble d'être satisfait. Il ne voit au contraire de tous côtés que sujets d'affliction, violations criantes des droits historiques les mieux établis, terres allemandes iniquement détenues par l'étranger, possessions les plus légitimes, puisqu'elles reposent sur la conquête, mutilées ou contestées, peuples germains qui renient cette noble parenté, nations voisines refusant d'accepter les bienfaits dont la race germanique, privilégiée entre toutes, a toujours les mains pleines, et ne cachant pas leur défiance contre ces généreux barbares qui ont inventé la civilisation gothique.

Le colonel Rustow est plus précis : il veut établir « que les frontières de la France et de l'Allemagne sont mal tracées et qu'il faut les rectifier » : or, « le seul obstacle véritable, la seule frontière naturelle, ce sont les chaînes de montagnes ». Faisons attention, conclut Challe-mel, à ce qui se passe chez nos voisins d'Outre-Rhin. Ils ont l'air tout disposés à nous chercher querelle ; observons-les et observons-nous. Ainsi, les préoccupations de la politique extérieure l'emportaient souvent, dans l'esprit de Challemel-Lacour, sur les questions irritantes que soulevait la lutte contre l'Empire. Il aimait à traiter ces sujets de politique étrangère que ses voyages lui avaient rendu familiers. Le 29 août, il expose les avantages de « l'Union

scandinave » ; le 5 septembre, il montre les bienfaits de la réforme électorale en Angleterre ; le 26 septembre, il dépeint la triste situation de l'Espagne à la suite du règne despotique d'Isabelle II.

Mais bientôt les événements le ramènent à la polémique. Eugène Ténot, dans son livre *Paris en décembre* 1851 venait de rappeler avec émotion la mort du député Baudin, tué sur les barricades en défendant la loi. Le jour des Morts, des manifestants, en petit nombre d'ailleurs, découvrirent sa tombe délaissée dans un coin du cimetière Montmartre. Aussitôt, le *Réveil* de Delescluze, et l'*Avenir National*, de Peyrat, ouvrirent une souscription pour élever un monument à cette victime du coup d'Etat. Au nom de la rédaction de la *Revue politique*, Challemel-Lacour s'associa, sans délai, à cette pensée de réparation et publia, en tête de son numéro du 7 novembre 1868, l'appel suivant :

Une souscription a été ouverte pour élever un monument à Baudin. Nous adhérons, et nous enverrons aujourd'hui même notre cotisation. Le représentant Baudin est mort au service du Droit, dans l'accomplissement du devoir imposé à tous les hommes politiques de la démocratie, chez lesquels l'action doit être inséparable de l'idée. Tous les amis de la liberté doivent honorer sa mémoire et saluer avec joie ce présage d'une réparation prochaine et complète que l'honneur de la France exige. Ceux de nos amis qui voudront s'associer à cette noble pensée peuvent nous adresser leurs souscriptions ;

nous nous chargerons de les faire passer à qui de droit.

Le gouvernement impérial s'émut et décida des poursuites. Les prévenus se réunirent aussitôt chez M^e Crémieux, dans le but d'organiser leur défense. Peyrat et Delescluze désiraient choisir pour avocats des vétérans du barreau qui étaient en même temps de vieux lutteurs de l'opposition. Challemel-Lacour, au contraire, préférait des hommes jeunes qui ne se laisseraient pas arrêter par des considérations de personnes auxquelles sont assujettis malgré eux les caractères les plus fermes, lorsqu'ils ont une grande situation au Palais. Il proposa en conséquence de choisir deux membres du jeune barreau, Léon Gambetta et Clément Laurier, ses collaborateurs à la *Revue Politique*. Mais Delescluze ne voulut pas accepter Clément Laurier « dont le sourire gouailleur lui déplaisait » et fit toutes sortes de difficultés avant de se résigner à prendre Gambetta, qui ne lui paraissait pas assez pur (1). Peyrat eut comme défenseur Emmanuel Arago, et Crémieux se contenta de présenter la défense de Charles Quentin, l'un des manifestants du cimetière Montmartre. Quant à Challemel-Lacour, qui avait espéré un moment avoir pour avocat son ami Gambetta, mais qui ne voulut pas contrarier Delescluze,

(1) Cf. TAXILE DELORD, *Histoire du Second Empire*, t. V, p. 352 et suivantes. — P. DE LA GORCE, *Histoire du Second Empire*, t. V, p. 406 et suiv. — EMILE OLLIVIER, *L'Empire libéral*, t. XI, p. 78 et suiv

pour lequel il professait une haute estime, il confia sa cause à son autre collaborateur et ami Clément Laurier.

On sait l'immense retentissement qu'eut le plaidoyer de Gambetta, — ou, pour mieux dire, son attaque contre l'Empire (1). « Ranimer l'attention de l'auditoire après un tel discours n'était pas chose facile, — écrit Taxile Delord ; M^r Clément Laurier réalisa ce tour de force. » M. de La Gorce est plus explicite encore quand il dit qu'à l'issue de l'audience du 14 novembre le défenseur de Delescluze « par une habile générosité, ne tarissait pas en éloges sur la plaidoirie de Laurier qui avait parlé après lui ; et en effet Laurier, appelé à défendre M. Challemel-Lacour, avait surpassé Gambetta en souplesse et à certains moments l'avait presque égalé en vigueur. » Enfin Emile Ollivier lui-même avoue : « Il paraissait impossible de se faire écouter et surtout de dépasser en violence ce qui venait d'être dit.

(1) On a beaucoup écrit sur l'affaire Baudin et particulièrement sur la plaidoirie de Gambetta. Tous les historiens du Second Empire s'y sont arrêtés avec un grand luxe de détails. M. Paul Deschanel, dans son livre sur Gambetta (p. 25 et suiv.), M. Joseph Reinach, dans le recueil des discours de Gambetta (t. I, p. 5-17), et M. Georges Weill, dans sa magistrale *Histoire du Parti républicain en France* (p. 504 et suiv.), en ont donné d'excellents résumés. Ils ont nécessairement moins parlé de Challemel-Lacour et de Clément Laurier, qui ne tinrent que le second rôle dans le procès. Challemel s'est plaint plus tard (on le verra au chapitre suivant) d'avoir été « sacrifié » en cette occurrence ; ce qui n'était vraiment pas aimable pour son ami Laurier.

Cependant Laurier y réussit. Petit homme beaucoup plus instruit et versé dans la pratique des affaires et des hommes que Gambetta, son visage bas et rusé de procureur inspirait naturellement l'antipathie. Il ne prononça pas sa plaidoirie du ton d'une fougue emportée, mais avec une lenteur incisive et elle procura encore à la haine des auditeurs des satisfactions égales à celles qu'il venait de savourer. » Otons de ces phrases d'Ollivier tout ce qu'elles veulent avoir de blessant, et l'on aura une idée très exacte du succès que remporta Clément Laurier.

Après avoir fait allusion aux « terribles et frémissantes paroles que vient de faire entendre un confrère qui pour moi, dit-il, est un frère », Clément Laurier entre dans le vif de son sujet :

Poussons donc immédiatement au but, à l'accusation, à la solidarité revendiquée par le parquet, acceptée par nous, entre la cause et l'effet, entre le 2 Décembre et le pouvoir politique qui est sorti de lui. Ainsi, vous avez signalé ce beau jour comme père de cet enfant qui s'appelle le régime impérial : vous avez raison, c'était la vraie manière de poser la question. Gambetta l'a examinée au nom des anciens, en plaçant sa démonstration sur la tête de Delescluze ; moi, je vais l'examiner au nom des jeunes ; et d'abord permettez-moi de vous dire, de vous faire savoir à qui vous avez affaire et à qui s'adresse votre accusation.

M. Challemel-Lacour est un homme de quarante ans. Vous voyez l'âge qu'il avait au 2 Décembre. Il était sorti de la plus haute école du gouvernement,

de celle qui, en ce temps-là, représentait au degré le plus élevé la science, la dignité, le caractère, de cette Ecole normale si bien châtiée et décapitée depuis par un ministre du coup d'Etat. Et lui, dans cet institut tout composé de jeunes et vaillantes renommées, il avait marqué sa place au premier rang. Le 2 Décembre est arrivé. Quand Challemel a vu que les gens qui étaient chargés de défendre la loi portaient une main scélérate sur la constitution de leur pays, — il était alors professeur de philosophie, mettant d'accord, suivant la vraie méthode, sa critique, son enseignement et sa conduite, il chercha à soulever le département de la Haute-Vienne. En cela, il a noblement agi ; mais il fut vaincu et il a subi dans toute leur amertume les conséquences de sa défaite. En effet, comme il était rentré à Paris et retourné à ses livres, il arriva qu'un jour un homme se présenta chez lui au nom de la police. On le prit ; il fut enfermé aux Madelonnettes, pendant trois mois, séquestré de ses amis, de sa mère, ne voyant d'ailleurs, ni greffier ni juges, ...*supprimé*. Après trois mois d'attente on lui ouvrit les portes de sa prison et on lui dit : Vous êtes libre... d'aller à l'étranger. Ce n'était plus la prison, c'était l'exil. De juge, de jugement ! rien, personne !

Tel est l'homme que vous allez avoir l'honneur de juger. Et dans l'exil, savez-vous ce qu'il a fait ? Allez en Belgique, messieurs, allez en Allemagne, allez en Suisse, demandez dans ces différents pays qui est M. Challemel-Lacour, et aussitôt la considération que vous devez avoir pour lui s'accroîtra, car dans ces pays où tous les penseurs le connaissent, son nom ne se prononce qu'avec respect. Il a laissé partout où il a passé la réputation d'une âme inébranlable, d'un des esprits les plus cultivés, les

plus élevés, les plus aimables à ses heures, d'un des philosophes les plus éminents qui puissent faire honneur à la patrie française. Voilà l'hommage qu'on lui rend partout où on l'a connu, voilà cet homme si brillant d'avenir que le 2 Décembre a fauché par le pied avec tout ce qui valait quelque chose dans sa génération ; le voilà jeune encore et heureusement pour nous renaissant à la vie politique, mais blanchi dans la peine, dans l'exil, dans la douleur surtout de voir le triomphe de ce qui a triomphé. C'est, je le répète, et je ne vous le dirai jamais assez, un des cœurs les plus nobles, les plus hauts, les plus honorés et les plus dignes de l'être qui se puissent voir dans ces temps où de tels spectacles sont d'autant plus nécessaires qu'ils sont plus rares et contrastent plus vivement avec les enseignements de la platitude universelle. Telle est M. Challemel-Lacour, notre ami et notre maître.

Il y a six mois, à peu près, un groupe d'hommes jeunes, libres, honnêtes et résolus, se trouvant en présence d'une loi nouvelle qui permettait de fonder un journal sans avoir recours au pouvoir discrétionnaire de je ne sais qui, se sont imaginé de fonder une revue. Cette revue, c'est la *Revue Politique*. Tous les hommes qui sont là battent du même cœur et n'ont qu'un cerveau ; il y a entre eux solidarité de doctrine, de regrets et d'espérances et ils estiment qu'ils sont tous poursuivis dans la personne de M. Challemel-Lacour. J'ai l'honneur, messieurs, d'appartenir à ce groupe, et je suis autorisé à vous dire que, si nous avons pris Challemel-Lacour pour chef, si nous l'avons choisi, c'est parce que nous l'avons cru le plus digne, parce qu'entre nous il est

le plus brave, étant celui qui a le plus combattu et le plus souffert (1).

Une émotion profonde s'empara de la salle, lorsque Clément Laurier acheva le portrait de son ami. Cette émotion redoubla quand il conclut :

Baudin est mort pour la loi, et ne vous y trompez pas : ce n'est pas seulement l'anniversaire de Baudin que nous célébrons ; non, notre mémoire est plus longue et notre conscience va plus haut, ce que nous célébrons avant tout, ce que nous ne cesserons jamais de célébrer dans le deuil de nos cœurs, c'est la République, entendez-vous, c'est la République auguste qui ce jour-là a été assassinée dans la personne de ses représentants ! Voilà notre anniversaire, voilà notre colère et nos regrets ! Le ministère public vous disait : il faut rattacher le 2 Décembre à l'Empire. Oui, oui, rattachez-le ; rattachez-le tous les jours, et tous les jours nous vous le reprocherons, et tous les jours, autour de vos prospérités et de votre sommeil, nous agiterons ce remords, car, sachez-le bien, il y a là une tache indélébile, une tache qui me rappelle cette scène sublime du grand tragique anglais, où lady Macbeth s'avançant sur le théâtre après son crime, prend sa main et s'écrie : « Cette main, cette petite main, l'eau de la mer y passerait sans en effacer le sang ! » Et moi je vous dis aussi que toute l'eau de la mer passerait sur le 2 Décembre sans le laver...

Les coups d'Etat à main armée ne sont pas de tous les jours et il est rare qu'on en compte plus

(1) Plaidoyers et œuvres choisies de Clément Laurier, p. 124 et suiv.

d'un dans la vie d'un homme. Un coup de ce genre a suffi à l'existence du premier Bonaparte qui, quinze ans après, est venu misérablement échouer sur l'acte additionnel avant les hypocrisies de Sainte-Hélène. Eh bien, croyez-moi, un nouveau coup d'Etat n'est point à craindre avec Napoléon III. Le 2 Décembre lui suffit comme le 18 Brumaire à Napoléon I^{er}. En 1851, quand le président a porté la main sur la Constitution républicaine, il faut bien reconnaître qu'il y avait eu des fautes de commises, des fautes nombreuses, et par tous les partis, républicains, orléanistes, légitimistes, cela en présence d'un homme qui laissait faire et qui attendait silencieusement. Aujourd'hui, le même homme se trouverait en présence de ses fautes à lui. Or, sachez-le bien, on peut faire un coup d'Etat contre les fautes d'autrui ; on ne fait pas de coup d'Etat contre ses propres fautes. C'est justement parce que, pour mille raisons, le 2 Décembre est impossible à recommencer, qu'on demande à la magistrature un coup d'Etat judiciaire et procédant de la loi. Voilà comment on ose ici, au nom de toutes les violations du droit, invoquer le droit pour protéger l'acte le plus criminel dont l'histoire gardera le souvenir. Mais dans l'histoire il n'y a pas d'actions neutres : c'est encore un des enseignements les plus certains qu'elle nous fournisse. Tout acte, bon ou mauvais, entraîne après lui ses conséquences ; par là, chacun reçoit sa récompense ou son châtement, et je vous le dis en finissant, le 2 Décembre sera châtié.

Challemel-Lacour fut condamné à 2.000 fr. d'amende. Quelques semaines après, le 7 décembre 1868, il comparaisait à nouveau devant le tribunal correctionnel, cette fois avec Henri

Brisson, pour « excitation à la haine et au mépris du gouvernement » dans le compte rendu que la *Revue Politique* avait publié du procès Baudin. Les deux compagnons de lutte furent condamnés chacun à 1.000 francs. Mais qu'importaient à ces audacieux les fureurs du pouvoir ? Le résultat qu'ils voulaient obtenir était atteint. L'Empire était frappé à mort.

XI.

Les élections de 1869 et les dernières luttes

Il s'agissait maintenant d'achever l'œuvre si bien commencée. La *Revue Politique*, sous la direction de plus en plus autorisée — et autoritaire — de Challemel-Lacour, s'y employa vivement. Les élections pour le renouvellement du Corps Législatif devaient avoir lieu au mois de mai 1869 ; dès le mois de janvier on s'en préoccupait. Mais autant l'union avait régné facilement entre tous les adversaires de l'Empire, quand il n'avait été question que de battre en brèche les hommes du 2 Décembre, autant elle devint difficile à maintenir lorsque des tendances opposées se dessinèrent en vue de la rédaction des programmes électoraux. La situation était particulièrement malaisée à la *Revue Politique*. C'est Clément Laurier qui avait réuni les fonds nécessaires à l'entreprise. Or, Laurier avait des attaches orléanistes bien connues de tous ceux qui le fréquentaient : il avait emmené Gambetta, en 1865, voir le comte de Paris à Twickenham, et Delescluze l'avait violemment

reproché à son défenseur. Challemel-Lacour n'ignorait pas les relations de son ami Laurier ; mais lui-même ne s'en effrayait point. Au *Temps* et surtout à la *Revue des Deux Mondes*, il avait coudoyé bien des orléanistes, gens aimables d'ailleurs et avec lesquels il s'entendait souvent mieux qu'avec les républicains de son milieu. Cet « irréconciliable » avait, comme Gambetta, un goût marqué pour toutes les supériorités qu'avait dédaignées l'Empire. Il eut jusqu'au bout l'espoir que les orléanistes sauraient, à la demande et à l'exemple de Clément Laurier, faire taire leurs préférences personnelles pour consacrer le triomphe du mouvement démocratique qu'avait affirmé si puissamment le procès Baudin.

Challemel-Lacour fut bien vite détrompé. Les orléanistes voulaient travailler dans l'intérêt de leur propre cause et non dans l'intérêt de la cause des démocrates. Ils avaient été très vexés que certains journaux républicains prissent en pitié la candidature du duc de Montpensier au trône d'Espagne. La *Revue Politique* n'avait pas manqué de dire son mot en cette circonstance, et Challemel, en particulier, avait eu quelques paroles assez dures à l'adresse de ce prétendant. On fit savoir à la *Revue* que les amis du comte de Paris étaient fort mécontents.

Furieux de se voir ainsi morigéné, Challemel prit alors un grand parti, après avoir seulement consulté pour la forme ses compagnons de lutte,

autres que Gambetta, qui s'était prononcé hardiment pour la rupture. Il coupa les ponts dans un article que la *Revue Politique* publia le 30 janvier 1869 sous ce titre : *La Démocratie radicale et les élections*.

D'honnêtes gens — écrivait-il avec ce ton ironique où il excellait — n'approuvent pas tout à fait, à ce qu'il paraît, l'attitude prise depuis quelques mois par la démocratie radicale. Ils craignent le trouble que cette manifestation « d'idées qu'on croyait éteintes » peut jeter dans le grand parti de l'opposition. On les voit se laisser aller, par amour de la concorde, à une mauvaise humeur fort dangereuse en effet pour la paix. Il leur déplaît d'entendre parler de république aux républicains ; ils trouvent mauvais qu'il en soit question même pour l'Espagne. Se permet-on d'exprimer à découvert ses sympathies et ses répugnances, va-t-on jusqu'à rire au nez de quelque prétendant ridicule, on manque à la politesse autant qu'à la politique, on méconnaît les règles de la prudence et du savoir-vivre. La démocratie radicale compromet par ses maladresses et ses irrévérences le bon accord si nécessaire à la veille des élections ; car que faire avec elle si elle manque à la fois de respect et d'habileté. Pour tout dire d'un mot, on déclare qu'elle fait les affaires de l'Empire. Nous sommes d'humeur à prendre aujourd'hui en bonne part les observations les plus rudes. Expliquons donc sans nous fâcher pourquoi les dissidences dont on se plaint, les idées qui se montrent avec plus ou moins de vivacité dans les rangs de l'opposition ne doivent, selon nous, causer ni inquiétude ni dépit. Nous y voyons l'indice et

l'effet du réveil de l'opinion publique, rien de plus. C'est la vie qui rentre dans les partis réorganisés.

Et voici que Challemel se met à railler les gens de l'*Union libérale*. Vous êtes des libéraux, dites-vous ; mais l'Empire se prétend également libéral ; veuillez nous expliquer ce que vous êtes vraiment. Ne seriez-vous pas par hasard « le grand parti des indiscernables ? » Croyez-moi, « il est temps de sortir du vague, de dire son nom, de préciser son but ; nous repoussons pour notre part ces étiquettes banales qui servent aux opinions contraires ; nous ne voulons plus de ces cocardes équivoques que tout le monde arbore. »

Les conséquences de cet article de rupture ne furent pas longues à se produire. Huit jours plus tard, le 6 février 1869, paraissait le dernier numéro de la *Revue Politique*. On mit sa suppression sur le compte du gouvernement impérial, qui n'en était pas à un méfait près. La chose parut toute naturelle. En réalité, c'était à l'« Union libérale » qu'était due la disparition d'un organe qui avait eu son heure de renommée et qui avait groupé dans les rangs de sa brillante rédaction nombre de futurs ministres de la Troisième République. Challemel-Lacour s'éloigna sans murmurer de ces bureaux du faubourg Montmartre où il estimait avoir fait de bonne besogne pour le succès de la démocratie. Il n'attachait pas, au surplus, une impor-

tance capitale aux résultats des prochaines élections.

Libre à ceux, — avait-il écrit à la fin de son article du 30 janvier, — libre à ceux qui rêvent, pour satisfaction suprême, de voir M. E. Ollivier ou M. Thiers, ministre du Second Empire, qui consentiraient à couvrir l'Empire et tout ce qu'il a fait sous l'éclat du *parlementarisme ressuscité*, qui se flattent de guérir ainsi la France du mal qu'elle a souffert et de la tirer de la voie où elle est lancée ; libre à eux de mettre tout leur espoir dans la conquête de quelques sièges au profit de gens que nous ne connaissons pas ou que nous connaissons trop. La démocratie radicale a peu de chose à voir là ; elle sait assez que l'Empire sera le lendemain d'une telle défaite ce qu'il était la veille, elle le sait parce qu'il le dit et parce qu'il y a des transformations impossibles ; elle ne s'intéresse aux élections que si elles ouvrent l'accès de la tribune à des hommes capables d'y porter sans réticence et sans compromis les revendications du Droit.

C'est pourquoi Challemel-Lacour applaudit au succès de Gambetta contre Carnot, à Paris, dans la 1^{re} circonscription, et dans la 6^e, au succès de Jules Ferry contre Guérault. Il n'aurait pas été moins heureux de voir triompher ses autres collaborateurs, Clément Laurier dans le Var contre Emile Ollivier, Charles Floquet dans l'Hérault, Foucher de Careil dans le Calvados. Et il songeait, à part lui, que personne n'avait eu la pensée de lui offrir quelque part une candidature. Etait-ce bien la peine d'avoir dirigé la

Revue Politique, subi deux condamnations dans l'affaire Baudin, exposé la vraie doctrine républicaine à l'encontre des théories confuses de l'*Union libérale*, pour se voir ainsi méconnu !

Il fut sur le point d'être candidat aux élections complémentaires qui se firent pour remplacer à Paris Gambetta qui avait opté pour les Bouches-du-Rhône, où il avait été élu en même temps que dans la Seine ; Bancel, qui avait opté pour la 2^e circonscription de Lyon ; Ernest Picard, nommé également dans l'Hérault, et Jules Simon, élu dans la Gironde. La succession de Gambetta lui eût été principalement agréable ; et de Bruxelles où il était allé se reposer quelque temps, il s'en ouvrit à son ami dans une lettre datée du mois de juin. Avec la belle franchise dont il s'était fait une loi vis-à-vis de ses compagnons, Gambetta le dissuada de tenter la fortune électorale à Paris :

...Croyez-vous, — lui répond Challemel le 3 juillet, — que je m'aveugle sur la notoriété de mon nom, sur la puissance de mes titres ? Ne sais-je pas bien que, si dix électeurs de la 1^{re} circonscription savent seulement que j'existe et sont capables de prononcer mon nom sans l'écorcher, c'est tout le bout du monde ? J'ai gardé longtemps, presque toujours et jusque dans le procès Baudin (vous savez mieux que personne ce qui m'a déterminé en cette circonstance) une attitude volontairement effacée. Comment serais-je assez naïf pour m'imaginer qu'on va courir après moi ? Mes titres mêmes, si j'en ai à produire, ne sont peut-être pas des plus propres à

toucher la majorité des électeurs. Quelles chances voulez-vous donc qu'étant à ce point inconnu et ne l'ignorant pas, je me flatte d'avoir quant à présent ? Non, mon ami, je n'en ai pas. Mais sachez bien une chose qu'il est dangereux pour tout le monde d'oublier. Dans l'état rudimentaire, inorganique et mouvant, du suffrage universel à Paris, nul ne saurait deviner les courants que peut susciter l'action immédiate du candidat sur les électeurs, et qui au dernier moment emportent tout. La notoriété antérieure, les titres spéciaux, les recommandations, et notamment celle de Gambetta, peuvent beaucoup pour déterminer le résultat ; tout cela réuni ne peut pas tout ; les calculs les plus fondés peuvent être déçus, le plus célèbre peut rester sur le carreau, la veille d'être acclamé ; il faut jusqu'à nouvel ordre s'attendre à toutes les surprises, à des préférences qui semblent des caprices ; à des rigueurs qui ne paraîtront pas justifiées.

Tout pour moi est à commencer ; je n'ai compté et pu compter que sur mon énergie, sur la continuité de mes efforts ; et encore ne me suis-je pas dissimulé que je n'avais peut-être ni la voix, ni la souplesse, ni l'amour du lieu commun, ni les habitudes d'adulation et de rhétorique, nécessaires ou du moins utiles pour enlever d'emblée la faveur populaire. Le dégoût s'est fait plus d'une fois sentir rien qu'à la pensée de pareilles batailles ; pour le surmonter, il m'a fallu invoquer l'argument auquel tout cède, la nécessité ; je me suis dit qu'il faut faire quelque chose, et la chose à laquelle on est propre ; si on ne peut la faire, il faut l'essayer. Je me suis dit aussi qu'étant résolu à ne rien dire que je ne croie, décidé à me montrer tel que je suis, sans mensonge et sans masque, n'ayant à craindre ni

qu'on fouille dans ma vie ni qu'on m'entraîne dans le bournier des personnalités, partant de zéro réputation et arrivant à zéro résultat, la défaite ne m'humilierait pas. Les choix du suffrage universel, les motifs qui ont prise sur lui, les qualités qui le séduisent, les raisons qui le persuadent, ne sont pas tels qu'il me répugne à l'excès d'entrer dans la *catégorie des refusés*. Je n'attends pas pour m'estimer mon prix que le succès me donne, à mes yeux ni à ceux de mes amis, un brevet de supériorité (1).

Il y a de l'ironie mordante, de la hauteur, du dédain, un peu d'humilité et beaucoup d'orgueil dans cette lettre où Challeme! se peint tout entier. La conclusion en est d'un ton plus juste : le cœur y parle presque tout seul.

Ce que je veux vous dire tout de suite, c'est qu'en aucun cas, je ne douterai de votre amitié, comme je suis sûr que vous ne doutez pas de la mienne. Quand j'aurai perdu mon temps et dépensé mes derniers sous pour me mettre en état de soutenir la lutte, puis pour la livrer, puis pour me remettre des horions que j'aurai reçus, quand je me retrouverai, comme disaient Pline et le citoyen Thiers, nu dans une chambre nue, vous serez encore là, je le sais bien. Nous chercherons ensemble s'il y a moyen de tirer parti de moi, ou si je suis condamné à rester en tout, comme en politique, une non-valeur. Vous êtes du très petit nombre de ceux dont je ne refuserai jamais les services. Et savez-vous pourquoi ? C'est que j'ai la fatuité de croire ce que

(1) Cette lettre et la suivante ont été publiées par M. Hustin dans le journal *l'Opinion* (n° 1, 18 janvier 1908, p. 17).

vous dites, quand vous m'assurez que vous êtes mon ami.

C'est d'Ems, où il venait d'arriver pour soigner sa gorge, que Challemel-Lacour adressa cette lettre à Gambetta. Une semaine après, le 10 juillet, le jeune député s'installait à son tour à Ems ; mais il n'y était pas venu seul. André Lavertujon (1), candidat éventuel au même titre que Challemel et Laurier dans la 1^{re} circonscription de la Seine, l'accompagnait. Cela déplut fort à Challemel qui observa le mutisme le plus absolu quant à ses velléités de candidature. « J'ai rencontré ici Challemel, — écrivait Gambetta à Clément Laurier le 15 juillet. — Nous avons beaucoup causé ; il évite de parler de candidature. J'ai ouvert deux ou trois fois la question ; il la ferme ou change de direction. Sa santé me paraît très rétablie et me fait presque envie ; car je tousse et je sue à froid plus que jamais. » (2) Lavertujon, qui voyait Challemel pour la première fois, essaya de lui être agréable, en lui proposant, d'accord avec Gambetta, de devenir l'un des principaux rédacteurs du *Suffrage Universel*, un nouveau journal qui devait paraître prochainement. A ces

(1) André Lavertujon était rédacteur en chef de la *Gironde* ; aux récentes élections législatives, il avait obtenu à Bordeaux plus de quinze mille voix sans être élu. A Paris, où son talent de journaliste était fort apprécié, il eût été un concurrent dangereux pour Challemel.

(2) P.-B. GHEUSI, *Gambetta par Gambetta*, p. 289.

ouvertures, Challemel répondit « de la façon la moins amicale » et ne dissimula point le peu de sympathie que lui inspirait Lavertujon (1).

Gambetta, si expert à juger les hommes, comprenait mal l'attitude de Challemel-Lacour. Il s'en expliqua avec Laurier dans une lettre datée d'Ems, 22 juillet : « Je ne crois pas la concurrence de Challemel très redoutable contre toi ; mais s'il faut en juger d'après sa lettre très explicative et son silence très significatif à ce sujet à Ems, il ira jusqu'au bout, excepté contre Rochefort dont il déplore comme moi l'infériorité politique, mais qui, dans les circonstances *pendantes*, et *non* plus tard, lui semble non seulement invincible, mais indiscutable (2). C'est aussi, et depuis quelque temps mon opinion, mais non ma résolution. Je n'appuierai *jamais*, quoi qu'il advienne, une pareille candidature ; et les motifs abondent, qui ordonnent de s'abstenir d'une pareille alliance. Réservons-nous. »

De retour à Paris, Challemel-Lacour crut

(1) ANDRÉ LAVERTUJON, *Gambetta inconnu*, p. 101 et 162.

(2) Challemel-Lacour ne se trompait pas et était même plus clairvoyant en cette occurrence que Gambetta. Il n'y avait rien à faire contre la candidature Rochefort, l'enfant gâté de la population parisienne depuis l'apparition de la *Lanterne*. Déjà, Henri Rochefort avait failli battre Jules Favre au mois de mai 1869. Lorsqu'il s'agit de remplacer Gambetta dans la 1^{re} circonscription, il distança tous ses concurrents. Clément Laurier, patronné par Gambetta, dut se retirer avant le scrutin, et Hippolyte Carnot fut battu. Quant à Lavertujon, il n'avait pas donné suite à ses projets de candidature.

devoir mettre Gambetta au courant de sa situation électorale.

A propos d'élections, — lui écrit-il le 5 août — il faut que je vous entretienne de mes affaires. Je suis homme, je crois, à prendre quand il le faut une résolution et à la soutenir jusqu'au bout sans me munir des conseils d'autrui. Mais il m'en coûte de taire absolument ce qui me touche aux gens pour qui j'ai de l'affection, d'élever entre eux et moi cette barrière du silence à l'abri de laquelle tout prend un air désagréable de calcul, de défiance et d'intrigue. Je ne vous ai point parlé, mon cher Gambetta, pendant que vous étiez à Ems, de mes velléités de candidature ; vous les connaissiez et pour rien au monde, je n'aurais voulu vous placer dans une situation pénible entre Laurier et moi. Ne craignez rien ; ce que j'ai soigneusement évité dans nos conversations, je n'aurai garde de le ramener dans mes lettres. Je ne veux vous dire qu'une chose dont probablement vous vous doutez déjà : c'est que j'ai pour Laurier une amitié profonde, et que jamais l'idée ne me serait entrée dans l'esprit de me porter son concurrent, si j'avais cru par là lui faire tort ; telle n'a pas été ma pensée, ou plutôt elle a été toute contraire ; vous me connaissez assez pour que cette assurance n'ait pas besoin de développement. Au surplus, les situations changent si vite que nous avons bien tort de nous préoccuper de cette rencontre, si tant est que vous, lui ou moi, en ayons ressenti quelque préoccupation.

Ainsi, voilà qu'à peine de retour, on vient m'offrir, et l'offre paraît procéder d'un comité sérieux, de tenter la fortune dans la quatrième circonscription, en concurrence avec MM. Allou, Crémieux,

Laboulaye et Floquet. Je me suis laissé aller jusqu'à promettre de me présenter très prochainement devant ce comité ; et mes perplexités me prouvent assez qu'une forte ambition, quand on veut être député, est un renfort indispensable pour supporter le travail de la candidature. Mais je sens en même temps qu'il faut surmonter cette première répugnance, qu'elle n'est qu'une tentation de la paresse, qu'il serait honteux de fuir...

Challemel-Lacour avait bien tort de se tourmenter ainsi. Son heure politique n'était pas venue. Il pouvait errer de la 1^{re} à la 4^e circonscription ; le même insuccès l'attendait partout. Il le comprit assez vite et ne fut candidat nulle part. Il avait vu juste pour la 1^{re} circonscription. Gambetta, rassuré de ce côté, le laissa tâter le terrain pour la succession d'Ernest Picard. Ce ne furent au surplus ni Allou, ni Crémieux, ni Laboulaye, ni Floquet, qui recueillirent cette succession enviée : ce fut Glais-Bizoin. Mais déjà Challemel avait fait retraite depuis longtemps lorsqu'eurent lieu les élections complémentaires du 22 novembre 1869. Il était découragé, et son âpre pessimisme lui remontait du cœur aux lèvres.

Depuis un an, — mande-t-il à Marc Dufraisse, — les chagrins ne m'ont pas manqué, et peut-être est-ce à cause de cela même que je ne vous ai pas écrit. Je sors à peine d'une longue crise de langueur et de découragement pendant laquelle je n'ai eu la force de me confier à personne.

Et comme Marc Dufraisse se dit préoccupé

de l'avenir de ses fils et l'interroge sur la situation qui leur conviendrait, Challemel lui répond :

...Les carrières lettrées ont encore de la séduction pour vous et moi, qui sommes d'un autre âge ; mais le siècle s'en éloigne visiblement de plus en plus et se jette dans les carrières actives. Je ne vous dirai pas que là est pour la jeunesse la fortune et le succès ; ce sont choses que vous appréciez à leur valeur, et votre première ambition pour vos fils comme pour vous, n'est pas une vie riche, c'est une vie paisible et honorée ; mais je vous dirai que là est peut-être, pour une période assez longue, le vrai, le seul moyen d'être utile. Jusqu'à ce que l'enseignement soit régénéré, que les lettres, l'instruction classique, la culture élevée et libérale de l'esprit ait trouvé sa place dans notre société industrielle et démocratique, les carrières dites savantes — je ne sais pourquoi, car elles sont encombrées d'ignorants — ou libérales — je ne sais pas non plus pourquoi, car je les vois remplies d'esprits rétrogrades, bornés et cupides, — ces carrières seront de plus en plus ingrates. J'en sens, quant à moi, quelque chose à la difficulté de gagner mon pain quotidien. Je suis absolument dépaycé, par conséquent délaissé et inutile, n'étant pas encore parvenu à faire de mon esprit une machine et de ma littérature une industrie.

Que vous dirai-je de moi ? Je vieillis ou plutôt je suis vieux. Ma santé depuis un an a été déplorable ; par moments, je pense, j'espère que la fin est proche, et si elle n'était pas précédée d'un intervalle trop prolongé entre la vie et la mort, je n'y verrais que des avantages. J'ai, comme je vous l'indiquais tout à l'heure, une peine infinie non pas seulement à

remplir ma tâche pour vivre, mais à trouver une tâche ; je ne suis pas en harmonie avec la société qui m'entoure ; je ne puis rien pour elle, beaucoup à cause de mes inaptitudes et de mes défauts, un peu aussi à cause de mes qualités ; et, comme de juste, elle ne fait rien pour moi. Je me sens de plus en plus une non-valeur. La liste de mes déceptions depuis un certain temps serait interminable, et les déceptions politiques n'ont pas été les moins douloureuses. J'aurais à ce sujet tant de choses à vous dire et ma lettre est déjà si longue que je m'abstiens sur ce sujet. Vous en savez sans doute autant que moi. Pourtant vous ne voyez pas de si près les misères du parti, et les plus tristes ne sont pas des extravagances sans portée (1), auxquelles il était bien difficile de ne pas s'attendre de la part d'un peuple si mal instruit et si excusable de ne pas l'être mieux. Non, ce qui est navrant, c'est que ce peuple, ce parti de la liberté et de la justice, car à travers mille illusions c'est encore ce que la grande majorité, qu'il ne faut pas confondre avec un petit nombre de tapageurs et de drôles, poursuit obstinément, ce peuple n'a pas de chefs, bien plus, il n'a même pas de représentants.

L'intrigue, le bas et sordide intérêt, la peur, la défiance, voilà ce dont ceux qui parlent officiellement en son nom s'inspirent constamment. Soyez sûr que la sévérité de ce jugement n'a rien d'excessif. Je connais ces hommes, quelques-uns parce qu'il est impossible de les ignorer, plusieurs parce que je les ai personnellement pratiqués, et je vous dis qu'ils se trouvent chargés de défendre une cause qu'ils n'aiment pas et dont le triomphe les inquiète.

(1) Allusion à l'élection d'Henri Rochefort.

Ne vous étonnez donc pas qu'ils ne fassent rien pour le hâter. Ces hommes ne sont point des traîtres, ce sont des erreurs du suffrage universel. Le malheur, c'est que ces erreurs séparent de plus en plus le peuple et les hommes réfléchis et cultivés, qui sont pourtant indispensables dans un gouvernement. La foule, défiante, ne regarde plus qu'elle-même ; toute autorité légitime du sang-froid sur la passion, de l'étude sur l'ignorance, de la politique sur l'aveugle convoitise, se perd. Il est à craindre que les masses ne veuillent plus que des instruments et se refusent à reconnaître des chefs. Y a-t-il un remède contre cette tendance ? Le mal déjà fait est-il réparable ? La présence de quelques hommes, qui ne sont plus jeunes, mais qui ont le dévouement et l'expérience, sauverait-elle la situation ? Vous voyez, mon cher Dufraise, ce que je veux dire. Je n'insiste pas, et je n'ai point de réponse à ma question. Car moi, qui suis ici depuis dix ans et qui suis rentré jeune encore, je m'y trouve dans un autre monde. Qui sait si d'autres, plus intelligents et plus forts que moi, mais non plus pleins de bonne volonté, n'auraient pas comme moi cette grande douleur de se sentir dans un monde étranger ?

Pour se remettre de ce pessimisme plein d'amertume, que justifiaient à ses yeux ses récentes déceptions politiques, Challemel-Lacour avait heureusement le culte des belles et bonnes lettres, ces éternelles consolatrices. Il écrivit une délicieuse introduction, remplie de philosophie souriante, pour une réimpression de deux œuvres de Mme d'Epinaÿ, *Lettres à mon fils* et *Mes moments heureux*. Parlant du portrait fort

soigné que Mme d'Epinay a tracé d'elle-même au début du second volume, il la félicite du « parfait contentement » qu'elle montre de sa personne, puis il ajoute :

La finesse, l'esprit, l'élévation, le courage, la simplicité, la réflexion, la discrétion, la confiance en ses amis portée jusqu'à l'imprudence, voilà quelques-unes des qualités que Mme d'Epinay a reconnues en elle. Quand on se voit ainsi partagée par la nature, on peut confesser quelques défauts : c'est le lest nécessaire pour rattacher la créature la plus parfaite à notre monde terrané et l'empêcher de se perdre dans la région des anges. Sans y regarder de trop près et sans marchander à Mme d'Epinay les mérites qu'elle s'attribue, il faut bien remarquer pourtant qu'elle en oublie au moins un, dont ses Mémoires donnent la preuve à chaque page : c'est une rare habileté. Elle eut l'art de former et de retenir auprès d'elle une cour d'élite ; on la voit, au milieu de ses vapeurs d'âme affligée, ne négliger aucun des manèges de la coquetterie et cacher sous le voile de l'ingénuité la plus savante le calcul d'une rouée ; elle dissimule son adresse par des gémissements de colombe sentimentale, elle fait oublier les satisfactions qu'elle ne refuse pas aux exigences de son tempérament, par la rigidité de ses maximes (1).

Après Mme d'Epinay, qu'on croirait qu'il a personnellement connue, tant il prend plaisir à la peindre jusque dans les traits les plus intimes de sa physionomie, Challemel-Lacour revient,

(1) *Œuvres de Mme d'Epinay*, avec une introduction par M. Challemel-Lacour (Paris, A. Sauton, éditeur, 1869) p. 32.

par contraste, à son vieux philosophe de prédilection, Arthur Schopenhauer, qu'il a vu et fréquenté jadis à Francfort. Sous le titre « Un bouddhiste contemporain en Allemagne », il lui consacre, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1870, une étude magistrale et vivante qui, pour beaucoup de lecteurs français, est une véritable révélation de ce singulier misogyne. Le 1^{er} mai suivant, il publie dans la même *Revue* un superbe récit, coloré et poignant, qui est une page d'histoire et qui a l'attrait passionné d'un roman : « La princesse Tarakanov, histoire d'une aventurière russe au XVIII^e siècle ». (1) Ces échappées hors de son temps et hors de France consolent Challemel des laideurs de la politique.

Mais comment l'oublier, cette politique, adorée et maudite à la fois, qui vient le chercher jusque chez lui, dans sa retraite de la rue Fontaine-Saint-Georges, qui l'irrite, le tourmente, le

(1) Le vicomte E.-M. de Vogüé, en recevant à l'Académie française le successeur de Challemel-Lacour, a dit : « J'aime à insister sur le mérite de notre regretté confrère en tant qu'écrivain. Les louanges qu'on lui donne de ce chef sont comme la réparation d'une inadvertance de nos aînés. Dans les états de service de ce lutteur, ses campagnes littéraires ne lui sont pas assez comptées. Il poursuivait tous les filons dans la mine étrangère, il devançait des curiosités qui ne s'éveillèrent que plus tard. » Et faisant allusion à son étude sur la princesse Tarakanov, M. de Vogüé, qui était spécialement qualifié pour apprécier les travaux de ce genre, conclut : « J'ai pu contrôler son récit aux sources, et j'en ai conçu un grand respect pour la probité de ce laborieux chercheur. »

préoccupe et le hante ? Un jour, c'est Ranc, l'ami de Gambetta et de Delescluze, qui lui fait part de ses appréhensions sur la situation extérieure. Un autre jour, c'est Delescluze lui-même qui vient lui apporter son livre : *De Paris à Cayenne, journal d'un transporté*. Challemel lui promet un article qu'à défaut d'autre organe, car il n'a plus ses entrées comme autrefois dans la presse quotidienne, il essaiera de faire passer dans le *Temps*, qu'il a bien négligé depuis plus d'un an. Et le voici, lui l'exilé du 2 Décembre, replongé dans une histoire plus terrible certes que la sienne, mais qui évoque constamment devant son souvenir les heures douloureuses où sombra la liberté. Il raconte par le menu les horreurs du bagne qui furent infligées à Delescluze, et, devançant le jugement de l'avenir sur cette époque tragique, il s'écrie :

Non, ce ne fut pas une époque indigne de toute estime, que celle où se trouvèrent dans le parti vaincu des hommes qui surent ainsi supporter la défaite. Cette époque troublée porta le poids d'un passé difficile et plia plus d'une fois sous le fardeau de ce legs onéreux. Elle se trompa souvent dans ses voies, elle n'eut pas assez le mépris de la force, elle s'abandonna trop à ses découragements sans raison et à ses emportements irréfléchis ; elle salua trop facilement des victoires déshonorées. Mais ses défaites eurent leur noblesse ; elle ne manqua pas de généreux courages, d'âmes inaccessibles à l'intérêt, à la peur, à la fatigue, qui ne connurent pas seulement ce stoïcisme inactif et cette funeste science

de bien tomber, dont le spectacle fait les délices des despotes, mais qui eurent la volonté agissante et l'obstination indomptable. Cette âpre énergie sentait, dira-t-on, son fanatisme. Fanatisme, soit ; je reconnais que ce n'est pas la meilleure des vertus politiques ; la modération, quand elle est jointe à l'intelligence et au courage, vaut mieux. Mais le fanatisme a son prix, quand il tient le cœur haut au milieu de la prostration universelle, quand il préserve l'esprit des lâches complaisances, quand il est une armure sur laquelle s'émoussent les coups calculés par la haine, qui sauve la dignité jusque dans les plus odieux contacts et qui finit par décourager la force elle-même (1).

Le régime de la force peut se justifier, par de mauvaises raisons sans doute, mais qui sont tout de même des raisons ; ce qui ne saurait se justifier à aucun titre, c'est ce que Challemel-Lacour appelle « la comédie de la liberté jouée par ses pires adversaires ». Il avait suivi depuis longtemps les évolutions d'Emile Ollivier et prédit où elles aboutiraient ; il n'y avait pas besoin, d'ailleurs, d'être grand prophète pour cela ; mais alors que tant d'autres s'illusionnaient volontairement ou non, il faisait preuve au moins de clairvoyance. Dans sa brochure sur le *Bonapartisme*, il a dépeint en termes vigoureux le duel qui s'était engagé entre Rouher et Ollivier, le premier voulant l'empire autoritaire, le second rêvant de le rendre libéral.

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Le Temps*, 27 avril 1870.

Autour de Napoléon III, fantasque et nonchalant, suivant d'un œil noyé une pensée qui flotte toujours, deux politiques se disputent ses préférences, deux systèmes se combattent, l'un qui propose de greffer on ne sait quelle liberté bâtarde sur la vieille souche du despotisme napoléonien ; l'autre, plus logique, plus prévoyante aussi, qui veut ramener ce régime à la vérité de ses principes dont il s'est écarté et rasseoir l'empire, énervé par de périlleuses concessions, sur la base de la compression et de l'arbitraire. Deux utopies également impossibles à réaliser : car un gouvernement qui a débuté par le guet-apens, qui continue par l'usurpation, qui se maintient par la violence, n'en vient pas, quand il est déconsidéré par ses fautes et affaibli par des humiliations répétées, à ce degré de démence qu'il se donne à lui-même le coup de grâce en appelant à son aide la liberté ; et, d'autre part, ne gouverne pas par la force qui veut : il faut d'abord faire peur ; or, un pouvoir qui expire de sénilité et dont tout le monde rit, se couvrirait de ridicule s'il voulait reprendre l'insolence et affecter la vigueur de la jeunesse (1).

Enfin, « la comédie de la liberté l'emporte », ajoute Challemel ; et l'on assiste alors à « un spectacle non moins édifiant que la comédie de palais qui venait de se dénouer » :

La plupart de ces vieux parlementaires que la bourgeoisie avait tant admirés, le parti orléaniste surtout, fournissent la mesure de leur sagacité politique. Avec un empressement où se trahit leur longue impatience d'être en dehors du pouvoir, ils sai-

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Le Bonapartisme*, p. 85.

sissent l'occasion d'entrer à pleines voiles dans ce port qu'on appelle ridiculement l'empire libéral ; ils se chargent de renouveler son personnel épuisé ; de lui procurer des capacités pour toutes les fonctions, des titulaires pour toutes les dignités. On les voit, avec plus de honte que de surprise, on les voit, ces hommes graves, tourbillonner, la bouche pleine de flatteries, autour de l'intrigant sans esprit qui leur ouvre les avenues du pouvoir. Ils entourent M. Ollivier, ils le vantent, et pour l'élever à leur niveau, ils le bombardent académicien. Les Nestors du parlementarisme figurent dans des commissions extraparlimentaires (1) ; plusieurs des plus intelligents, parmi les jeunes ambitieux du parti (2), se laissent, non sans quelque méfiance, caser dans les ministères ou les ambassades. Ce monde de politiques délicats et rusés, de libéraux sans reproche, se montrent à tous les yeux ce que depuis longtemps on les soupçonnait d'être, des bonapartistes honteux (3).

Vient le plébiscite du 8 mai 1870, « ce plébiscite qui était la plus grande humiliation que pussent essuyer les ralliés de la dernière heure ». (4) Ils acceptent tout et s'en vont avec insouciance vers la guerre imminente. Au début de 1870, Challemel-Lacour ne croyait pas à la

(1) Guizot, notamment, avait été nommé président de la commission extraparlimentaire chargée des questions relatives à la liberté de l'enseignement.

(2) Entre autres, ses anciens camarades d'Ecole normale, J.-J. Weiss et Prevost-Paradol.

(3) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Le Bonapartisme*, p. 87.

(4) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Le Bonapartisme*, p. 88.

guerre. « Bonaparte est cassé, vidé : il ne peut plus monter à cheval et commander », écrit-il à Ranc le 2 février (1). Après le plébiscite, il jugea que tout était possible. Dès lors, son pessimisme naturel reprend le dessus et lui fait redouter les plus grands malheurs.

J'en trouve la preuve, non dans sa correspondance qui se fait de plus en plus rare à cette date, mais dans les articles qu'il donne à la *Revue des Deux Mondes*. Certes, Buloz ne lui permet pas de toucher à la politique intérieure. Ce « rouge » mettrait tout à feu et à sang. Mais il a proposé au directeur de la *Revue* une série d'essais historiques sur les principaux hommes d'Etat de l'Angleterre (2), ce pays qu'il admire entre tous et qui l'emporte maintenant, dans son esprit, sur l'Allemagne autrefois trop vantée. C'est en étudiant de près la politique anglaise dans la personne de ses représentants les plus célèbres, que Challemel parvient à mieux mesurer la distance qui sépare un pays pratiquant un régime séculaire de liberté et une nation comme la France où la liberté, de fondation récente, un jour consentie sans limite, le lendemain supprimée sans transition, n'existe encore

(1) RANC, *Souvenirs ; Correspondance*, p. 144.

(2) Cette série d'essais, interrompue par la guerre, comprend quatre portraits : John Bright, 15 février 1870 ; W.-E. Gladstone, 1^{er} juillet ; un roman politique, *Lothair*, de M. Disraeli, 15 juillet ; sir George Cornwall Lewis, 15 août.

qu'en apparence, où l'opinion publique, quand elle veut traduire sa pensée, se paie de mots, où rien ne protège le peuple contre ses propres emballements. Aussi est-il effrayé en voyant chez nous « des blocs énormes en travers de la route ; et comme nous courons tête baissée sans nous soucier de l'obstacle, nous nous y brisons. » (1)

Ce sont les dernières lignes que Challemel-Lacour publia avant les désastres de la Patrie. Elles parurent dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 août 1870 ; mais elles avaient été écrites dès le début de juillet. Avec elles prend fin la collaboration de Challemel à la *Revue* de Buloz et s'achève sa carrière tourmentée d'homme de lettres. Désormais il appartient tout entier à la vie publique.

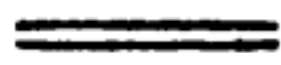
Le 4 septembre au matin, il se tenait avec Spuller et Ranc sur la place de la Concorde, dans l'attente angoissante d'événements dont nul ne pouvait prévoir l'issue ; le soir, il était appelé par Gambetta au ministère de l'Intérieur et était nommé « commissaire extraordinaire de la République » à Lyon. Pour ses débuts dans la politique active, il allait connaître les amertumes d'un « proconsulat » où, pendant cinq mois, il fut presque toujours le prisonnier, rarement le maître de ses administrés.

(1) P. CHALLEMEL-LACOUR, *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1870, p. 826.

MÉMOIRES



LA HAGUE



SOUVENIRS ET PAYSAGES

PAR

M. VANEL

Membre Titulaire

LA HAGUE

SOUVENIRS ET PAYSAGES

I

La pointe de la Hague : presque aux falaises escarpées, coupée de vallées profondes arrosées par des ruisseaux bruyants et limpides qui se jettent à la mer entre des rocs déchiquetés où la vague se brise avec un bruit sourd.

De la route de Cherbourg à Auderville, qui forme le dos à peu près horizontal de cette langue de terre, descendent des vallons pittoresques ; les prairies alternent avec les versants granitiques, couverts de bruyères et de genêts. Cachés dans les arbres ou agrippés aux pentes herbeuses, des hameaux clairsemés attestent la présence de l'être humain. Sur les hauteurs, un clocher aux teintes grises, sert de trait d'union entre le ciel, balayé par les brumes de l'Atlantique et l'aspect morne et silencieux de ce pays resté longtemps sauvage et primitif.

Peu d'habitants : des fermes isolées d'où la vie paraît absente. Très peu de labours ; des prés et des landes, quelquefois à perte de vue. Sur les routes désertes, passe rarement un paysan. L'eau

jaillit de partout ; sur les chemins, dans les futaies, au flanc des falaises comme au creux des chasses, sentiers de traverse qui souvent ne sont que des ruisseaux.

Dans les prairies, un bétail à la robe luisante, rayonnant de force et de santé ; des juments fines et élégantes, qui donnent les meilleurs poulains de cette partie du Cotentin ; des moutons de *pré salé*, dont la réputation n'est plus à faire et des chèvres de toutes couleurs qui broutent la luxuriante verdure des haies.

Sur tout cela, un calme lourd et absolu, le silence recueilli d'une nature qui se défend et se cache dans un labyrinthe de failles étroites et profondes. Pas de chants : peu d'oiseaux. Seuls, aujourd'hui, quelques autos de touristes viennent éclabousser, par leur note étrange et leur cri strident, la majestueuse torpeur de ces parages. Et ce qui accentue la solitude de cette terre trapue aux rivages violemment convulsés, — c'est la grande voix du vent qui, du fond de l'Océan, accourt avec furie et fouette sans merci cette pointe isolée au milieu de la Manche. Les nuages passent en trombe, soit en lourdes masses roulant dans le ciel gris, soit troués et échevelés comme les lambeaux d'un suaire gigantesque.

Quelquefois, sortis brusquement du sein des flots, d'immenses brouillards, épais et fuligineux, enveloppent la presqu'île. Ils passent sur la lande et la vallée, effaçant, dans leur course rapide, le rivage et les falaises, les maisons et les arbres et unissant dans une même teinte blafarde et

sombre le ciel et la terre. Ces jours-là, sur tous les points du littoral, les sirènes des phares retentissent lugubrement de minute en minute. Le navire qui passe répond aux appels et s'éloigne de la côte. A peine y voit-on à quelques pas ; les bruits s'amortissent dans cette atmosphère lourde et ouatée. Si l'on s'approche d'un arbre ou d'une ferme, ils semblent émerger d'un nuage dense et humide et prennent parfois des formes étranges, la brume restant accrochée par endroits aux branches et aux murailles.

Rares sont les jours où le feuillage des chênes et des ormes ne se courbe pas sous l'aquilon et où dans les petits ports du littoral, les voiles des rudes bateaux de pêche tombent immobiles le long des mâts, reflétant dans une mer sans vagues l'ocre terreux de leur grossier tissu.

La race est comme la terre, dure et peu communicative. La population, très clairsemée, n'aime guère l'étranger. Vivant à l'aise, sur un sol fertile qui lui procure sans grand effort tout ce qui est nécessaire à l'existence, le paysan reste attaché à son coin de vallée, en sortant peu et ne souhaitant que de pouvoir continuer les habitudes et les occupations de sa vie journalière. Cependant, quand il connaît depuis longtemps, il s'humanise, devient sociable et rend service.

Sur ces côtes abruptes et dangereuses, où les écueils se dressent de toute part, et où les courants sont un péril constant pour la navigation, les marins sont presque tous en même temps cultivateurs. Ils ont un bateau et des champs :

ils vendent le poisson de leur pêche et le lait de leurs vaches.

Rude métier que celui de pêcheur sur ces côtes : le poisson n'est pas abondant. Seuls, les fonds rocheux de la pointe haguaise, d'Omonville-la-Rogue à Vauville, fournissent des quantités de homards et de coquillages. Les roches, que recouvre un varech aux tons chauds et rutilants, s'étendent en bancs larges et profonds, où des cavités de toute nature offrent une retraite facile à ces crustacés dont le commerce est florissant dans cette région.

La poésie sauvage de cette terre, perdue à l'extrémité du Cotentin, agit puissamment sur l'esprit. Quand, des plaines monotones et sans caractère de la Basse-Normandie, on s'élève sur ces crêtes battues par le vent du large et que l'on voit à ses pieds la lutte millénaire des flots contre les falaises de granit, qui, lentement s'émiettent sous leurs coups redoublés, quand on se sent enveloppé, sur cette bande étroite de terre, par le souffle sans fin de la houle, gigantesque respiration de l'Océan, l'âme se ressaisit et rentre en elle-même, humble et petite dans son enveloppe de chair, mais immortelle et sans limites devant l'infini.

II

Entre les falaises d'Eculleville et la pointe où se dresse le sémaphore de Jardeheu, s'ouvre une vallée étroite, arrosée par la Valase, ruisseau qui

se jette à la mer dans le petit port d'Omonville-la-Rogue. La côte qui, des hauteurs, descend vers le village, a plus de deux kilomètres de longueur et débouche au milieu de maisons basses, entourées de jardins. S'élevant au-dessus des toits de chaume ou de tuiles rouges, une vieille église au clocher en bâtière, de forme massive, s'harmonise avec le pittoresque décor que forment les murs de granit, le vert foncé des arbres et l'eau bruissante en petites cascades le long des chemins et des prés.

Autour de l'église, dont une partie date du douzième siècle, le cimetière s'étend, clôturé par des murs bas que ferme une grille grinçante et rouillée. Au milieu des herbes folles, les tombes s'égrennent, surmontées de croix de bois, humbles souvenirs dégradés par les ans et couvertes d'une floraison touffue de grandes reines-marguerites et d'hortensias bleus et roses qui, dans ce pays, prennent un plantureux développement. L'abside, et sa ceinture d'absidioles, est aussi entourée par ces fleurs dont les fraîches couleurs ressortent avec éclat sur les tons sombres du granit verdi sous les injures du temps.

Les poules de la ferme voisine picorent dans l'herbe haute et drue ; un coq, qui semble descendre du clocher, reste perché sur les pierres brisées d'un cénotaphe et lance, de temps à autre, son cri guttural dans la paix silencieuse de ce champ du repos. La paroisse, depuis quelque temps, n'a pas de desservant et c'est le curé d'un village voisin qui vient, tous les dimanches,

dire la messe habituelle. Aussi cet ensemble a-t-il un air de tristesse et d'abandon.

Non loin de là, sur une placette minuscule, un lavoir où s'ébattent à l'ombre de quelques ormes, des canards et des enfants. Tout à côté, en plein soleil, « l'hôtel-restaurant » de l'endroit, avec plaque du *Touring-Club*, s'il vous plaît. Le *Touring-Club* n'a pas été difficile. Le mur, badigeonné au lait de chaux, est percé de fenêtres étroites et d'une porte basse, devant laquelle deux fusains en caisse montent la garde. Il faut venir dans ce coin reculé pour rencontrer un échantillon de ce genre. On est en retard de deux siècles. L'escalier, étroit et raide comme une échelle de meunier, est coupé vers son milieu, par une forte solive qui oblige les voyageurs à se baisser pour franchir ce pas difficile. En haut, trois chambres, dont deux se commandent et sont grandes comme des cabines de transatlantiques. En plus, une salle où l'on prend ses repas. Le plafond est à deux mètres du plancher et les fenêtres sont à peine assez larges pour laisser passer le haut du corps. Dans la salle, sur une haute cheminée de bois, des boules de verre coloré et deux vases aux couleurs criardes voisinent avec les statuettes en plâtre du maréchal Joffre et de Napoléon I^{er}.

En bas, la cuisine, où brille une légion de cuivres et, à côté, une boutique, couloir étroit où se débitent tous les produits connus... à Omonville-la-Rogue, depuis le fil et les chaussures, jusqu'au chocolat et au beurre salé. A

l'entrée de l'établissement, une tente, abritant deux tables de sapin, invite les touristes à s'asseoir pour déguster la bière ou le café.

L'« hôtelier » se prodigue. Il reçoit les clients, fait les provisions, cuisine les plats, découpe, vend de la cassonnade et du papier à lettre, tire son vin et son cidre et déclare à tout venant qu'il a toujours chez lui « du bien gentil monde », ce qui est flatteur pour sa clientèle. Ce monde si gentil est même forcé d'aller habiter ailleurs, faute de place chez lui. Mais il s'y réunit pour le déjeuner et le dîner et comme l'unique salle, voire aussi la cuisine, ne saurait le contenir, il se répand au dehors, sous les tentes dont nous avons parlé. Là, on jouit d'un air vif, de l'agréable société des poules, oies et chiens de l'endroit, de bancs de sapin sur lesquels il serait difficile de s'endormir et de certains moustiques qui vous réveilleraient au besoin.

De cet « hôtel » singulier part une route qui nous conduit, à travers champs et maisons, au Hâble, nom que l'on a donné à une crique profonde et sûre, bordée d'un seul côté par une jetée massive et de l'autre par la falaise et des rochers que couronne un fortin délabré et déclassé. Sur les flots dorment quelques barques : de nombreux casiers à homards traînent à terre sur les galets dont se compose le rivage.

A droite, la falaise s'élève à pic, étendant au soleil un tapis de fougères, coupé çà et là, par des bandes de bruyères roses et de genêts jaune

d'or. Quelques prés, gagnés à grand peine, s'accrochent aux pentes. Des blocs de granit émergent à l'aventure, détachant sur l'ombre violette le gris argenté de leurs capricieuses silhouettes.

Au flanc de la falaise qui enserre le petit village, sur un roc isolé, un calvaire de granit dresse ses bras en croix. Au-dessous, une grotte que l'on a agrandie, abrite une statue de Notre-Dame de Lourdes et des bancs rustiques disposés tout autour. Des bouquets et des feuillages font à la Vierge un encadrement de verdure et de fleurs ; aux grandes fêtes de l'Eglise, la grotte s'illumine de lampes et de cierges et forme le soir une auréole de lumière au milieu de la masse sombre dont les contours se perdent dans la nuit.

Du sommet des hauteurs qui dominant le fortin, l'horizon s'étend jusqu'à Cherbourg et plus loin, jusqu'au cap Lévi, dont le phare projette le soir ses éclats intermittents, conjugués avec les feux du Havre. Les falaises d'Eculleville, de Gréville et de Landemer se développent comme un immense décor, où le vert, le rose, le jaune et le violet se fondent en traînées lumineuses dans les flots d'un bleu profond.

Malgré la couleur et la lumière, cet ensemble conserve une empreinte rude et sauvage. Le long des pentes, des murs très bas, bâtis de blocs ajustés les uns sur les autres, limitent les prés gagnés sur la bruyère. Des sentiers étroits et rocailleux, bordés de loin en loin par de rusti-

ques abris pour les douaniers, suivent le bord des falaises, épousant leurs ondulations et leurs aspérités. D'Omonville à Urville, ce sentier est une pittoresque et féérique évocation de blocs tourmentés, de criques au fond desquelles l'œil plonge dans un chaos sombre ou lumineux et de hautes pyramides de crêtes rocheuses qui profilent sur le ciel leurs formes tourmentées et parfois étranges.

A gauche d'Omonville, la mer se brise sur une barrière d'écueils bordant un rivage plat où les galets s'amoncellent en talus uniformes et croûlants. Pas une langue de sable : des galets et des silex à perte de vue. Par les temps clairs et le soleil d'été, la mer prend des tons d'un bleu méditerranéen et les varechs flamboient dans l'atmosphère violette des beaux jours.

Etabli sur une éminence au bord des flots, le sémaphore de Jardeheu correspond avec les navires qui passent. De jour et de nuit, de grands transatlantiques aux hautes cheminées s'aperçoivent au large, se dirigeant vers Le Havre ou vers Cherbourg.

Du sémaphore, on peut gagner la route d'Auderville et les hauteurs qui la dominent. De ce point, le panorama qui s'étend à vos pieds forme un contraste frappant avec celui que nous avons décrit de l'autre côté. L'anse Saint-Martin, entourée par les collines de Sainte-Hélène et d'Omonville-la-Petite, forme un arc de cercle parfait où la verdure et les prés, s'étendant jus-

qu'à la mer, donnent l'illusion momentanée d'une Hague toute différente de celle que nous venons de parcourir.

Cette anse est en effet un des plus jolis paysages de ce coin de terre. La route en suit les contours, nous conduisant en pente douce jusqu'au hameau de Sainte-Hélène, caché dans un vallon rempli d'arbres touffus et passant ensuite non loin de Saint-Martin, vieille église sur laquelle, au lieu de clocher, une double arcature abrite en plein air ses deux cloches jumelles. Dans la baie, quelques rochers, recouverts de varech, montrent leurs têtes noires ou dorées.

Au bas de la côte qui monte à Auderville, dans une échancrure de la falaise qui s'élève rapidement de ce côté de la baie, dort oublié et sans vie le petit port de Saint-Germain des Vaux. Humble retraite, enserrée entre deux jetées contre lesquelles les galets s'amoncellent au dehors, pendant qu'au dedans le sable comble peu à peu un bassin de médiocre étendue qui fut autrefois profond et sûr.

Deux ou trois vieilles barques achèvent de pourrir sur le sable que le flot n'atteint plus : des filets et des engins de pêche sèchent le long des murs. Sur l'une des jetées, un canot à moitié brisé, sert d'abri aux enfants du village voisin qui viennent jouer tout autour. De ci, de là, traînent de vieilles loques : les escaliers de fer sont rongés par la rouille. Le sentier qui descend au port est semé de débris de bois, de ferrailles

qui évoquent l'idée de choses rejetées par la tempête.

Cet ensemble, malgré le soleil et les flots bleus, respire un abandon triste et pénétrant. Il donne la sensation d'un coin de rivage qui fut autrefois vivant et animé et qui s'est lentement enseveli dans un linceul de sable et de pierres. La vie pourtant y renaît un moment à certaines époques de l'année. Un vieux fortin, qui, de même qu'à Omonville, domine le port, a été acheté par une Association Parisienne et, aux mois de juillet et d'août, une colonie de vacances s'installe dans les bâtiments et leurs dépendances. Sous la conduite d'un abbé et de deux jeunes gens, une centaine de gamins à la mine pâlotte et fatiguée, viennent y chercher, au souffle bien-faisant de la brise de mer, la guérison et la santé. Alors, les jetées solitaires reprennent une animation bruyante et joyeuse, les barques effondrées sur le sable retrouvent un nombreux équipage, les rochers se peuplent d'une jeunesse qui fait la chasse aux crabes et aux crevettes ; la grève retentit de cris discordants et d'exclamations prolongées à la vue d'un mollusque ou d'un coquillage inconnu et les grandes mouëttes, étonnées de ce bruit étrange et inaccoutumé, tournent en rond au-dessus de la bande bruyante et regagnent la haute mer.

Tout à côté, le village de Saint-Germain-des-Vaux abrite des fermes aux murs de granit, vieilles de plusieurs siècles, qui ont vu, sous les

arcades cintrées de leurs portes massives, passer de nombreuses générations. La vie s'écoule là uniforme et paisible : en cet endroit la presque île n'a pas plus de huit à neuf kilomètres de large, mais il arrive souvent que des cultivateurs de Sainte-Hélène ou de Diguleville, ne sont pas allée depuis nombre d'années, à Herqueville ou à Jobourg, qui sont de l'autre côté. Le paysan reste chez lui : on vient lui acheter grains et bestiaux sans qu'il ait besoin de se déranger. La demande est généralement plus considérable que l'offre, ce qui le dispense de toute démarche.

A partir de Saint-Germain-des-Vaux, la route monte vers Auderville et le cap de la Hague. Du haut de la côte, l'œil embrasse toute la pointe, le port de Goury, le phare, sentinelle avancée dans les flots, les roches éparses et les champs perdus sur cette terre sauvage. La mer sans limite s'étend tout autour, couvrant de son écume, même dans les beaux jours, les écueils du cap. Le vent fouette le visage et, quand la houle est forte, l'âcre haleine des embruns plaque sur la peau son empreinte salée.

Les naufrages sont fréquents sur ce rivage inhospitalier et les canots de sauvetage de Goury et d'Omonville ne restent pas inactifs. Le nombre de vies que leurs courageux équipages ont arraché à la tempête ou de navires qu'ils ont sauvé ne se compte plus.

Sur les hauteurs on aperçoit souvent une vieille tourelle, dont les murs, garnis de lierre ou verdis

par l'humidité, ont résisté aux injures des ans. C'est tout ce qui reste des nombreux moulins qui voyaient autrefois leurs ailes tourner allègrement au souffle des vents du large. Ces vieux témoins d'un passé disparu se dressent, solitaires et découronnés, et le passant les regarde, étonné, comme s'ils étaient une évocation lointaine d'un temps et d'une existence qui n'est plus la nôtre.

On remarque aussi un peu partout des moulins à eau. Ils ont subi le sort de leurs confrères. Auprès du village d'Herqueville, dans une descente rapide qui épouse les sinuosités d'un ruisseau, trois moulins, étagés les uns au-dessus des autres, faisaient naguère entendre le joyeux tic-tac de leur outillage primitif. De grands arbres ombrageaient les toits et ce coin de vallée était vivant et animé.

Aujourd'hui, tout est muet et des pans de murs ruinés, épars dans les broussailles, attestent seuls qu'il y eût là, il n'y a pas encore bien des années, du mouvement et de la vie.

Partout ailleurs, il en est ainsi. Le progrès est venu et si, d'une main, il produit des merveilles, de l'autre il détruit, dans sa marche inexorable, le pittoresque et l'imprévu.

III

Sur l'autre versant de la presqu'île, les falaises de granit prennent des proportions gigantesques. Le nez de Jobourg, l'anse d'Ecalgrain

offrent des sites aussi impressionnants et moins connus que les plus vantés de la Bretagne.

En redescendant sur Omonville, nous prenons la route de Diguleville, route en corniche, à mi-coteau, pittoresque et ombragée. Une montée rapide nous conduit à l'église, plantée sur le haut de la colline. Eglise trappue et sans style, précédée, comme toutes celles de cette contrée, par un porche garni de bancs de pierres. Ces églises que le pinceau de Millet a immortalisées, ont un aspect rude et caractéristique, qu'on ne trouve guère ailleurs. Elles empruntent au pays ce sentiment d'isolement, de paix lourde et silencieuse qu'on ressent dans les campagnes de la Hague. La voix même des cloches est rarement joyeuse ; elle tombe, austère et voilée, au fond des vallons et se perd dans le frémissement des feuillages ou la plainte monotone du vent dans les fougères.

Humbles églises de campagne, où l'âme se repose dans un calme profond, où le bruit et l'agitation des villes ne parviennent jamais, où le silence de la lande et des champs berce, dans une vague rêverie, l'esprit trop tendu de nos cerveaux modernes.

Elles sont peu fréquentées : sous leurs voûtes blanchies à la chaux ou dans leurs chapelles qu'éclaire pauvrement une étroite fenêtre, quelques vieilles femmes viennent de loin en loin, s'agenouiller au pied d'autels naïvement ornés de fleurs en papier et de cachepots en carton.

L'atmosphère, lourde et humide, vous saisit dès l'entrée et le bruit étouffé de votre passage sur les dalles paraît indiscret et anormal. Le pas se fait silencieux, la voix elle-même s'éteint par degrés et l'on a l'impression d'une paix et d'une solitude ancestrale.

Il ne faut pas chercher, dans ces églises, des ensembles où la science d'un habile architecte a restauré les erreurs de plusieurs générations. L'étude de l'archéologie n'a pas encore pénétré dans les presbytères de ce coin retiré. Il en est de ces églises comme de beaucoup d'autres, où le détail hybride et cruellement moderne coudoie et masque souvent des restes remarquables et parfois très rares des siècles passés.

Dans l'une, des couches de plâtre et de badigeon bouchent une baie gothique aux fines et délicates sculptures. Sur cette paroi neuve et d'un blanc irritant, s'étale un tableau de sainteté, chromo digne des affiches illustrées qui déshonorent les murs de nos cités.

Dans une autre, un saint de plâtre, aux couleurs criardes et violentes flamboie sur un socle de même nature et trône au-dessus d'un banc hors de service, où l'on a jeté pêle-mêle de vieilles statues de buis, qu'avait taillé un ymagier de la Renaissance et où il avait associé une pratique d'un réalisme saisissant au sentiment ému et naïf d'une foi ardente et sincère.

Sur la façade plate et nue d'une troisième, sont encastrées deux curieuses statuettes du

xiii^e siècle, un diacre et un sous-diacre, portant encore quelques traces de peinture et de dorure. Elles encadrent un bas-relief de la même époque, débris d'un rétable qui font regretter la perte de cette œuvre intéressante et rare.

Ailleurs, des débris de bois sculptés, curieux échantillons de l'époque Louis XIV, qui garnissaient autrefois le chœur, pourrissent lamentablement dans un réduit obscur, tandis qu'à leur place, s'alignent de prosaïques bancs de sapin. Il est même étonnant qu'ils aient jusqu'ici échappé aux recherches pourtant si actives des marchands d'antiquités et de leurs rabatteurs, mais il est probable que ce ne sera pas pour longtemps.

Le long des routes, on croise parfois un paysan, monté sur une jument dont la selle offre un échantillon d'une forme plus que centenaire. Il frappe avec un bâton à la porte des maisons éparses au bord du chemin. On ouvre et un colloque s'engage entre le visiteur et l'habitant. Quelques paroles sont échangées ; on boit un bol de cidre et l'homme à cheval continue sa tournée.

C'est le prieur d'enterrement, coutume de la Hague qui s'y est maintenu depuis des siècles. Cet homme parcourt le pays, indiquant que tel jour, à telle heure, se feront les obsèques du défunt dans l'église de tel village. Et presque tous les convoqués se rendent à la cérémonie funèbre. Car si le Haguais est en général peu

dévôt et ne fréquente guère les offices, il y a certaines occasions où il ne manquera jamais de se rendre à l'église. Le baptême, le mariage et la mort sont de ce nombre. Dans beaucoup de paroisses, l'église est presque vide le dimanche ; mais s'il y a un enterrement le mardi, elle sera comble et souvent trop petite.

On ne voit jamais non plus un cercueil conduit à l'église dans une voiture. Riches ou pauvres, tous sont portés à bras, fussent-ils très éloignés du cimetière, ce qui est souvent le cas. Les porteurs se relèvent de distance en distance et font le trajet tête nue. Personne n'oserait manquer à ce devoir. Ce serait considéré comme une action odieuse et méprisable. Dernièrement, un décès se produisit à Beaumont ; le décédé était de Diguleville. Près de cinq kilomètres séparaient les deux paroisses et la route est semée de côtes rapides. Le cercueil fut porté à bras et les jeunes gens qui, se relayaient à tour de rôle, arrivèrent fourbus. Pour rien au monde, ils n'auraient évité cette corvée.

La réflexion d'une brave femme de Beaumont qui nous parlait de cette coutume est typique : « Oh ! nous disait-elle, quand même on aurait une belle voiture et un cheval propre, ce serait une humiliation de se voir porter comme cela. Nous n'en avons pas l'idée chez nous. » Il est facile d'observer qu'ils ont pour cette méthode une répulsion instinctive. Le vivant continue la mort et confier celui-ci, pour cette der-

nière manifestation de la vie, à d'autres que ses semblables, paraît anormal et déshonorant.

Ce respect de la mort, qui s'accorde mal avec l'indifférence très marquée pour l'assistance aux offices ordinaires, est un des plus vieux vestiges des coutumes de la race qui s'implanta dans la Hague. Le sentiment religieux est peu développé ; de vieilles superstitions saxonnes ou danoises existaient encore naguère. L'évangélisation de la Hague fut longue et incomplète : le culte des fontaines et des forêts persista longtemps. Toutefois les doctrines modernes ont déjà fait du progrès dans ce coin oublié et l'heure viendra où les nouveautés sociales à l'ordre du jour achèveront de détruire ce qui reste du passé.

De la route de Diguleville à Beaumont part un chemin rude et encaissé qui, en passant par Pont-Durand, conduit à l'église de Jobourg. Bâtie sur les fondations d'un ancien temple romain, cette église, ramassée sur elle-même, comme toutes celles du pays, domine la lande qui l'entoure et que l'on traverse pour y arriver. Sur ce plateau, l'air est toujours vif ; le vent âpre et violent.

La lande rose et grise s'étend tout autour, monotone et plaintive sous les rafales. Elle se creuse parfois en de vastes cirques et si l'on descend au fond de ces immenses entonnoirs où la bruyère forme une brousse épaisse de ramures entrelacées, on ne voit plus au-dessus de sa tête

qu'un lambeau de ciel strié de nuages emportés par la brise. La sensation d'un isolement lointain et d'une nature sauvage et désolée s'impose à l'esprit ; l'on a hâte de revoir des horizons plus étendus et quelque trace de vie. La lande est triste et pensive : sous son manteau, quelquefois diapré de jaune et de violet, elle cache la désolation d'une terre aride et d'une roche sèche, ne nourrissant de son suc peu généreux que des plantes rases ou épineuses qui évoquent l'idée d'un désert vide et inhospitalier. Les oiseaux eux-mêmes ne fréquentent pas ces parages, abandonnés aux animaux rampants qui vivent sous terre ou dans les crevasses du rocher.

Quelquefois, sur l'horizon onduleux, un arbre solitaire étend ses branches maigres et déchiquetées par le vent. Ce point noir sur l'uniforme moutonnement des bruyères augmente encore l'impression de solitude et d'isolement qui se dégage de ce sol inculte et désert. Le paysan qui passe d'aventure, le corps enveloppé dans son manteau de bure, paraît comme une vision anormale de la vie dans cette région désolée. Il y a certes une poésie étrange et singulièrement captivante dans ce sommeil de la terre, mais elle n'éveille en nous que des pensées en harmonie avec la tristesse de cette nature immobile.

Si, de Jobourg, on se rend à Biville, l'aspect change subitement ; les dunes de sable remplacent la lande et fuient à perte de vue. Là, rien ne repose le regard ; le sable se dresse et se creuse

en ondulations uniformes, vagues blondes et capricieuses que le vent transforme à son gré. On chemine péniblement dans ce désert sans consistance et les yeux, fatigués de la réverbération solaire, se ferment à demi, cherchant l'ombre absente.

Ces transitions sont souvent brusques. De la lande ou des plaines de sable, on passe dans des vallons plantureux, où des sources abondantes arrosent de gras paturages. Ces contrastes sont frappants, ce qui donne au pays un caractère original et très accentué.

Des restes de voies romaines, encore très reconnaissables, sillonnent la presqu'île. Les légions l'occupèrent pendant plusieurs siècles ; elles s'étaient établies fortement en face de la Grande-Bretagne. Les études de M. de Gerville ont depuis longtemps contribué à fixer leurs établissements dans cette région. Les Danois et les Saxons vinrent plus tard ; ils débarquaient dans l'anse Saint-Martin, sur la plage de Plainvic. Ils se formèrent une place de guerre dans la pointe haguaise. Est-ce par eux ou contre eux que fut creusé le Hague Dick, vaste retranchement qui coupe cette extrémité de la presqu'île, des falaises d'Eculeville à celles de Vauville ? C'est une question sur laquelle on n'est pas d'accord.

Le pays, autrefois couvert de forêts, est maintenant dénudé sur l'arête médiane qui va de Cherbourg à Auderville. Des deux côtés, dans les vallées se rencontrent d'épais îlots de verdure et

de beaux arbres aux frondaisons superbes. La disparition des fôrêts qui garnissaient les crêtes a provoqué un changement de climat et la lande s'est développée sur de grandes surfaces aux dépens des champs et des bois.

Après ces longs détours, il est temps de revenir à Omonville : plusieurs routes nous y ramènent, soit que nous venions de l'Est ou de l'Ouest. Mais toutes sont hérissées de côtes rapides qui rachètent les fatigues du trajet par la diversité des points de vue qu'elles offrent au touriste.

Le soir vient : à l'entrée du village, le forgeron répare quelque charrette ou cause avec son voisin le boulanger ; sur la placette que traverse le ruisseau, les canards et les oies s'ébattent avec un grand bruit d'ailes ; devant l'hôtel, quelques étrangers, achèvent une collation rustique, auprès de leur auto qui les attend sur la route ; des troupeaux de vaches regagnent leur étable ; un coq jette un dernier appel... Des hauteurs enserrant la vallée, le soir descend dans l'ombre transparente et la nature s'endort, doucement bercée par le bruit lointain et cadencé du flot se brisant sur les rochers du rivage.

MEMOIRES

RÉFLEXIONS

SUR UN PROJET DE RÉFORME

DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

PAR

Ch. BELLIER-DUMAINE

Membre Titulaire

R É F L E X I O N S

SUR UN PROJET DE RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Le projet de M. Léon Bérard, relatif à une réforme de l'Enseignement secondaire, a, environ, en ce mois de février 1922, un an de date. Bien accueilli par les uns, fort mal reçu par les autres, il nous était récemment apparu, comme très cher toujours à son auteur, dans une conversation ministérielle recueillie par le journal *Le Temps*, confirmée — aggravée — par des propos de M. Appell, le Recteur de l'Académie de Paris.

Si j'avais eu, à ce moment, à exprimer ma pensée sur ce projet si débattu, peut-être aurais-je éprouvé quelque embarras. L'opinion d'un modeste officier, quand elle est tout opposée à l'avis de l'état-major et du général en chef, n'est pas toujours aisée à formuler. Aujourd'hui, je suis plus rassuré ; car si j'ignore les variations de la pensée de M. Appell, il semble bien, d'après les derniers « communiqués », que M. Léon Bérard est en train de venir à résipiscence, et il m'est sinon plus aisé, du moins pas aussi désagréable d'avoir à relever, dans ce qu'on connaît de son projet, ce que je considère comme des

erreurs graves, puisque ces erreurs, on peut le croire, sont en partie reniées par celui à qui il m'était doublement pénible de les reprocher.

Toutefois, si les sentiments de M. le Ministre me semblent meilleurs, ceux de la Commission de l'Enseignement à la Chambre, naguère très accentués en faveur de la réforme, risquent d'autant plus de persister qu'ils se sont formés et ont été proclamés collectivement. Aussi, et comme, d'ailleurs, ces erreurs me paraissent capitales, comme les tenants des idées intransigeantes inspiratrices du projet initial n'ont point promis de désarmer, comme, après des variations sur lesquelles manquent des données précises, on peut tout craindre encore, on comprendra que je veuille montrer ici pourquoi l'adoption, dans l'Enseignement secondaire, de la Section unique à base de latin et l'exclusion de tout l'enseignement dit moderne, si séduisant qu'ait pu sembler tout d'abord le système, me paraîtraient devoir aboutir, à bref délai, à la ruine de l'Enseignement secondaire et à la déchéance prochaine de l'Enseignement supérieur.

La question, au reste, n'est plus maintenant très neuve et sa bibliographie seule serait déjà considérable. Après tant d'articles, après, notamment ceux de M. Thamin dans la *Revue des Deux Mondes*, de M. le Professeur Blum dans la *Revue de Paris*, de nos confrères, MM. les Professeurs Prentout et Weill dans la *Revue Internationale de l'Enseignement* et dans la *Revue de Paris*, on

risque de dire du déjà dit. Cependant, comme mes raisons d'approuver ce qu'il y a d'acceptable et même de louable dans les intentions ministérielles, comme mes motifs de condamner ce qui m'y paraît formellement condamnable, ne sont, ces derniers surtout, pas absolument ceux qu'on a pu voir exposer ailleurs, peut-être trouvera-t-on que les observations que je me propose de faire ne sont pas tout à fait sans intérêt.

I

La position que j'ai prise ainsi en face des projets un peu vacillants concernant la « réforme », et dans laquelle je vais me maintenir, peut bien paraître, je l'avoue, assez paradoxale tout d'abord, et son expression peut sembler d'une forme un peu outrée.

Naguère, aux critiques de Raoul Frary dans sa diatribe fameuse *La Question du Latin*, les Grands Maîtres de l'Université répondaient en s'efforçant de faire le latin aussi humble et aussi peu encombrant que possible. L'un d'eux avait déjà supprimé les vers latins ; un autre abolissait le discours latin, la dissertation latine ; on réduisait le thème latin à un exercice rare et bref et les élèves, pour ne pas être en reste avec leurs grand chefs, prenaient peu à peu de telles habitudes que, par exemple, au lieu de cette forme régulière de la déclinaison de *Romanus*, *Romanis*, on voyait s'étaler, récemment, un inattendu et fantaisiste *Romanibus* dans la copie

d'un des candidats à l'un des derniers concours de l'Ecole Normale Supérieure ! Il y a fait scandale ; mais l'histoire ne dit pas que la porte de l'Ecole ait été impitoyablement fermée pour le jeune barbare.

Il faut rendre cette justice à M. Léon Bérard et à ceux qui l'ont inspiré qu'ils entendent réagir contre des restrictions qui réduiraient presque à néant l'étude du latin ou n'en garderaient qu'une grotesque caricature. En entrant au lycée, tous les élèves s'engageraient à faire du latin de la sixième à la première et même, comme aujourd'hui, et plus nécessairement qu'aujourd'hui, jusqu'en philosophie et en mathématiques. Au latin, d'ailleurs, tout le reste serait subordonné : grec, que pour mieux établir la suprématie du latin, on parle même d'expulser tout à fait ; langues vivantes et sciences dont le champ d'influence n'est pas exactement déterminé encore, mais qui n'auraient, les langues surtout, qu'un rôle de second plan, les sciences accédant enfin, vers la Première, à une sorte d'égalité, mais telle que le latin soit encore *primus inter pares*. Elles n'obtiendraient, en classe de mathématiques, une suprématie inévitable que grevées de tout le poids d'une longue servitude. Il faut reconnaître que le Latin ne pouvait, en apparence, espérer rien de mieux.

Il faut même ajouter que des approbations, sinon pour le détail du plan, du moins pour les principes qui l'inspirent, sont venues même d'où

on ne les attendait point. Aux professeurs de langues vivantes qui escomptaient pour leur enseignement plus ou moins menacé, l'appui de ces grands commerçants qui correspondent avec tous les pays du monde, ceux-ci, membres de la Chambre de Commerce de Lyon, écrivent : « C'est une erreur absolue de croire que les humanités classiques doivent être réservées à un petit nombre de jeunes gens, aux avocats, aux érudits, aux chartistes... Nous reconnaissons dès la première lettre écrite par un employé, celui qui a appris ou non le latin... et que dire lorsqu'il s'agit d'un rapport, d'une étude plus importante ?... Dans nos écoles de commerce, les premiers élèves sont ceux qui ont fait du latin. »

Un accueil enthousiaste était fait, d'autre part, à ces espoirs de rénovation radicale par nombre de professeurs de l'Enseignement Secondaire. Si dans la joie du triomphe entrevu quelques-uns se laissaient aller à de faciles ironies contre l'enseignement moderne, cet intrus qui commençait à peine à savoir les belles manières au moment où on allait le mettre à la porte, ils faisaient entendre sur l'enseignement classique proprement dit, quelques-unes de ces vérités parfois niées, souvent très imparfaitement comprises et qu'on ne saurait trop répéter : qu'apprendre le latin c'est encore apprendre, c'est mieux apprendre le français ; qu'apprendre la grammaire latine, c'est apprendre la logique ; que l'exercice de la version latine est excellent pour donner ou

développer l'esprit de finesse ; que « les œuvres latines entretiennent le futur citoyen des vertus qui font la force des démocraties, sans compter le profit que tire la jeunesse d'un commerce prolongé avec la sensibilité d'un Virgile, la souriante sagesse d'un Horace et la morale éloquente d'un Tacite ». C'est ainsi que s'exprime M. le Professeur Blum. Il ajoute : « Ignorer le latin, c'est être condamné à ne comprendre qu'à moitié tant d'œuvres françaises, tant d'institutions et de mœurs françaises dont les racines s'enfoncent dans le passé romain. »

Voilà qui est fort bien parlé et ce sont là — je n'y contredis point — d'excellentes prémisses. Comment se fait-il donc que des membres qualifiés de l'Enseignement Secondaire et de l'Enseignement Supérieur n'ont fait qu'un accueil plein de réserve à la charte introuvable qui s'appuie sur ces prémisses pour rétablir le latin dans ses antiques privilèges ? C'est que nous avons là, dans un autre domaine, l'éternelle querelle entre les constitutionnels et les ultras, entre les modérés et les intransigeants, entre ceux, d'une part, qui, pour apprécier très haut et mettre au premier plan la discipline fondée sur les lettres antiques, ne dénie pas toute valeur à une culture classique établie sur des bases un peu différentes, et ceux, d'autre part, pour qui le culte du latin est un culte exclusif et jaloux.

Pour moi, le latin m'est une chose très chère et, mieux encore, je le considère comme un ins-

trument d'étude et de formation particulièrement précieux, le meilleur, en somme, que nous ayons, sans doute, à notre disposition. Je n'en suis pas moins opposé, et de toutes mes forces, non pas aux principes mêmes de M. Blum ou de M. Thamin, mais aux conséquences forcées qu'eux-mêmes en tirent, comme au projet en suspens de M. Léon Bérard qui a semblé, jusqu'à présent vouloir réserver au latin, dans les Lycées, une place non pas seulement prépondérante, mais, à vrai dire, presque exclusive.

II

Avant d'arriver aux objections fondamentales que j'entends opposer à ce système, voyons, d'abord, d'autres raisons secondaires peut-être, importantes tout de même, d'être en méfiance. Ce sont, en premier lieu, certaines obscurités touchant le grec ; ce sont, ensuite, des probabilités de sacrifices inquiétants pour les langues vivantes ; ce sont, aussi, certains dessous ou à-côtés bien mesquins à la fois et de dangereuse conséquence.

On se demande en effet, avec anxiété, quel va être, dans tout cela, le sort du grec. Le supprimera-t-on tout à fait, comme certains paraissent s'y résigner ? Lui laissera-t-on une place — mais combien restreinte sans doute ! — dans la section unique ? S'épanouira-t-il un peu largement quoique tardivement dans une section plus spécialement littéraire, à peu près comme main-

tenant ? ou, dernière hypothèse, difficilement conciliable avec la réduction prévue des horaires, serait-il enseigné à tous ? M. Blum dit oui, M. Thamin dit non, d'autres disent encore autre chose et M. le Ministre ne paraît trop savoir comment faire.

Si le grec est ainsi menacé par le développement du latin dans une section unique, le cas des langues vivantes n'est pas moins sérieux. Il semble qu'on leur refuse toute vertu éducative et que, au moment même où sont réduits les procédés et l'influence d'une trop stricte méthode directe, on ne veuille leur concéder — et presque à regret — que cette place subalterne qui eût été à plus juste titre la leur, quand l'idéal semblait les conversations enfantines de *Miss* ou de *Fraülein*.

Enfin, parmi ces premières objections, il faut bien que je signale le sentiment pénible qu'on éprouve en entendant M. Appell et M. Léon Bérard, évoquer, dans un accord inquiétant, pour justifier l'établissement, dans nos lycées, d'une seule section, la touchante image de l' « économie », en réalité, et une fois de plus, pure chimère. « Au surplus, nous dit M. Appell, à quoi bon payer un personnel d'enseignement moderne dans les lycées et un autre dans le primaire supérieur ? » — « Au surplus, dit en même temps, M. Léon Bérard, le budget se trouve grevé d'un double emploi ; l'enseignement qui y est donné (dans l'actuelle section D, sans latin), dif-

fère à peine du primaire supérieur. » Et c'est ainsi que l'argument financier devient un argument quasi pédagogique — bien mauvais, nous allons y insister, au point de vue pédagogique — mais dont, tout de suite, la valeur financière apparaît bien précaire, car on pense bien que ces élèves des Lycées ne passeraient pas dans les Ecoles primaires supérieures sans que leur présence ne nécessitât la création d'un bon nombre d'emplois, l'achat, sans doute, de quelque matériel : le budget, en fin de compte, n'en serait pas sensiblement allégé.

III

Nous arrivons ainsi à la double et capitale objection qui se pose en face du projet ébauché par M. Léon Bérard : que vaut ce projet de suppression de la section D sans latin ? Que vaut cette suppression en elle-même ? Que vaut-elle au point de vue du développement de l'enseignement du latin resté seul maître de la place ?

Et, d'abord, cette suppression est-elle vraiment indiquée ? A en croire bien des gens, la section D, comme la section B, à laquelle les novateurs ne veulent guère de bien non plus, étant le double refuge des médiocres et des paresseux, il faut les démolir sans pitié. Aurait-on la naïveté de croire qu'il suffit de supprimer une section, de quelque lettre qu'on la désigne, quelles que soient les disciplines auxquelles les esprits y sont assouplis, pour qu'il ne reste plus dans nos classes que des élèves distingués ou du

moins laborieux ? M. le Proviseur du Lycée du Mans feuilletait l'autre jour (1) les registres scolaires des Pères Jésuites du Mans au XVIII^e siècle. « Si sapit, Musis valedicat. — Ferait que sage d'abandonner ses études. — Cancros imitatur eundo. — Progresse à rebours comme les écrevisses », etc., etc. ; voilà des notes qui n'étaient pas rares à l'adresse d'écoliers auxquels on n'accordait que tout juste pendant les récréations l'autorisation, encore contestée, de parler autrement qu'en latin. Il leur arrivait pourtant de progresser à rebours, comme il arrive aujourd'hui aux latinistes à la portion congrue du XX^e siècle et à leurs frères modernes qui ne fréquentent accidentellement ni le *forum* ni l'*agora* et labouraient encore naguère les maigres champs de Béotie.

Toutefois, cette marche à rebours qui aboutit à la chute finale, n'est-elle pas plus fréquente pour les élèves de la section moderne ? La statistique nous apprend qu'il en est, pour eux, sensiblement comme pour les autres ; et en se limitant à un point spécial, particulièrement intéressant, l'expérience insuffisante sans doute, mais curieuse (1) instituée par MM. Prentout, Weill et Villey de la Faculté des Lettres de Caen, en octobre dernier, montre ces élèves les égaux de leurs camarades des sections latines.

(Cf. *Revue Pédagogique*, décembre 1921.

(1) Cf. *Revue Internationale de l'Enseignement*, novembre-décembre 1921.

Que si, dans les grandes écoles, à Polytechnique par exemple, ils ne sont ni les Henri Poincaré, ni les Léon Lecornu, ils se placent du moins au rang honorable de ces ingénieurs ou de ces officiers qui forment, pour le plus grand bien de nos services publics, la grande majorité de toutes les promotions.

Mais, dit encore M. Léon Bérard lui-même, « entre les catégories d'élèves » — les latinistes et les non latinistes — « existe une opposition fâcheuse ». C'est le rappel de vieilles histoires qui n'ont jamais, à ma connaissance, été bien graves, et, en tous cas qui n'ont pas, que je sache, leur pendant aujourd'hui. Mêlés obligatoirement, dans les classes de Seconde et de Première pour six matières d'enseignement (Mathématiques, Chimie, Physique, Dessin géométrique, Anglais, Allemand) sur neuf et, même, dans certains Lycées, pour les trois autres (Français, Histoire et Géographie) ; mélangés intimement et sans distinction dans le classement de compositions communes, ces élèves ont vu s'effacer leur tache originelle et, j'ai le regret de le dire, si l'on retrouve, parfois et par hasard, quelque vague reste de préjugé contre eux, il vient non plus de leurs camarades qui sont trop bons juges pour s'y tromper, mais de certains de leurs professeurs qui n'ont pas renoncé à leurs ironies d'écoliers contre les Béotiens ou les Bestiaux de jadis.

Oui, le mot est dur ; mais, dira-t-on encore,

est-il — je parle du mot Béotien — si injuste au fond ? Ces élèves, en dépit des résultats des examens, ne sont-ils pas un peu fermés aux belles et nobles émotions qu'éveillent les meilleures pages de nos auteurs classiques ? Toute l'antiquité n'est-elle pas, pour eux, lettre morte ?... Mon expérience personnelle me permet de répondre que je les ai constatés, en somme, aussi capables que leurs camarades, de comprendre, d'expliquer maints passages, maintes œuvres du programme ordinaire de nos études. Il faut reconnaître, pourtant, qu'un certain nombre d'entre eux sont gênés, quand nos auteurs du xvii^e siècle, Racine par exemple, évoquent les détails des anciennes légendes grecques : le siège de Troie, les voyages d'Ulysse, le retour d'Agamemnon, la conquête de la Toison d'Or, etc. Cette ignorance n'est pas, toutefois, générale, ni complète ; et quand, sortant d'avec ces modernes, on se retrouve en face de latinistes dont un bon nombre ne savent plus ce que c'est que Tyrtée, ignorent les noms et même le nombre des Muses, ne connaissent ni Persée, ni Andromède, on comprend vite qu'on est seulement en présence de deux aspects à peine différents d'un même phénomène. Nous le connaissons ; il ne se manifeste pas au Lycée seulement. C'est la société de notre temps qui, même dans quelques-uns de ses membres les plus en vue, connaît de moins en moins, tout comme nos élèves de la section D et des autres sections, cette antiquité

si familière encore aux générations précédentes. Je doute que nos jeunes contemporains soient bientôt capables, selon leur tempérament, de s'indigner vraiment ou de rire en connaissance de cause aux plaisanteries de la « Belle Hélène ».

IV

Mais voici que, supportant tout le poids des ignorances d'autrui, en plus des leurs, les élèves de la section moderne, quoiqu'on dise à leur décharge, sont déclarés indignes de rester plus longtemps dans le temple et relégués dans le Primaire Supérieur. « L'enseignement qu'ils y recevront est » — ce sont les termes mêmes que l'on a prêtés dans *Le Temps* à M. Léon Bérard — « à peine différents ».

Qu'on en juge. Il existe, à l'usage des Ecoles primaires supérieures, un livre dont j'ai, entre les mains, la première édition datant de 1916. C'est un fort bel ouvrage scolaire de 536 pages, édité par la librairie Arm. Colin, à qui il fait vraiment honneur : l'impression en est claire, élégamment disposée et il est orné de 24 gravures hors texte, choisies avec goût et réalisées avec tout l'art que l'on peut raisonnablement demander. C'est une Anthologie littéraire illustrée, par un Inspecteur de l'Enseignement Primaire de la Seine et un Professeur au Collège Chaptal (1). Il y aurait, dans cet ouvrage, beau-

(1) *Anthologie littéraire illustrée*, par Mironneau et Cathala, Colin, Paris, 1916.

coup à louer et je regrette de ne pas avoir, ici, à en dire du bien. Mais, à peine l'ai-je ouvert, que je lis dans la préface : « De plus en plus, d'ailleurs, on se rend compte que les textes littéraires les plus accessibles à l'élève sont ceux de son époque, dans lesquels il retrouve la langue, les sentiments et les idées du milieu qui l'entoure. » Je ne veux pas tirer de ces prémisses toutes les conséquences, je me borne à noter que rien n'est plus contraire aux principes directeurs d'un enseignement classique, même moderne. Je constate aussi que, conformément aux idées pédagogiques qui ont présidé à la constitution de ce recueil, on y trouve 70 morceaux d'auteurs du xix^e et du xx^e siècle, contre 27 seulement des époques précédentes et que la proportion de 2 morceaux contemporains ou quasi contemporains sur 3 se rencontre encore à peu près dans deux autres recueils — très soignés d'ailleurs — destinés aussi aux Ecoles primaires supérieures, que j'ai eus à ma disposition (1). C'est donc, dans le Primaire supérieur, non seulement l'exclusion du latin comme dans la section D ou enseignement moderne secondaire, mais d'une grande part de notre littérature du xvi^e, du xvii^e, du xviii^e siècle, qui gardent, jus-

(1) Les Lectures littéraires de l'Ecole par Philippon, Directeur d'Ecole Normale et Mme Plantre, Professeur d'Ecole Normale, Larousse, Paris, s. d. — Lecture expliquée par Mironneau, Inspecteur primaire, et Roger, Professeur d'Ecole Normale, Colin, Paris, 1913.

tement des reflets atténués, mais puissants encore de la culture antique.

Que, pour écarter ainsi d'un commerce trop fréquent avec nos écrivains proprement classiques, les élèves de l'enseignement primaire, supérieur, on ait des raisons assez sérieuses, il n'est pas malaisé de le comprendre. Mais qu'en faut-il conclure pour ce qui nous intéresse ? C'est que, transférés à l'Ecole Primaire Supérieure, nos élèves de la section D en seront souvent réduits à l'admiration d'hommes charmants ou distingués comme Edouard de Laboulaye, Henri Chantavoine, Vidal de la Blache — qui ne s'attendaient pas sans doute à figurer sitôt dans les anthologies — ; heureux s'ils ne se laissent pas séduire au sentimentalisme sonore et creux de Clovis Hugues, à la futilité légère d'Alphonse Karr, à l'imagination mal réglée de Frédéric Soulié, le mélodramatique et à peine littéraire auteur de la Closerie des Genêts.

Et c'est là ce que M. Léon Bérard appelle « recevoir un enseignement à peine différent » de celui des Lycées. Et ce sont des enfants, des jeunes gens de cette formation intellectuelle, à qui les « bonnes lettres » sont, vraiment, si étrangères, que M. Appell juge aptes, après un simili-baccalauréat, non seulement aux Facultés des Sciences, mais à celle de Droit, des Lettres, etc., en vue de la Licence et du Doctorat ! Et c'est pour éviter une soi-disant « opposition fâcheuse », entre les élèves de la section D

et les autres, au Lycée vers l'âge de 14 ou 15 ans — opposition aujourd'hui absolument inexistante — qu'on mettrait subitement, en présence, sur les bancs de la Faculté des étudiants de 18 ans instruits par des méthodes et dans un esprit si totalement différents que, en toute vérité, on peut le dire : bien qu'employant les mêmes mots, ils ne parleraient point la même langue.

Qu'on ne prétende donc pas que la suppression de la section D dans les Lycées s'impose. La vérité, c'est que cette suppression ferait redescendre au niveau d'où il était parti, il y aura bientôt 60 ans, un enseignement qui, cadet tard venu et longtemps, point du tout choyé, a fini par prendre assez bonne figure pour que ses aînés aient, depuis plus de dix ans, cessé de lui faire grise mine et l'aient admis, sans arrière-pensée, à marcher de pair avec eux.

V

Que si on le fait pourtant disparaître en pleine vigueur, l'enseignement secondaire devenu exclusivement latin, s'en portera-t-il mieux. Les tenants les plus exaltés de la réforme l'assurent. Débarrassés de cette tourbe indigne du véritable enseignement classique, nos Lycées verront refleurir, dans leur atmosphère purifiée, toutes les élégantes et fortes disciplines dont, naguère, l'Université s'enorgueillissait. Quel idyllique tableau !... Qu'arriverait-il cependant, si, ne

pouvant plus aller dans les sections dites modernes, les élèves, tenant à rester au Lycée, se soumettaient, tant bien que mal, au régime du latin obligatoire ? Qui pourrait, pratiquement les en empêcher et qu'y aurait-on gagné ? Un plus grand encombrement des classes de latin, dans un enthousiasme certainement diminué.

Telle n'est pas, au reste, la prévision des réformistes : ils espèrent que l'enseignement nouveau ne réunira qu'une élite sans doute assez restreinte ; et, d'autre part, le groupement universitaire des *Compagnons* estime même qu'il se produira une diminution des trois quarts de l'effectif des lycées et collèges. Si de telles prévisions se réalisaient, le latin n'aurait plus qu'un nombre très réduit d'adeptes, et, peut-être, comme il arrive dans des cas semblables, ces petites chapelles verraient-elles se développer une ardeur dans la foi d'autant plus vive. En théorie, ce n'est pas impossible.

Mais ces vues optimistes ont leur contrepartie. Il faut être bien aveuglé par elles pour ne point le voir. Quand le flot tumultueux des écoliers s'écoulerait en grosses masses vers les Ecoles primaires et les Ecoles primaires supérieures, pour y recevoir un enseignement qualifié plus spécialement de « démocratique », de « moderne », ce flot se soulèverait, en quelque sorte, de lui-même, au passage de la modeste barque emportant dans un tout autre sens, le petit groupe des latinistes en route vers leur

tour d'ivoire. Ils seraient bientôt les incompris, avec leur langage étrange, qui sent la scholastique, qui semble faire d'eux les tenants d'un passé vite ridicule, parfois détesté ; leur petit nombre, leurs études très spéciales, qui visent au raffinement de l'esprit, leur donneraient, malgré eux, figures d'aristocrates. Grave défaut dans une démocratie ; grave défaut qui ferait d'eux des suspects et qui risquerait, en dépit de leur zèle, de les décimer peu à peu.

Il n'y a pas à en douter, la réforme projetée par M. Léon Bérard, si on l'appliquait toute pure, sans aucun tempérament, amènerait à bref délai, la fermeture des trois quarts de nos collèges et de nos lycées ; et si les Facultés ne devaient pas en voir trop, tout de suite, diminuer le nombre de leurs étudiants, il est bien certain que le double courant qui y amènerait des esprits si divers et si inégaux, y formerait un ensemble singulièrement trouble : la crise de qualité y serait encore plus aigue.

VI

N'y a-t-il donc rien à retenir du premier projet ministériel, en attendant le second ? A travers les critiques de tout à l'heure, on a pu entrevoir une très réelle sympathie pour le point de départ de la réforme. Tout esprit persuadé de la haute valeur éducative de cette culture qui, depuis le xvi^e siècle surtout, a rénové les lettres et l'esprit français, ne peut qu'approuver, et de tout cœur,

la tendance à fortifier l'instruction classique à base de latin dans notre enseignement secondaire. On acquiesce volontiers aussi à l'idée de la subordination des études scientifiques à la culture littéraire, jusqu'au jour où l'esprit est assez souple et solide à la fois pour aborder des questions qui exigent plus de réflexion et de maturité. On doute, il est vrai, qu'une section unique, surtout à la fin de la scolarité, puisse suffire à un développement convenable et simultané des lettres anciennes, grec y compris, du français naturellement, des sciences et des langues vivantes, sans compter les enseignements qui ne sont d'aucune façon accessoires, comme l'histoire et la géographie. On croit, très fermement, que, à ce moment surtout, deux sections au moins, l'une plus littéraire, l'autre plus scientifique, un peu comme au temps de l'ancienne bifurcation, sont indispensables. Il y a là toute une question de dosages, d'aménagements assez délicats, à laquelle les options, plus souples que les sections, pourraient peut-être satisfaire. Du moins, c'est beaucoup, c'est capital, la valeur éducative supérieure du latin est reconnue, proclamée, tandis que la part des sciences n'est restreinte dans les débuts, que pour être, à la fin, développée dans des conditions plus avantageuses. Tout cela, quoique encore à l'état d'ébauche, offre des perspectives intéressantes.

A une condition, toutefois, à mon sens essentielle, c'est que, à côté de la simple ou double

section latine, subsiste cette section moderné dont je me suis efforcé de montrer qu'elle n'a démerité en rien et que sa place n'est pas, quoiqu'on dise, à l'Ecole primaire supérieure. Avec M. Weill, je crois qu'un « enseignement secondaire qui ne serait pas résolument moderne, par la substance et par l'esprit, ne serait pas seulement un anachronisme inoffensif, il deviendrait un péril national. » (1) Ne pas tenir compte des nécessités présentes, ou s'en décharger sur d'autres, ne serait, en effet, pas moins dangereux pour nous que de faire table rase du passé. Pour que l'instruction donnée dans nos lycées soit bienfaisante et efficace, qu'elle soit, dans le sens plein du mot, moderne, c'est-à-dire qu'elle tienne un juste compte des aspirations légitimes de notre temps, il faut que, à côté de la culture latine traditionnelle et revivifiée, subsiste, donnée par les mêmes maîtres ou par des maîtres de formation identique, la culture à base de français, mais de ce français classique qui laisse aisément transparaître la tradition latine elle-même. Sans doute son étude exige quelques efforts ; ce n'est pas une lecture facilement expliquée qui y suffit, comme pour un texte d'Alphonse Karr ou de Frédéric Soulié, voire de Vidal de la Blache ; mais c'est justement l'effort que nécessite la compréhension réelle de pages de Pascal ou de Bossuet, de Molière ou de Ronsard qui a un résultat vraiment éducatif.

(1) *Revue de Paris*, octobre 1921.

Voir comment et pourquoi les hommes qui nous ont précédé n'ont pas écrit, n'ont pas toujours pensé comme nous, et, comment, pourtant, nous ne sommes pas si loin d'eux qu'il peut paraître ; mieux encore, à travers et au-delà de nos ancêtres français, entrevoir dans le lointain des âges, la pensée humaine toujours déchirée par les mêmes angoisses et avide des mêmes espérances, voilà le profit que peut assurer un enseignement secondaire, même à base purement française, pour ceux que des raisons diverses empêchent de prendre directement la leçon d'antiquité. Il paraît que les Roumains (1), abandonnant pour leur enseignement la discipline latine, entendent y substituer la discipline française qui la représente dans une certaine mesure. C'est dans le même esprit qu'il faudra continuer à donner au lycée notre enseignement dit moderne, en accentuant au besoin, contrairement à la pratique de l'Ecole primaire supérieure, tout ce qui fait de lui un enseignement secondaire et classique. Appliquons-lui les principes dont M. Thamin semble restreindre un peu trop les heureux effets à la Roumanie. Il faut que le maître qui donnera cet enseignement moderne ait directement puisé aux sources vives des lettres antiques ; c'est ainsi qu'il jouera un rôle bienfaisant et digne de l'enseignement secondaire. Pour les élèves, non pas en Roumanie seulement, mais en France aussi, il sera l'initié qui ayant « vu la

(1) *Revue des Deux Mondes*, juin 1921.

beauté antique face à face », aura le devoir, ou plutôt sentira l'impérieuse nécessité, en dépit de tous les hiérophantes, de ne point garder le silence et de faire partager un peu de son enthousiasme à ceux qui ne connaissent pas, qui ne peuvent pas connaître tout à fait les mystères.

VII

Remarquons bien, encore, qu'un enseignement moderne ainsi compris a le grand avantage de ne point nous couper les ponts avec le passé et de garder des passages vers l'avenir. Ce même M. Thamin qui, sympathique à un enseignement moderne français chez les Roumains, y semble assez hostile pour les Français eux-mêmes, laisse pourtant échapper un aveu très sage et très curieux à la fois. « Avouons-le, dit-il, nous ne croyons pas d'une foi assurée à la perpétuité du latin, ni à l'immutabilité d'un programme si bien fait qu'il soit. » Il est difficile, en effet, de s'illusionner : la culture latine qui, depuis le début du XIX^e siècle, pour ne pas remonter plus loin (1), a subi tant de modifications, est appelée, sans nul doute, à en subir encore. Aujourd'hui, dans la plupart des classes supérieures, le thème latin, successeur amoindri des amples et

(1) Faut-il rappeler que, parmi nos plus illustres prédécesseurs à l'Académie, le savant évêque Daniel Huet, comme l'aimable et distingué Moisant de Brioux ont laissé des œuvres latines aussi remarquables que leurs œuvres françaises. Depuis longtemps, ils n'ont guère d'émules.

redondantes dissertations latines, n'est pas encore devenu un mythe ; mais, y apparaît-il, pratiquement, plus de quinze à vingt fois par an ? (2) Que sera-t-il demain ? Et la version, l'explication latines comment les pratiquera-ton dans vingt ou trente ans ?...

Ce qu'il faut, en somme, en vue d'assurer sans heurt des transitions probables, c'est que l'enseignement du latin et de tout ce qui en est le corollaire, subsiste, d'abord, aussi vivace que possible, et que, par suite, son influence s'exerce, même indirecte, sur nos élèves. Ainsi, le jour, encor lointain, sans doute, où on devra — dans un siècle, qui sait ? — le réserver aux Facultés des Lettres peut-être, on a quelque Ecole pendant de l'Ecole des Chartes par exemple, les esprits, quand ce flambeau ne luira plus pour tous, garderont un peu du feu sacré allumé jadis à sa flamme.

Mais ce résultat ne sera atteint que si, modifié tant qu'on le voudra dans le détail, notre enseignement secondaire reste vraiment complet et garde les plus caractéristiques des formes qu'une expérience déjà longue a consacrées : l'enseignement classique latin et l'enseignement classique français complétés plus ou moins largement, l'un et l'autre, par les sciences et les langues vivantes.

(2) Cf. *Revue Universitaire*, février, 1921. Projet de coordination des études littéraires, Boucley et Gautier, professeurs au Lycée de Montpellier.

Qu'on cesse donc de rêver je ne sais trop quelle transmutation des vertus propres de l'Enseignement primaire supérieur en qualités capables de se substituer à celles si différentes de l'Enseignement secondaire.

Que l'Enseignement primaire supérieur reste ce qu'il est, un enseignement primaire ; qu'il continue, là où il ne se transformera pas en Enseignement technique, à développer ses sections si utiles de menuiserie, d'ajustage, d'agriculture, et qui sont dans ses traditions et ses capacités : la tâche est belle et grande encore. Que, d'un autre côté, tous ceux que leur profession future invite davantage à penser, à réfléchir, à comparer et, aussi, à savoir un peu écrire, continuent à recevoir ou reçoivent enfin l'enseignement secondaire sous l'une de ses formes. Futurs ingénieurs, futurs médecins, futurs magistrats, futurs officiers, même futurs instituteurs seront là à leur véritable place. Quelques-uns de ceux-ci pourraient trouver ailleurs une instruction en apparence vaguement similaire, ils ne seraient pas à même d'acquérir ce goût du vrai et du flu, cet esprit de tolérance réelle et franche, cette sympathie critique et vive étendue à la fois sur le passé et le présent, qui donnent à l'enseignement secondaire un si haut prix.

* * *

En somme, et contrairement à des sentiments dont M. le Ministre de l'Instruction publique

paraît en partie dégagé, ne frappons d'ostracisme aucun de ceux qui sont venus à nous ou qui peuvent encore y venir pour leur plus grand bien. Car c'est aussi le nôtre, c'est l'intérêt bien entendu de notre enseignement secondaire. « Il faut mettre ensemble, écrivait Pascal, la justice et la force. » Au jugement de la multitude, dont, c'est un fait, nous dépendons de plus en plus, la justice de notre cause, c'est-à-dire la valeur de cet enseignement que nous défendons ne sera point méconnue, tant qu'elle aura pour elle la force, c'est-à-dire le nombre.

Ne laissons pas, par goût trop délicat d'une impossible perfection, passer ailleurs le nombre, et soyons bien persuadés que, si nous ne perdons pas la foi dans nos vieux principes, fussent-ils un peu modernisés, le groupe de nos élèves, dont continuera à sortir l'élite qu'à juste titre on nous réclame, sera lui-même, en grande majorité, une élite encore, et bien supérieure à celle que les manœuvres inconscientes des uns, trop conscientes des autres, tendraient volontiers à lui substituer.

Ch. BELLIER-DUMAINE.



LE CINQUANTENAIRE ACADÉMIQUE
DE M. CARLEZ

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT

Monsieur Carlez,

L'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen a chargé son bureau de vous apporter ses félicitations à l'occasion du 52^e anniversaire de votre élection comme membre de notre Compagnie.

C'est pour moi un très agréable honneur de venir saluer en son nom l'aimable et vénéré confrère que nous avons en vous, le chercheur érudit, l'écrivain que sa compétence de musicien a si bien servi et qui a donné à nos bulletins, à ceux aussi d'autres Sociétés, tant de travaux excellents.

Je viens de feuilleter à nouveau vos publications. C'est pourquoi il m'a semblé que j'exprimerais d'une façon insuffisante notre reconnaissance envers vous si je parlais seulement au nom de nos collègues présents, au nom de notre temps et du vôtre.

Si j'osais, je vous prierais donc, mon cher confrère, de voir en nous ici cette très vieille dame que doit être notre Académie plus de deux fois et demie centenaire. Je sais que notre Compagnie a connu de mauvais jours et je n'ose croire que 270 de nos confrères, bien exactement, m'aient régulièrement précédé d'année en année dans la mission de présider nos travaux et dans l'agréable devoir de féliciter nos doyens.

Mais, que l'on tire au sort le nom d'un de nos prédécesseurs, il ne s'en trouvera pas un dont je ne puisse être en ce moment le porte-parole pour vous remercier d'avoir mieux fait connaître tel ou tel épisode de la vie artistique de son temps tel ou tel trait du goût musical de nos lointains confrères.

Vous avez remonté plus haut dans l'histoire. C'est Lanfranc et c'est Guillaume Bonne-Anne qui ouvrent la série de vos chapitres sur la musique à Caen de 1066 à 1848. Puis c'est Nicolas Le Vavasseur, Chastillon de la Tour, Malherbe, Grimm, Pierre et Thomas Corneille, les temps du Puy de musique, ceux des musiciens paysagistes, des chansonniers de Jacques Manquant. A combien d'autres auteurs de Caen ou de Rouen ou d'ailleurs n'avez-vous pas consacré des chapitres ou des notices entières ?

Notre passé musical caennais vous doit d'avoir pris pour nous une réalité et nous savons notre bonheur de le connaître par vous, à travers votre erudition et votre compétence d'artiste.

D'ailleurs, qu'il s'agisse d'hommes ou de choses, que reste-t-il de la vie de notre passé ? Uniquement ce qui fut chez nos prédécesseurs la vie de l'esprit, le développement des arts, la vie des salons. Il reste des vers, des mots d'esprit, des querelles littéraires, de la musique et ce qui fut le prestigieux mouvement de l'érudition d'antan, tout ce qui, en somme, gravite autour de notre Académie ou se reflète en elle, dans cette ville de Caen que Bayle et Mme de Sévigné trouvaient sans pareille pour le nombre et la qualité des beaux esprits. Car enfin, un intendant général n'existe pour nous que s'il fut antiquaire, un puissant argentier que s'il fit sculpter la façade de sa maison.

Ce serait de notre part vanité étrange de nous croire situés par privilège en un point de revirement des destins. Dans l'avenir comme dans le passé, rien ne subsistera que ce qui aura été la vie de l'esprit, c'est-à-dire la nôtre, celle de nos Sociétés savantes ou artistiques, celle dont notre Académie marque l'axe avec notre Université. celle que maintiennent avec ce Conservatoire que vous avez dirigé, nos dilettantes et nos amateurs, minorité étrangement minime si on pense aux splendeurs du passé, mais qui assure pourtant une continuité avec des temps meilleurs, qui j'en suis sûr, viendront.

Or, dans cette branche essentielle de l'activité de l'esprit qu'est la vie musicale, nos successeurs, mon cher confrère, vous devront de vous con-

naître, et nous vous devons une part de la seule réalité que nous puissions avoir pour eux.

Vous avez été pour le dix-neuvième siècle, comme pour le passé, l'historien de la musique dans notre ville. Vous avez été l'historien des temps de la Philharmonique, des Céciliens, des Neustriens, et de notre Conservatoire moderne comme vous avez été celui des Pays de musique, de nos vieux organistes et de l'antique Concert de Caen.

Nous vous félicitons, mon cher Confrère, de ce que, il y a 52 ans, vous nous ayez fait l'honneur de vous associer à notre Académie et de venir partager nos travaux.



RÉPONSE DE M. CARLEZ

Je m'empresse, Messieurs, d'adresser mes vifs remerciements à notre aimable président, M. le docteur Gidon, pour cette spirituelle revue de mes écrits académiques, ingénieusement développée, trop louangeuse peut-être.

Et maintenant, Messieurs, je crains de mal dire combien je suis heureux de votre visite, combien je me sens fier et honoré de la démarche dont je suis l'objet de votre part, au nom de l'Académie.

Il me semble que j'y dois voir une suite éloquente aux témoignages de sympathie que, de tout temps, j'ai rencontrés parmi mes collègues. Aussi, combien il m'a été pénible de rompre avec l'habitude, depuis si longtemps prise, d'assister aux séances, à toutes les séances de notre chère Académie. Ce fut pour moi une véritable privation.

Mais quoi ? n'est-ce pas là ce que j'ai vu arriver à plus d'un de nos anciens : MM. Julien Travers, Emmanuel Chauvet, Jacques Denis, d'autres encore, qui, très assidus à nos réunions,

durent les déserters, chacun à leur tour, devant les injonctions de la vieillesse ?

Je n'en reste pas moins académicien de tout cœur. Pourrait-il en être autrement après cinquante-deux ans de présence dans l'éminente compagnie dont je suis devenu le doyen d'ancienneté ? Je dis : cinquante-deux ans, mais je me fais tort d'une année ; car c'est en janvier 1869 que l'Académie m'a reçu en qualité de membre associé-résidant, une sorte de stage que nos statuts actuels ont fait disparaître.

Je n'avais pas sollicité cet honneur, ainsi que vous allez le voir. J'appartenais depuis dix ans à la Société des Beaux-Arts, et je n'avais pas tardé à lui fournir des matériaux, pour son *Bulletin*. Or, un soir où je venais de lire en séance une étude d'esthétique musicale intitulée : *De la couleur locale dans les œuvres de Lesueur*, M. Julien Travers, qui était des nôtres, sortit en même temps que moi. Il voulut bien me complimenter sur ma lecture, et me dit ensuite : « Voilà un travail qui conviendrait très bien pour notre Académie ; nous n'avons personne qui y représente la musique ; voulez-vous que je vous propose ? »

Je ne m'attendais pas à cette demande ; j'y fis une réponse saugrenue qui pouvait équivaloir à un refus. M. Travers n'y prit pas garde ; il tenait à son idée, de sorte que, quinze jours plus tard, j'étais proposé et admis.

Je ne vous cacherai pas que tout d'abord je

me trouvai un peu dépaycé au milieu de ces gens graves : magistrats fort lettrés, universitaires de marque, savants commentateurs de Papinien et de Cujas. Il me semblait faire là bien pauvre figure. Qu'était ma modeste personnalité, auprès d'un Isidore Pierre ou d'un Charma ?...

Je voulus, quoi qu'il en soit, ne pas rester dans l'ombre, et je me disposai à justifier ma présence. Un sujet s'offrit à moi, qui me parut devoir plaire : *Les Musiciens Paysagistes*. Je m'appliquai à le traiter de façon séduisante.

Ce qui peut donner à entendre que j'y réussis, c'est que, peu de temps après, deux places de membre titulaire s'étant trouvées vacantes, l'Académie me choisit pour occuper la première.

Mon stage n'avait duré qu'un an. Certains s'y éternisaient.



DOCUMENTS

UN PRÉLAT JANSÉNISTE

L'Ombre du Cardinal de Lorraine

DOCUMENT PUBLIÉ

PAR

M. LESAGE

Membre Titulaire

UN PRÉLAT JANSÉNISTE

L'OMBRE DU CARDINAL DE LORRAINE

Pour faciliter la lecture des vers inédits qui vont suivre relatifs à Armand de Lorraine, évêque de Bayeux, il n'est pas inutile de rappeler en quelques mots la vie du prélat qui en fut l'objet.

Il naquit en 1665 ; son père était comte d'Armagnac et sa mère, fille du duc de Villeroy, pair et maréchal de France. Entré très jeune au service, il avait bientôt abandonné les armes pour embrasser l'état ecclésiastique. Il fut rapidement pourvu de bénéfices considérables : dès l'âge de 11 ans, il était nommé abbé de Notre Dame des Chastelliers, plus tard de Saint Faron et enfin de Royaumont. A 23 ans, il se faisait recevoir docteur en Sorbonne et devenait primat de l'Eglise collégiale de Nancy.

Dès lors sa famille n'eut qu'un désir, celui de le voir parvenir à l'épiscopat, mais elle ne put l'obtenir de Louis XIV. Ce monarque, sur les conseils des jésuites, dit-on, répondit aux instances de Madame de Lorraine en lui disant qu'elle cessât de lui parler de son fils parce qu'il avait résolu, tant qu'il vivrait, de l'exclure du gouvernement de l'Eglise à cause de ses opinions jansénistes. Aussi, ce ne fut qu'en 1719, sous la Régence, qu'il obtint d'être nommé à l'évêché de Bayeux, il était âgé de 53 ans. Le pape hésita à lui adresser ses bulles, il les aurait même refusées

s'il n'avait craint que l'on ne procédât au sacre sans son autorisation.

Peu de temps après sa nomination, il donnait des gages au parti au service duquel il avait eu le malheur de s'attacher, en ordonnant à Paris quelques prêtres hollandais, malgré les défenses de la Cour romaine.

A la suite de cet acte, il se mit en route pour son nouveau diocèse. On connaît l'éloignement des jansénistes pour le culte de la Vierge, aussi, dédaignant la coutume suivie par ses prédécesseurs qui, avant de prendre possession de leur siège, se rendaient d'abord à Notre-Dame de la Délivrande, il arriva directement à Bayeux le 20 mars 1720. Il y fut reçu avec enthousiasme, les habitants étaient fiers d'avoir un prélat aussi remarquable par sa naissance, et l'on espérait beaucoup de l'appui que lui vaudraient ses hautes relations, aussi les beaux esprits du temps célébrèrent-ils à l'envi son entrée en vers latins et français.

Son administration commença par quelques règlements très sages, mais ces mesures heureuses sont les seules que l'on puisse louer et il ne devait pas tarder à en prendre un grand nombre d'autres qui, jusqu'à la fin de son épiscopat, jetèrent un trouble profond dans le diocèse.

Dans un mandement du 1^{er} juin 1720, il révoqua tous les supérieurs de communautés de filles, les pouvoirs de prêcher et de confesser accordés par ses prédécesseurs, enfin tous les statuts et règlements des congrégations et confréries. Ces décisions portèrent la désolation dans les cloîtres où elles ne trouvèrent d'écho qu'auprès du petit groupe des sœurs *discoles*, c'est-à-dire amies de la doctrine

janséniste. Pour s'en faire une idée, il faut lire dans les archives des communautés de Caen le récit des persécutions que les pieuses filles eurent à subir. Les religieuses de la Visitation, qui devaient attendre du prélat des marques de bienveillance, puisque des liens familiaux le rattachaient à plusieurs d'entre elles, eurent particulièrement à en souffrir.

Ce qui domine sous l'administration de Mgr de Lorraine, ce sont les luttes entre les jésuites et l'Université au sujet du jansénisme. A vrai dire, elles dataient de loin et il y avait déjà plus d'un demi-siècle qu'elles divisaient les ecclésiastiques du diocèse, mais elles prirent avec lui un caractère d'intensité qu'elles n'avaient pas eu jusque-là et il en fut de même pendant toute la durée de son épiscopat.

Dans le courant de l'été de l'année 1720, parut une brochure anonyme intitulée *Dénonciation à Son Excellence Monseigneur l'Evêque de Bayeux de la philosophie de M. Jourdain, prêtre, professeur au collège du Bois, dans l'Université de Caen*. Sur la requête de quatre professeurs qui se jugeaient attaqués dans ce libelle, une instruction fut ouverte le 10 juillet pour découvrir les auteurs et les distributeurs de cette brochure. On interrogea les écoliers, les professeurs, les imprimeurs et des membres du clergé séculier et régulier. Parmi ces derniers, un ami de Daniel Huet, le Père Martin, alors âgé de 81 ans, eut à répondre au sujet d'une lettre de M. Péchard, grand vicaire, adressée à un cordelier et qu'il avait communiquée aux jésuites. Ceux-ci en ayant cité des extraits dans la brochure incriminée, il fut prouvé par là qu'ils en étaient bien les auteurs.

Ils ajoutèrent à leurs torts, celui de faire jouer en public une pièce de théâtre, l'*Antiquarius*, sorte de

farce dont l'un des acteurs, fourré d'hermine et coiffé d'une mitre, représentait l'évêque de Bayeux. En même temps que se fit cette manifestation déplacée, on répandit une pluie de brochures nouvelles et de chansons contre les professeurs et contre le prélat. La « Dénonciation de la philosophie de Jourdan » se terminait ainsi : « Le nom de Lorraine, Monseigneur, a été jusqu'à présent précieux et respectable à tous les enfants de l'Eglise, formidable à ses ennemis. Quel est le Français qui ignore qu'il est particulièrement redevable du dépôt de la foi à l'éloquence, au zèle et à la fermeté du grand cardinal de Lorraine ? *Dans ces temps malheureux où le calvinisme naissant ravageait le royaume, les catholiques, dit l'historien, regardaient les princes de Lorraine comme les défenseurs de la Religion et les ennemis déclarés des Huguenots.* » Que penserait la France ? Que dirait la postérité, si un prince de Lorraine, évêque de Bayeux, protégeait, honorait de ses grâces et de ses bienfaits ceux qui font revivre dans son université presque toutes les horreurs du Calvinisme ? »

Ce sont ces lignes qui, vraisemblablement, inspirèrent l'auteur des mauvais vers qui suivent et des notes qui les accompagnent, dont j'ai trouvé une copie dans les dossiers du Bailliage de Caen conservés aux Archives du Calvados.

L'OMBRE DU CARDINAL DE LORRAINE

A SON ALTESSE**Monseigneur François-Armand de LORRAINE, Evêque de Bayeux**

A perdre le troupeau tandis que Péchard¹ veille,
Délivré de tous soins le bon Armand sommeille :
On endort sa prudence à force de bon vin,
Son amour pour la paix expire en un festin.
Obsédé tout le jour de suppôt du mensonge,
Jamais la vérité ne lui parle qu'en songe ;
Elle emprunte la voix d'un héros de son nom²,
Ne pouvant des Péchard prendre l'air ni le ton.
— « Armand, reconnais-tu le premier de Lorraine
Qui se vit honoré de la pourpre romaine ?
Peut-être de ce rang tu fais trop peu de cas,
Ton nom seul te suffit : il ne me suffit pas.
A mon rang, à mon nom j'ajoutai la science :
Au-dessus des savants par ma noble éloquence,
Pour écrire, parler, faire des règlements,
Jamais je n'eus besoin des Péchard de mon temps.
Dès ma plus tendre enfance avide de connaître,
Je rougis³ qu'un valet en savoir fût mon maître.
Et toi tu ne dis mot, en prenant des leçons.

(1) Premier grand vicaire de Mgr l'Evêque de Bayeux, gouvernant absolument le prélat et son diocèse.

(2) Le cardinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims.

(3) Sentiment du cardinal en son enfance.

Et de qui les prends-tu ? D'infâmes rejets
 De ces maîtres d'erreur qu'il me fallut confondre.
 Tu goûtes leurs raisons et j'y savais répondre.
 Du Pontife Romain les plus vils ennemis
 Sont les seuls que l'on voit à tes conseils admis.
 Moi je fus mon Conseil et celui de la France
 Et du Père commun j'entrepris la défense.
 Juste Ciel ! De Genève indigne partisan
 S'élève contre Rome un prince de mon sang !
 Ah ! plutôt contre Rome eût exercé sa rage,
 Du sang des Scipions un vainqueur de Carthage.
 Aux avis des pédants, Prince, tu te réduis,
 Au gré des huguenots, Lorrain tu te conduis.
 : j'ai dû livrer à Bèze
 L'onction¹ de nos rois avec mon diocèse.
 Mais le plus précieux entre tous mes talents
 Fut celui de connaître et de choisir mes gens.
 Sans ce talent heureux un grand se préoccupe,
 D'hypocrites flatteurs un évêque est la dupe,
 Et souffre impunément un moine² qui lui dit
 Que Son Altesse fait honneur à Jésus-Christ.
 Cette louange impie autant que ridicule
 Tu l'entendis, Armand, sans honte et sans scrupule.
 Le langage du peuple était bien différent,
 Ne l'entendis-tu pas crier de rang en rang :

(1) L'archevêque de Reims sacre nos rois.

(2) Termes d'un compliment d'un bénédictin dans un sermon prêché à Caen devant Mgr de Bayeux, avant la procession du Saint-Sacrement.

« Qu'il a l'air effronté ! Sait-il bien ce qu'il porte¹ ?
Ses profanes regards cherchent de porte en porte,
De fenêtre en fenêtre un adorable objet
Et tenant de travers, ainsi qu'un pistolet,
Les mystères sacrés que sa main déshonore,
Il ne regarde pas le Dieu que l'on adore.
Est-ce donc pour donner le spectacle en ce lieu
Qu'il s'est fait l'apprentif d'un brutal Porte-
[Dieu² ? »

Ce sont là les discours que l'on tient à la ville.
Plus hautement encore la campagne indocile
Crie au meurtre en voyant ta Confirmation³
Réduire tant de monde à l'Extrême-Onction.
Comme un loup ravisseur, de village en village,
Au lieu du Saint-Esprit tu portes le carnage.
Le Sacrement aidé du sabre et du bâton
Imprime caractère. On y joint l'éperon,
Et des chrétiens piqués par tes cruels ministres,
De ton apostolat ont des marques sinistres.

(1) Discours du peuple de Caen scandalisé de l'air immodeste de Mgr de Bayeux, portant le Saint-Sacrement à la procession et le tenant de travers sans le regarder.

(2) M. Bonhon, ci devant Porte-Dieu à la paroisse Saint-Roch de Paris et premier grand-vicaire de Mgr de Bayeux.

(3) Dans la plupart des paroisses de campagne où Mgr de Bayeux a été donner la Confirmation, ses officiers ayant à leur tête M. Bonhon blessèrent plusieurs personnes qui venaient pour recevoir la Confirmation.

Dans les jambes de quelques-uns, Bonhon, tout botté, donnait des coups d'éperon, tandis que les domestiques de l'évêque frappaient à coups de sabres, de fouet et de bâton.

Par les tiens dans le temple, aux yeux de l'Eternel,
Des chrétiens sont frappés. Ta chienne est à
[l'autel¹.

Qui l'oserait châtier ? Tous deux avec scandale
Vous prenez tour à tour la place épiscopale.

Abomination de désolation !

Ta chienne même a part à la Sainte Onction.
De l'hymen des chrétiens sait-on ce que tu penses ?
Au troisième degré tu donnes des dispenses².
Ou souffres que des rois méprisant les édits,
Un avare curé³ marie à juste prix
Un couple calviniste et devant eux consacre.
Nesmond n'est plus à craindre au nouvel archi-
[diacre.

Quand ta funeste entrée ensanglanta Bayeux⁴,
On te plaignit : on plaint aujourd'hui tes aïeux,
Et si les Coligny sont capables de joie,

(1) La chienne de Mgr l'Evêque, tandis qu'il donnait la Confirmation, était sur l'autel ou sur le fauteuil et elle léchait les doigts de son maître où il y avait encore du Saint Chrême.

(2) C'est un fait constant, on sait à Condé-sur-Noireau ceux qui ont obtenu de pareilles dispenses.

(3) Le sieur Rebours, ci-devant curé de Saint-Pierre à Caen, a fait marier depuis peu par le vilain Saint-Martin deux huguenots qui l'avaient payé grassement. Il avait été sentencié par M. de Nesmond pour avoir plusieurs fois commis la même faute. Cela n'a pas empêché Mgr l'Evêque d'à présent de le faire archidiacre pour le dédommager de la cure qu'il a résignée au sieur Regnaud fameux impétrant.

(4) Lorsque Mgr de Bayeux fit son entrée, il y eut quelques personnes tuées et blessées.

Ils sont charmés de voir que marchant sur leur
[voie,

Par des moyens plus sûrs que leurs emportements
Un Lorrain fait la guerre à tous nos sacrements.
Déjà plus de sermon, et bientôt plus de messe ;
Tu dis que c'est abus d'aller tant à confesse¹.
Pour en bannir l'usage avec moins de fracas
Tu nommes confesseurs tous ceux qu'on ne veut
[pas.

Quel ravage fais-tu dans les couvents de filles ?
Est-ce pour resserrer ou détruire les grilles
Que ton ordre en exclut les sages directeurs
Dont tu crains les conseils, la doctrine et les
[mœurs ?

Tu les hais et pourquoi ? Ta haine est légitime,
Si combattre l'erreur doit passer pour un crime.
Suis donc ta passion, sans jamais la trahir ;
Hais-les, mais sache au moins en prince les haïr.
Ne va pas leur chercher de puériles noises.
Pour un fils de héros, ta haine est trop bourgeoise.
Tu pourrais leur parler avec autorité,
Mais non pas les traiter avec brutalité,
Récitant mot à mot le vétilleux mémoire
De faits faux qu'un Péchard a su te faire accroire.
Le moindre de tes clercs par ta bouche est instruit
Que qui fut leur disciple a travaillé sans fruit,

(1) Quelques personnes ayant représenté à Mgr de Bayeux qu'il y avait plusieurs gens qui, faute de confesseurs, n'avaient pas fait leurs Pâques et que plusieurs de ses diocésains aimaient mieux ne se point confesser que de le faire aux appelants, il a répondu que moins il y aurait de confessions, moins il y aurait de sacrilèges.

Que qui s'éloigne d'eux de ses destins arbitre,
Est aux ordres sacrés admis sans aucun titre.
Tu prends soin d'épier leurs discours et leurs pas,
Ils te font enrager et tu ne les crains pas¹,
Dis-tu ? Dans un haut rang méprisable adversaire,
Tu peux les estimer dignes de ta colère. » —
L'évêque alors jurant par la tête et la mort,
S'éveille, voit Péchard, boit, pinte et se rendort.

(Archives départementales du Calvados, Bailliage de Caen.)

Cette satire, dans laquelle on fait un grief au prélat de manquer de sobriété, n'était pas parvenue à la connaissance de Bisson, évêque constitutionnel du Calvados, car dans ses *Mémoires* encore inédits mais qui seront publiés par les soins de notre confrère, M. Sauvage, il a écrit : « Les ennemis de M. de Lorraine qui épiaient toutes ses actions, ne lui ont reproché aucune passion basse, ni aucun vice qui pût déshonorer ni son état, ni sa naissance. »

Le même auteur dit encore de lui « qu'il ne fut pas un esprit timide et servile et qu'aucune considération humaine n'influa sur ses sentiments. » Ce jugement est certainement faux, la conduite du prélat à l'égard du monastère de la Charité prouve que ses convictions n'étaient pas bien arrêtées.

Je fais remarquer en passant que les vers que je viens de citer furent composés en décembre 1720, ils datent donc des premiers mois de son épiscopat. A cette époque, les esprits étaient échauffés à tel

(1) Paroles que Mgr l'Evêque a souvent à la bouche contre les catholiques acceptants de son diocèse et de son chapitre.

point que, chaque jour, on trouvait de nouveaux placards affichés sur les collèges et les diverses juridictions de Caen.

Les professeurs attaqués, après avoir adressé leur requête au lieutenant criminel du baillage, avaient obtenu de faire publier dans les églises de la ville un monitoire enjoignant à tous de révéler les auteurs et les distributeurs des libelles. Aussitôt parurent deux pages imprimées avec ce titre : *Décision d'un cas de conscience*, où l'on concluait que les fidèles n'étaient pas obligés de révéler les faits dont ils avaient connaissance relativement au dit monitoire.

Ces brochures avaient été publiées à grand tirage, les exemplaires en étaient vendus en cachette et distribués de tous côtés. A Caen, il en était jeté la nuit dans les maisons, d'autres étaient envoyées dans toute la province jusqu'à Rouen et au fond du Cotentin. On ne sera pas surpris de voir que les écoliers étaient entrés dans la mêlée en y apportant la fougue de leur jeunesse. Ils furent les messagers chargés de distribuer les écrits de controverse qui passionnaient la ville. Cela faillit coûter cher à trois d'entre eux, particulièrement compromis. Le 23 mai 1721, Antoine Moulin de Longchamps et François Lallier, étudiants en droit, étaient frappés par un décret d'ajournement personnel. En même temps qu'eux, Jean Challemel, prêtre, âgé de 25 ans, originaire de Magny-le-Désert, au diocèse du Mans, était décrété de prise de corps, c'est-à-dire mis en prison.

Mais, heureusement pour eux, les Révérends Pères avaient à la Cour des amis puissants. Cinq jours plus tard, l'intendant recevait la lettre suivante du secrétaire du Régent :

Versailles, ce 29 mai 1721.

Monsieur, Son Altesse Royale, Monseigneur le duc d'Orléans ayant été informé que l'on instruit actuellement à Caen une procédure criminelle à l'occasion de quelques écrits et vers qui y ont paru depuis peu, que même on prétend impliquer dans cette affaire quelques-uns des jésuites du collège qui est dans cette ville, elle m'a ordonné de vous marquer d'envoyer chercher le procureur du Roi et de lui ordonner de sa part de suspendre sans aucun délai toute cette procédure ; que cependant vous fassiez des informations sur les faits dont il s'agit et me les envoyiez avec votre avis pour en rendre compte à Son Altesse Royale.

Je suis, etc.

Signé : LA VRILLIÈRE.

Le roi s'étant ainsi réservé la connaissance de l'affaire, celle-ci en resta là, mais lorsque nos jeunes gens voulurent subir des examens devant la faculté, on leur objecta les poursuites qui avaient été commencées entre eux et dont ils n'étaient pas relevés. Il fallut encore faire appel à une haute influence. Elle se produisit sous forme d'une lettre du garde des sceaux à l'intendant en date du 20 avril 1722 : « Veuillez donner vos ordres aux officiers du baillage, écrivit M. d'Armenonville, afin de prendre les mesures nécessaires pour lever l'interdiction et faire savoir aux professeurs de l'Université que son intention est que ces décrets ne puissent servir d'obstacle pour les empêcher d'être gradués s'ils se trouvent avoir la capacité requise. »

En conséquence, les deux étudiants, déjà licenciés se présentèrent bientôt devant le jury et on relève, sur le registre des attestations des facultés des droits, que le 21 mai de la même année, ils avaient l'un et l'autre « subi l'examen dans les écoles publiques depuis 6 heures de l'après-midi jusqu'à 7, après lequel ils avaient été trouvés capables ». Quant à l'abbé Challemel, un certificat transcrit sur les registres de la faculté de théologie en 1724, porte qu'il était maître ès arts, suivant les cours depuis 5 ans et qu'il faisait signifier ses grades pour obtenir un bénéfice.

J'ai fait allusion, à propos de la satire contre Mgr de Lorraine, à ses démêlés avec les Visitandines de Caen. Ces dissensions eurent un grand retentissement et, bien que M. Laffetay, dans son *Histoire du diocèse de Bayeux*, les ait résumées d'une façon très exacte, il ne sera peut-être pas sans intérêt d'en faire connaître les détails, d'après une lettre écrite par les religieuses du monastère en 1731, c'est-à-dire trois ans après la mort du prélat.

Le frère aîné de Mgr de Lorraine, le comte de Brionne, avait épousé la sœur de notre supérieure, la mère Marie Céleste d'Epinay. Les sentiments auxquels nous avons toujours été attachés, par la miséricorde de Dieu, furent un prétexte à ceux qui approchaient notre évêque de l'indisposer contre la communauté ; son rang et son autorité leur firent croire qu'ils pouvaient tout entreprendre et ils mirent la patience de la mère à la plus rude épreuve. Elle recevait chaque jour les lettres les plus dures et des ordres redoublés, soit pour la distribution des emplois

particuliers, soit pour la disposition des officières élues par le Chapitre. Elle se rendit sur tout ce qui n'était pas positivement contre la règle et l'aurait toujours fait si on n'avait exigé des choses si contraires à la règle qu'elle fut obligée de s'y opposer.

Après le premier triennal (1), les sœurs furent très surprises que l'évêque, par une lettre à l'assistance, donnât l'exclusion à la supérieure et à tous les sujets de la communauté, et ce par voie de pénitence, à l'exception de deux du petit nombre de celles pour lesquelles il avait le plus d'attention. On lui écrivit pour lui représenter ce qui est marqué par les saints fondateurs au sujet de la liberté des élections, le suppliant de rendre la liberté des suffrages, soit pour élire au-dedans ou au dehors. Plusieurs personnes de distinction s'intéressant au couvent lui firent voir qu'il refusait une liberté accordée dans tous les canons, ce fut inutilement. Voyant qu'elle ne pouvait rien obtenir et après avoir consulté les plus habiles canonistes et plusieurs de nos monastères, il fut jugé que pour maintenir la liberté de l'Ordre, il fallait faire des réquisitions respectueuses à l'évêque afin de parvenir à une élection libre.

(1) A la Visitation, comme dans la plupart des communautés de femmes, la supérieure et son assistance étaient nommées par les autres religieuses pour trois ans ; après quoi, elles pouvaient être continuées dans leur charge pendant une nouvelle période d'une durée égale, appelée triennal, puis elles rentraient dans le rang.

Le prélat n'étant point fléchi, elle fut obligée de présenter une requête à la Métropole. Celle-ci rendit une sentence ordonnant qu'il serait incessamment procédé à l'élection de la supérieure, en présence de celui que l'évêque de Bayeux nommerait, ou en cas de refus de sa part par un commissaire et que l'assistante continuerait à gouverner jusqu'à l'élection sans avoir égard à la commise qui avait été nommée.

On écrit à l'évêque pour le supplier de nommer un commissaire ; pour toute réponse, il fait signifier appel de la sentence et défense à tout ecclésiastique du diocèse, sous peine de suspension, d'assister à l'élection.

Cependant, l'huissier de l'officialité ne quittait pas la porte du couvent, il faisait sentinelle avec ses records, attendant le commissaire pour lui faire défense de passer outre. Heureusement, ils firent comme les soldats endormis qui gardaient le sépulcre : le commissaire arriva sans être vu, l'église fut un lieu d'exil où personne n'osa l'attaquer. La mère d'Epinay fut élue et son élection confirmée par l'autorité métropolitaine.

Elle rendit aussitôt ses devoirs à l'évêque, lui marquant la douleur qu'elle avait de se trouver dans cette place sans son approbation. Il ne lui répondit pas et refusa la permission de recevoir des filles pour être religieuses, des pensionnaires et des filles de service. Il intima tous ses ordres à la communauté par l'huissier de son officialité, signifia un interdit général au confesseur et défendit au chapelain fondé de dire la messe

dans l'église. On défendit à toutes les communautés, sous peine de désobéissance et d'interdit des charges, de voir ni de parler aucuns réguliers, soit résidants soit passants, même défense à l'égard de M. Launay-Hue, et nous nous trouvâmes privées des personnes pouvant donner des conseils et des secours spirituels, n'ayant pas même de confesseur.

La communauté était désolée de ne pouvoir approcher des sacrements. Un huissier signifia la nomination d'un confesseur avec ordre de le recevoir sous peine de désobéissance, c'était un prêtre qu'on avait déjà refusé parce que la communauté n'y pouvait avoir confiance. Sur notre requête, il accorda seulement un ecclésiastique sous le nom de suppléant auquel il défendit de dire la messe de communauté, de faire communier et de confesser au confessionnal dont l'entrée fut réservée au seul prétendu confesseur qui se prévalut de l'autorité qu'on lui avait donné et ne perdit aucune occasion de faire de la peine aux religieuses pendant les cinq ans qu'il conserva le titre de confesseur. Un mandement affiché dans le chœur des religieuses ordonnait, sous peine d'excommunication majeure d'assister à sa messe, de communier de sa main, de recevoir de lui des cierges, les cendres et les rameaux, à l'exclusion de tout autre prêtre.

Sur la fin de son deuxième triennal, la supérieure en informa l'évêque, celui-ci répondit qu'il ferait toutes choses pour le mieux. Le jour où devait se faire la déposition, l'official, sur un

réquisitoire du promoteur, commença de recevoir les dépositions contre la supérieure et plusieurs autres religieuses pour faire une instruction juridique. Elles crurent qu'il était prudent de paraître ignorer ce qui se passait sous leurs yeux. La supérieure écrivit à l'évêque, le suppliant de ne pas différer plus longtemps sa déposition. Il vint à Caen dans l'octave du Saint-Sacrement et refusa de recevoir les respects que la supérieure lui fit présenter.

C'est alors que M. d'Aube, intendant de la Généralité, vint lui faire les propositions suivantes : 1° Il ne serait fait aucune mention de la déposition ; 2° On choisirait pour supérieur une religieuse étrangère à la maison. Sous ces conditions, l'évêque laisserait faire l'élection et on abandonnerait l'instruction juridique commencée. La supérieure répondit qu'elle ne pouvait accepter le premier article, ce serait contrevenir formellement aux constitutions qui portent cette déposition et en règlent la forme, que pour la deuxième, elle devait soutenir la liberté des suffrages, vu que c'est un droit essentiel à tous les monastères. Quant à l'instruction, elle ne la craignait pas, leur régularité les mettant à couvert du jugement d'un official, elles souhaitaient même la continuation de la procédure qui serait une justification de leur conduite et une preuve qu'on l'avait faite pour avoir des prétextes d'exclusion auxquels elles ne pouvaient déférer sans déshonorer leur communauté. L'intendant dit que les autres monastères étaient d'un avis dif-

férent et que l'évêque avait reçu des lettres dans ce sens. Elle répondit que, loin de céder sur les deux points contestés, plus de 60 monastères l'exhortaient au contraire à les soutenir comme très intéressants pour l'ordre tout entier. L'évêque demanda à voir notre circulaire écrite à ce sujet aux monastères et le nom des maisons consultées, on lui répondit et il leur écrivit un mémoire de plaintes contre nous.

Les supérieurs des monastères de Paris s'unirent pour faire des représentations à l'évêque, les autres supérieurs écrivirent de même, à l'exception de quelques-unes qui n'étaient pas bien informées. Il s'en prévalut, n'ayant aucun égard aux instances redoublées qui ne servirent qu'à l'indisposer de plus en plus, regardant comme une révolte l'attachement aux règles. Son promoteur signifia à la mère d'Epinay un décret d'ajournement personnel avec interdit de toutes fonctions par sentence rendue en l'Officialité de Caen contre elle et plusieurs autres de la communauté. Il nous fallut passer une procuration pour faire les réquisitions respectueuses à l'évêque pour parvenir à la déposition et à l'élection d'une nouvelle supérieure. La supérieure fit signifier au promoteur de Caen son appel de l'interdit à l'official du métropolitain.

L'évêque répondit aux réquisitions respectueuses par une défense, sous peine d'excommunication majeure, de procéder à l'élection ; le commissaire métropolitain reçut la déposition en présence de l'abbé de Grainville, ancien grand

vicaire, nommé par le Roi pour assister à l'élection. La mère d'Harcourt fut élue, l'évêque ne voulut pas la reconnaître.

La mère d'Epinaÿ dut comparaître devant l'official qu'on pouvait regarder comme juge et partie, elle subit six séances d'interrogatoire de plus de deux heures chaque jour. Plusieurs religieuses furent entendues ; le procès fut porté à Rouen et la cause plaidée devant l'official métropolitain. Ses réparties qu'on lut en plein parquet, son respect pour Monseigneur et la sagesse de ses réponses furent admirées de tout le monde, elle gagna son procès avec dépens.

L'évêque en appela devant le Parlement comme d'abus de l'élection de la mère d'Harcourt. L'affaire allait être jugée en faveur de la Visitation lorsque le roi arrêta le jugement jusqu'à ce qu'on lui eût rendu compte de l'affaire. Pendant ce temps-là, l'évêque continuait à n'adresser aucun ordre à la supérieure qu'il ne reconnaissait pas. Sur ces entrefaites, la santé de Monseigneur de Lorraine, déjà très altérée, devint plus mauvaise, et il mourut à Paris où il avait coutume de passer la moitié de l'année.

Le Chapitre choisit comme grands vicaires ceux qui l'avaient été sous les deux prédécesseurs immédiats de Monseigneur de Lorraine. Ils approuvèrent la conduite de la Visitation et ils continuèrent à être remplis des mêmes intentions qu'ils avaient toujours eues pour la Communauté.

Voilà un rapport qui nous coute à faire par le respect dont nous ne nous sommes jamais départies pour un prélat qui aurait eu de la bonté pour nous et aurait rendu son diocèse plus heureux si on avait moins abusé de sa confiance. Nous eûmes la joie de voir nos actions approuvées et protégées d'un grand nombre de nos évêques et de ce qu'il y a de plus respectable dans le royaume, mais la consolation la plus grande dans nos malheurs est celle que nous avons reçue des sœurs de notre ordre. Elles ont pris part à nos peines d'une manière qui les a souvent adoucies et le nom de tous les monastères qui levaient les mains au Ciel pendant que nous combattions sera non seulement écrit dans notre mémoire et dans nos cœurs mais précieusement conservé dans les archives de notre maison. » (1)

Grâce à cette lettre nous assistons à un véritable drame dont les diverses phases se déroulent sous le cloître. Dans la lutte soutenue par la mère d'Epinay qui, respectueusement mais avec fermeté, soutient les droits et les prérogatives de son ordre, en face du prélat autoritaire, il faut reconnaître que ce dernier, ainsi que ceux qui étaient de son parti, n'ont pas le beau rôle. Ah ! si le Régent, s'inspirant de l'exemple de Louis XIV, avait refusé de nommer Armand de Lorraine à l'évêché de Bayeux, il eût épargné au diocèse bien des troubles et aux religieuses de la Visitation bien des larmes !

Monseigneur de Lorraine devait gouverner le dio-

(1) *Archives du monastère de la Visitation de Caen.*

cèse pendant quelques années encore qui ne furent pas plus tranquilles. Sa mort même n'apaisa pas les discordes car, pendant que dans les monastères qui avaient adopté son parti, à l'abbaye de Saint-Etienne notamment, on célébrait un service pour son âme, les curés des paroisses de Caen ne le recommandaient pas aux prières des fidèles et dans la cathédrale de Bayeux, un dominicain attaquait violemment sa mémoire. Ainsi finit ce malheureux épiscopat, cause de tant de scènes scandaleuses, si pernicieuses à la Religion.

APPENDICE

I

La mère d'Epinay n'a jamais agi sans conseil se défiant de ses propres lumières, auxquelles elle n'était pas attachée, parce qu'elle ne cherchait que le bien de tout l'ordre et en particulier de cette communauté. Les cardinaux de Fleury, de Nouailles et de Bissy en étaient persuadés et l'honoraient de leur estime. Les archevêques et évêques de Rouen, de Sens, de Coutances, d'Evreux, de Metz, de Gap et d'Auxerre lui rendirent la même justice. Ce dernier fit un voyage en Normandie dans le temps de toutes nos affaires, il lui fit l'honneur de la venir voir et lui rendit bien des services.

D'autres, inspirés de Dieu, sans la connaître, lui écrivaient des lettres les plus consolantes du monde, il semblait que tout se réunissait pour applaudir sa conduite. Celle de Mgr l'évêque de Genève dans cette occasion, la pénétra de reconnaissance, s'étant instruit par lui-même de l'état des choses, il écrivit de Paris, que si sa présence pouvait lui être de quelque utilité, il viendrait volontiers à Caen l'aider à soutenir les droits de l'Ordre et procurer la tranquillité à notre com-

munauté, la louant comme les autres sur son zèle et sa fermeté. (1)

II

Lettre écrite par le ministre d'Etat, le Marquis de la Vrillière à Monseigneur de Lorraine le 25 avril 1792

« Sa Majesté m'ordonne de vous écrire qu'elle reçoit depuis longtemps des plaintes si fortes et si continuelles de la conduite que vous gardez envers les confesseurs et les communautés de filles, qu'un grand nombre d'elles ne peuvent plus recevoir les sacrements, étant forcées de s'abstenir de la communion pascale. »

L'évêque répondit aussitôt, en rejetant sur les jésuites la responsabilité des troubles causés dans son diocèse par son intransigeance : « ...Il n'y a pas trois jours que j'ai nommé aux religieuses de la Visitation vingt-quatre confesseurs pour en choisir un. Aucun n'est appelant, je ne puis leur en forger d'une autre espèce. Il est vrai que l'une d'elles a jugé à propos de ne point faire ses Pâques dans le temps, quoique j'aie nommé un confesseur et je lui accordé celui qu'elle demandait, je n'ai point entendu parler d'aucune autre. Je suis d'une naissance à commander, mais personne n'en abuse moins que moi, surtout depuis que je suis évêque et je suis en

(1) *Vie de la sœur d'Epinay* (Archives du monastère de la Visitation de Caen).

état de vous en donner une preuve récente. C'est qu'au sujet des discussions que j'ai avec les religieuses de la Visitation, j'ai voulu en passer par l'avis de Messieurs Lemaître et Nouët, avocats fameux, ce qui n'a pas été de leur goût. Appelez-vous cela, Monsieur, exercer une autorité despotique et arbitraire ? Au reste, les jésuites et quelques religieuses de deux ou trois communautés qu'ils tournent comme des manivelles sont les seuls qui s'imaginent le feu prétendu qui consume tout dans mon diocèse. » (1)



(1) Document communiqué par M. l'abbé Le Mâle.

**LISTE DES MEMBRES
TITULAIRES ET HONORAIRES**

TABLE

BUREAU

Pour l'année 1920-1921

MM.

BIRE, *président.*

TOUCHET (colonel DE), *vice-président.*

PRENTOUT, *secrétaire.*

POUTHAS (CH.-H.), *vice-secrétaire.*

MAULDE (DE), *trésorier.*

COMMISSION D'IMPRESSION

MM.

BIRE, *président.*

PRENTOUT, *secrétaire.*

POUTHAS (CH.-H.), *vice-secrétaire.*

CHARBONNIER (D'),

LECORNU (D'),

VIGOT (D'),

WEILL.

TESNIERE,

VILLEY (Edmond),

membres
de
droit.

membres
élus.

BUREAU

Pour l'année 1921-1922

GIDON (D'), *président.*

BIRE, *vice-président.*

PRENTOUT, *secrétaire.*

POUTHAS (CH.-H.), *vice-secrétaire.*

MAULDE (DE), *trésorier.*

COMMISSION D'IMPRESSION

GIDON (D'), <i>président.</i>	}	membres de droit
PRENTOUT, <i>secrétaire.</i>		
POUTHAS (Ch.-H.), <i>vice-secrétaire.</i>		
TESNIERE,	}	membres élus
VILLEY (Edmond),		
GRELE,		
NICOLAS,		
PERROTTE,		
TONY-GENTY.		

LISTE DES MEMBRES TITULAIRES*au 1^{er} novembre 1921***MM.**

Date de l'élection

1870 29 janv.	CARLEZ (J.), directeur hono- raire de l'Ecole nationale de musique.
1872 22 nov.	LAVALLEY (Gast.), bibliothé- caire honoraire de la Ville.
1882 28 déc.	VILLEY (Edm.), doyen de la Faculté de Droit, Membre de l'Institut.
1884 25 avril	BOURGEOON, pasteur protes- tant, président du Consistoire.
1886 26 mars.	LEBRET, ancien député, ancien ministre de la Justice et des Cultes, professeur à la Facul- té de Droit.

MM.

Date de l'élection

1891 26 déc.	CAREL (Pierre), avocat.
1892 26 fév.	SAINT-QUENTIN (comte DE), sénateur, ancien président de la Société d'agriculture et de commerce.
1892 25 mars.	VIGOT (D'), professeur à l'Eco- le de Médecine.
1892 27 mars.	LONGUEMARE (Paul DE), di- recteur de l'Association nor- mande, conseiller général.
1899 23 juin.	TESNIERE (Paul), vice-prési- dent du Conseil général du Calvados.
1900 26 janv.	PRENTOUT (Henri), profes- seur à la Faculté des lettres.
1901 27 déc.	MOISY, président honoraire du Tribunal civil.
1904 24 fév.	VANEL (Gabriel), ancien ma- gistrat.
1905 24 janv.	BIRÉ, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel, conseiller général.
1905 24 fév.	GRELÉ (E.), docteur ès lettres, receveur municipal.
1907 23 avril.	GIDON fils (D'), docteur ès sciences, professeur sup- pléant à l'Ecole de médecine.
1909 26 fév.	WEILL (Georges), professeur à la Faculté des Lettres.

MM.

Date de l'élection

- 1910 26 janv. SAUVAGE, docteur ès-lettres,
archiviste départemental.
- 1910 27 mai. LECORNU (D'), professeur à
l'Ecole de Médecine.
- 1910 23 déc. MONIEZ, recteur de l'Acadé-
mie, correspondant de
l'Institut.
- 1911 24 nov. LEGER (D'), professeur à l'E-
cole de médecine.
- 1911 24 nov. TOUCHET (DE), lieutenant-co-
lonel, ancien président de la
Société des Antiquaires de
Normandie.
- 1912 28 déc. BOISSAIS, avocat à la Cour
d'appel.
- 1913 22 nov. CHARBONNIER (D'), profes-
seur à l'Ecole de médecine.
- 1913 27 déc. LIEGARD (Alfred), publiciste,
ancien secrétaire de la Socié-
té des Beaux-Arts.
- 1914 28 fév. LESAGE, pharmacien hono-
raire.
- 1914 28 fév. YVON, professeur au Lycée.
- 1914 24 juill. DE MAULDE, directeur hono-
raire de la Banque de France.
- 1916 26 mai. BENOIT DU REY, docteur en
droit, directeur de la « Mu-
tuelle » du Calvados.

MM.

Date de l'élection

- 1917 22 déc. NICOLAS, architecte départemental.
- 1918 15 fév. POUTHAS (Ch.-H.), professeur au Lycée.
- 1918 15 fév. PERROTTE, ancien maire de Caen.
- 1918 15 fév. TONY-GENTY, vice-président de la Société des Bibliophiles de Normandie.
- 1918 15 mars. GUILLAUME, archiviste paléographe, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université catholique de Lille.
- 1918 17 mai. BELLIER-DUMAINE, docteur ès lettres, professeur au Lycée.
- 1920 19 mars. GUIBÉ (D^r), directeur de l'École de Médecine, chirurgien des hôpitaux de Paris.
- 1920 16 avril. BRIDREY, professeur à la Faculté de Droit.
- 1921 21 janv. PILON, doyen de la Faculté de droit.
- 1921 18 fév. PITROU, docteur ès lettres, professeur au Lycée, chargé de conférences à la Faculté des Lettres.

MM.

Date de l'élection

- 1921 18 fév. VIGUIER, professeur de botanique à la Faculté des Sciences.
- 1921 18 mars. LANGLOIS Henri, docteur en droit, homme de lettres, président du tribunal civil.
- 1921 20 mai. DESBOUIS (D'), professeur à l'Ecole de médecine.
- 1922 20 janvier. GENESTAL DU CHAUMEIL, professeur à la Faculté de droit et à l'Ecole des Hautes Etudes.
-

MEMBRES HONORAIRES

MM.

- DROUET, ancien président de la Société des Antiquaires de Normandie.
- SOURIAU, professeur à la Faculté des Lettres.
- POUTHAS (Ch.), proviseur honoraire au Lycée.
-

NÉCROLOGIE (1920-1922)

MM.

Membres titulaires

- CARLEZ (J.), directeur honoraire de l'Ecole nationale de musique.

BOURGEON, pasteur protestant, président du Consistoire.

Membres correspondants

DESCHANEL Paul, membre de l'Académie française.

LEROY-BEAULIEU, membre de l'Institut.

LEVE, homme de lettres.

MONTELIUS (Oscar), directeur des Antiquités du royaume de Suède, correspondant de l'Institut.



TABLE DES MATIÈRES

MÉMOIRES

	Pages
I. PAUL CHALLEMEL-LACOUR, LE VOYAGEUR, LE CRITIQUE, L'ÉCRIVAIN POLITIQUE, D'APRÈS SA CORRESPONDANCE INÉDITE (1859-1870), par M. E. GRELÉ, membre titulaire	1
II. LA HAGUE ; Souvenirs et Paysages, par M. VANEL, membre titulaire	261
III. RÉFLEXIONS SUR UN PROJET DE RÉFOR- ME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, par CH. BELLIER-DUMAINE, membre titulaire	277
IV. NOS CONFRÈRES : LE CINQUANTENAIRE ACADÉMIQUE DE M. CARLEZ	313
Allocution du Président	315
Réponse de M. Carlez	319

DOCUMENTS

	Pages
I. UN PRÉLAT JANSÉNISTE : L'OMBRE DU CARDINAL DE. LORRAINE, document publié par M. LESAGE, membre titulaire	1
II. LISTE DES MEMBRES	29

Date Due

DEMCO-203

[illegible]

The Ohio State University



3 2435 06401997 9

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	07	35	17	8	02	008	1